

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°362

MAI 2015

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- WASHINGTON : VISITE DE MASSOUD BARZANI
- IRAK : PRISE DE RAMADI PAR L'ÉTAT ISLAMIQUE
- SYRIE : PRISE DE PALMYRE PAR L'ÉTAT ISLAMIQUE
- TURQUIE : EN CAMPAGNE, LE HDP DÉFIE LE PARTI AU POUVOIR
- IRAN : ÉMEUTES À MAHABAD APRÈS LA MORT SUSPECTE D'UNE JEUNE KURDE
- CULTURE : LE NATIONAL GEOGRAPHIC LANCE UN SITE EN KURDE

WASHINGTON : VISITE DE MASSOUD BARZANI

Le 5 mai, Massoud Barzani, le président de la Région du Kurdistan d'Irak a rencontré à Washington le président Barack Obama pour une demi-heure d'entretien et le vice-président Joe Biden pendant une heure. Massoud Barzani n'a fait aucune déclaration immédiate à la presse, mais d'après les officiels kurdes qui l'accompagnaient, ces rencontres ont été plus longues que prévues, retardant d'une demi-heure la visite du président kurde à la Chambre de Commerce des États-Unis qui a eu lieu immédiatement au sortir de la Maison Blanche.

Lors de son discours à la Chambre de Commerce, Massoud Barzani est revenu sur ses entretiens avec les président et vice-président des États-Unis, en indiquant leur avoir transmis « les remerciements du peuple du Kurdistan pour leur soutien en ces temps difficiles ». Le président kurde s'est ensuite adressé plus particulièrement aux investisseurs américains en assurant qu'en dépit de la guerre et des attaques terroristes, la Région kurde « est toujours ouverte aux sociétés étrangères qui viennent là-bas, et je remercie toutes les sociétés qui n'ont pas quitté le Kurdistan en ces

temps difficiles, ce dont je nous en sommes très reconnaissant : cela a été un grand soutien moral. »

Le lendemain 6 mai, Massoud Barzani a de nouveau rencontré Joe Biden lors du petit-déjeuner, avant de se rendre en matinée au siège de la think tank Atlantic Council, il s'est exprimé plus en détail, devant un panel d'invités, la représentante du GRK aux États-Unis et plusieurs ministres kurdes, sur la question du Kurdistan d'Irak et son avenir, ainsi que les développements régionaux vus d'Erbil, les défis et les priorités de la Région dans

la guerre contre l'EI et enfin les points ou problèmes clef dans les relations entre les États-Unis et le GRK.

Frederick Kempe, président de l'Atlantic Council a accueilli et présenté les invités et la l'ambassadeur William Taylor, vice-président par intérim de l'USIP a modéré la rencontre.

Frederick Kempe a d'abord loué la bravoure et la détermination des Peshmergas dans leur combat contre Daesh, en rappelant qu'à ce jour, plus de 1200 d'entre eux avaient perdu la vie et que 7000 avaient été blessés. Il a aussi salué la présence très fréquente du président kurde sur les lignes du front, au milieu de ses hommes et ses visites aux familles des soldats tombés. Il a également rappelé le fardeau de 2 millions de réfugiés pesant sur le Kurdistan d'Irak et les conséquences économiques qui en découlent, aggravées par la chute des prix du pétrole et le conflit avec Bagdad au sujet du budget kurde.

Après avoir retracé la vie et le parcours politique de Massoud Barzani, il a conclu en citant les propos du Time Magazine quand le président kurde a été « vice-champion » de la liste des personnalités les plus importantes de l'année » en 2014 : « Un président puissant, dont la vie encapsule l'histoire d'un peuple dont le temps finalement, semble être venu. L'héritage de Massoud Barzani est encore en cours d'écriture, mais quand les hordes de l'État islamique d'Irak et de la Grande Syrie ont essaimé à partir du nord de Fallujah aux premiers jours de juin 2014, ont conquis la deuxième plus grande ville d'Irak en quatre jours et se sont tournées alors vers le pays kurde, une chose a été claire : Les Kurdes d'Irak et peut-être 22 millions d'autres

Kurdes de la région ont été un élément décisif. »

Prenant la parole, le président Barzanî a renouvelé son message de remerciements, de la part du peuple kurde, à l'adresse du peuple américain et de son gouvernement pour leur aide dans la guerre contre l'EI.

Il a ensuite retracé brièvement le déroulé de la guerre depuis août 2014, quand le Kurdistan a eu à faire face aux milices de Daesh, disposant d'un armement massif, en provenance « de l'armée syrienne comme de l'armée irakienne ». La politique adoptée par les Kurdes a été double : d'abord stopper l'avance de l'EI, dans une stratégie défensive, et puis de passer à l'offensive en attaquant les terroristes. Dans tous les cas, les frappes de la Coalition ont été décisives pour changer la donne sur le terrain et ont infligé à Daesh de lourdes pertes.

Massoud Barzanî a tenu à rappeler que l'EI n'était pas « une organisation nouvelle, une organisation émergente, mais une extension d'Al-Qaïda, mais dans une version plus poussée. « Ce groupe a prouvé qu'il est contre toute humanité, ils sont contre le passé, ils sont contre l'histoire, ils sont contre l'avenir, ils sont contre la liberté et toutes les valeurs humaines et démocratiques auxquelles nous croyons. Ils ont prouvé, dans les faits, qu'en quelque endroit qu'ils contrôlent, il n'y a plus de place pour la démocratie, la liberté, la liberté religieuses et tous autres principes démocratiques. »

Le président kurde s'est ensuite dit fier de ce que les Peshmergas ont accompli pour détruire le mythe de l'invincibilité de l'EI. L'armée kurde a réussi non seulement à détruire le « mythe Daesh » mais aussi à nettoyer et

libérer près de 20 000 km² auparavant sous contrôle de l'EI. Mais il rappelle à quel prix : « nous avons souffert, nous avons fait d'énormes sacrifices. Mille deux cents Peshmergas y ont laissé leur vie et sept mille d'entre eux ont été blessés, en plus du coût matériel et moral que la guerre inflige à notre communauté. » La guerre pèse très lourdement sur l'économie du Kurdistan, car la conséquence des combats a été la venue d'un grand nombre de réfugiés, internes ou venus de Syrie. Les Kurdes d'Irak ont ouvert leurs portes à 1,5 million de réfugiés et de personnes déplacées, de nationalités, d'ethnies, de religion différentes, dont 250 000 venus de Syrie. Ainsi dans la ville de Duhok, les réfugiés sont maintenant plus nombreux que les résidents locaux : « Aux premiers jours de l'attaque, la situation était très difficile, très tendue. Mais j'ai rencontré les représentants des chrétiens, des yézidis, des Turkmènes. Et je leur ai assuré que cette situation était temporaire, que nous vaincrons les terroristes, et que nous ne voulions pas qu'aucun d'entre eux quitte ce pays, pour chercher asile ailleurs. Nous resterons ensemble. Nous vivrons libres dans ce pays, ou nous mourrons ensemble. »

À présent certains réfugiés ont pu rentrer chez eux, à la faveur de l'offensive des Peshmergas, mais un grand nombre attendent encore de pouvoir retrouver leurs foyers.

« Si nous mesurons la ligne de front de Kobanî à Khanqin, les Kurdes se battent contre l'EI sur 1500 km de long. Nous sommes fiers de tous les Peshmergas, de ce qu'ils ont fait, pas seulement dans la Région du Kurdistan d'Irak mais aussi à Kobanî où ils ont aidé aussi à vaincre l'EI. Bien sûr, les frappes ont été très effi-

caces et utiles, mais les Peshmergas manquent toujours d'armes et de munitions – les armes et les munitions nécessaires pour mettre fin à cette guerre, de façon décisive et rapide. »

Le modérateur William Taylor a posé la première question en abordant le sujet des relations entre Erbil et le nouveau gouvernement de Bagdad. Le président a répété que la priorité était de vaincre l'EI, mais qu'à côté de cela, il y avait, effectivement, d'autres problèmes, dont celui du budget devant être versé aux Kurdes. Au début de 2015, un accord a pu être trouvé, et les relations entre le GRK et Bagdad bien plus meilleures qu'au temps du précédent gouvernement irakien. Cependant, toutes les divergences n'ont pas été surmontées, mais Massoud Barzani estime que de part et d'autre, il existe « un désir commun de résoudre ces questions et d'y trouver les solutions appropriées », ainsi que celui de « travailler ensemble ».

« En ce qui nous concerne, nous sommes parvenus à un accord et le GRK doit fournir et exporter [pour le compte de Bagdad] 550 000 barils par jour, comme cela est stipulé dans l'accord, et comme cela figure dans la loi sur

le budget. Nous espérons et attendons que Bagdad – le gouvernement fédéral de Bagdad honore cet accord et fournisse au Kurdistan sa part des revenus. »

Interrogé ensuite sur la question de « l'unité de l'Irak » et si cette même question avait été abordée dans les entretiens avec Barack Obama et Jo Biden, le président Barzani a répondu qu'il ne faisait aucun doute que la guerre contre l'EI réclamait l'unité de tous les peuples de l'Irak, et que dans cette guerre, le Kurdistan jouait un rôle majeur. « Mais l'unité de l'Irak dépend des autres peuples de l'Irak, de comment l'Irak va devenir démocratique, jusqu'à quel point ils sont attachés à une coexistence pacifique, parce que cette unité est volontaire et non obligatoire. Par conséquent, la chose importante est d'essayer de faire en sorte que tous, en Irak, aient cette conviction, que l'union est volontaire et non forcée. »

Sur le rôle important que jouent les Kurdes dans l'arbitrage et la conciliation des conflits irakiens, Massoud Barzani rappelle que la protection apportée par les Kurdes aux victimes de ces conflits internes a été majeure, « mais il faut un effort collectif, de la part de tous. L'Irak repose principalement sur trois piliers,

qui sont les Kurdes, les Arabes – chiïtes et sunnites ; s'y ajoutent d'autres minorités nationales : les Turkmènes, les Chaldéens, les Assyriens et plusieurs sectes et religions. Mais quand l'Irak a été fondé après la Première Guerre mondiale, c'était selon le principe que Kurdes et Arabes seraient partenaires dans ce pays. Malheureusement, nous n'avons pas pu établir ce partenariat requis. Nous avons essayé et essayons encore, mais cela n'empêchera pas le peuple du Kurdistan d'exercer son droit à l'auto-détermination. L'occasion lui a été donnée de se prononcer sur son avenir par un référendum. Mais cela se fera de façon pacifique, cordial et dans la compréhension et le dialogue. »

Interrogé sur précisément dans le public sur la possibilité de voir une indépendance du Kurdistan « pour l'année prochaine », Massoud Barzani a répondu sans détours qu'il ne pouvait affirmer que ce serait pour l'année prochaine, mais que certainement l'indépendance du Kurdistan était en chemin, qu'il s'agissait d'un « processus continu » qui ne s'arrêterait pas ni ne ferait marche arrière. Le référendum aura lieu, et la seule raison pour laquelle il a été retardé jusqu'à présent est la guerre contre l'EI.

IRAK :

L'ÉTAT ISLAMIQUE S'EMPARA DE RAMADI

Après avoir perdu Tikrit en avril dernier, l'État islamique n'a pas pour autant renoncé à s'étendre dans la région sunnite et a lancé ses attaques contre la ville de Ramadi (capitale de la province d'Anbar). Le 18 mai, Daesh annonçait s'être emparé totalement de dans la province d'Anbar, infligeant à Bagdad sa plus lourde défaite depuis la chute de Mossoul en juin 2014.

Autre point commun avec la prise de Mossoul, il semble que les forces armées irakiennes sur place se soient enfuies en laissant, une fois de plus, un armement conséquent aux mains des miliciens de Daesh. Interrogé par l'agence Reuters, un membre du conseil provincial d'Anbar, Athal Fahdawi, a même qualifié cette retraite d'« effondrement complet », malgré les appels sur les ondes du Premier Ministre

Al-Habadi, exhortant les troupes régulières à résister sur place.

La perte de Ramadi laisse toute la région désertique frontalière de l'Arabie saoudite, de la Syrie et de la Jordanie aux mains de l'État islamique. C'est aussi un coup de plus porté à la survie de l'Irak en tant qu'État unifié, puisque la déroute, voire la désertion de son armée a obligé le gouvernement central à faire

appel aux milices confessionnelles chiïtes, soutenues et entraînées par l'Irak, pour reconquérir Ramadi. C'est enfin un camouflet à l'égard de la politique américaine, qui s'est attachée, depuis l'été dernier, à la reconstruction d'un Irak « unifié » dont la défense et l'effort de guerre serait subordonnée à Bagdad, notamment dans la redistribution des armes fournies par l'Occident, ce dont se plaignent amèrement les Kurdes, sous-armés depuis un an et qui n'ont, eux, plus reculé sous l'assaut de l'État islamique depuis août. La chute de Ramadi est aussi une menace pour le Kurdistan, puisque qu'elle alimente, une fois encore, les rangs des djihadistes, avec l'armement lourd et sophistiqué livré par les États-Unis à l'armée irakienne, et dont sont toujours cruellement dépourvus les Peshmergas.

Aussi le Pentagone a-t-il tenté, dès les premières heures qui ont suivi la prise de Ramadi, de minimiser l'événement en le présentant comme un simple revers militaire et non un tournant de la guerre, en faveur de l'EI. Mais au fur et à mesure que les jours passaient et qu'il s'avérait évident que même les milices chiïtes n'allaient pas reconquérir la ville en trois jours, les critiques se sont faites plus viru-

lentes au sein même du département de la Défense américaine. Ash Carter, secrétaire d'État à la Défense, a ainsi fustigé, sur CNN, l'absence de volonté « de se battre » au sein des forces irakiennes.

« Ce qui est arrivé, apparemment, est que les forces irakiennes n'ont témoigné d'aucune volonté de se battre. Elles n'ont pas été submergées par le nombre. En fait, elles étaient largement plus nombreuses que les forces d'en face. Cela me fait dire – comme à la plupart d'entre nous – que nous avons un problème avec la volonté des Irakiens de combattre l'EI et de se défendre eux-mêmes. »

De fait, la réponse américaine à la situation irakienne a été de réarmer l'armée et de la réentraîner, demandant, en contrepartie, une « réconciliation » entre chiïtes et sunnites, passant par un partage du pouvoir entre les trois grandes composantes du pays : les chiïtes, les sunnites et les Kurdes. Par ailleurs, l'intervention militaire de la Coalition se borne à des frappes aériennes et Washington, pour le moment, s'en tient à sa politique « zéro homme au sol », en comptant sur les Irakiens et les Kurdes pour faire tomber l'État islamique. La chute de Ramadi

remet sérieusement en cause l'efficacité de cette stratégie et reporte à une date incertaine la reconquête de Mossoul, qui aurait dû commencer, selon les vœux de Washington, dès avril dernier.

Sans remettre en cause la non intervention de troupes américaines au sol, Ash Carter affirme que l'aide des frappes aériennes pourrait suffire aux forces irakiennes pour battre l'EI : « Nous pouvons participer à la défaite de l'EI, mais nous ne pouvons faire de l'Irak... une place décente pour que les gens y vivent, nous ne pouvons remporter la victoire, seuls les Irakiens le peuvent, et, en particulier, dans ce cas, les tribus sunnites de l'Ouest.

Selon le Pentagone, les troupes irakiennes auraient laissé sur place à Ramadi une demi-douzaine de tanks, un nombre équivalent de pièces d'artillerie, un grand nombre de véhicules blindés et une centaine de Humvees.

Sur le plan des victimes, la guerre-éclair de trois jours qui a abouti à la prise de la ville aurait fait 500 morts (chiffres officiels des autorités d'Anbar) lors des combats et jeté une fois de plus sur les routes des milliers de réfugiés civils.

SYRIE : PRISE DE PALMYRE PAR L'ÉTAT ISLAMIQUE

Deux jours après qu'ils ont annoncé avoir pris le contrôle total de Ramadi, en Irak, l'État islamique entrait dans la ville syrienne de Palmyre après en avoir chassé l'armée baathiste, s'emparant de sa base militaire, d'un important stock d'armements, de sa prison (une des plus sinistres du régime et de sa politique de répression à l'égard de ses opposants poli-

tiques) et du siège des services secrets. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, les affrontements auraient fait cent victimes parmi l'armée syrienne.

La prise de Palmyre suscite l'inquiétude pour les vestiges de son ancien site d'époque gréco-romaine, ses rues à colonnades, son temple et son théâtre, l'État islamique ayant déjà à son actif de nombreuses destructions ou

déprédations de sites irakiens, comme Khorsabad ou Hathra. Le directeur des Antiquités nationales syriennes a lancé un appel international : si des centaines de statues conservées sur place au musée de Palmyre ont été démenagées et mises en sûreté, il reste les artefacts les plus monumentaux impossibles à déplacer et le site archéologique lui-même. L'UNESCO a également demandé un effort interna-

tional pour sauver « cet héritage culturel unique », que l'organisation a mis sur sa liste « Patrimoine mondial en danger » depuis 2013.

Palmyre était déjà un site d'habitation à l'époque paléolithique et néolithique, et est mentionnée comme oasis et étape caravanière dans les archives du palais de Mari (II^e millénaire avant J.C.). La bible la mentionne sous son autre nom, Thadmor, en lui attribuant Salomon pour fondateur (2 Chroniques 8,4). Elle maintint son indépendance après la conquête séleucide du IV^e siècle av. J.C., mais mena une existence assez obscure jusqu'aux premiers assauts romains, en 41 av. J.C. En l'an 19, l'empereur Tibère l'intégra à la province romaine de Syrie. Elle prospéra à la faveur des voies commerciales reliant l'Inde et la Perse à l'Empire romain. Au III^e siècle, les Sassanides conquièrent une partie de la Syrie mais Palmyre fut épargnée. L'affaiblissement du pouvoir central impérial permit un bref intermède « indépendantiste » quand Zénobie, veuve du prince Odénat que Gallien avait chargé de défendre la ville contre les Perses, s'émancipa à la mort de son époux, de la tutelle romaine.

En 272, l'empereur Aurélien reprit le contrôle de Palmyre et en chassa Zénobie, sans détruire sa capitale. Mais par la suite, son importance déclina et elle devint surtout une ville de garnison, jusqu'à l'époque byzantine. La conquête musulmane (à laquelle les Palmyréens n'opposèrent pas de résistance) relança quelque peu son activité et c'est à ses alentours que les califes omeyyades construisirent leurs résidences secondaires luxueuses, surnommées « palais du désert ». Palmyre survécut sans dommage aux Croisades et à l'invasion de Tamerlan. Dans

sa vaste encyclopédie en 20 volumes, « Voies des regards sur les royaumes des grandes villes » (Masālik al-abṣār fī mamālik al-amṣār) le lettré damascène Ibn Fadlallah al-Omari loue ses jardins, son commerce florissant et ses curieux monuments qui, jusqu'ici, n'avaient jamais été menacé par un vandalisme musulman (pas plus que chrétien). Son économie décline sous les Ottomans, mais son prestige renaît quand elle est redécouverte par les voyageurs occidentaux aux XVII^e et XVIII^e siècles : son architecture et son plan urbain inspirèrent les architectes et urbanistes néoclassiques européens et américains, à l'instar de la redécouverte de Pompéi et d'Herculanum à la même époque et : *Ruins of Palmyra* de l'archéologue irlandais Robert Wood, parut ainsi en 1753.

Palmyre fut un foyer de culture originale, mêlant les influences iraniennes, sémitiques et greco-romaines, tant dans ses cultes religieux que dans ses pratiques artistiques (son décor monumental ou ses sculptures funéraires) et artisanales. Les vestiges de la cité comprennent une longue rue à colonnades (1100 m), bordée de ruelles perpendiculaires. Ces monuments les plus remarquables étaient un grand temple voué au dieu sémitique Bel ou Baal, une agora et un théâtre, le « camp de Dioclétien » (site militaire ou palais), d'autres édifices cultuels, des thermes et des quartiers résidentiels. Elle était pourvue d'une enceinte fortifiée, d'un aqueduc et de vastes nécropoles, surnommée « Vallée des tombeaux ».

Mais pour les Syriens contemporains, le nom de « Tadmor » résonne de façon plus sinistre, car sa prison tristement célèbre fut une des plus inhumaines du régime baathiste, du début des années 1960 au début des années

2000. Un rapport d'Amnesty International, rédigé en 2001, rappelle ainsi que « Sous couvert de l'état d'urgence en vigueur sans interruption depuis le 8 mars 1963, les différentes branches des forces de sécurité peuvent maintenir des suspects politiques en détention arbitraire et illimitée. Des dizaines de milliers de personnes ont été interpellées dans le cadre de vagues massives d'arrestations visant les membres présumés d'organisations de gauche, de mouvements islamistes ou nationalistes arabes et de groupes politiques kurdes ainsi que tout individu ayant des activités hostiles au gouvernement et à la politique menée par celui-ci. Des centaines de prisonniers politiques sont au nombre des personnes arrêtées. Les détenus sont souvent torturés pendant leur maintien au secret absolu, qui peut durer des mois, voire des années, sans inculpation ni jugement. Des milliers de familles ignorent tout du sort de leurs proches et certaines, dont les êtres chers ont « disparu » après leur arrestation, craignent le pire [...] La prison militaire de Tadmor semble avoir été conçue pour infliger aux détenus des souffrances et une humiliation maximales, pour les terroriser et pour briser leur moral en les maintenant sous une surveillance stricte. Non seulement les détenus sont coupés du monde extérieur, mais il leur est également interdit de communiquer entre eux. Ils sont déshumanisés dans tous les aspects de la vie quotidienne. »

Dans le début des années 1990, cependant, toujours selon Amnesty International, « la plupart des prisonniers politiques ont été élargis par groupes à la faveur d'amnisties présidentielles ou à l'expiration de leur peine d'emprisonnement. La plus récente de ces amnisties,

proclamée en novembre 2000 par le président Bachar el Assad, aurait concerné 600 prisonniers politiques appartenant à différents groupes d'opposition. Depuis 1991, date de la première amnistie, le nombre de prisonniers politiques, parmi lesquels on compte aussi les prisonniers d'opinion, a été ramené de plusieurs milliers à quelques centaines. »

La prison a été fermée en 2001. Mais en 2011, aux premiers mois de la révolte syrienne, les prisonniers politiques ont à nouveau rempli ses murs, surtout des mani-

festants (350 transferts en juin 2011), ainsi que des soldats déserteurs. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, les détenus ont été déplacés dans d'autres lieux en Syrie, avant la chute de Palmyre.

Huit jours après la prise de la ville, des vidéos tournées et diffusées par l'État islamique montraient que, pour le moment, les sites historiques n'ont pas été dévastés. Par contre, les exactions contre les civils ont commencé et le théâtre romain a été utilisé pour une exécution publique, au cours de laquelle 20 hommes ont été

fusillés, devant une foule rassemblée sur les gradins antiques. Les condamnés seraient des « collaborateurs » du régime. L'OSDH affirme qu'environ 150 membres des forces syriennes ont été ainsi exécutés, par balles, décapitations ou au couteau, ainsi que 67 civils : « Des familles des familles entières ont été supprimées », accuse le directeur de l'Observatoire Rami Abdel Rahman, dont des enfants avec leurs parents. La plupart des exécutions ont eu lieu à Palmyre. Certaines victimes ont été tuées par balles, d'autres ont été décapitées ou tuées avec des couteaux. » (AFP).

TURQUIE : EN CAMPAGNE, LE HDP DÉFIE LE PARTI AU POUVOIR

Le ton de la campagne électorale en Turquie a surtout été dominé par le parti au pouvoir, l'AKP et le parti kurde du HDP, qui avait « bon espoir » de franchir enfin le seuil fatidique des 10% de votes au niveau national, lui donnant accès au Parlement de Turquie. Dans la composition actuelle du Parlement, les seuls Kurdes à pouvoir y siéger nationale ont pu le faire au sein d'autres partis ou en indépendants.

Le 4 mai, en tournée électorale en France (les votes de la diaspora kurde et turque allaient compter aussi), le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş a déclaré que les priorités de son parti étaient l'adoption d'une nouvelle constitution turque qui garantirait des droits ethniques, religieux, et l'égalité des « genres ».

Le programme du HDP, qui a été aussi traduit et diffusé en France, se présente comme étant celui de la liberté, de l'égalité, de la justice et de la paix en Turquie. Il reprend les grandes lignes du dernier message d'Öcalan lu à Diyarbakir en mars dernier, notamment dans son volet écologique : « la préservation

de la nature, de l'humain et de toutes les espèces vivantes' sont présentées comme « valeurs fondamentales » du parti.

Pour garantir les droits des différentes cultures, peuples et langues de Turquie, « l'adoption d'une nouvelle constitution est indispensable », ainsi que la liberté de croyance et d'opinion.

La question de la paix est une « aspiration première » dont les conditions indispensables sont « l'éducation en langue maternelle, l'auto-organisation et l'auto-gestion des peuples (notions assez vagues mais qui sont issues de l'« autonomie démocratique » souhaitée par Öcalan et que le PYD a plus ou moins voulu mettre en place dans le Rojava syrien) et une « citoyenneté égale pour tous ». Les « revendications légitimes de tous les peuples et de toutes les croyances, notamment des Kurdes et des alévis: doivent être prises en compte.

Pour ce qui est de la politique étrangère, le HDP soutient la « lutte des peuples pour la liberté et la démocratie », « face aux occupations, aux guerres, aux bases

militaires et à la prolifération des armes créées par les forces impérialistes dans nos régions et dans le monde entier. » Curieusement, dans ce volet, aucune allusion à la menace djihadiste et à la guerre totale que Daesh a déclaré dans le monde, et aux événements de Kobanî, qui ont pourtant fortement nui à la popularité de l'AKP dans l'électorat kurde. La guerre est présentée comme unique fruit de l'impérialiste, dans un ton très « vieille garde de gauche » ce qui donne l'impression que les programmes antérieurs ont été recyclés sans mise à jour. Le volet économique reprend cette charge anti-capitaliste, en attaquant, entre autres, les conditions de travail dangereuses et pénibles en Turquie, la précarisation de l'emploi, la sous-traitance, et la « désyndicalisation ».

La démocratie directe est prônée, avec toujours le principe de « gestion autonome, locale et démocratique ». Ainsi les préfets et sous-préfets seraient élus par le peuple. « Les prérogatives des services publics tels que l'éducation, la santé et la sécurité doivent être redistribués aux collectivités locales.

Concernant l'égalité des genres et la défense des femmes, « victimes de violence, de viol, de harcèlement et d'assassinat », le HDP réaffirme son attachement à la parité en son sein et à une co-présidence (un homme/une femme). L'égalité des genres concerne aussi les discriminations envers les LGBT (lesbiennes, gay et transsexuel(le)s).

Enfin le programme se termine sur l'écologie et la protection de la biodiversité, avec une opposition aux « grands projets inutiles entraînant les déforestations, les assèchements des cours d'eau, les pollutions maritimes », mais le projet du GAP, cette série de barrages inondant des régions kurdes, contre lequel les partis kurdes se sont souvent

opposés n'est pas mentionné explicitement.

En Turquie, la campagne a été émaillée de violences, principalement contre le HDP, parfois dans des affrontements avec des supporters de l'extrême-droite ou des islamistes kurdes (Huda-Par), parfois dans des attaques terroristes à auteurs inconnus, visant des bureaux du HDP ou certains de ses membres. Selahattin Demirtaş a déclaré à Reuters que durant la campagne, c'est près de 60 attaques qui ont eu lieu contre son parti, dans tout le pays. Ainsi le 18 mai, des explosions ont eu lieu simultanément dans deux bureaux du HDP. La première a eu lieu à Adana, avec la livraison d'un colis piégé qui a blessé six per-

sonnes et l'autre à Mersin (ville voisine). Commentant l'événement, le Premier ministre Ahmet Davutoğlu a affirmé qu'il s'agissait sûrement d'un attentat de l'organisation clandestine d'extrême-gauche turque, le DHKP-C, qui a parfois affronté le PKK, mais la piste de l'extrême-droite est celle qui a paru la plus plausible à la presse.

Ahmet Davutoğlu a alors changé son fusil d'épaule en accusant le HDP et le MHP (le parti ultranationaliste turc) d'une entente secrète pour fomenter ces attaques, afin de discréditer le gouvernement et de faire porter le chapeau au parti au pouvoir. Cette seconde explication m'a pas davantage convaincu les observateurs.

IRAN :

ÉMEUTES À MAHABAD APRÈS LA MORT SUSPECTE D'UNE JEUNE KURDE

Des protestations ont éclaté spontanément dans la ville kurde de Mahabad, après la mort suspecte d'une jeune employée, qui aurait chuté « accidentellement » le 4 mai (selon la version officielle) du quatrième étage de l'hôtel Tara où elle travaillait. Mais une contre-version a circulé très vite, selon laquelle Farinaz Khosrawani, âgée de 25 ans, se serait d'elle-même défenestrée pour échapper à des membres des services de renseignement (Itilaat) qui voulaient la violer, ou bien aurait été jetée dans le vide par ses violeurs.

L'état d'urgence a été instauré dans la ville alors que deux manifestants ont été tués, et plusieurs dizaines d'autres blessées. De nombreuses arrestations ont eu lieu. Un des responsables de la sécurité d'Ourmieh (capitale de la province d'Azerbaïdjan occidental, dont dépend Mahabad) a menacé les manifestants, en prévenant que « la police iranienne ne

gardera pas éternellement son calme » et que si les émeutes continuaient, les manifestants seraient fortement réprimés.

Dans les rues de Mahabad, le drapeau iranien a été brûlé devant l'hôtel Tara, lui aussi en feu. Des milliers d'habitants de Mahabad ont continué de se répandre dans les rues, malgré les jets de gaz lacrymogène. Ils accusent les autorités de couvrir les assassins et réclament que ces derniers soient traduits en justice. Jusqu'ici, seul le propriétaire de l'hôtel, a été arrêté et maintenu en détention.

Quant aux services de renseignement mis en cause, ils sont tout d'abord restés silencieux. Finalement, Hassan Rouhani a recommandé que « la lumière soit faite sur cet incident », mais le 9 mai, les manifestations se poursuivaient.

Omar Baleki, un responsable du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran a averti les autorités ira-

niennes que si elles faisaient feu sur les manifestants, les émeutes pourraient se propager dans d'autres villes. Selon lui, cette explosion de colère est aussi la conséquence de « trois décennies d'oppression » : « En surface, c'est juste une attaque portée contre une femme seule, mais en réalité, cette injustice et cette répression s'exercent contre les Kurdes depuis 36 ans ». Omar Baleki nie que des partis kurdes aient été à l'origine du mouvement.

Abdullah Muhtadi, le secrétaire général du parti kurde Komala a rapporté au journal Rudaw que l'armée et les forces de sécurité s'étaient déployées dans plusieurs villes kurdes, en plus de Mahabad, et que la situation était « très tendue ».

Amnesty International a appelé l'Iran à ne pas faire un usage excessif de la force à Mahabad. Selon Kurdistan Human Rights, la famille de la victime a fait l'objet de pressions et de surveillances et

n'a pu ni confirmer ni infirmer les différentes versions de la mort de Farinaz.

Le 11 mai, la police iranienne annonçait avoir arrêté un homme qui pourrait être lié à cette mort et que le suspect avait « avoué », mais sans préciser son identité ni la teneur exacte de ses aveux. La police a indiqué qu'il s'agissait d'une mort accidentelle, liée à une affaire de mœurs. La victime aurait eu une liaison avec le suspect, et ils se seraient trouvés dans cet hôtel, quand, apprenant que sa famille était sur le point de les découvrir, la jeune femme aurait tenté de fuir par le balcon et serait alors tombée.

Cette version a plus tard été reprise par le gouverneur adjoint de la

province, sur les ondes de la BBC persane. Mais elle est contestée par les Kurdes, et Abullah Muhtadi, du Komala, rapporte à Rudaw que la victime n'était pas une cliente de l'hôtel mais y travaillait comme comptable. Par ailleurs, son corps comporterait des traces de coups et ses vêtements déchirés indiqueraient une lutte et non une relation consentie, comme le lui auraient raconté les témoins qui auraient vu en premier le corps après sa défenestration.

Le 12 mai, le maire de la ville, Jaffar Katani, indiquait à la presse que Mahabad était redevenue calme. Cependant, le 14 mai, une grève générale était observée dans plusieurs villes du Kurdistan d'Iran, Mahabad, Sine, Sardasht,

Bokan, Shino, Piranshar, Oshnawiye et Ourmiah, où la plupart des marchés, les boutiques et plusieurs autres activités commerciales ont baissé le rideau. Par ailleurs, sur Internet, les réseaux sociaux s'enflammaient et reprenaient largement les événements, tandis que des manifestations étaient organisées à l'étranger.

L'ayatollah Ali Khamenei, le Guide suprême de l'Iran, a accusé « l'ennemi contre-révolutionnaire » de menées visant à créer des conflits ethniques et religieux au Kurdistan.

Selon les estimations des manifestants, deux semaines après le début des troubles, 50 personnes auraient été blessées à Mahabad et 70 arrêtées.

CULTURE :

LE NATIONAL GEOGRAPHIC LANCE UN SITE EN KURDE

La télévision satellite de l'illustre National Geographic a lancé un site internet en kurde kurmancî, qui peut être consulté à cette adresse :

<http://www.natgeokurd.com>

Le site du National geographic est un des plus éminents sites internet traitant notamment de la géographie, du climat, de l'environnement, de l'espace et de la technologie.

Le National Geographic a aussi publié une version de son magazine en kurde, traitant de science et de technologie, « Zanko » ou « Université ». Trois numéros ont déjà paru, en kurmancî et en zazaki.



🔫 Finalement, le verre de vodka est resté sur la table. Aux trois quarts plein. C'était le deuxième, et la soirée s'annonçait bonne. Mais l'iPhone a vibré. "On a besoin de toi au front." Karmand a posé son verre, il est parti faire la guerre contre l'État islamique.

"Où que je sois à Erbil, ça ne me prend qu'une demi-heure pour être prêt et partir au front." Cette nuit-là, il a réveillé la maisonnée en rassemblant ses affaires, de pièce en pièce. A embrassé la main de sa mère, étreint ses sœurs. Il est sorti de la maison, son cousin Miran l'attendait au coin. "Et on est partis." Karmand tire sur une des minces cigarettes qu'il fume à la chaîne. Il raconte l'anecdote sans émotion apparente, la voix égale. Après tout, il est peshmerga. Le mot, en kurde, signifie "celui qui fait face à la mort". De quoi construire un mythe pour un peuple qui a connu trop de guerres. La dernière, pour contrer l'offensive lancée par l'EI en Irak en juin dernier, les a rendus célèbres dans le monde entier. Karmand vient d'avoir 25 ans mais sa barbe de trois jours lui en donne un peu plus. Accoudé devant un demi de bière, les yeux noirs un peu ronds, bordés de cils interminables, il ne correspond pas vraiment à l'image que l'Occident se fait des peshmergas. Le cliché voudrait un vieux guérillero descendu de sa montagne, kalachnikov à la main et couteau entre les dents, sous la moustache. Karmand n'a pas de poignard, mais un smartphone. Pas de

pantalon bouffant traditionnel, mais un treillis. Et dans le gilet de combat, à côté des chargeurs de kalach', l'indispensable Fastlink. "Je les ai toujours avec moi: mon sniper et ma Fastlink." Assis à côté de Karmand, Miran, 24 ans, montre le petit boîtier blanc qui lui sert de wifi portable. "C'est ça qui nous permet de tuer le temps." Puis énumérant, en repliant un à un ses longs doigts: "Facebook, Viber, Skype, WhatsApp... On utilise tous ça, au front, pour parler avec nos potes." Même les ordres se donnent par téléphone plutôt que par radio, faute d'équipement militaire.

"C'est Daesh qui s'enfuit"

Miran et Karmand sont cousins. Enfants, ils ont lancé des pétards ensemble et appris à tirer avec la kalachnikov familiale. Devenus adultes, ils montent désormais au front tous les deux. La guerre à laquelle ils jouaient est devenue leur quotidien, quinze jours par mois. À côté de Miran, tout paraît petit. Moustache taillée au millimètre, grands yeux en amande, habit traditionnel kurde, on le croirait tout droit sorti d'une miniature ottomane. Il est rentré du front avant-hier. Après deux semaines à faire le sniper contre l'État islamique, le voilà qui sirote une bière, comme si de rien n'était. D'un grand geste calme, il attrape son portable, dont l'écran d'accueil représente un aigle aux couleurs du Kurdistan: rouge, jaune, vert. Puis, fait défiler des vidéos enregistrées au front. "Regarde,

là, c'est Daesh qui s'enfuit." Sur l'écran, une vague silhouette, le bruit des tirs en rafale. Et au milieu de ces images de guerre, quatre volailles égorgées battant encore des ailes, ramassées par un peshmerga. "Un terroriste vient de tuer quatre poulets", rigole la voix-off. "Sur le front, il y a un mec qui est chargé de la vidéo. Il ne fait que ça", explique le grand Miran. De quoi engranger des souvenirs, des "preuves" pour ses petits-enfants, dit-il. Pour l'instant, il pose en treillis et kalach' pour des photos de profil Facebook -où on peut lire qu'il travaille "chez Peshmerga". Son baptême du feu, Miran s'en souvient très précisément. C'était le 17 juin 2014, près de la frontière syrienne. Sur la route, les explosifs laissés par Daesh rythment le passage des 4x4 peshmergas. À quelques mètres, une voiture touchée... "Tant pis pour eux", lâche Miran, avec un sourire nerveux qui dément la désinvolture des mots. Ils en ont plein les poches, des histoires de guerre. Il y a ces deux jours que Karmand a passés sans manger, fumant cigarette sur cigarette pour tromper la faim. "Au bout de deux jours, on a finalement eu des vivres, mais c'était dégueulasse, grimace-t-il. Du mauvais pain et de l'eau." Il y a aussi cette fois où les hurlements de Miran ont réveillé le camp au milieu de la nuit. Tout le monde a accouru, arme à la main. "Tu beuglais tellement qu'on a cru que Daesh était arrivé et décapitait tout le monde", le taquine son cousin, sourire en coin. En fait,

Miran faisait un cauchemar. Il rêvait qu'il tombait dans un piège, sur les lignes de l'EI. "On n'arrivait pas à le sortir du cauchemar, ajoute Karmand en ricanant. Il a fallu le secouer comme un prunier." Haussement d'épaules bourru de l'intéressé, un peu gêné.

Pourtant, derrière le jeu apparent et les récits enjolivés, au détour d'une anecdote, il y a la violence de la guerre. "La première fois, ce qui m'a choqué, c'est le bruit des balles qui sifflent", lâche Miran. "Mon oncle m'a dit: 'Ne bouge pas. Si tu bouges, ils te voient et tu es mort.'" raconte Karmand, tirant sur la dernière cigarette de son paquet de Winston russes. Et après? "Tu es content de ne pas avoir été touché." Les deux cousins n'avouent pas la peur, préfèrent parler d'adrénaline. "C'est le meilleur truc que tu puisses ressentir! Qui n'aime pas ressentir ça?" Pourtant, eux, les gamins d'Erbil, n'ont connu que la prospérité, les années post-Saddam, depuis que la capitale kurde bénéficie d'une croissance économique à deux chiffres et est devenue un eldorado pour les investisseurs. Un îlot entretenu par l'argent du pétrole, épargné par la violence qui ravage le reste de l'Irak. Alors, quand la guerre les a rattrapés, à 30 kilomètres de leur ville, ils n'y étaient pas vraiment préparés. "La première nuit, c'était vraiment dur de dormir par terre. Mais je me suis dit: 'Si les autres le font, je dois pouvoir y arriver'", raconte Karmand. C'est qu'il faut se montrer à la hauteur du "mythe du peshmerga". "Les anciens étaient vraiment forts, plus forts que nous, même. Ils ont gagné des batailles impossibles", admirent Karmand et Miran. Ces batailles contre Saddam qui semblent aujourd'hui si loin pour les anciens qui reviennent au front.



"On se bat pour le compte du monde entier, de l'humanité. Maintenant, tout le monde connaît et admire les peshmergas"

Qadir Hassan, rattaché au commandement du front de Daesh et un "ancien" peshmerga abasoyé au peshmerga de l'Etat islamique sur le front de Gwer



Muhammad Amin pour Daesh à l'arrière du front de Gwer, en compagnie d'Erbil

Mustafa est l'un d'eux. À 64 ans, ce peshmerga "retraité" au visage buriné et maillé de rides a repris du service pour combattre l'État islamique sur le front de Gwer, au sud d'Erbil. C'est un des points chauds des 1 000 kilomètres de front contre les djihadistes, une porte d'entrée donnant sur la capitale kurde et d'importantes raffineries de pétrole. "Les jeunes ont besoin de nous, ils sont courageux mais nous avons la sagesse et l'expérience", professe-t-il en sirotant un thé brûlant, servi très noir et très sucré par un jeune combattant au visage poupin. Dans cette maison blanchie à la chaux, transformée en base arrière, une dizaine de combattants sont assis en tailleur, tous âges confondus. "Certains vieux se battent encore, mais beaucoup

ne participent pas aux attaques, explique Qadir Hassan, rattaché au commandement de ce front. Ils n'ont plus la capacité physique, alors ils restent à l'arrière et enseignent les techniques aux jeunes." Des techniques de combat qui datent néanmoins de guerres très différentes, des guérillas menées il y a plus de 20 ans dans des montagnes imprenables que les peshmergas connaissaient par cœur, face à un ennemi irakien venu du désert. Aujourd'hui, les peshmergas affrontent l'EI aux abords de la plaine de Ninive, un terrain plat où il est impossible de se cacher. "La grande différence, c'est aussi que l'armée de Saddam (Husseïn, ndlr), même si elle a fait beaucoup de mal aux Kurdes, respectait certaines lois élémentaires de la guerre. Daesh n'a aucun respect pour la vie humaine", souligne Qadir. "Et les soldats de Saddam avaient des familles, ils voulaient rentrer chez eux... Ils ne voulaient pas que la guerre s'éternise. Ceux de Daesh, ils ne viennent pas d'ici, ils n'ont pas de famille, pas d'attache", ajoute-t-il avec une moue de mépris. Côté peshmerga, c'est tout le contraire. Du moins pour Karmand et Miran, qui opèrent sous les ordres de leur grand-oncle Sarhad, chef militaire autant que tribal. Une figure de la résistance kurde dans les années 80, aujourd'hui à la tête d'un camp de 1 500 peshmergas, tous de la même tribu.



Miran, 24 ans, géant sur son smartphone dans un bar d'un faubourg d'Erbil, deux jours après son retour au front.

"Je les ai toujours avec moi: mon sniper et ma Fastlink"

"Il n'y avait qu'un seul fusil pour 50 peshmergas"

Quand il arrive au camp de Telessqaf, à 30 kilomètres de Mossoul, Karmand

baise la main de son oncle, puis étreint ses cousins. "Tu as une cigarette?" quémande l'un d'eux, à cours de provisions. La base avancée, fortifiée par des sacs de sable, est plantée au milieu de champs de fleurs jaunes. Un orage gronde au loin, arc-en-ciel à l'horizon. Un paysage si beau qu'on en oublierait presque que les lignes de Daesh sont à moins de trois kilomètres. Derrière les fortifications commence le territoire du "califat" proclamé le 29 juin dernier par le leader de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi. Un mur de terre brun-ocre qui serpente dans le paysage marque la frontière. Pour l'heure, le front est statique.

Presque une guerre de tranchées, rythmée par des chutes d'obus de mortier et des attaques suicides des djihadistes, que les peshmergas assurent repousser "à chaque fois".

Les cousins *geekent* sur leur smartphone. "Les nouvelles sont bonnes?" demandent, débonnaires, les anciens -qui brandissent eux aussi des iPhone 5 pour prendre des photos des visiteurs occasionnels. Drôle de mélange. Certains peshmergas, grosses lunettes et montres dorées -voire kalachnikov en plaqué or-, sont carrément bling-bling. On est bien loin du peshmerga d'il y a 30 ans. "À l'époque, on n'avait rien. Pas d'armes, pas d'argent, pas d'habits", rappelle Mohammed Amin, assis en tailleur dans sa maison de la banlieue d'Erbil. À 68 ans, il n'est pas retourné sur le front, mais assure se tenir "prêt".

"On était peu nombreux, alors que maintenant, tout le monde est peshmerga. Et ils ont des armes qui viennent de France, d'Allemagne..."

À notre époque, pour 50 peshmergas, il n'y avait parfois qu'un seul fusil", ajoute-t-il en couvant du regard la kalachnikov appuyée sur les coussins à côté de lui. Avec seulement deux semaines d'entraînement, et des armes qu'ils doivent souvent acheter eux-mêmes, corruption et manque de stocks obligent, les "nouveaux peshmergas" ne sont pas devenus des fantassins de luxe pour autant. Et puis, tous le répètent à l'envi: on est peshmerga pour la gloire, pour l'honneur du nom, peu importent les conditions matérielles. "Qu'il grêle ou qu'il neige, les peshmergas défendent le pays", entonne une voix sirupeuse dans l'un des innombrables chants à la gloire des guerriers kurdes.

Depuis juin dernier, ceux-ci ont redoré un blason terni depuis les années 90, marquées par la fin du combat contre l'ennemi irakien et plus de quatre ans de guerre civile lors de laquelle les peshmergas, rattachés à différentes factions politiques, se sont affrontés entre eux. "Avant, quand on voyait un peshmerga sur le bord de la route, personne ne le prenait en stop. Maintenant, tout le monde les aide", explique un chauffeur de taxi entre Erbil et Dohuk, dans le Nord du Kurdistan. Depuis l'été 2014, les combattants kurdes affrontent, pratiquement seuls sur le terrain, un ennemi dont les atrocités renforcent, par contraste, leur idéalisation.



Détail ultime: ils combattent sans solde. À peine ont-ils reçu, fin mars, une partie du salaire de janvier. De quoi se tailler une réputation de héros au grand cœur, au Kurdistan mais aussi à l'étranger. "On se bat pour le compte du monde entier, de l'humanité, martèle Miran. Et maintenant, tout le monde connaît et admire les peshmergas." Le mythe est bien réel: au Kurdistan, "peshmerga" semble être un mot magique capable de dénouer toutes les situations. S'il se fait arrêter au volant par la police, Karmand montre ses papiers militaires. Et quand il marchande un keffieh au vieux bazar d'Erbil, il demande un rabais "spécial peshmerga".

"Si je meurs, il y a un autre fils"

Entre deux passages au front, les cousins rentrent à Erbil, à la maison. À l'arrivée, "une douche", puis la vie reprend son cours normal, sans transition. Certains s'installent au volant d'un taxi, d'autres gardent des hôtels, des jobs à mi-temps entre deux montées au front. Miran, qui s'est marié en novembre, retrouve sa femme et Karmand sort dans les bars branchés d'Erbil -en laissant soigneusement sa kalachnikov dans la voiture. Entre deux danses, il consulte son téléphone. Au cas où on l'appellerait au front à l'improviste. Comme il y a dix jours, au milieu de la nuit. Ils ne déconnectent jamais. "Parfois, on se balade avec Miran, et on pense à notre famille au front, explique Karmand. Et on se dit qu'on devrait être là-bas avec elle." La dernière fois qu'il est rentré de la zone de combat, il n'a pas pu dormir dans son lit. "Je m'étais habitué à dormir par terre. Alors je suis descendu de mon lit, je me suis couché sur le sol." C'était mieux comme ça, assure-t-il. "J'avais l'impression d'y être encore." Dans son gros 4x4 noir, à côté de la kalach', de minuscules baskets: les chaussures de son petit frère, né il y a deux mois. Une naissance vécue comme une libération par Karmand, jusqu'alors seul garçon de la famille, et donc, de ce fait, exclu de certains combats. "Maintenant, je peux participer à tout. Si je meurs, il y a un autre fils." Dans une semaine, il retournera à la guerre. Au barrage de Mossoul, régulièrement attaqué par les djihadistes. Ce qu'il espère vraiment? Participer à la bataille pour la reprise de la capitale irakienne du califat, que tous attendent sans trop savoir quand elle aura lieu. "Il faut bien mourir un jour, et je serais fier de donner ma vie pour mon pays", assure-t-il d'un air crâne. Que démentent à peine ses projets d'avenir: monter une société pour importer du matériel militaire, mais aussi avoir des enfants. Difficile de savoir quelle est la part de fanfaronnade chez les deux cousins, qui martèlent ne pas craindre la mort. Tout au plus admettent-ils leur peur d'être faits prisonniers par les djihadistes. D'ailleurs, les cousins ont fait un pacte: si l'un d'eux est pris, l'autre doit l'abattre, de loin. En attendant, quoi? La vie. Miran lève son verre, coup d'œil à son cousin. "Daesh ne veut pas que les gens fassent la fête." Une gorgée de bière. "Autant les emmerder." ● PROPOS

RECUEILLIS PAR EM ET CM

La fin de Daech passe par la reconquête de Mossoul

Irak L'offensive sur la grande ville du nord, prise par les djihadistes, pourrait être décisive pour défaire le groupe Etat islamique.

De Emilienne Malfatto
01 mai 2015
www.24heures.ch

L'œil vissé à la jumelle, Esmat Khojat scrute la plaine brumeuse. A une dizaine de kilomètres à peine, son ancienne ville, Mossoul, est devenue une place forte du groupe Etat islamique (Daech) en Irak. Depuis qu'il l'a quittée en juin, face à l'avancée djihadiste, l'ancien leader kurde de la ville n'a qu'une idée en tête: la reconquérir. Il n'est pas le seul.

En dépit d'annonces des états-majors promettant l'offensive pour le printemps, le front s'est figé. Sur mille kilomètres, une frontière de talus sépare deux entités non reconnues par la communauté internationale, le Kurdistan irakien et le «califat». «On dit que c'est pour fin avril-début mai, mais ce n'est pas possible», reconnaît le commandant peshmerga Sirwan Barzani. Ici, plus personne n'avance de date.

Tous s'en remettent à un hypothétique ordre de Bagdad, un pouvoir lointain et abstrait. D'autant que les récentes attaques de Daech sur Ramadi et Baiji, à l'ouest et au nord de Bagdad, semblent avoir remis la reprise de Mossoul à plus tard.

Le premier ministre irakien, Haidar al-Abadi, a ainsi déclaré que l'offensive n'aurait lieu qu'après la fin du ramadan, à la mi-juillet. Pourtant, tous savent que la défaite

de Daech passe par Mossoul, la première ville d'Irak tombée aux mains des djihadistes. C'est là que Daech fait le joint entre ses positions en Syrie et en Irak, là que passe son ravitaillement.

DIVISIONS IRAKIENNES

Dans l'Etat failli d'Irak, divisé entre Kurdes, sunnites et chiites, qui est capable de libérer la ville? Difficile de donner du crédit à l'armée irakienne, qui a fui devant Daech en juin. Et impossible d'appeler à la rescousse les milices chiites, accusées d'exactions et de pillages, pour reconquérir une ville à majorité sunnite. Restent les Kurdes. Mal armés, insuffisamment entraînés, ils sont peu désireux d'aller au feu pour une ville qui ne fait pas partie des zones qu'ils revendiquent. Pourtant, les peshmergas participeront à la bataille. Le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, l'a annoncé. C'est une question d'honneur, mais aussi de stratégie.

Mossoul capitale djihadiste, c'est le danger aux portes du Kurdistan. Un monstrueux voisin qui oblige à concentrer les forces sur lui et à se rendre vulnérable face au pouvoir de Bagdad, qui voit d'un mauvais œil les aspirations indépendantistes d'Erbil.

Enfin, Mossoul, c'est du pétrole et un gros marché potentiel pour les biens importés de Turquie par les Kurdes. C'est d'ailleurs sur eux que semblent également miser les

chancelleries occidentales, leur envoyant armes et instructeurs militaires. Depuis plusieurs mois, des unités peshmergas sont ainsi formées, en banlieue d'Erbil, aux techniques de guérilla urbaine.

«Mais les peshmergas seuls n'y arriveront pas», assure Mohammedali Yasseen Taha, député au parlement kurde. «Si les Kurdes entrent dans Mossoul, ils seront perçus comme des envahisseurs et il y aura un bain de sang, juge de son côté l'analyste Hiwa Osman. La seule façon de défaire Daech, c'est qu'une force locale arabe sunnite les combatte, de l'intérieur.» Cette force, Atheel al-Nujaifi, gouverneur de la province de Ninive, où se situe Mossoul, tente de la créer avec une unité spéciale, nommée Hashd al-watani, rassemblant des hommes originaires de la ville, en majorité des Arabes sunnites. Des combattants qui connaissent le terrain et pourront «guider» les autres forces à l'intérieur de la ville.

RÉSISTANCE INFILTRÉE

Mais avec seulement 1500 hommes, dirigés par un commandant irakien à la retraite, et avec des armes en partie achetées au marché noir, difficile de faire le poids. Et ce ne sont pas les 5000 anciens policiers de Mossoul qui pourraient changer la donne.

Selon Atheel al-Nujaifi, plus de vingt groupes «transmettent des informations de l'intérieur, notamment pour les repérages avant les frappes aériennes». Et 5000 personnes seraient mobilisables à tout instant dans la ville, assure-t-il. Mais face à cette résistance infiltrée, les djihadistes pourraient bien utiliser le million et demi de civils que compterait encore la ville comme bouclier humain. ♦

AFP

Syrie: 16 membres de la sécurité kurde tués dans une attaque de l'EI (ONG)

Beyrouth, 6 mai 2015 (AFP)

SEIZE MEMBRES des forces de sécurité kurdes ont été tués mercredi dans une attaque menée par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, a indiqué une ONG.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), un attentat suicide à la voiture piégée a eu lieu à l'aube contre un poste des forces de sécurité kurdes (appelées Assayech), situé place al-Baytara, dans le centre de Hassaké. Cette explosion a été suivie d'une attaque de l'EI contre le bâtiment.

"Après l'explosion de la première voiture, des assaillants de l'EI sont sortis des deux autres véhicules et se sont rués à l'intérieur du bâtiment qui abrite les forces de sécurité kurdes. De violents combats y ont eu lieu jusqu'à l'élimination des assaillants de l'EI", indique l'OSDH.

"Seize membres des forces de sécurité kurdes ont été tués et d'autres ont été blessés dans l'explosion et les combats", a expliqué à l'AFP, son directeur Rami Abdel Rahmane, qui n'était pas en mesure de donner un bilan sur les pertes de l'EI.

L'attaque a été suivie de tirs de roquette de l'EI sur la ville, selon l'OSDH.

L'agence officielle syrienne a fait également état d'une "explosion terroriste qui a fait plusieurs morts et blessés" et des tirs "par Daesh (acronyme en arabe de l'EI) de 15 roquettes sur la ville, qui ont fait trois morts".

Selon l'OSDH, quatre personnes sont mortes dans ces bombardements.

Les forces kurdes et l'armée syrienne contrôlent la ville de Hassaké, située à 600 km au nord-est de Damas, tandis que l'EI se trouve dans la campagne environnante. Les combats sont fréquents dans la région.

Par ailleurs, dans la province méridionale de Qouneïtra, des rebelles et des jihadistes du Front al-Nosra, branche syrienne d'al-Qaïda, ont chassé Jaïch al-Jihad, un groupe ayant fait allégeance à l'EI, de la région bordant la ligne de cessez-le-feu avec les Golan occupés par Israël, et du village d'al-Qahtaniyé.

Selon l'OSDH, les combats, en neuf jours, ont fait 78 morts, dont 46 du Front al-Nosra et ses alliés, et 32 de Jaïch al-Jihad.

Dans l'est de la capitale, toujours selon l'OSDH, les rebelles ont repris mardi la localité de Maydaa et la route permettant le ravitaillement, perdues au profit du régime trois jours plus tôt.

"Les forces du régime se sont effondrées et ont du se retirer du secteur", a affirmé l'OSDH.

"Nous avons repris Maydaa mardi et mercredi nous avons gagné des secteurs qui étaient jusqu'à présent sous le contrôle de l'armée. Nous continuons à avancer" a dit à l'AFP Islam Allouche, porte parole de Jaïch al-Islam, le plus important groupe rebelle dans le secteur.

Syria crisis raising tensions among Kurdish factions in Kurdistan

By The Editors, May 1, 2015, *Global Insider*
www.worldpoliticsreview.com

The Iraqi Kurdistan Regional Government (KRG) and the Turkey-based Kurdistan Workers' Party (PKK), which is considered a terrorist organization by the Turkish government, have exchanged harsh words in recent weeks over who has control over the strategically important Kurdish city of Sinjar (Shingal) in northwest Iraq. In an email interview, Jordi Tejel, a research professor in the international history department of the Graduate Institute of International and Development Studies in Geneva, discussed intra-Kurdish tensions.

WPR: How has the fight against the so-called Islamic State (IS) affected relations between the KRG and the PKK—and the Democratic Union Party (PYD), the Syrian affiliate of the PKK?

Jordi Tejel: At first, neither the PYD nor the KRG felt threatened by IS. The picture changed altogether after the sudden IS advance toward Erbil, the capital of the KRG, in August 2014. Although Erbil did not fall, IS was able to seize several Kurdish towns, including Sinjar, due to the unexpected disintegration of the peshmerga, the military force of Iraqi Kurdistan. Against this backdrop, the PYD's armed wing intervened in Sinjar, allegedly to protect the Yazidis there, given the Peshmerga's failure to do so. Weakened by this turn of events, KRG President Massoud Barzani had to abandon any attempt to organize a referendum on Kurdish independence in northern Iraq.

However, IS turned its attention again to Syria and launched a military campaign against Kobani last year. Within a few days, IS took over 70 percent of

the city and forced the PYD to ask for international support. While the United States bombed IS positions in Kobani, the KRG sent 100 Kurdish fighters as a goodwill gesture to help eradicate IS militias.

In sum, the IS threat had at once undermined both Kurdish camps, thereby making them allies of convenience. Once the IS threat seemed to disappear, tensions between the KRG and the PKK/PYD re-emerged.

Q: How has it affected the intra-Kurdish balance of power more broadly, in terms of political and military influence?

Tejel: The Kurdistan Democratic Party (KDP), the ruling party in Iraqi Kurdistan, and the PKK have developed a shifting relationship, including chapters of both conflict and cooperation, since the 1980s. Yet the Syrian revolt of 2011 has given new momentum to regional competition between the two parties. The partial withdrawal of the Syrian security forces from northeastern Syria in 2012 allowed the PKK/PYD to become the main political actor in those regions. Further, since August 2014, it seeks to establish a fourth PKK/PYD-autonomous canton in Iraq around Sinjar.

Clearly, the PKK/PYD has become a transnational actor at the expense of Barzani: On the one hand, it is now recognized as a legitimate political actor by the Turkish state within the framework of Turkey's "peace process"; and, on the other, it claims effective control over four Kurdish enclaves stretching over Syria and Iraq. Finally, the Syrian civil war also fueled intra-Kurdish tensions in Iraqi Kurdistan. Thus, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK)—the traditional rival party of the KDP in Iraqi Kurdistan—took advantage of the crisis to raise its profile and critique Barzani's foreign policy.

Q: How have those shifts affected Kurdish relations with the governments of Turkey, Iraq and the U.S.?

Tejel: While Turkey and the KRG called for the removal of Syrian President Bashar al-Assad, the PUK and the Iraqi government, backed by Iran, established good relations with the PKK/PYD, who in turn reached a tacit accord of mutual non-aggression with the Syrian regime. Consequently, although the U.S. assisted the PKK/PYD in Kobani and Turkey negotiates with the group as well, the Syrian crisis has contributed to the consolidation of two competing blocs: a U.S.-Turkey-KRG axis, on one side, and a PKK/PYD-Syria-Iraq-Iran axis, on the other. Although the IS challenge may lead them to occasionally cooperate, certain structural dynamics have not changed altogether. ♦

Shiite leader threatens to mutilate those trying to dissolve Iraq

rudaw.net May 4, 2015

ERBIL, Kurdistan Region — Iraqi Shiite leader Hadi Ameri, who is currently commanding Hashd al-Shaabi fighters in the Anbar military campaign against ISIS militants, has threatened "all parties working to dissolve Iraq."

Ameri's controversial comments came days after a new bill introduced by Republicans in the US Congress called on the White House to directly arm and assist the Kurdistan Regional Government (KRG) and Sunni Arab tribes against the Islamic State.

The Iraqi government issued a statement soon afterwards saying that any weapons directed to Kurds and Sunni Arabs would only come through it, and rejected the draft law.

"We will not allow anyone to break apart Iraq. We will cut off all hands trying to dissolve the unity of Iraq, and those politicians playing this game have no place in the country," Ameri said in his statement Monday.

The pro-Iranian Shiite commander also claimed that he is receiving daily letters from locals asking for Iraq to remain intact.

Another influential Shiite has previously threatened to attack US interests in Iraq and abroad over

the congressional provision.

In a statement on Muqtada al-Sadr's website Wednesday, the cleric said if the bill was approved he would reactivate his forces and target "US interests in Iraq and even abroad." Al-Sadr's Mahdi Army often battled with US forces between 2003 and 2011.

US Vice President Joe Biden has reportedly assured Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi that any arms shipments to local forces will be passed through Baghdad.

According to a statement released Sunday by Abadi's media office, the Iraqi leader reportedly expressed his concern over the US congressional provision to send arms directly to Sunni and Kurdish



Iraqi militia leader Hadi Ameri. AP file photo.

fighters, but Biden said the Baghdad-Washington agreement to respect Iraq's sovereignty and unity was still in effect.

Meanwhile, Kurdistan Regional Government President Masoud Barzani is currently on a state visit to Washington DC, and his chief of staff, Fuad Hussein, has said discussions on Kurdish independence will be held by Barzani with top American officials. ■

Iraqi Kurds struggle to avoid regional conflicts

Iraqi Kurds have performed a balancing act to remain largely impartial in the conflicts swirling around them.



Author Mohammed A. Salih
 May 1, 2015
www.al-monitor.com

ERBIL, Iraq — As a coalition of Sunni Arab states led by Saudi Arabia targets Shiite Houthi forces and their allies in Yemen, Iraqi Kurds are watching with concern and caution, wondering how the repercussions of the region's deepening sectarian conflicts might affect them.

Sandwiched geographically between opposing Shiite and Sunni regional powers such as Iran and Turkey, Iraqi Kurds wonder how long until they are dragged into the unfolding regional hostilities.

"If the struggle reaches its pinnacle and leads to an even deeper polarization, Kurds might be forced to become part of it," said Muthana Amin, a member of the Iraqi parliament from the Kurdistan Islamic Union. "If Kurds become part of this struggle, then we will be serving outside agendas and will end up empty-handed."

In recent years, Kurds have shown signs of division in face of regional polarization. The eruption of the Syrian revolution in 2011 divided the largely united Iraqi Kurds regarding the Kurdish response to Syrian events. The two major Iraqi Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), appeared to be aligning themselves with opposite regional camps.

The KDP, led by Iraqi Kurdistan President Massoud Barzani, adopted a pro-opposition stance, as did most of the Sunni states in the region, from Turkey to Saudi Arabia and Qatar. The PUK, led by former Iraqi President Jalal Talabani, refrained from supporting that policy and has been seen as closer to the Iran-led camp.

While most other regional actors possibly chose allies based on sectarian identities, Iraqi Kurdish politics are hardly defined in terms of Sunni-Shiite affiliations. In fact, both the KDP and PUK are heavily dominated by secular elites.

"It's their geopolitics that dictates their decisions," said Hiwa Osman, an analyst of Iraqi and Kurdish affairs based in Erbil. "The difference is understandable: The KDP lives on the border with Syria, the Islamic State [IS] and Turkey. The PUK lives on the borders of Iran and [the rest of] Iraq and has no borders with Turkey."

The occasionally divergent policies on important issues in Iraq and the region are due to longstanding mutual distrust between the parties. Instead of empowering the Kurdistan Regional Government (KRG) to formulate and direct Kurdish policy on Iraqi and regional issues, the KDP and PUK appear to be taking affairs into their own hands. While the KDP is advancing its vision through its control of KRG senior positions such as president and prime minister, the PUK acts relatively independently using its affiliated armed forces. The latter also has control over local administrations in Kirkuk and Sulaimaniyah provinces, putting it at odds sometimes with official KRG policy.

For instance, while the KRG (and KDP) are against the formation of Iranian-backed paramilitary Popular Mobilization Units in areas under the Kurdish peshmerga's control, the PUK has adopted a more lukewarm position, allowing some units to operate in areas under PUK control.

During a civil war in the mid-1990s, the KDP and PUK fought over limited local resources. The KDP came to rely on Turkey for assistance, and later the Iraqi government, while the PUK enjoyed Iran's support. At the end of the bloody war in 1997, the two parties established separate spheres of dominance, with the PUK controlling southern Iraqi Kurdistan and the KDP controlling the north.

Following the fall of Saddam Hussein's regime in 2003, the two armed Kurdish parties worked toward establishing a united administration, and demonstrated unprecedented unity in dealing with many national and regional issues. However, in more recent years, the two parties have pursued different policies vis-a-vis such crucial issues as dealing with the central government in Baghdad and the extent of their relationships with regional actors.

But when IS overran large parts of Iraq in June 2014, the KDP was initially reluctant to act against the group, viewing its emergence as an outcome of the Shiite-Sunni conflict among Iraqi Arab populations — a conflict that did not involve the Kurds. In contrast, the PUK set out to engage IS in northern Diyala province in June 2014, arguing that IS posed a threat to Kurdistan's security.

Now that the Sunni Arab states, mostly from the Gulf, have formed a military and diplomatic coalition to check Iran's growing influence, Iraqi Kurds are asking how they will be impacted by the tectonic power shifts occurring in the region.

"There is a big struggle taking place in the region and no side will be immune to its sparks," said Firsat Sofi, a KDP member in the Iraqi Kurdistan parliament. "If Arab states undermine Iran's interests in Yemen, then Iran will seek to retaliate in a place like Iraq or Syria, where it has established its presence."

Despite the occasional leaning toward one regional power or the other, Iraqi Kurds have not become active members of regional conflicts. Whereas the Iraqi government has struggled to develop ties with Sunni Arab states and Turkey, the Kurdish region has been on relatively stable terms with Iran, Sunni Arab countries and Turkey, despite occasional ups and downs.

Sofi believes that divisions among Kurds might make them susceptible to bend under intense regional pressures. Others are more hopeful.

"The big challenge for Iraqi Kurds is to keep the balancing act that they have done so far," Osman said. "One thing we should not forget about Iraqi Kurdistan, and the Kurds in general, is that they are not genuinely part of this sectarian ideological conflict in the Middle East."

Amid the rapid destabilization, some see an opportunity if Kurds play their hand right.

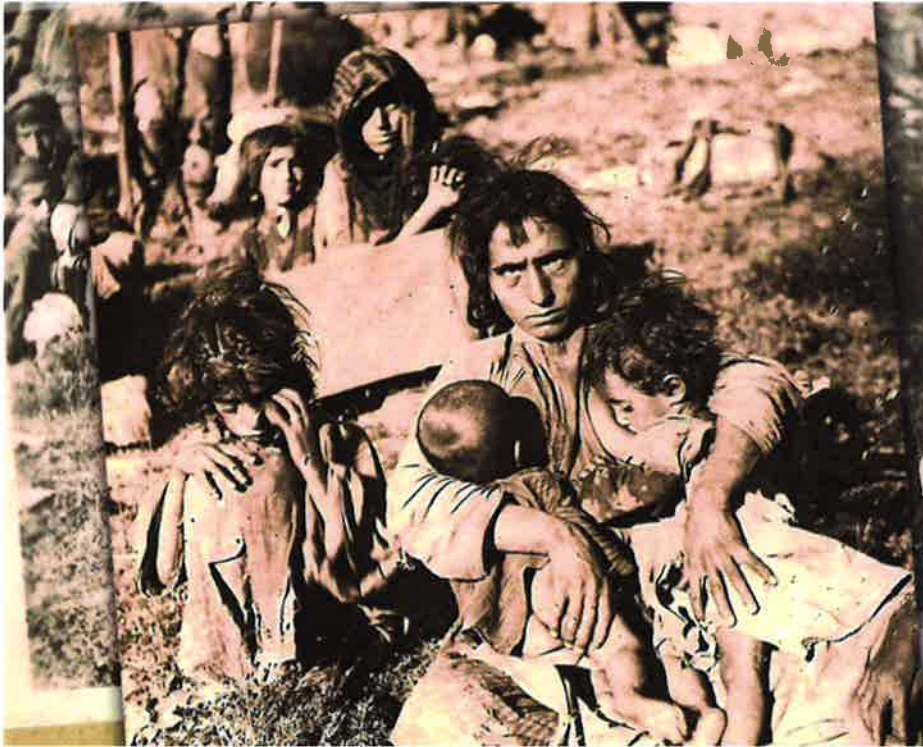
"In Kurdistan we are far smaller than our neighbors to be able to ignore any of them," said Saadi Pira, a prominent member of the PUK's political bureau. "But Kurds can benefit from such regional divisions, as they present opportunities as well."

The Kurdish position in Iraq was strengthened when Shiite and Sunni Arabs in the country did not see eye to eye, thus allowing the Kurds to position themselves as king-makers. But it remains unclear if the Kurds can earn from broader regional Shiite-Sunni power struggles between powerful states. ♦

Mohammed A. Salih is a journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan. He has written about Kurdish and Iraqi affairs for local and international media.

Remembering the victims of the Kurdish massacre of 1937

The fourth of May is a day of mourning for the Kurdish people.



"Two Locks of Hair: Missing Girls of Dersim" □. (photo credit:PR)

By UZAY BULUT
May 5, 2015
www.jpost.com

The fourth of May is a day of mourning for the Kurdish people.

On that day, Kurds commemorate the victims of the massacre attempted against the Kurdish province of Dersim in 1937 and 1938. The Turkish armed forces bombed houses, forests and caves, using even poison gas, to kill people indiscriminately in an attempt to exterminate an entire community and its culture.

The next stage of the massacre was forced displacement and assimilation.

"The decision to annihilate the people of Dersim was made by the Turkish Council of Ministers on May 4, 1937," said the press release of the Federation of Dersim Associations in Europe, and for that reason the Dersim Federation chose May 4 as the "Memorial Day for Commemorating the Victims of the Dersim Genocide."

"The Turkish government bombed the territory of Dersim on the same day, and they killed hundreds of women, men, children and elderly people. Some families were scattered and distributed one by one in distant villages, towns or provinces. The leading figures of

Dersim were hanged abruptly and with no trial.

The relatives of those who were hanged are still looking for the remains of their ancestors today. Thousands of children were taken away by soldiers or sent to boarding schools in 1938. Newspapers are still filled with news reports concerning people looking for their missing siblings and relatives."

Nezahat and Kazim Gundogan produced two ground-breaking documentaries about the massacre: *Two Locks of Hair: The Missing Girls of Dersim* (2010) and *Unburied in the Past* (2014). In 2012, the couple also published a historic book called *The Missing Girls of Dersim*, which contains more than a hundred stories as well as several documents detailing the painful experiences of the surviving children of Dersim, who were kidnapped by Turkish soldiers or bureaucrats following the massacre.

Unburied in the Past, the sequel to the first documentary, was premiered in Ankara last year. The documentary is based on the story of Emos Gulver. Like many children who survived the massacre, Gulver, who was born an Alevi Kurd and was about five during the massacre, was taken home by a Turkish soldier, who transformed her into a Sunni Turk.

In the documentary, she goes back to Dersim to search for her roots and meets Huseyin, her cousin, who still maintains his life

as an Alevi Kurd.

The directors of the documentary also conducted interviews with four former soldiers who participated in the massacre.

One soldier called what was done in Dersim inhumane. "A regimental commander came to us and said: 'There are four traitors in this world: rat, wolf, pig and Kurd.' Then they killed five or six hundred people with heavy machine guns. They threw their dead bodies into the Harcik River. The river ran blood."

The documentary reveals that chemical weapons were used on the civilians in the region and that the soldiers who participated in the military campaign had been trained in the use of poisonous and blistering gas for a month.

According to official figures, 13,000 people were killed and about 14,000 forcibly displaced to cities in western Turkey, but the researchers of the documentary disagree.

"The exact number of children and women who were killed or went missing during the massacre is not known; they were not registered," said Kazim Gundogan, the writer of the documentaries.

"We have been doing research on Dersim and speaking with witnesses or their relatives since 2005, and we can say that the real number of the dead or forcibly displaced is at least three times higher than the official figures."

The first motion about the killings, which was submitted in 1950 by Haydar Kank, an MP of the Democrat Party, also revealed the state policy on Dersim: "Haydar Kank's mother, brother and three sisters had been burned to death in the massacre," Gundogan said. "So he submitted a long motion describing how his family was massacred. To it the Turkish general staff replied that the names of his family members did not appear in their records. The general staff also said that the campaign was 'committed for the sake of the people of Dersim so that they could be rid of marauders.' "Another document of the general staff stated: 'The houses of the people of Dersim are made of wood and soil. You need to dig the soil and set it alight with kerosene so that they will not be able to live in those houses again.'" The state policy on Dersim was not restricted to the massacres of 1937 and 1938. The assimilation process of the women and girls of Dersim started in 1926 and ended about 1950.

"The state had carried out another military campaign on Dersim in 1926," said Gundogan. "Some of the men in the province were killed outright, some were hanged, and 83 girls and women were taken to the province of Kayseri to be distributed there."

According to the information given in the first documentary, *The Lost Girls* —

of Dersim, government authorities including Sukru Kaya, the then interior minister, ordered that the girls who survived the massacre would either be taken to boarding schools or that the soldiers who participated in the massacre would take one or two into their homes in an attempt to assimilate them. Some of their parents threw their children into the river or suffocated them to save them from the soldiers, according to the witnesses' statements.

"The first thing they did to all of the children who were forcibly displaced was to shave their hair," said Gundogan.

"They did that to humiliate the children.

Shaving the girls' hair was a way to alienate them from their roots."

After the massacre, the surviving children were gathered into concentration camps in the provinces of Elazig and Dersim: "Boys and girls were segregated from one another. Girls between the ages of five and 10 and who were beautiful and healthy were given to soldiers.

Those who were neither beautiful nor healthy were put in black railroad carriages and distributed to the rich people or tradesmen in every station where the trains stopped.

"The families of the soldiers did not need those children; they had children of their own. So those children were taken as servants. They were not legally adopted as children, and they received no inheritance from their 'parents.' They were not even registered at birth registration offices. They were never equal with the

other children at home. And 99 percent of the witnesses we spoke with said that they had not been allowed to go to schools."

On the fourth of May, Kurds commemorate all these unspeakable crimes and the victims of this hideous massacre that was just one page in the long history of Kurdish ethnic cleansings in Turkey.

With all of the deaths, destruction, forced assimilation and forced displacements, the Dersim massacre manifestly demonstrates the treatment of Kurds at the hands of the Turkish state. The years following this massacre were not very much better for the Kurds in Turkey.

Let us never forget the terrible fourth of May. □

The author is a Turkish journalist based in Ankara.

The Washington Times

May 6, 2015

Kurdish leader says his people will one day declare independence

By Guy Taylor - The Washington Times
- May 6, 2015
washingtontimes.com

The president of Iraqi Kurdistan said Wednesday that Kurds will hold a referendum on independence from Iraq when hostilities surrounding the war against Islamic State extremists are resolved.

"I cannot say if it will be in the next year, or when, but certainly the independent Kurdistan is coming," said Masoud Barzani, who is town this week for a series of closed-door meetings with Obama administration this week, his first trip to Washington in four years.

At an event hosted by the Atlantic Council and the U.S. Institute of Peace, Mr. Barzani said his people want to independence to come peacefully, adding that Kurds have "delayed" holding a referendum because they are manning the front lines of the war against the Islamic State.

"It will take place when the security situation is resolved," Mr. Barzani said.

His remarks Wednesday came against a backdrop of uncertainty over how the rest of the world — let alone Baghdad — might respond if the Kurdistan Regional Government moves to break away from Iraq.

White House officials say President Obama and Vice President Joseph R. Biden told Mr. Barzani during a meeting this week that the U.S. remains committed to a united, federal system in Iraq centered in Baghdad.

While Mr. Barzani said KRG relations with Baghdad have warmed since Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi came to power last year, he pointed to ongoing tensions over Iraq's oil revenues. Under current agreements, Baghdad is supposed to share 17 percent with the KRG, Mr. Barzani said.

"Well, we have not received 17 percent,"



Kurdish President Masoud Barzani stressed that 'the independent Kurdistan is coming. It is a continued process. It will not stop.'

he said.

An independent Kurdish state would also cause problems for Turkey, Iran and Syria, all of whom have sizable Kurdish minorities.

While roughly five million Kurds live within KRG territory in Iraq, they make up roughly 10 percent of the populations of Iran and Syria, and nearly 18 percent of Turkey.

The notion of Kurdish independence has long been sensitive. But leaders like Mr. Barzani seem increasingly emboldened since Kurdish peshmerga fighters are taking a lead role in the U.S.-backed war against the jihadi Islamic State movement, also known as ISIS and ISIL. The al Qaeda-inspired group declared a caliphate on the edge of KRG territory last year.

Mr. Barzani sought Wednesday to portray the Islamic State group as being on the path to defeat in Iraq as a result of aggressive ground operations already undertaken by the peshmerga. The peshmerga have "destroy[ed] the myth of ISIS" and taken back some 8,000 square miles of territory from the terrorists, he said, while some 1,200 Kurdish fighters have been killed and roughly 7,000 wounded in the fighting.

Mr. Barzani said the peshmerga need more weapons to "end the fight sooner" against the Islamic State. But he declined to second previous criticisms by Iraqi Kurdish leaders that the Obama administration has refused to allow U.S. weapons transfers directly to the KRG.

In February, the KRG's permanent representative in Washington slammed the administration's policy of requiring such weapons as heavy machine guns to pass through Baghdad for inspection before being passed on to the KRG.

"We're at the front line, we're at the heart of the conflict, we are the most effective force in the conflict," Bayan Sami Abdul Rahman said at the time. "Why do our weapons have to go to Baghdad?"

Mr. Barzani seemed less than eager to address the issue Wednesday. When pressed on whether he'd raised it at the White House this week, he said he believes Mr. Obama and Mr. Biden want weapons to go to the Kurdish fighters.

"The important point here is the peshmerga get these weapons," he said. "How they get them is not as important as the fact that peshmerga need the weapons." □

Le Kurdistan irakien veut être armé directement par les Etats-Unis

AFP

Washington, 8 mai 2015 (AFP)

LE PRÉSIDENT de la région autonome du Kurdistan irakien a réclame vendredi depuis Washington que ses forces qui luttent contre le groupe Etat islamique soient directement armées par les Etats-Unis au lieu de passer par le gouvernement fédéral de Bagdad.

Massoud Barzani a affirmé que le gouvernement de Bagdad, avec lequel le Kurdistan s'affronte sur des questions territoriales, n'honorait pas un accord passé en 2007 entre les états-majors américain, irakien et kurde qui prévoyait que Bagdad livre aux peshmergas (combattants kurdes) les armes fournies par les Etats-Unis.

"Au final, les peshmergas n'ont jamais reçu la moindre balle ou la moindre arme de Bagdad", a dit M. Barzani à des journalistes à la fin d'un séjour d'une semaine dans la capitale américaine.

Le dirigeant kurde a pris soin de ne critiquer ni le président Barack Obama, ni son vice-président Joe Biden, avec lesquels il s'est entretenu, mais il a chaleureusement remercié ses "amis du Congrès" à l'origine d'un projet de loi qui obligerait Washington à livrer directement des armes aux Kurdes.

"Nous n'avons pas changé de position, nous insistons pour que les armes soient livrées aux peshmergas", a-t-il expliqué.

Les peshmergas, a fait valoir le sénateur républicain Lindsey Graham, co-auteur du texte, sont "les partenaires militaires les plus fiables (de Washington) en Irak".

Les combattants kurdes sont en première ligne dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique. Ils sont soutenus par les bombardements aériens de la coalition emmenée par les Etats-Unis.



Dans l'immédiat, la lutte contre l'EI reste la priorité de M. Barzani, mais il a dit vouloir organiser un référendum d'indépendance "peut-être cette année ou l'année prochaine".

"Notre quotidien c'est le combat contre les terroristes, et donc d'un point de vue pratique nous ne pouvons pas organiser ce référendum dès maintenant. Notre priorité est de faire échec à l'EI, mais cela ne veut pas dire que nous attendrons éternellement", a-t-il encore indiqué.

Il n'est pas non plus question que les peshmergas se retirent de la ville disputée de Kirkouk, que Bagdad revendique. Cependant, a noté Massoud Barzani, les forces kurdes sont prêtes à se battre aux côtés des forces irakiennes pour reprendre Mossoul aux jihadistes.

 Le Canard enchaîné

- mercredi 13 mai 2015 -

Les amours clandestines de "l'allié" turc

En campagne électorale, le président Erdogan, qui soutient les islamistes, se prend à son propre piège.

LES gouvernements français et alliés n'en sont plus à soupçonner le président turc, Recep Tayyip Erdogan, d'aider les groupes islamistes qui opèrent en Syrie et en Irak. C'est un comportement peu amical que tolèrent Washington, Londres et Paris, alors qu'une pareille complicité devrait plutôt les irriter, de la part d'un pays membre de l'Otan et allié des Etats-Unis. Les services américains, français et britanniques tirent depuis longtemps le signal d'alarme, mais rien n'y fait. Un diplomate qui connaît la région se moque de cette pudeur occidentale : « Pourquoi devrait-on s'en prendre à la Turquie ? L'Arabie saoudite et le Qatar encourrent bien les mêmes reproches, n'est-ce pas ? »

Aujourd'hui, pourtant, Erdogan paraît pris au piège de ses ambiguïtés. Sa complicité discrète avec les combattants islamistes est désormais publique. Les agences de presse Anatolia et Dogan, suivies par la française AFP, ont en effet relaté une opération surprenante, qui mérite d'être connue.

Le 10 avril, 17 militaires ont été « écroués et accusés de comploter contre

le gouvernement ». Devant un tribunal d'Istanbul, il était reproché à ces gendarmes d'avoir intercepté, sur ordre d'un procureur, un convoi de camions en route pour la Syrie. « Les agents des services secrets turcs (MIT) qui accompagnaient ce convoi les ont empêchés d'inspecter son chargement », affirment les agences de presse, sans voir démentie cette insolite présence de barbouzes.

Camions barbouzards

L'histoire manque d'autant moins d'intérêt qu'elle ne date pas d'hier, mais de janvier 2014. Pourquoi tant de retard à l'allumage ? L'équipe Erdogan a longtemps hésité, sans doute, avant de lui accorder une étonnante publicité judiciaire. Plus d'un an pour arrêter 17 militaires, puis, la semaine dernière, un colonel et quatre hauts magistrats ! A savoir l'ancien procureur de la région d'Adana, frontalière avec la Syrie, Suleyman Bagriyanik, et trois de ses adjoints. Tous accusés d'avoir voulu renverser le gouvernement islamo-conservateur d'Erdogan, bien entendu. Un détail, en passant : qui rencontre-t-on, à quelques dizaines

de kilomètres d'Adana et de la frontière ? Les combattants d'Al-Nosra, filiale d'Al-Qaïda, et ceux de l'Etat islamique...

Comme il se doit, le gouvernement turc a démenti apporter la moindre aide militaire aux groupes djihadistes ou à l'Etat islamique. Tout en rappelant qu'il héberge quelque petits camps de formation pour rebelles modérés « anti-Bachar », à la demande des Etats-Unis. Exact, Erdogan veut tout à la fois la peau de son voisin syrien et empêcher l'indépendance d'une région kurde à ses frontières.

Mais, alors, et ce convoi barbouzard ? Réponse officielle, et culottée : il s'agissait d'une aide humanitaire destinée à la minorité turkmène de Syrie. Et peu importe si ces camions, avant de parvenir à destination, devaient traverser des régions occupées par des islamistes de tout poil. Les services secrets turcs connaissent parfaitement le code de la route djihadiste.

Claude Angeli

Obama rencontre le président du Kurdistan irakien, loue le courage des peshmergas

Washington, 5 mai 2015 (AFP)
lorientlejour.com

Le président Barack Obama a reçu mardi à la Maison Blanche le président de la région autonome du Kurdistan irakien, saluant le "courage" des peshmergas, pièce-maîtresse du dispositif au sol dans la lutte contre les jihadistes de l'EI.

Lors d'une rencontre avec Massoud Barzani, M. Obama et le vice-président Joe Biden ont réaffirmé le soutien "fort et continu" des Etats-Unis envers la région autonome du Kurdistan irakien et envers le peuple kurde, selon un compte-rendu diffusé par la Maison Blanche.



Les deux hommes ont aussi souligné leur attachement à un Irak "uni, fédéral et démocratique".

M. Barzani a, de son côté, remercié les Etats-Unis pour le soutien militaire

"significatif" apporté aux peshmergas, en coordination avec le gouvernement irakien, selon la même source.

La coalition emmenée par les Etats-Unis a procédé à plus de 3.000 frappes

aériennes en Irak et en Syrie depuis le mois d'août contre les jihadistes qui se sont emparé de larges pans de territoires dans ces deux pays.

Les forces kurdes des peshmergas, qui ont reçu des armes du Royaume-Uni, de la France et des Etats-Unis, sont un élément central du dispositif au sol de la coalition contre le groupe EI.

Entre 4.000 et 6.000 Irakiens, dont de nombreux ont fui Mossoul après sa capture par l'EI l'an dernier, sont formés à l'heure actuelle au Kurdistan irakien en vue de la prochaine offensive pour reprendre la deuxième ville d'Irak, située à environ 90 km à l'ouest d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien. ■

Guerre contre l'Etat islamique: que fait la Turquie?

Le double jeu d'Ankara est manifeste

19 mai 2015 dans Monde Religion
www.causeur.fr

Étonnante diplomatie que la diplomatie turque. Le dernier conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) s'est tenu à Antalya en Cilicie. Au-delà de la vidéo grotesque de diplomates chantant à tue-tête "We are the world, we are the children" de Michael Jackson, la réunion fut l'occasion d'un numéro d'équilibriste assez périlleux pour Mevlüt Cavusoglu, le nouveau chef de la diplomatie turque : "La Turquie est le seul Etat membre de l'Alliance à avoir des frontières avec Daech (...) Daech à nos frontières n'est pas une situation tenable. Cela représente une menace significative pour nous (...) Nous devons prendre d'autres mesures (...) Pour éradiquer le terrorisme, nous devons nous attaquer aux bases du terrorisme". Du bon sens en apparence. En réalité, une langue de bois à peine croyable.

Si on s'en tient aux faits, qu'a fait la Turquie contre Daech en Syrie? Qu'a-t-elle fait lorsque les kurdes syriens étaient encerclés dans Kobané? Rien. Depuis qu'Ankara a lâché Bachar Al-Assad courant 2011, elle n'a plus qu'un objectif sur son flanc sud-est; s'en débarrasser par tous les moyens. Erdogan refuse tou-

jours l'accès des avions de la coalition à sa base otanienne d'Incirlik, dans le sud de la Turquie. Ce qui oblige les chasseurs américains et français à décoller du Golfe persique pour bombarder les positions de l'Etat Islamique, pourtant frontalières de la Turquie. Paradoxal pour un membre de l'OTAN qui réclame plus de moyens militaires à sa frontière face à la menace djihadiste.

Les partisans du califat s'infiltrèrent désormais sur le sol turc. Ce qui peut expliquer le double jeu d'Ankara. Selon un rapport des services de renseignement turcs, près de 3 000 personnes entretiendraient des liens avec le groupe Etat islamique (EI) en Turquie. Ce sont autant de cellules dormantes qui font peser le risque d'un attentat dans le pays.

Pour autant, ce violent effet boomerang n'a pas fait évoluer la position turque sur le dossier syrien autrement que dans les discours. L'OTAN, qui a déjà projeté des batteries de missiles Patriot contre l'aviation syrienne à la demande turque, est sommée de lutter contre l'EI : la Turquie exige d'elle la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Mais Erdogan refuse que l'alliance atlantique opère contre Daesh depuis ses bases aériennes. Cherchez l'erreur! En réalité, la Turquie souhaite une opération otanienne en



Syrie, non pas pour éradiquer l'EI mais Bachar Al-Assad et ses soutiens chiites. Ankara appelle à la mobilisation contre l'EI tout en soutenant les groupuscules djihadistes comme le Front Al-Nosra (filiale d'Al-Qaïda) dont la sauvagerie serait moins extrême que Daech. De là à en faire de loyaux combattants des droits de l'Homme...

On peut admirer la souplesse de la diplomatie turque. Que d'acrobaties dans les instances multilatérales sans aucune crainte de se contredire! L'essentiel pour la Turquie est de porter haut sa voix et ses intérêts, quitte à bloquer toute action des coalitions dont elle fait partie. Sa dernière proposition a d'ailleurs été de plaider l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine, la Géorgie mais aussi la Bosnie. Plus on est nombreux, moins on est efficace.

Cette instrumentalisation grossière de l'OTAN est de moins en moins tenable. Le double jeu clairement assumé de la Turquie paraît désormais trop évident. Mais le problème d'une organisation multilatérale comme l'OTAN, c'est qu'une fois le ver introduit dans le fruit, il est impossible de l'en retirer. La Turquie l'a bien compris: elle a plusieurs fois menacé de quitter l'organisation sans jamais franchir le pas, trop heureuse de monnayer son pouvoir de nuisance. Une bonne leçon pour les partisans de sa candidature à l'Union européenne. ♦

Le suicide de Farinaz, qui voulait échapper à son agresseur, embrase l'Iran



C'est dans cet hôtel 4 étoiles Tara que Farinaz Khosrwni, 26 ans, s'est jetée par la fenêtre pour échapper à son agresseur à Mahabad en Iran.

Par Nicolas Basse | Le 12 mai 2015
<http://madame.lefigaro.fr>

Cinq jours après le suicide d'une jeune femme kurde qui s'était défenestrée pour ne pas être violée, des heurts et des manifestations continuent de secouer l'Iran.

Le 4 mai, une jeune femme d'origine kurde se suicidait à Mahabad, une ville du nord ouest de l'Iran. Si Farinaz Khosrwni, 26 ans, s'est jetée par la fenêtre de l'hôtel 4-étoiles Tara dans lequel elle était employée,

c'était pour échapper à l'homme qui l'avait attirée dans une chambre en vue de l'agresser sexuellement. L'identité de l'agresseur reste encore floue. Selon les médias kurdes, il s'agirait soit de l'un des collègues de Farinaz, soit d'un officier des renseignements iraniens, soit d'un militaire.

Trois jours plus tard, des Kurdes (ethnie très majoritaire à Mahabad, située dans la région du Kurdistan) ont envahi les rues de la ville afin de manifester leur indignation et leur colère et pour réclamer justice. Selon le New York Times, il a fallu trois jours pour que la nouvelle de la mort de la jeune femme



se propage à travers la région. Certains manifestants ont mis le feu à l'hôtel et défié la police, qui a répliqué à coups de gaz lacrymogène pour disperser la foule.

PROPAGATION DANS LE KURDISTAN IRANIEN

Les réseaux sociaux ont très vite diffusé des images de l'attaque de l'hôtel et des messages appelant à ce que justice soit faite, messages accompagnés du hashtag #JusticeForFarinaz. Interrogé par le journal kurde Rudaw, le maire de Mahabad, Jaafar Katani, estime que « les gens doivent attendre que les résultats de l'enquête révèlent avec certitude le motif de la mort de Farinaz Khosrwni », précisant que l'homme soupçonné de l'agression serait placé en détention.

Loin de s'apaiser, le mouvement de protestation s'est propagé dans le Kurdistan iranien, notamment dans les villes de Sardacht et de Sanandaj, où des milliers de personnes se sont réunies, bravant les interdictions et les menaces d'arrestation proférées par les autorités. Maryam Radjavi, présidente de la Résistance iranienne, a salué la mémoire de cette jeune femme au noble courage et a rendu hommage à la mobilisation de la population de Mahabad. ■

Massoud Barzani en quête de soutien à Washington

fr.euronews.com - 09 mai 2015



venu défendre la cause des peshmergas, les forces kurdes, qui sont en première ligne dans la lutte contre l'État islamique (EI).

Il est également en quête de soutien pour établir un Kurdistan indépendant. Mais pour Paul Bremer, l'ancien gouverneur américain de l'Irak, le contexte ne lui est pas favorable : « A l'heure actuelle, je ne pense pas que ce soit dans l'intérêt des Etats-Unis ou de l'Irak, et je dirais même dans l'intérêt des Kurdes,

d'avoir un Kurdistan indépendant. Je pense qu'il y a suffisamment d'instabilité dans la région actuellement. Et comme l'a suggéré le président Barzani lui-même, c'est quelque chose qui peut probablement attendre. »

La priorité pour Massoud Barzani, c'est la lutte contre l'Etat islamique. Il a d'ailleurs demandé à Washington que les forces kurdes soient directement armées par les Etats-Unis, et non pas par le gouvernement de Bagdad.

De notre correspondant à Washington, Stefan Grobe : « Le président Barzani a été accueilli à Washington comme un allié très efficace dans la lutte contre le groupe État islamique. Bien que la Maison-Blanche reste peu favorable à l'indépendance kurde, Barzani nous a confié qu'il avait toujours l'assurance que ses peshmergas obtiendraient toutes les armes dont ils ont besoin. »



SYRIAN KURDISTAN'S PYD OFFICIALLY AT UN TALKS

May 6, 2015 / By Serkan Demirel / Ekurd.net

GENEVA.— UN special Syria envoy Staffan de Mistura has begun talks with Syrian opposition forces in Geneva as part of efforts to reach a solution to the crisis in the country. The PYD (Democratic Union Party) of Syrian Kurdistan (Rojava), is attending the talks with a three person delegation.

UN special envoy Staffan de Mistura announced at a press conference that a political solution to the crisis in Syria was inevitable.

"These talks should not be seen as Geneva 3"

Staffan de Mistura said these consultation talks should not be seen as Geneva 3 and that following the consultations with the various groups they would decide on how to move forward. Staffan de Mistura then answered questions from journalists.

Salih Muslim: PYD officially at UN talks

PYD Co-president Salih Muslim said they would hold talks with UN officials in the coming days regarding a political solution. He added that a three-person delegation would represent the PYD at the talks,

with the focus being on producing a democratic solution. Muslim said the Geneva 1 and Geneva 2 meetings had not been successful on account of there not including all forces. He said they found it significant that all forces had been invited to these talks.

'No one can keep the PYD outside the equation'

Muslim said they would in particular emphasize the importance of the cantonal system in Syrian Kurdistan at the talks, adding: "We believe that the existence of this system will democratise Syria."

Muslim added that from the outset the PYD had been in favour of a political solution in Syria, saying: "No one can keep the PYD outside the equation."

The talks are expected to begin in Geneva on Monday and go on for 5 to 6 weeks. A report containing the demands of the various parties and the special envoy's recommendations will then be submitted to the UN Secretary General Ban Ki-moon. ♦

Copyright ©, respective author or news agency, anfenglish.com | Ekurd.net



UN special Syria envoy Staffan de Mistura

Turkey and the Kurds

The mule killers

The army guns down mules for allegedly helping PKK rebels

May 9th 2015 | ISTANBUL |

THE Turkish army has fought on and off against rebels of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) since 1984. It is now hunting down their allies: mules. Turkish soldiers have killed at least 32 since March 23rd. Eight others tumbled off a nearby cliff as they fled the shooting. The slaughter is centred in Ortasu, a village in the mountainous south-eastern province of Sirnak, bordering Iraq. Animal-rights activists have protested, but to no avail.

The army says the crackdown is aimed at curbing a flourishing trade in contraband cigarettes, which helps to finance the PKK. Villagers deny any connection with the rebels. They say they resort to smuggling because there is no other work. Local officials who turn a blind eye are given a cut.

The agriculture ministry claims the ani-

mals are being put down because they carry disease. Their owners deny this, saying the campaign is a new form of repression of the Kurds. "Nobody came and checked our animals to see whether they were ill, they just shot them," fumes Veli Encu, a self-appointed spokesman. "State-sanctioned murder in Roboski never seems to end."

Mr Encu is referring to what happened in Roboski (the Kurdish name for Ortasu) on December 28th 2011, when Turkish fighter jets rained bombs on a group of villagers as they made a nocturnal run across the border. Some 34 villagers and 59 mules were blown to bits. "We couldn't tell the animals from the humans," recalls Mr Encu, who lost 11 relatives, including his 13-year-old cousin, Bedran.

An official inquiry found that the attack was based on bogus claims that a PKK



Blameless victim—or wicked smuggler?

commander was hiding among the group. Yet the affair was buried: just one officer lost his job. The victims' families have refused state offers of compensation, saying their silence cannot be bought. "Roboski is testimony to the persistent lack of state accountability in Turkey," says Emma Sinclair-Webb of Human Rights Watch, a watchdog. So is shooting animals.

Mules are more than just commercial assets. As Mr Encu says: "They carry our sick, they carry our brides—and they carried back the fallen on that horrible night." ■

Kurdish Leader Backs Off Demand That Weapons Be Supplied Directly to Kurdistan

By John Hudson May 6, 2015
foreignpolicy.com

The president of Kurdistan's regional government on Wednesday backed off a long-held demand that the United States directly supply arms to the northern Iraqi region he heads in the war against Islamic State extremists, otherwise known as ISIS.

The direct arming of Kurdish forces is a contentious issue.

The central Iraqi government in Baghdad has opposed direct sales to Kurdish Peshmerga fighters over concerns Kurdish leaders will eventually use the aid to break away from Iraq and create a new country. The Kurds, meanwhile, accuse Baghdad of failing to distribute their share of U.S.-supplied weapons as they take on the brunt of the fighting against the Islamic State in northern Iraq.

"The important point here is that Peshmerga get these weapons," President Masoud Barzani told an audience at the Atlantic Council in Washington. "How they will come and which way — that's not as important as the fact that Peshmerga need the weapons to be there."

The softening of Barzani's position comes after his meeting with President



Barack Obama and Vice President Joe Biden on Tuesday, during which the U.S. emphasized its commitment to a federal, democratic, and perhaps most important, united Iraq.

"The meeting was very successful," said Barzani through a translator. "We have realized and noticed that both President Obama and Vice President Biden ... want the Peshmerga to receive the right ammunition and the right weapons."

The Kurdish president held a follow-up meeting with Biden on Wednesday. It was not immediately clear what was discussed.

Barzani noted that his relationship with the government in Baghdad has improved since last year's departure of former Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki. Still, he said, a number of disagreements remain unresolved.

The two sides have been at loggerheads for years as the Kurds have sold crude oil independently of the central government, signaled their desire for full independence, and pursued secretive arms deals with foreign governments. Last summer, in the heat of intense fighting between the Kurds and the Islamic State, Kurdistan intelligence chief Masrour Barzani told the Washington Post they had received "not a single bullet" from Baghdad. He pleaded with the international community for direct military support.

According to a statement after Tuesday's meeting, U.S. and Kurdish officials also discussed the campaign to degrade the Islamic State and the status of political efforts to address the concerns of the Iraqi people.

Barzani told the audience on Wednesday that Kurds will hold a referendum on independence from Iraq, but only after hostilities die down. It is a pledge he has made repeatedly for years.

"I cannot say if it will be in the next year, or when, but certainly the independent Kurdistan is coming," he said. "We want it to be not through violence, not through killing.... It will take place when the security situation is resolved." ♦



Iraq governor: Iran's influence hurting fight against ISIS

By Christopher Snyder
May 07, 2015
FoxNews.com

The fight against ISIS is raging in Iraq as Iraqi and Kurdish forces try to push back the terrorist group, though there are new concerns among U.S. officials over their strategy.

Pentagon officials said Wednesday they aren't confident Iraq could secure one of the country's largest oil refineries in Baiji in an ongoing battle with militants.

This is the latest battleground where Iraqi troops have so far failed to gain the upper hand against the terrorists.

Fox News National Security Analyst KT McFarland spoke to Dr. Najmaldin Karim about the current ground situation. Karim serves as the governor of the Kirkuk Province in northern Iraq.

"The Baiji refinery is very important to us because it's used to get crude oil from Kirkuk," said Karim. "There have been repeated attempts by different Iraqi gov-

ernment forces to regain total control of the refinery."

He added that "many times declarations are made that the refinery is safe and secure ... but unfortunately that has not been the case."

The stalemate between ISIS and Iraqi forces could risk continued support from Washington. ISIS still controls the key cities of Mosul and Fallujah and is currently involved in a months-long fight to control Ramadi.

"We all know the Iraqi military has significant problems with numbers, training, weapons ... really the two active forces in Iraq today are the Shia mobilization units and also the [Kurdish] Peshmerga," said Karim, a fellow Kurd.

Iran holds wide influence over several Iraqi Shiite militias, and regional experts believe Iran Revolutionary Guard's Quds Force is supplying the militias with funding and supply of weapons.

Karim believes Iranian support "is impeding some of the successes that could have hap-



pened."

Airstrikes against ISIS targets have proven key to slowing the terrorists' movements. He says, however, "airstrikes need to be more intense, more frequent, and less routine (red tape) in hitting a target when it's decided it's an important [one]."

Looking ahead, Karim says the Kurds will most likely remain a part of Iraq despite widespread instability.

"The Kurds have chosen to stay in federal Iraq ... but unfortunately there have been significant problems ... so for Iraq to stay together, the only way is to allow for regions [regional governments] to be formed ... otherwise the country will fall apart." ■

AP Associated Press

Kurdish leader reiterates his forces need for arms

May 8, 2015 - WASHINGTON - By DEB RIECHMANN(AP)

THE LEADER of the autonomous Kurdish region in northern Iraq said Friday that he has not backtracked on his request for the U.S. to bypass Baghdad and directly supply weapons to his forces, but said he wouldn't interfere in a disagreement over the issue between Congress and the White House.

Massoud Barzani, president of the Kurdish Regional Government of Iraq, said the Obama administration this week reassured him that the Kurdish military, known as the peshmerga, would get the weaponry it needs. The peshmerga has been a major force in repelling the Islamic State group's onslaught in recent months, but it complains it is not getting enough weapons from the Iraq federal government in Baghdad.

Speaking through an interpreter, Barzani told a group of reporters that despite pledges from Baghdad made several years ago, his forces did not receive "a bullet or a piece" of weaponry from Baghdad.

The House Armed Services Committee last week supported the authorization of the president's request of \$715 million for security assistance to Iraqi forces battling Islamic State militants, but stipulated that 25 percent of the funds be given directly to Kurdish and Sunni forces involved in the fight. That drew opposition from both Obama and - ironically - an influential Shiite cleric in Iraq, an opponent of the U.S. military between 2003 and 2011.

The cleric, Muqtada al-Sadr, threatened to attack American interests if the U.S. sends arms directly to Sunni and Kurdish fighters. The Iraqi government in Baghdad also rejected the provision. It said the move would only foster more division in the region at a time when Iraq is trying to reconcile factions in the country, especially in response to the threat from IS.

"I would like to reiterate: If it were up to us, we would like to get them directly," Barzani said, thanking U.S. lawmakers for crafting the legis-



Iraqi Kurdistan Regional President Masoud Barzani, left, walks to West Wing of the White House in Washington, Tuesday, May 5, 2015, where he is scheduled to meet with Vice President Joe Biden. (AP Photo/Carolyn Kaster)

lation. "We have not backed down from our position. We insist that the weapons get to the hands of the peshmerga.

"We have been given assurances from the U.S. administration that they care about this issue ... and they assured us that the peshmerga will receive the necessary weapons."

Barzani also said the Kurds still want to have a referendum on becoming independent from the rest of Iraq, but said he won't push it while the nation is embroiled in a fight against IS militants. ●

RUDAW

May 6, 2015

Powerful Shiite militia 'won't oppose Kurdish independence'

rudaw.net
May 6, 2015

ERBIL, Kurdistan Region - The leader of Asaib Ahl al-Haq, a Shiite militia with ties to Iran, has named Tehran as one of the countries "trying to dissolve Iraq", but also added that his fighters "will not oppose Kurdish independence."

Speaking to the press from the holy Shiite city of Najaf on Wednesday, Qais Khazali claimed that "the Islamic State is a tool to

reshape the Middle East geopolitics" and alleged that Iran, Turkey, Saudi Arabia and Qatar are trying to dissolve the unity of Iraq.

Among other controversial remarks, Khazali added that "The majority of Iraqi Sunnis are with a unified Iraq."

Khazali was captured by the US and detained in 2007 at the prison known as Camp Cropper. He was extensively questioned by US intelligence at that time.

Now a key leader commanding Shiite forces against ISIS,



Qais al-Khazali, the leader of the militant Shiite group, Asaib Ahl al-Haq. AP file photo.

said Khazali, referring to a draft military bill that calls on the White House to directly arm and assist the Kurdistan Regional Government in its war with Islamic State.

The bill is to be voted on next week, according to reports. US Vice President Joe Biden has reportedly assured Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi that any arms shipments to local forces will be passed through Baghdad and Washington's respect Iraq's sovereignty and unity was still in effect.

Asaib Ahl al-Haq was estimated to have as many as 10,000 fighters in 2014, and is considered one of the most significant Shiite militias operating in Iraq.■

Khazali also named Washington as one of the players trying to divide Iraq.

"The project of the US Congressional bill is a clear attempt against Iraq's sovereignty and a step to dissolve the country,"

Iraqi Kurdish chief hopes to sidestep region's clash with Iran

Barzani discusses Iran, Islamic State, independence on D.C. trip

By Guy Taylor - The Washington Times - Friday, May 8, 2015
<http://www.washingtontimes.com>

Iran's influence over the Middle East is expanding but the region's Kurds are determined to stay neutral in the face of tensions stemming from Tehran's role in conflicts from Iraq to Syria and Yemen, the president of Iraq's Kurdistan region said Friday.

"We do not want to be part of that power struggle," said Massoud Barzani, president of the semi-autonomous Kurdistan Regional Government (KRG), which shares a nearly 400-mile border with Iran in northern Iraq, wrapping several days of high-level talks in Washington last week.

While Mr. Barzani said Iran has on at least one occasion provided ammunition to Kurdish peshmerga forces fighting the extremist Islamic State movement in Iraq, he insisted the Iranian military are not actively coordinating with the Kurdish fighters.

"Iranian forces have not come to our area and we have not asked for that," he said. "We have no problems with Iran because we have our own policy and Iran has its own policy and we are neighbors."

He made the comments Friday during a roundtable with reporters as he finished out a weeklong visit to Washington that included extensive closed-door meetings with top Obama administration officials about the war against the Islamic State, also known as ISIS and ISIL.

Mr. Barzani's visit came as the White House nurses a delicate and seemingly contradictory set of alliances in the Middle East while pursuing nuclear detente with Iran that has drawn resistance from the region's main Sunni Arab powers — particularly Saudi Arabia.



Iraqi Kurdistan Regional President Masoud Barzani, left, is escorted into West Wing of the White House in Washington, Tuesday, May 5, 2015, where he is scheduled to meet with Vice President Joe Biden. (AP Photo/Carolyn Kaster)

The U.S. finds itself supporting a Saudi-led military campaign against Iran-backed rebels in Yemen while at least tacitly coordinating with Iranian forces in the fight against ISIS, a Sunni extremist organization in Iraq.

The Kurds, whose own peshmerga fighters are playing a outsized role in the ground war against ISIS in Iraq, find themselves increasingly in the middle of Washington's conflicted diplomacy. But Mr. Barzani took care on Friday to avoid criticizing the Obama administration.

Mr. Barzani praised a bipartisan group of U.S. lawmakers for pushing legislation recently to try and require the administration to provide weapons directly to the Kurds, something the White House has resisted. But he stressed that he does not want to get in the middle of Washington's internal policy fight over the issue.

He also said administration officials assured him on repeated occasion during his visit that weapons will arrive in Kurdish hands.

Mr. Barzani said he did not discuss Syria policy in detail during his meetings with Obama administration officials, but he believes they "know that the situation in

Syria is closely tied with the situation in Iraq." The government of Syrian strongman Bashar Assad is battled U.S.-backed rebel forces but also insurgents linked to al Qaeda, Islamic State and other jihadist movements.

"The situation in Syria is very complicated," Mr. Barzani said. "What I see is that there is neither a military solution at hand nor a political solution."

Mr. Barzani made headlines earlier in the week by asserting that Iraq's Kurds will hold a referendum on independence when the war against ISIS is resolved.

"I cannot say if it will be in the next year, or when, but certainly the independent Kurdistan is coming," he said at an event hosted by the Atlantic Council and the U.S. Institute of Peace on Wednesday.

But President Obama and Vice President Biden told Mr. Barzani during a meeting at the start of the week that the U.S. remains committed to a united, federal system in Iraq centered in Baghdad, White House officials said, and regional powers such as Turkey, Syria and Iraq are also hostile to the idea of an independent Kurdish state. ●

Divisions among Kurdish factions fighting militants seen as increasing

By Guy Taylor - The Washington Times - Tuesday, May 12, 2015
www.washingtontimes.com

The U.S. and its allies have failed to unify rival Kurdish peshmerga factions fighting

the Islamic State in Iraq, according a report published Tuesday, highlighting the risk of a return to internecine war that gripped Iraq's Kurds during the 1990s.

Analysts at the International Crisis Group also say that Kurdish forces, who are being

relied upon heavily by the U.S. and Europe in the ground war against Islamic State extremists, are increasingly vulnerable to manipulation by Iran.

"Rather than shore up Kurdish unity and institutions, the latest iteration of the 'war on terror' is igniting old and new internecine tensions and undermining whatever progress has been achieved in turning the peshmergas into a professional, apolitical military force responding to a single chain of command," states an executive summary of the report.

"It is also paving the way for renewed foreign involvement in Kurdish affairs, notably by Iran," the summary states, as the lack of clear direction and centralized leadership from Western powers is "encouraging Kurdish land grabs" and deepening sectarian tensions in Iraq.

The report offers a stark alternative to the

picture of progress and unity that Masoud Barzani, the president of Iraq's semi-autonomous Kurdistan Regional Government (KRG), sought to portray during a visit to Washington last week.

Mr. Barzani said the KRG is poised to hold a referendum on independence during the years ahead, but remains, for now, committed

to working with Baghdad in the fight against the Islamic State. He also pushed back against the idea that Iran, sharing a nearly 400-mile border with the KRG, is exerting control over Kurdish forces. ●



May 11, 2015

Experts: Peshmerga need vision for unification

By Campbell MacDiarmid
11 May 2015
rudaw.net

ERBIL, Iraqi Kurdistan -- The Peshmerga need a better vision and strategy for the future, according to visiting military experts, while leaders of the Kurdish forces remain focused on the immediate demands and shortages of the ongoing war against Islamic State.

A conference in Erbil on Sunday, titled "The Future of the Armed Forces in a Democratic Kurdistan," brought together foreign experts, Iraqi military officers and Peshmerga leaders to discuss sometimes troubling history on the Kurdish forces and the challenges ahead.

Organized by the Middle East Research Institute (MERI), speakers at the conference were divided on whether the current crisis provides an opportunity, or an obstacle, in the slow process of unifying and reforming the Peshmerga.

At present, only around one-third of Peshmerga forces are united under the Ministry of Peshmerga. The remainder is divided in loyalty between the rival political parties the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdistan Democratic Party (KDP).

The origins of the Peshmerga



as partisan guerilla forces made unification difficult, Secretary General of the Ministry of Peshmerga Jabar Yawar told the audience. He praised efforts since 2010 to bring together one-third of the Peshmerga under one ministry, citing the fact the two rival factions fought a civil war during the 1990s.

"We used to be two forces. We were fighting against each other, unfortunately," Yawar said. "So the process of reunification will be step by step. Let's not underestimate that we were able to form 14 brigades in just four years who are now fighting side by side together without any hint of political issues."

Yawar cited the current war against the Islamic State and the ongoing financial dispute with the federal government in Baghdad as the primary obstacles to faster unification.

With troops needed at the frontlines, it was difficult to draw units to the rear for unification, he said.

He estimated the cost of running the Peshmerga at \$2.9 billion annually, but claimed they had received just \$1.2 billion in 2014.

"If they send this amount, it will cover just the salaries within the 14 existing brigades," Yawar said.

More cash would be needed to fund a centralized joint operations room, a unified communication system and a professional staff, all necessary precursors to a unified Peshmerga.

Former Peshmerga minister Sheikh Jaffar Sheikh Mustafa also insisted that the immediate needs of the Peshmerga – currently leading a critically important global fight against Islamic State – should be the current focus of discussions.

"ISIL have better equipment and training but the Peshmerga has the outstanding morale necessary to defeat the enemy," he said. "If we had the military equipment we need though we could save a lot of lives."

"We need and we ask our

friends and coalition partners to give us these weapons so we can destroy and defeat ISIL."

This foreign assistance would likely be more forthcoming if the Ministry of Peshmerga could clearly articulate their strategic vision for the future, argued Florence Taub, a senior analyst for the European Union Institute for Security Studies.

The role of the Peshmerga had changed since their inception as bands of mountain guerillas, she noted and a new vision was needed.

"It would help your own cause if you know what you want to achieve when asking for equipment," she said. "Do not forget the strategic vision."

Likewise Mick Bednarek, the chief of the United States Department of Defense's Office of Security Cooperation-Iraq, urged Peshmerga leaders to look beyond the immediate threat and consider what a future enemy might look like.

"It's a strategic error to plan for facing old enemies," he said.

Yezid Sayigh, a senior associate at the Carnegie Middle East Center, offered a vision to which a future Ministry of Peshmerga might aspire.

He spoke of the need for a clear and transparent ministry where individual success was not dependent on loyalty or affiliations.

Sayigh said the Peshmerga would be most effective as a force if there was an officer corps where promotion was based on merit and "everyone has equal access and opportunity at every stage up the chain."

He noted that many Middle Eastern armed forces had an issue with too many senior officers or with junior officers not being able to rise through the ranks.

"There doesn't seem to be much disagreement," on these issues, he told the audience.

"Is there any reason why you don't move further forward? I don't know." ■



Des opérations à risques pour exfiltrer les femmes yazidies enlevées par Daech

KURDISTAN IRAKIEN Le gouvernement régional s'active pour récupérer des femmes enlevées. Des opérations à 20 000 dollars.

De Emilienne Malfatto
De Erbil 14.05.2015
www.tdg.ch

Il est 5 heures du matin quand le téléphone sonne chez Nouri Schengali à Erbil, capitale du Kurdistan irakien. Au bout du fil, un homme de la minorité Yézidie dont la fille, capturée par les djihadistes du groupe Etat islamique (Daech), vient de s'enfuir. Détenue à Raqqa, la capitale syrienne des djihadistes, l'adolescente de 14 ans a pris la fuite dans la nuit avec une autre Yézidie. Mais l'aube est proche, les jeunes filles ne savent pas où aller. Elles frappent à la porte d'une maison bédouine, demandent asile. La famille refuse (trop risqué), mais leur permet d'utiliser le téléphone pour appeler leurs parents à Dohuk, dans le nord du Kurdistan irakien.

C'est là que tout s'enclenche. Au moment où, prévenues, les familles des adolescentes contactent Nouri Schengali, envoyé spécial du gouvernement kurde auprès des personnes ayant fui l'offensive djihadiste, en majorité des Yézidies.

La minorité kurdophone Yézidie, estimée à environ 600 000 membres avant l'été 2014, pratique une religion monothéiste descendant du zoroastrisme et jugée hérétique par Daech. Plusieurs milliers de Yézidies ont été enlevés en août, lorsque les djihadistes ont lancé une offensive sur leurs villages situés entre Mossoul et la frontière syrienne. Des milliers de femmes (le nombre reste flou) ont notamment été capturées puis «vendues» et mariées de force à des djihadistes. Mais plusieurs centaines de Yézidies ont, depuis, réussi à fuir le califat. Certains par leurs propres moyens, d'autres suite à des négociations menées par des leaders tribaux ou des familles. Et beaucoup (plus de 900) grâce à de véritables opérations d'exfiltration organisées par les services de Nouri Schengali.

Ce petit homme fluet à la moustache ardoise, médecin de formation, s'appuie sur un solide réseau de contacts à l'intérieur même des zones contrôlées par Daech. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le califat, proclamé le 29 juin 2014, n'est pas une zone totalement opaque et inaccessible. «J'ai de nombreux contacts à l'intérieur du califat, des gens que je connais personnellement depuis longtemps, avec qui j'ai une relation de confiance», explique Nouri Schengali, en remuant un thé largement additionné de sucre. Autant d'intermédiaires (les maillons d'une longue chaîne) qui, pour minimiser les risques, ne se connaissent pas entre eux.

LOGEMENT À 8000 DOLLARS

«Il y a aussi des gens qui sont membres de

Daech (ou censés l'être), mais qui ne sont pas convaincus d'être sur le droit chemin, et donc essaient d'aider les prisonniers à s'enfuir», ajoute-t-il.

Une affaire de confiance et de réseau personnel donc, mais aussi de technologie. En Syrie, certaines prisonnières communiquent avec l'extérieur grâce à l'application mobile WhatsApp. En Irak, dans la région de Mossoul notamment, la communication est plus compliquée depuis que les réseaux des opérateurs kurdes ont été coupés. Il faut trouver des points situés en hauteur, ou le plus près possible du Kurdistan, pour capter du réseau et signaler sa présence (le premier pas pour organiser une exfiltration).

C'est grâce au téléphone portable prêté par les Bédouins de Raqqa que Nouri Schengali a pu organiser la fuite des deux jeunes yazidies. «Quand les parents de ces adolescentes m'ont appelé, je leur ai demandé le numéro de téléphone de la famille de Raqqa et j'ai appelé le père de cette famille.»

Après négociation, la famille accepte de garder les deux adolescentes en sécurité pendant quarante-huit heures pour la somme de 8000 dollars. Puis, il faut quitter le califat en évitant les checkpoints djihadistes. «Le transport est la partie la plus coûteuse et la plus risquée du voyage, souligne Nouri Schengali. Si Daech arrête la voiture, tout le monde y passe. Alors, il faut un chauffeur qui connaisse parfaitement les routes et la région.»

Des trajets à hauts risques, payés à prix d'or. Moyennant 4000 dollars, deux voitures («Une par adolescente, comme ça si un véhicule est arrêté, l'autre a une chance de s'en sortir») conduisent les jeunes Yazidies de Raqqa à Deir ez-Zor, 140 km plus à l'est, où elles passent la nuit chez une famille, payée 2000 dollars. Le lendemain, deux autres voitures les emmènent à Hassetché, au nord, pour 4000 dollars à nouveau. Elles sont alors prises en charge par des Yézidies, puis emmenés jusqu'à Kamechliyé, à la frontière turque, où l'oncle d'une des adolescentes les attend.

Au total, un trajet de 400 km. «Cela a pris environ une semaine et coûté 20 000 dollars», résume Nouri Schengali. Un processus long, risqué et coûteux.

Officiellement, pas un centime n'est versé aux djihadistes. Mais une multitude d'acteurs et d'intermédiaires sont «arrosés» en chemin, des poignées de dollars pour acheter le silence, la complicité ou l'hospitalité d'une famille. D'autres encore pour s'assurer les services et la discrétion d'un chauffeur. De l'argent versé en cash et remis en mains propres par un intermédiaire. «Jusqu'ici, personne ne s'est amusé à voler l'argent», se félicite Nouri Schengali. Avant d'ajouter, mi-souriant, mi-



Nouri Schengali, envoyé spécial du gouvernement kurde auprès des personnes ayant fui l'offensive djihadiste: «J'ai de nombreux contacts à l'intérieur du califat, des gens que je connais personnellement depuis longtemps, avec qui j'ai une relation de confiance.» Photo: EMILIENNE MALFATTO

menaçant: «Ils savent ce qui leur arriverait.»

Au total, le gouvernement régional du Kurdistan aurait déboursé plus de 3,5 millions de dollars pour ces opérations. Une partie de cette somme proviendrait des fortunes personnelles des dirigeants kurdes, assure Nouri Schengali, qui regrette amèrement que «Bagdad» n'ait pas versé un centime «et ne le fera jamais».

Une partie de cet argent sert également à financer les soins psychologiques, médicaux et autres, indispensables à tous ceux qui reviennent du califat. Car nul n'en sort indemne.

RITUEL DE PURIFICATION

Dans les zones yazidies du Kurdistan, il n'est pas rare de rencontrer un(e) «rescapé(e)». A Lalish, lieu saint Yézidi situé près de Dohuk, c'est une jeune fille de 16 ans vêtue de jaune, le regard hanté. Elle a été violée par vingt djihadistes. Deux femmes la tiennent par le coude et la conduisent gentiment mais fermement jusqu'à une source sacrée pour l'y «purifier». Un rituel qui peut faciliter son acceptation dans sa communauté, où les femmes admettant avoir été violées peuvent craindre des représailles internes.

«Certaines familles n'acceptent pas que leurs filles aient été violées ou aient dû se convertir, admet Hesmat Tahseen Beg, le fils du prince des Yézidies, assis en tailleur dans le temple de Lalish. Mais notre position officielle est la suivante: nous leur pardonnons et interdisons à quiconque de leur faire du mal. Régulièrement, des filles m'appellent depuis l'intérieur du califat, où elles sont prisonnières. Elles veulent savoir si elles ont le droit de revenir.» n (TDG)

Le Monde
13 mai 2015

Un axe sunnite à l'aide des rebelles syriens

Les efforts de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie expliquent les succès récents contre Bachar Al-Assad

DOHA - envoyé spécial
ISTANBUL - correspondante

Dans la guerre d'usure syrienne, les rebelles ont repris l'avantage. Après avoir penché en faveur du régime pendant plus d'un an et demi, entre le printemps 2013 et l'automne 2014, l'équilibre des forces est reparti en sens inverse. En l'espace d'un mois et demi, une nouvelle alliance militaire, Jaïsh Al-Fatah (Armée de la conquête), regroupant des combattants djihadistes, salafistes et proches des Frères musulmans, s'est emparée de la plus grande partie de la province d'Idlib, dans le nord de la Syrie, à la frontière avec la Turquie.

De l'avis de plusieurs bons connaisseurs du champ de bataille syrien, ce retour en force de la rébellion est le produit dérivé du pacte scellé entre l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, sous l'impulsion du roi saoudien Salman, arrivé au pouvoir en janvier. Après des années de défiance, ces trois

puissances régionales, farouchement hostiles à Damas, ont entrepris d'unifier leurs efforts.

Ce rapprochement, qui s'est traduit par de nouvelles livraisons d'armes, quoique en quantité encore limitée, participe de la diplomatie beaucoup plus active à l'initiative de Salman pour contrer l'influence croissante de Téhéran au Proche-Orient. De même qu'il a pris la tête de la coalition arabe partie en guerre au Yémen, contre les milices houthistes pro-iraniennes, le monarque saoudien paraît pressé de renforcer la main des rebelles, pour hâter un départ de Bachar Al-Assad, principal allié de la république islamique dans la région.

Regain d'assurance des rebelles

« Il y a un effet Salman très net, dit Ahmed Tomeh, le premier ministre du gouvernement intérimaire syrien, basé à Gaziantep, dans le sud de la Turquie. La coordination entre Riyad, Ankara et Doha s'est améliorée. L'intervention saoudienne au Yémen a rendu l'espoir aux Syriens. Ils pressentent qu'un changement important arrive. » « Le triangle Doha-Riyad-Ankara a commencé à fonctionner, considère Favez Al-Doueiri, un analyste sécuritaire jordanien, en contact régulier avec les rebelles. Le positionnement de Salman comme nouveau commandant du monde arabe pousse les brigades à se réorganiser. »

Ces deux sources, ainsi qu'une troisième, proche des autorités qatariques, assurent que des armes antichars, notamment des missiles Tow, sont récemment parvenues entre les mains des anti-Assad. Aucune de ces sources ne fait état, cependant, d'arrivages massifs. Porte-parole de l'Armée syrienne libre (ASL), la branche modérée de l'insurrection, Oussama Abou Zayed assure même n'avoir « rien reçu depuis cinq mois », tout en reconnaissant que « cela pourrait changer très bientôt. [Leurs] amis saoudiens, turcs et qataris song[ent] à [les] soutenir ».

Signe du regain d'assurance des



Des combattants de l'Armée syrienne libre, à Idlib, le 9 mai, se préparent à reconquérir Arîha. KHALIL ASHAWI/REUTERS

rebelles, la Coalition nationale syrienne (CNS), la principale formation d'opposition, a annoncé qu'elle n'enverra pas d'émissaire à Genève, où l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, ambitionne de consulter séparément tous les acteurs de la crise. « Assad bat en retraite », clamait début mai Khaled Khodja, le président de la CNS, dans les colonnes de la presse turque.

Les premiers signes de retournement de tendance remontent au 15 décembre 2014. Ce jour-là, le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, et le mouvement islamiste Ahrar Al-Cham, les deux formations à l'origine du Jaïsh Al-Fatah, se sont emparés de la base militaire de Wadi Al-Deif, l'un des principaux verrous du régime Assad, dans le nord du pays. Le basculement s'est confirmé durant l'hiver, quand les combattants du Front Al-Chamiya, la principale force rebelle d'Alep, proche des Frères musulmans, ont tué dans l'œuf l'offensive loyaliste visant à encercler la partie orientale de la ville. Et il s'est accéléré à partir de la fin mars, avec la chute, coup sur coup, d'Idlib, de Jisr Al-Choghour, à une vingtaine de kilomètres plus à l'ouest, et du camp militaire d'Al-Qarneed, situé à proximité.

Le roi Salman veut hâter le départ du principal allié de Téhéran dans la région

les plus en pointe dans la lutte contre la confrérie, les Emirats arabes unis et l'Égypte, sur lesquels l'Arabie saoudite s'appuyait jusque-là. « L'axe Riyad-Abou Dhabi-Le Caire a cédé la place à l'axe Riyad-Ankara-Doha, qui est beaucoup plus favorable aux anti-Assad, décrypte Andreas Krieg, professeur au collège de défense du Qatar. L'émir Tamim a de nouveau les coudées franches en Syrie, alors qu'en 2014, de peur de susciter l'ire du roi Abdallah, il avait dû revoir à la baisse toutes ses ambitions dans ce pays. »

Durant le sommet du Conseil de coopération du Golfe, tenu à Riyad la semaine dernière, Tamim a été photographié en plein conciliabule avec Mohamed Ben Nayef, le prince héritier, que l'on dit très qatarophile. La logique voudrait que la cité-Etat accroisse son aide à Ahrar Al-Cham et au Front Al-Chamiya, pendant que l'Arabie saoudite augmente

LE CONTEXTE

RECONQUÊTE

Damas veut reprendre Jisr Al-Choghour

L'armée syrienne a déployé d'importants moyens autour de la ville de Jisr Al-Choghour, dans le Nord, conquise par une coalition rebelle à la fin avril. Le régime veut reprendre à tout prix l'hôpital, où une centaine de soldats se sont retranchés, ainsi que de hauts fonctionnaires, après l'entrée des insurgés dans le centre-ville. Damas veut éviter une répétition du scénario d'août 2014, lorsque des djihadistes de l'Etat islamique avaient exécuté plus de 200 militaires après la prise de la base aérienne de Tabqa, dans la province de Rakka, sans que l'armée vienne à leur secours.

son soutien aux salafistes de Jaish Al-Islam (Armée de l'islam), son principal client en Syrie, omniprésent dans la banlieue de Damas.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, quant à lui, devrait bientôt atterrir dans la capitale saoudienne, pour sa troisième visite

de l'année. L'opposition de gauche l'accuse d'offrir un appui au moins logistique au Front Al-Nosra, ce que le chef d'Etat dément sans convaincre. Selon la presse turque, le monarque saoudien lui aurait promis de soutenir la création d'une zone d'interdiction aérienne dans le nord de la

Syrie, une mesure réclamée de longue date par Ankara.

Le nouvel alignement saoudo-qataro-turc ne certifie pas forcément la chute du régime Assad se rapproche. Il garantit, en revanche, une intensification des combats à venir. Bien décidé à laver l'affront que constitue la perte

de Jisr Al-Choghour, porte d'accès à la plaine côtière, Damas a lancé une contre-offensive pour reprendre la ville. ■

**BENJAMIN BARTHE
ET MARIE JÉGO**

Washington entraîne a minima des combattants contre l'EI

LE COMMANDANT SUPRÊME des forces alliées en Europe, le général américain Philip Breedlove, est attendu, mardi 12 mai, en Turquie, pour l'inspection du site où seront entraînés les rebelles syriens appelés à combattre les djihadistes de l'Etat islamique (EI).

Selon un accord signé en février 2015, Américains et Turcs envisagent de former, sur une période de trois ans, 15 000 combattants de l'opposition syrienne modérée. L'entraînement se fera dans les environs de Kirsehir, une ville située à 140 kilomètres au sud-est d'Ankara, avec la participation de 400 instructeurs américains.

Commencée ces jours-ci en Jordanie, la formation des rebelles syriens se fait attendre en Turquie. Prévu pour démarrer le 9 mai, le programme a pris du retard, à cause des incompréhensions persistantes entre Washington et Ankara.

Le président Recep Tayyip Erdogan, qui fait du renversement de Bachar Al-Assad sa priorité, ne comprend pas que la lutte

contre l'organisation de l'Etat islamique (EI) soit plus importante que l'éradication du régime de Damas aux yeux de l'administration américaine.

Effectifs dérisoires

Lors d'un point de presse au Pentagone la semaine dernière, le secrétaire américain à la défense, Ashton Carter, a expliqué que l'instruction des rebelles allait être menée avec la plus grande prudence. « Nous commençons avec des gens que nous avons choisis très attentivement », a-t-il souligné.

Les Turcs ont exigé que les Kurdes syriens affiliés au Parti de l'union démocratique (PYD), qui est une filiale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, prokurde), honni par Ankara, en soient écartés.

Les effectifs sont dérisoires. Pour 2015, un bataillon de 90 combattants sera entraîné en Jordanie, 3 000 autres seront formés en Turquie. Il s'agit d'une goutte d'eau par rapport aux dizaines de milliers d'hommes qui se battent actuellement en Syrie

au sein de différentes factions. Le caractère minimal du programme est critiqué par les représentants de l'opposition syrienne qui ont pignon sur rue en Turquie.

« Ce programme est une blague. L'Armée syrienne libre n'en fait pas partie. Aucune brigade engagée dans des combats contre le régime ne participe à cette initiative, explique Ossama Abou Zayed, le porte-parole de l'Armée syrienne libre. Les Syriens qui l'ont rejoint l'ont fait à titre individuel. Notre ennemi principal, c'est Bachar Al-Assad. On ne se débarrassera pas de l'Etat islamique sans renverser Bachar. C'est un pré-requis. Tout le reste n'est que perte de temps et d'hommes. »

« D'ailleurs, ajoute-t-il, nous n'avons pas attendu ce programme pour nous battre contre l'EI. Dans la région d'Alep, du Golan ou de Homs, nos hommes ont récemment fait reculer les djihadistes. Depuis l'hiver 2014, nous nous battons sur deux fronts, contre le régime et contre l'EI. » ■

B. BA. ET M. JÉ.



18 mai 2015

La prise de Ramadi par Daech confirme la partition de l'Irak

par Rédaction de France Info
18 mai 2015 - www.franceinfo.fr

L'organisation de l'Etat islamique affirme contrôler la ville de Ramadi en Irak. Daech s'est emparé du dernier quartier de la ville après deux jours de combats et au moins 500 morts. Cette conquête confirme encore plus la partition de l'Irak.

Pour Bassam Tahhan, professeur de géopolitique et spécialiste du Moyen Orient, cette victoire ouvre la voie aux djihadistes vers Bagdad : « Si Ramadi est tombée, cela annonce la reconquête d'autres villes sunnites. Et c'est la voie ouverte vers Bagdad. »

Cette prise qui n'est qu'une étape sur la route de Bagdad, "l'objectif principal des djihadistes" comme le confirme aussi Myriam Benraad, politologue et spécialiste de l'Irak au CERF, centre de recherche de Science Po. Elle explique à France Info que la porte de Bagdad est bien



22 avril 2015 : plus de 90.000 irakiens ont fui Ramadi pour se réfugier à Bagdad © MaxPPP

menacée puisque la capitale irakienne "a toujours été l'objectif ultime des djihadistes". Elle rappelle d'ailleurs qu'en été 2014, "après la prise de Mossoul, le but déclaré de l'Etat Islamique était de s'emparer de la capitale irakienne qui est symbolique parce que, aux yeux des djihadistes, c'est l'âge d'or de l'islam avec la Bagdad abbasside qui ne peut être gouvernée

par des chiites."

Elle ajoute que, dans la province de l'ouest irakien, "on voit que l'Etat Islamique poursuit sa conquête et répond à chaque reprise de territoire par une nouvelle offensive". La carte de

"Cela annonce la partition de l'Irak en trois états. Nous voilà devant une nouvelle carte de l'Irak, de la Syrie et, peut-être du Proche Orient."

Bassam Tahhan :

l'Irak se trouve ainsi redécoupée avec les Sunnites à l'ouest, les chiites au sud et les Kurdes au Nord. "Le territoire irakien n'est plus celui que l'on connaissait avant" confirme Myriam Benraad. Alors qu'auparavant, "il y avait des poches de mixité importantes, les violences confessionnelles ont entraîné des déplacements de populations importants dans le pays." La politologue explique alors qu'en conséquence, "il sera très difficile de revenir à un Irak national. On s'orientera plutôt vers une fédéralisation avancée."



Miné par les dissensions, le régime de Damas a plus que jamais besoin du soutien de Téhéran, qui en profite pour placer ses pions.

L'Iran joue des divisions syriennes pour mieux régner

C'est une bataille qui ne se voit pas et dont on ne sait à peu près rien. Si ce n'est qu'elle est interne au régime syrien, se déroule surtout dans les palais de Damas et passe par le contrôle des tout-puissants services secrets. Elle oppose deux clans : celui de Bachar al-Assad à celui de son turbulent frère cadet Maher. Visiblement, les sérieuses défaites enregistrées par les forces loyalistes, qui ont perdu dernièrement deux villes importantes - Idlib avec toute la province du même nom et Jisr al-Choughour, qui ouvre la voie à la région de Lattaqué, vitale pour les autorités syriennes - ont attisé les tensions au sein du pouvoir.

Conséquence de cette guerre interne, elle permet à l'Iran et son allié le Hezbollah libanais de renforcer encore leur influence, non seulement sur le terrain mais aussi au sommet de l'Etat. Ni Bachar al-Assad ni Maher, qui est à la tête de la Garde présidentielle, n'ont aujourd'hui les moyens de se passer de leurs alliés iraniens et libanais. Sans la force Al-Qods, l'unité d'élite des *pasdaran* (Gardiens de la révolution) chargée d'intervenir sur les théâtres extérieurs, et les milices chiïtes libanaises, le régime syrien se serait déjà sans doute effondré. D'ailleurs Téhéran ne se prive pas de le faire savoir, en particulier le général Hossein Hamdani, l'un des chefs du corps expéditionnaire iranien, qui déclarait en mai 2014 à l'agence iranienne Fars que «Bachar al-Assad fait la guerre en Syrie comme notre adjoint». Mais ce qui se dessine à présent, c'est une certaine préférence de Téhéran pour le frère du président syrien, même si le régime iranien entend certainement garder deux fers au feu.

«Alaouïstan». Maher al-Assad, personnalité caractéristique et jusqu'au-boutiste, a toujours été très lié au Hezbollah - donc à Téhéran.



rie. Selon des informations concordantes, le régime alaouïte est désormais acquis - peut-être la décision a-t-elle été déjà prise - à l'idée de renoncer à une grande partie du territoire conquis par la rébellion pour concentrer ses forces sur Damas et les régions alaouïtes, c'est-à-dire la côte méditerranéenne et la montagne alaouïte. On aurait alors un «Alaouïstan», dont les frontières seraient celles de la «Syrie utile». «Le tournant, c'est la récente bataille d'Alep que le régime n'a pas réussi à reprendre. Le fait que l'offensive, pourtant préparée de longue date, des forces loyalistes ait échoué a convaincu les dirigeants syriens qu'ils ne pourraient plus jamais reprendre les régions sunnites et qu'il fallait mieux se replier sur le pays alaouïte. A quoi bon, se disent-ils, aller mourir pour des villes où nous n'irons jamais vivre. Concentrons nos forces à défendre les terres alaouïtes plutôt que de risquer de tout perdre», explique une personnalité du milieu sécuritaire, ayant des contacts en Syrie. C'est semblé-t-il aussi la ligne de Téhéran, pour qui l'objectif prioritaire est d'avoir un accès à la côte mé-

diterranéenne, de pouvoir approvisionner les milices du Hezbollah et qui sait que ses forces ne pourront jamais s'imposer dans le pays sunnite.

Les Iraniens ont d'autant plus leur mot à dire que la guerre s'avère pour eux d'un coût de plus en plus élevé : une récente commémoration à Téhéran a montré que cinq généraux des *pasdaran* avaient déjà été tués en Syrie et en Irak. Le Hezbollah paie, lui, un prix encore plus fort : il a perdu environ 600 combattants sur le front syrien, selon les estimations d'experts israéliens qui suivent à la loupe le «parti de Dieu». Cette guerre, la force Al-Qods ne la mène pas seulement par son armée mais à travers des milices qu'elle a organisées sur le modèle iranien des *bassidji*. Ce sont les forces de la Défense nationale, dont les cadres sont formés en Iran et les membres entraînés par le Hezbollah. Les ont rejoint des milliers de combattants venus des pays comptant des minorités chiïtes ou les *hazaras* afghans, qui travaillent en Iran et sont poussés à venir combattre en Syrie.

Mais l'idée de la partition et de la mainmise iranienne n'a certaine-

ment pas l'aval de tout le régime syrien. D'où une guerre intestine. Premières victimes, les officiers du premier cercle sécuritaire, qui, bien que sunnites, sont restés fidèles au pouvoir alaouïte auquel ils sont liés par les prébendes et le sang versé. Un repli sur le seul territoire alaouïte signifie leur fin, au mieux leur marginalisation. D'où leur opposition. Le plus emblématique est Ali Mamlouk, qui vient de perdre toutes ses fonctions et a peut-être été placé en résidence surveillée. Homme de confiance de Bachar al-Assad et, à ce titre, coordinateur des différents services secrets, chef du Bureau de la sécurité du président, ce sunnite de 69 ans était l'une des trois personnes clés du régime. Son éviction a créé un malaise dans les

cercles du pouvoir. Aussi a-t-il «ressuscité» le temps d'une photo, publiée mercredi, où on le voit en compagnie de Bachar al-Assad et d'un

dirigeant iranien, Alaeddin Borroujerdi, président de la commission sécurité nationale du Parlement. Ce contre-feu sert aussi à montrer que tout va bien entre les grands généraux sunnites du régime et les Iraniens.

«Opaque». Avant lui, Rostom Ghazalé, autre figure tutélaire de l'appareil sécuritaire syrien, ancien proconsul au Liban à l'époque de l'occupation syrienne, est mort empoisonné, le 24 avril, dans une clinique privée de Damas. Il y avait été conduit après avoir été torturé par les gros bras d'un autre chef des services secrets. Ce qui réunissait les sunnites Mamlouk et Ghazalé, outre leur appartenance au monde opaque des *moukhabarat* (services secrets) c'était leur hostilité à la mainmise de l'Iran et du Hezbollah libanais. Ce qui faisait d'eux, en particulier Mamlouk, de possibles interlocuteurs pour les pays occidentaux cherchant à se rapprocher de Damas.

Au-delà, il était l'homme sur qui misaient les différents services occidentaux, notamment français et allemands, lorsqu'ils se rendaient à Damas pour chercher à rétablir un minimum de relations sécuritaires. Il avait aussi reçu un membre de la délégation de parlementaires français venus à Damas. Sa mise à l'écart permet donc à Téhéran de se rapprocher encore un peu plus du cœur du pouvoir.

JEAN-PIERRE PERRIN

Une nouvelle coalition rebelle, réunissant des groupes islamistes nationalistes opposés aussi bien au régime qu'à l'Etat islamique, enchaîne depuis mars les prises militaires.

L'Armée de la conquête sur le chemin de Damas

D'ordinaire, les alliances entre groupes rebelles syriens se défont aussi vite qu'elles se sont nouées, avant même d'avoir remporté la moindre victoire. Trop de luttes de pouvoir, de querelles idéologiques et de bagarres de territoires. Mais depuis mars, la coalition de l'Armée de la conquête (Jaish al-Fatah en arabe) enchaîne les conquêtes. Depuis la fin mars, cette nouvelle alliance s'est emparée de la ville d'Idlib (dans le nord-ouest du pays) et de Jisr al-Choughour, deux prises stratégiques qui ont ébranlé le régime de Bachar al-Assad.

Qui compose l'Armée de la conquête ?

Cette nouvelle coalition est formée de sept groupes islamistes qui ont en commun de lutter contre le régime de Bachar al-Assad et l'Etat islamique (EI). Elle collabore également avec des formations considérées comme modérées, tel Fursan al-Haq, à qui les Etats-Unis ont fourni des armes. A la différence de précédentes tentatives au sein de la rébellion, ces groupes n'ont pas formé une véritable alliance dotée d'un nouveau commandement. Ils se sont seulement regroupés au sein de «chambres d'opérations» locales, où chacun est représenté, et qui permettent de coordonner les assauts. Ce modèle vient de se décliner à la frontière libanaise, avec la création de l'Armée de conquête du Qalamoun, une région où l'armée syrienne et le Hezbollah ont lancé mercredi une contre-attaque.



Un checkpoint dans la banlieue sud de Damas, jeudi.

Qui la dirige ?

Deux groupes : les salafistes d'Ahrar al-Sham et les jihadistes du Front al-Nusra, la branche syrienne d'Al-Qaeda. «Il y a très probablement plus de combattants d'Ahrar al-Sham que du Front al-Nusra. Mais ceux d'Al-Qaeda sont plus visibles, parce qu'ils commettent des attentats-suicide et qu'ils sont beaucoup plus forts sur le plan médiatique», explique Thomas Pierret, maître de conférences à l'Université d'Edimbourg et spécialiste de la Syrie. Ahrar al-Sham reste l'une des formations rebelles les plus puissantes du nord de la Syrie, malgré la mort de la quasi-totalité de son état-major lors d'une mystérieuse explosion en septembre.

Composée en partie d'anciens sympathisants d'Al-Qaeda, elle est toutefois nationaliste, focalisée sur le renversement du régime syrien et n'entend pas viser des pays ou des intérêts occidentaux. La prise d'Idlib, le 28 mars, a d'ailleurs fait figure de test : la ville allait-elle devenir la capitale d'un émirat jihadiste dirigé par

Al-Qaeda ? Pour l'instant, non. Selon un diplomate occidental, les brigades rebelles ont fait savoir qu'elles n'entendaient pas diriger la ville et qu'elles laisseraient les organisations civiles s'en charger. Bailleurs de fonds occidentaux et ONG ont par ailleurs commencé à se coordonner afin de délivrer de l'aide humanitaire.

Comment expliquer ces succès ?

Avant tout par le rapprochement de l'Arabie Saoudite avec la Turquie et le Qatar, deux des principaux soutiens de la rébellion syrienne. Ce changement de politique a été décidé par le nouveau roi saoudien Salmane, au pouvoir depuis janvier, qui a fait de la lutte contre l'Iran, allié de Bachar al-Assad, son premier objectif (*lire ci-contre*). Jusque-là, l'Arabie Saoudite refusait d'aider les rebelles syriens proches des Frères musulmans. Cette nouvelle coopération s'est traduite par un soutien logistique à la coalition rebelle. «Ahrar al-Sham a reçu d'importantes livraisons

d'armes via la Turquie en prévision de la bataille d'Idlib. Ils les ont ensuite redistribuées aux autres groupes», explique un expert occidental.

Quelles conséquences pour l'Etat islamique ?

Pour l'instant, aucune. Mais la coalition représente une menace pour Daech (l'acronyme arabe de l'EI). Tous les groupes qui la composent l'ont combattu ces deux dernières années. C'est d'ailleurs l'assassinat d'un responsable d'Ahrar al-Sham par l'Etat islamique qui avait déclenché à la fin 2013 la révolte des autres groupes rebelles. Après plusieurs semaines de combats, l'EI avait dû quitter plusieurs villages du Nord syrien pour se replier sur ses fiefs de l'Est. Surtout, si la coalition parvient à conserver le contrôle de la province d'Idlib, où le régime est en passe d'être totalement chassé, elle bloquera de fait toute tentative de l'EI de reprendre pied dans la région. «L'Etat islamique n'a qu'un souhait : voir les groupes rebelles perdre. Ils peuvent alors remplir les vides et s'imposer», explique Thomas Pierret. Pour l'heure, aucun affrontement n'a encore opposé l'Armée de la conquête à Daech. Mais après s'être emparée de Jisr al-Choughour, la coalition pourrait continuer à progresser dans la province de Hama (centre), où l'Etat islamique est présent.

Une aide occidentale est-elle envisageable ?

Non, le Front al-Nusra étant classé parmi les organisations terroristes par plusieurs pays, dont la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Un raid américain a également visé le quartier général d'Ahrar al-Sham au poste frontière turco-syrien de Bab al-Hawa en novembre. Washington poursuit en revanche son programme de formation de rebelles modérés pour lutter contre l'Etat islamique, et non contre le régime de Bachar al-Assad. L'objectif est d'entraîner 5 000 combattants par an. Mais pour l'heure, seuls 90 rebelles ont commencé à être formés en Jordanie et aucun n'a été envoyé en Syrie.

LUC MATHIEU

Iran's Kurds rise up as their leaders remain divided

Various Iranian Kurdish groups have split further apart instead of uniting in their struggle to obtain their rights.



Author Amberin Zaman
May 11, 2015
www.al-monitor.com

Spring has arrived in Qandil, the majestic mountain range separating Iran from Iraq. But the bucolic calm enveloping this far-flung corner of the Middle East could be shattered at any time. Iranian fighter jets periodically rain bombs on rebels of the Free Life Party of Kurdistan (PJAK) based in Qandil. The group is the latest in a string of Kurdish groups that has been fighting for Kurdish self-rule inside Iran.

Iran's long-repressed Kurds, including many alleged PJAK members, continue to be jailed and tortured. A growing number have been executed in recent years. But while the Kurds in Turkey, Syria and Iraq make international headlines with their successful campaign against the Islamic State (IS), the plight of their Iranian brethren has gone largely unnoticed.

That was until last week, when hundreds of Iranian Kurds took to the streets in the city of Mahabad to protest the mysterious death of a Kurdish chambermaid. On May 7, Farinaz Khosravani fell from the window of the fourth floor of the Tara Hotel. Protesters allege that the 25-year-old jumped to avoid being raped by an Iranian security official. As news of her death spread, angry locals clashed with police and set the hotel on fire. Details remain sketchy because the international media is rarely granted access to the Kurdish parts of Iran. Iranian authorities have denied that an intelligence official was involved and have arrested an individual in the case who they claimed was a private consultant of the hotel.

Kurdish parties and activists seek to portray the events as the harbinger of an Iranian Kurdish "intifada," not least because they were sparked in Mahabad. The city enjoys a mythical status in Kurdish nationalist lore.

In 1946, with Soviet backing, the Kurds established their first and short-lived independent state in Mahabad. With a respected Sunni cleric, Qazi Mohammed, at its helm, the mini-state had its own 13-member Cabinet and national army. But when the Soviets withdrew under Western pressure, the government reasserted its grip with the help of Kurdish tribes loyal to the government. Mahabad fell barely a year after its declaration.

Mohammed was publicly hanged, much in the same way dissident Kurds are today. All overt expressions of Kurdish identity were banned.

This ushered a period of "general political depression" for the Kurds, wrote Abdul Rahman Ghassemlou, the founding leader of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), which dominated Kurdish politics until his assassination in 1989 by Iranian intelligence in Vienna.

Under the Iranian Constitution, non-Persians are notionally allowed to be educated in their own languages in state schools. But the laws have never been put into practice.

Under Mohammad Khatami, a Reformist cleric who served as Iran's president from 1997 to 2005, some restrictions were relaxed. Private schooling in Kurdish was permitted. Some 30 ethnic Kurds were elected to the Majles, or national parliament. Current President Hassan Rouhani is said to favor further reforms and in October the Kurds were allowed to hold their first peaceful rally since 1979 in solidarity with the Syrian Kurds.

The Kurdish language was never criminalized in Iran as it was for decades in neighboring Turkey. This is probably because the national language, Farsi, and the Sorani and Pehlewan Kurdish dialects spoken in Iran share the same roots. But unlike Turkey, where a pro-Kurdish party is running for the June 7 parliamentary elections, all Kurdish parties remain banned. Secret talks held outside Iran between regime and Kurdish officials remain sporadic and have yet to bear fruit.

Amid all the chest thumping over Khosravani, many Kurdish activists privately acknowledge that the regime will prevail and that a fresh crackdown on the PJAK and other nationalist groups will likely ensue. As one activist who declined to be identified for fear of government retaliation put it in an email message to Al-Monitor, "The regime is ruthless, and the Kurds are busy fighting among themselves." Iranian Kurdish leaders, who spoke to Al-Monitor from exile in Kurdish-controlled northern Iraq, echoed this bleak assessment.



Female fighters from Kurdistan Democratic Party of Iran stand at their base in Iraqi Kurdistan in early May 2015. (photo by Amberin Zaman)

Rezan Javid, an electrical engineer from Mahabad, joined the PJAK in 2003, soon after it was founded. He rose to become the co-chair of its recently established political arm, known as KODAR.

On a recent afternoon, Al-Monitor met with Javid in a concrete hut tucked away in Qandil just 5 kilometers (3 miles) as the crow flies from the Iranian border.

"Every day the regime is killing our people for nothing other than seeking their rights, and the world remains silent," Javid told Al-Monitor. "There is an established pattern of the regime seizing on any thaw with the West as an opportunity to crack down even harder on its opponents," he said. Javid was referring to the tentative nuclear deal that was recently signed between Iran and the six major powers. Like many Kurds, he reckons that the United States and the rest of the P5+1 — the United Kingdom, France, Russia, China and Germany — which are negotiating to curb Iran's nuclear program, will turn a blind eye to continuing abuses for fear of jeopardizing a final accord.

Abbas Vali, a prominent Istanbul-based Iranian Kurdish academic, agrees. "The nuclear agreement is part of a larger strategy to bring Iran back to the international fold," he said in an interview with Al-Monitor. He added, "[US President Barack] Obama's calculation is that Iran is stable and that the regime is in control and is therefore reluctant to do business with nonstate actors such as the PJAK and the KDPI."

Iran's human rights record is unquestionably horrible and Kurds are among the worst hit. "We suffer from double discrimination because we are mainly Sunni," Javid said. Estimates vary, but almost half of Iran's estimated 10 million Kurds are thought to be Shiites.

The Islamic Republic has the highest rates for executions in the world after China. Human rights groups say these are on the rise despite pledges from Rouhani to erase this stain. Death sentences were carried out against more than 740 prisoners in 2014, marking a 10% rise on the previous year. And at least 350 people have been executed so far this year.

Among them were six Kurdish detainees at the Raja'i Shahr prison in Karaj, west of Tehran, who were hanged in March. Their families were not permitted to retrieve their remains or to attend their burials. The men, all Sunnis, were convicted on charges of "morahebeh" ("enmity against God") for alleged involvement in Kurdish nationalist and Salafist violence. Javid reckons that there are at least 30 Kurdish prisoners currently on death row, most for alleged links to the PJAK.

Saman Naseem, who was sentenced to death in April 2013 on just that charge (and for supposedly taking part in a gunbattle against the Islamic Revolutionary Guard Corps) is one of the rare cases to have drawn international attention. This is because Naseem was only 17 at the time of his arrest in 2010. He was brutally tortured for 97 days until, still blindfolded, he signed a confession. Citing the Convention on the Rights of the Child, which prohibits the execution of juvenile offenders, international rights groups have appealed to the Iranian authorities to scrap his sentence, but to little avail. On Feb. 18, a day before his scheduled execution, Naseem was transferred to an unknown destination from the Orumieh prison in western Azerbaijan province. His fate remains a mystery. ⇨

⇒

The PJAK claims that it is the most influential Kurdish movement in Iran with "thousands" of fighters and has the power to obtain the Kurds' rights. But the rebels were forced to call a cease-fire in September 2011 and withdraw their forces to Qandil following a massive Iranian army offensive, which left hundreds dead.

The PJAK's rivals call the rebels interlopers. This is because the PJAK was established by another Kurdish guerrilla outfit with Turkish roots: the Kurdistan Workers Party (PKK), which has been fighting on and off for Kurdish autonomy since 1984 inside Turkey.

While the PJAK denies any formal ties to the group, it views Abdullah Ocalan, the imprisoned PKK leader, as its own. It also parrots his talk of "democratic confederalism," a blurry form of political autonomy that is inspired by the late American radical Murray Bookchin. Giant portraits of a mustachioed Ocalan hang from the hut where Al-Monitor met Javid. We conversed in Turkish, the main language of communication within the PKK.

Ahmet Sumbul, a veteran Kurdish journalist from Turkey who recently returned from a covert tour of Iran's Kurdish region, told Al-Monitor that pictures of Ocalan are a common sight in the homes of ordinary people. "The PKK and the PJAK appear to be recruiting more than any other group," he said.

Clashes between the Turkish army and the PKK have virtually stopped as Ocalan pursues bumpy peace talks with the Turkish government. The hiatus has allowed the rebels to expand their influence in Iraq and Syria where they and their Syrian proxy, the People's Protection Units (YPG), are fighting IS jihadists with the help of US air power. Iranian Kurdish volunteers flocked to help the YPG liberate Kobani, a Syrian Kurdish town on the Turkish border, which has emerged as a global symbol of Kurdish resistance.

The PKK's growing popularity riles its competitors.

"They are not an Iranian Kurdish party, they are a product of the PKK," said Abdullah Mohtadi, who leads the Komala Party of Iranian Kurdistan, another major Iranian Kurdish group.

During a three-hour interview at his party's headquarters on the outskirts of Sulaimaniyah in Iraqi Kurdistan, Mohtadi described the ups and downs of the Iranian Kurdish movement. Like many Iranian Kurdish politicians, Mohtadi hails from landed Kurdish aristocracy, yet espouses leftist views. Speaking in flawless English, he recalled the heydays after the 1979 Iranian Revolution when Komala and Ghassemilou's KDPI controlled broad swaths of territory along the Iraqi border. Iran's newly installed clerical regime was bogged down in a bloody war with Iraq and turned a blind eye.

But history repeated itself. When the war ended, the regime reasserted control. Thousands of Iranian Kurds were killed. Those who survived fled to Iraq. Komala and the KDPI began fighting each other and were forced to retreat to Iraq as well. Today, the parties have become shadows of their former selves with their men no longer counted in the thousands but the hundreds. Bitter internal feuding has led to splits. There are now two Komala parties and two KDPIs.



Rezan Javid, co-chair of PJAK's political arm, sits for an interview in Qandil. Photo by Amberin Zaman

Khalid Azizi, the leader of one of the KDPI factions, ascribed such differences to "a clash of personalities." He agrees that to be effective, the Iranian Kurdish groups need to unite. "We are trying," he told Al-Monitor.

But fellow KDPI officials voice skepticism.

The KDPI's central command near the Iraqi Kurdish town of Khoya has a surreal feel to it. Young female fighters with Kalashnikov rifles slung over their shoulders stroll in lush green gardens. One of the women who identified herself as "Sahra" said she was from Mahabad. She joined the KDPI three months ago. "Women have no rights in Iran. Here I feel free, I live as I choose," Sahra said.

Mina, 25, arrived four months ago. "I came to fight for an independent Kurdistan," she said.

Azizi insisted, however, that his party has no such goal and repeated the famous KDPI slogan, "Democracy for Iran, Autonomy for Kurdistan."

But it remains unclear how effective the group is beyond the boundaries of this compound. "All of these parties are frozen in the past and completely dependent on the Iraqi Kurds," Vali said. He added, "They made no effort to create a clandestine movement inside Iran, believing that the regime would implode. Their calculation proved to be wrong."

The political vacuum is being filled by the PJAK and PKK. But Vali believes that their influence remains limited, too. "Any party that prescribes one formula for all the Kurds is not realistic," he said. ♦

Amberin Zaman is a columnist for Al-Monitor and an Istanbul-based writer who has covered Turkey for The Washington Post, The Los Angeles Times, The Daily Telegraph and the Voice of America. A frequent commentator on Turkish television, she is currently Turkey correspondent for The Economist, a position she has retained



May 24, 2015

Two dead in PKK-KDPI clash on Iranian border

24 may 2015
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region - After two weeks of tense stand-off a clash erupted between armed wings of the Kurdistan Workers' Party (PKK) and Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) on the Iran-Iraq border, with at least two KDPI fighters reported killed.

"Early this morning, the PKK attacked our Peshmerga and unfortunately what we were afraid of, just happened," Mohammad Saleh Qadri, KDPI's spokesman told Rudaw on Sunday.

According to the source, the clash occurred in the mountainous border area, including

the villages of Kelashin, Khenela, and Saqar which are located between the Kurdistan region of Iraq and the ethnically Kurdish area of Iran known by Kurds as Iranian Kurdistan.

PKK fighters started surrounding a number of KDPI positions since Thursday, and had demanded the group leave the area. The KDPI, a party outlawed in Iran, has previously said it would not withdraw from the border region.

The dispute is believed to have started when a KDPI force deployed to the border on May 10 with the intention of establishing a base in areas where the PKK was already entrenched.

The KDPI is a Kurdish-Iranian party that has struggled for Kurdish rights in Iran for decades. The group has been based in the



Peshmerga forces of Kurdistan Democratic Party of Iran. KDPI file photo

Kurdistan region of Iraq for more than 30 years.

The PKK is a Kurdish nationalist organization based in Turkey, but has been highly active in the Iranian border areas. The group has been listed by the US as a foreign terrorist organization since the 1990s. ■

Arming Iraq's Kurds: Fighting IS, Inviting Conflict

Baghdad/Erbil/Brussels, 12 May 2015
<http://www.crisisgroup.org>

EXECUTIVE SUMMARY AND RECOMMENDATIONS

Loosely organised in an ad hoc coalition, Western countries rushed military aid to Iraqi Kurds in the face of a lightning assault by the Islamic State (IS) in June 2014. They failed, however, to develop a strategy for dealing with the consequences of arming non-state actors in Iraq, a country whose unity they profess to support. Rather than forging a strong, unified military response to the IS threat, building up Kurdish forces accelerated the Kurdish polity's fragmentation, increased tensions between these forces and non-Kurds in disputed areas and strengthened Iraq's centrifugal forces. Delivered this way, military assistance risks prolonging the conflict with IS, worsening other longstanding, unresolved conflicts and creating new ones. A new approach is called for that revives and builds on past efforts to transform Kurdish forces into a professional institution.

Despite Western concerns, doing so is unlikely to enhance chances of Kurdish independence. Kurdish parties have become even more dependent, not less, on their alliances with Turkey and Iran since IS's arrival. Turkey, the country with the ability to give the Kurds the independent revenue stream from oil sales they would need to move effectively toward independence, has given no indication it is prepared to do so and every indication it wishes to preserve Iraq's unity. Western states' current practice of channelling weapons to the Kurds via Baghdad and encouraging the two sides to resolve their outstanding disputes over oil exports and revenues also will keep the Kurdish region inside Iraq. Indeed, the development of a professional Kurdish military force is a necessary condition for effective coordination with the Baghdad government in joint operations against IS and in preparing a post-IS political plan.

Coalition military aid is premised on a belief that giving weapons and training to Kurdish forces, known as peshmergas, will in itself improve their performance against IS, a notion Kurdish leaders were quick to propagate. But the evolving state of Iraqi Kurdish politics makes for a rather more ambiguous picture: the dominant, rival parties, the KDP (Kurdistan Democratic Party) and PUK (Patriotic Union of Kurdistan), have been moving away from a strategic framework agreement that had stabilised their relationship after a period of conflict and allowed them to present a unified front to the central government as well as neighbouring Iran and Turkey. Moreover, their historic leaders, Masoud Barzani and Jalal Talabani, are on the political wane, triggering an intra-elite power struggle.

This is, therefore, a particularly fragile moment. Rather than shore up Kurdish unity and institutions, the latest iteration of the "war on terror" is igniting old and new internecine tensions and undermining whatever progress has been achieved in turning the peshmergas into a professional, apolitical military force responding to a single chain of command. In doing so, it is also paving the way for renewed foreign involvement in Kurdish affairs, notably by Iran. And it is encouraging Kurdish land grabs and a



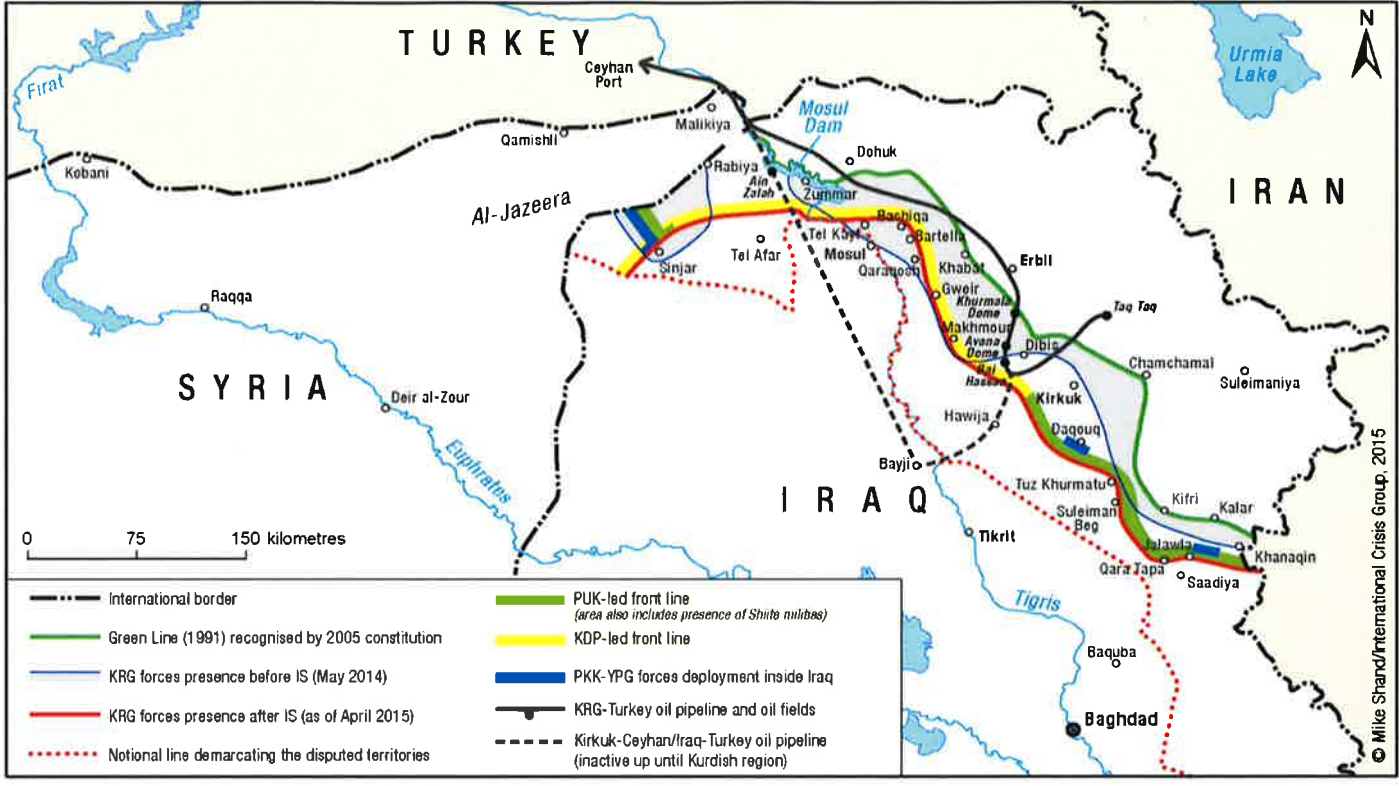
A Kurdish Peshmerga fighter holds a rocket-propelled grenade launcher as he takes up position in an area overlooking Baretle village (background), which is controlled by the Islamic State, in Khazir, on the edge of Mosul September 8, 2014. REUTERS/AHMED JADALLAH

rush on resources in territories they claim as part of their autonomous region, further complicating their rapport with Sunni Arab neighbours and the government of Prime Minister Haider al-Abadi.

On the face of it, after an initial delivery directly to the KDP in August 2014, Western military aid has been provided to the Kurdistan Regional Government (KRG), with prior approval from Baghdad. In practice, however, weapon deliveries from a variety of donors are unilateral, mostly uncoordinated and come without strings regarding their distribution and use on the front lines. As a result, they have disproportionately benefited the KDP, which is dominant in Erbil, the region's capital, and thus have pushed the PUK into greater reliance on Iranian military assistance and an alliance with the Kurdistan Workers Party (PKK), the Kurdish rebel organisation in Turkey. In this context, the KDP and PUK, formal partners in a unity government, have shown little inclination to distribute roles or mount joint operations, preferring competition over coordination. As a result, Kurdish forces have been less effective in fighting IS than they could have been.

While coalition members have tied military assistance to acceptance of the central government's sovereign role in its distribution, they are jeopardising their stated interest in preserving Iraq's unity. Indeed, by upsetting the fragile equilibrium among Kurds, between Kurds and Sunni Arabs and between the Kurds and the governments in Baghdad, Tehran and Ankara, they risk weakening it; moreover, by empowering Kurdish party-based forces, they hasten the state's de-institutionalisation and invite external interference. Given how fragile and fragmented Iraq has become, one can only wonder how pouring more arms into it could have any chance of making it stronger.

Coalition members, working in coordination, need instead to persuade Kurdish parties to complete the reunification of their parallel military, security and intelligence agencies within a single, ◆



© Mike Shand/International Crisis Group, 2015

► non-partisan structure by empowering the KDP-PUK joint brigades and the peshmergas' most professional elements; to cooperate with non-Kurdish actors in the disputed territories; and to develop a post-IS plan with the central government that cements security cooperation in these territories and moves forward the process of resolving their status through negotiation.

The KRG leadership is overdue in putting its own house in order. It may revel in momentary support for its fight against IS, but old problems will soon return, arguably posing a far more serious threat to the region's stability than IS by itself could ever represent.

RECOMMENDATIONS

To the governments of the U.S. and other coalition members:

1. Establish a coalition central command through which to channel military aid to Iraqi Kurds and charge it with:
 - a) coordinating weapons deliveries to, and training of, Kurdish peshmerga forces by coalition members;
 - b) ensuring that weapons are exclusively distributed to, and used by, KDP-PUK joint brigades;
 - c) engaging the peshmerga affairs minister and KDP-PUK joint-brigade commanders on military tactics and the use of coalition-supplied weapons; and
 - d) conditioning military support on coordination of anti-IS operations with non-Kurdish actors in the disputed territories and the Abadi government, and drafting with the Abadi government a post-IS plan that foresees the reinstatement of local institutions and security forces in these areas.

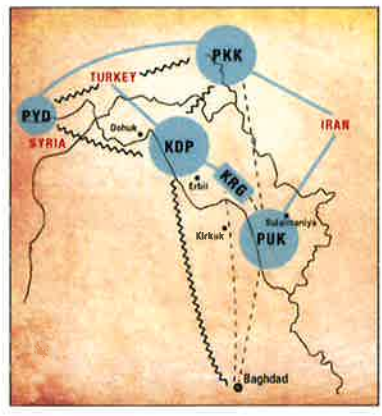
To the peshmerga affairs minister and the KDP and PUK leaderships:

2. Establish a joint operations room bringing together the minister, KDP-PUK joint-brigade commanders and relevant security agencies to draft a Kurdish national security strategy that would ease delivery of coalition military aid.
3. Continue to integrate paramilitary forces into KDP-PUK joint

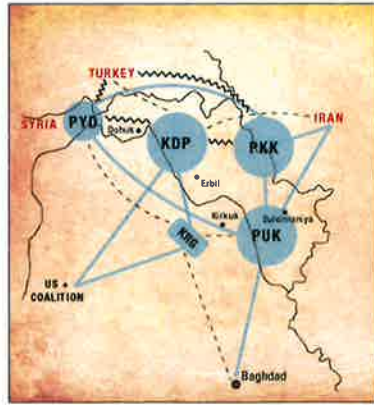
1. Strategic Agreement phase (2007-2013)



2. Kurdish political scene before IS (May 2014)



3. Kurdish political scene after IS (2015)



LEGEND

- Political group with armed forces
- Institution
- Rivalry/animosity
- Strategical or factual relationship
- Strong relationship
- National border

INTERNATIONAL CRISIS GROUP 2015

brigades that respond to a single chain of command and refrain from deploying irregular forces against IS.

4. Improve coordination with the Abadi government and Iraqi army on the provision of weapons and training to the KRG.

5. Complete integration of the KDP and PUK military, security and intelligence services into the KRG. ►



To the Kurdistan region presidency:

6. Encourage consolidation of KRG institutions in general and the peshmerga affairs ministry in particular and their emancipation from partisan control.
7. Engage the Abadi government on the future of the disputed territories and local institutions and refrain from calls for Kurdish independence.
8. Redouble efforts to coordinate KRG regional security operations with PKK and PKK-allied forces.

To the government of Iraq:

9. Develop a joint security strategy with the KRG to counter IS, and work with the KRG to settle outstanding disputes over oil exports and budget allocations.

To the governments of Turkey and Iran:

10. Support coalition efforts toward institutionalising peshmerga forces and reinforcing their cooperation with the central government. ■

Baghdad/Erbil/Brussels, 12 May 2015



"Coalition military assistance is unintentionally helping to turn peshmerga into an assemblage of paramilitary groupings, each responding to a different party leader. The West should ensure its aid boosts, rather than undermines, the peshmergas' development into a professional military. The alternative is to risk the multiplication of personality-based factions resorting to private militias to compete with each other and other Iraqi factions over land and resources".

Maria Fantappie, Iraq Senior Analyst



"The net effect of coalition support has been to allow the Islamic State (IS) to endure. It has entrenched intra-Kurdish rivalries, providing space for Iranian influence to grow; and it has remained silent on Kurdish land grabs in disputed territories, undermining the Kurds' relations with Baghdad and increasing the local Sunni Arab resentment on which IS feeds. IS's defeat will depend on Kurdish parties cooperating in transforming the peshmergas into a professional military force and balancing their common interests vis-à-vis Iran and Turkey in the way their internal strategic agreement used to do".

Joost Hiltermann, Middle East and North Africa Program Director



"Kurdish institutional reform is a must. At a time of political flux, the Kurdistan Regional Government (KRG) should invest in a generation of peshmerga officers that stays clear of partisan politics. A fragmented, personality-driven security apparatus will undoubtedly open the door to creeping foreign interference and security breaches, putting the KRG at a far greater risk than does the Islamic State".

Peter Harling, Iraq, Lebanon and Syria Project Director and Senior Middle East and North Africa Adviser



"The international community does not leverage its military aid to bring more coherence to the Kurdistan Regional Government because it does not want to increase the risk of a break-up of Iraq, but this lack of coordination encourages the proliferation of paramilitary forces, thus eventually increasing the risk of the break-up it wants to avoid".

Jean Marie Guéhenno, President & CEO



May 11, 2015

Hungary greets Barzani, supports independence

rudaw.net
MAY 11, 2015

ERBIL, Kurdistan Region – Prime Minister Viktor Orbán said the government of Hungary supports nations striving for independence, including the Kurdistan region of Iraq, which he said can play a stable role in the Middle East.

"The Kurdistan region has all the qualities and basic criteria to declare independence and can become an effective world country," Orbán said on Monday in a joint press conference with the

Kurdistan Region's President Masoud Barzani.

Orbán added; "Even though they are not a country, they are fighting on behalf of the world."

Barzani arrived in Hungary's capital Budapest from Washington, where he met with President Barack Obama and held talks with senior US officials.

In Hungary, Orbán was quick to point out the longstanding ties between Budapest and Erbil.

"The Kurds have always been thankful for our military assistance and the Hungarians reiterate their love and respect for the Kurdish



Hungarian Prime Minister Viktor Orbán, (R) and Kurdistan President Massoud Barzani arrive for a news conference after their talks at the parliament in Budapest. Photo: AP

[region's] efforts for independence," said Orbán in response to a question from a Rudaw reporter.

After Hungary, Barzani will be heading for talks with leaders in the Czech Republic. ■

« A Bagdad, la vie et la mort marchent en parallèle »

► À Bagdad, la fracture communautaire entre chiïtes et sunnites n'a cessé de se creuser depuis la chute de Saddam Hussein et l'effondrement de l'État irakien.

► Face à l'émergence des djihadistes de Daech, des alliances se nouent tout de même entre combattants sunnites et milices chiïtes soutenues par Téhéran.

► Selon le chercheur Saad Salloum, les élites politiques exploitent les divisions confessionnelles pour masquer leurs échecs et la défaillance de l'État.

► La guerre a creusé un gouffre de méfiance entre la majorité chiïte et la minorité sunnite.

► À Bagdad, si les jeunes se disent « fatigués de la politique », les différences confessionnelles continuent d'irriguer la société.

► Même l'avancée des djihadistes de Daech, en juin 2014, n'est pas parvenue à réunir les communautés.

BAGDAD

De notre envoyé spécial

Jours de pèlerinage à Bagdad. Des milliers de fidèles chiïtes ont commémoré cette semaine la mort de l'imam Moussa Al Kazim, enterré dans le sanctuaire de Kadhimiya. Dans la



Scène de joie à Bagdad le 8 février dernier. Le premier ministre Haïdar Al Abadi vient de lever le couvre-feu en place depuis plus de dix ans.

capitale irakienne, ce genre d'événement signifie plus d'embouteillages et... plus d'attentats. Quartiers bouclés, avenues interdites à la circulation, contrôles renforcés des forces de sécurité : une routine, après dix ans de guerre, dans cette ville défigurée par les murs de protection et les casemates en béton.

Chaque jour, neuf millions d'habitants, des centaines de milliers d'automobilistes replongent dans leurs tâches quotidiennes avec l'énergie des survivants. Comment vivre dans le chaos ? Famille, religion ou consommation, chacun a sa recette.

Certains s'aménagent un cocon protecteur, entre parents et amis, dont ils s'extraient le moins possible. D'autres s'en remettent à la pratique religieuse, les cinq prières, la mosquée et, parfois, les pèlerinages. Pour ceux qui en ont les moyens, il y a aussi, et peut-être surtout, les sorties : restaurants, cafés et promenades du week-end sur les rives du Tigre, dans les parcs ou les centres commerciaux.

Dans les allées du Mansour Mall, sur l'avenue Al-Rowad, entre boutiques de marque, fast-food et pizzerias, des jeunes filles maquillées, en jeans et hidjab, croisent des garçons aux cheveux gominés et chemises cintrées. « Les jeunes sont fatigués de la politique, ils veulent vivre leur vie, explique Mustafa, 23 ans, étudiant en anglais. Entre nous, les différences



confessionnelles ne jouent pas. Je suis chiïte et ma fiancée est sunnite. Mais les gens sont centrés sur eux-mêmes. Si quelqu'un rejoint un parti, c'est pour trouver un poste dans un ministère. La religion n'est souvent qu'un drapeau pour faire carrière. »

« Ici aussi, une nouvelle culture émerge, confirme Ishtar, 63 ans, dans son appartement de Saadiya, au sud-ouest de Bagdad. Facebook, les magasins, les cinémas : dans ce qui reste de la classe moyenne, plus personne ne lit. » Ishtar est peintre, fille du très célèbre artiste Jamil Hammoudi. Un pan de vie a basculé, en 2005, avec l'enlèvement de son petit-fils, alors âgé de 6 ans. « Nous avons dû vendre notre maison pour payer la rançon et mon fils a émigré avec sa famille aux États-Unis, raconte-t-elle. Dans les années qui ont suivi, la plupart de mes amis artistes et écrivains ont pris le chemin de l'exil. »

« Pour moi, la religion consiste à s'endormir chaque jour avec le sentiment de n'avoir fait de mal à personne. »

Derrière l'Académie des beaux-arts, la galerie Hiwar est un des rares lieux à accueillir encore des expositions de peinture et de sculpture moderne. « Je suis le dernier des Mohicans, lâche son animateur, le peintre Qassem Sebti, 62 ans, assis dans le jardin, devant un verre de thé au citron. À Bagdad, la vie et la mort marchent en parallèle. Les habitants sont devenus schizophrènes, comme partagés entre deux pulsions. Je me bats pour la nouvelle génération de créateurs qui continue à croire à l'art, l'amour et la beauté, loin du mélange destructeur de la politique et de la religion. »

Chacun à sa manière, Ishtar et Qassem sont les héritiers d'une époque où une majorité d'Irakiens vivait en bonne entente et où les mariages mixtes étaient monnaie courante. « Avec la professionnalisation de la violence, la société s'est clivée, explique Ishtar. Des couples mixtes ont divorcé. » Sunnite, marié à une chiïte, Qassem Sebti se proclame « irakien et frère en humanité ». « Chiïtes ou sunnites, dit-il, les Irakiens sont, dans leur grande majorité, les descendants des tribus originaires de la péninsule arabique qui se sont sédentarisés dans les plaines du Tigre et de l'Euphrate. Certaines tribus sunnites, comme les Chammar, dont je fais partie, ont une branche chiïte. Aujourd'hui, les criminels se déguisent en religieux. Pour moi, la religion consiste à s'endormir chaque jour avec le sentiment de n'avoir fait de mal à personne. »

Entre 2005 et 2008, la guerre confessionnelle a creusé un gouffre de méfiance entre la majorité arabe chiïte et la minorité sunnite. Bagdad était devenu le symbole de cette fracture communautaire. Des murs de séparation avaient été édifiés dans toute la ville, délimitant sur plusieurs kilomètres les quartiers chiïtes des quartiers sunnites. Comités d'auto-défense, descentes de miliciens chiïtes dans les quartiers sunnites, opérations anti-chiïtes de la guérilla sunnite, enlèvements, assassinats : les déplacements de population se sont intensifiés et avec eux l'homogénéisation des quartiers.

Longtemps, ces violences ont cloîtré les habitants. En février, le premier ministre Haïdar Al Abadi

a levé le couvre-feu en place depuis près de dix années. De nombreuses rues ont été rouvertes à la circulation, des barrages supprimés. L'armée et la police ont réinvesti les quartiers où les milices font profil bas, hormis dans la grande banlieue populaire chiïte de Sadr City. Bagdad s'est mis à respirer.

Impossible, pourtant, d'oublier la guerre qui sévit à moins de cinquante kilomètres à l'ouest en direction de Ramadi ou plus loin, vers le nord, au-delà de Tikrit. En juin 2014, l'électrochoc suscité par l'avancée des djihadistes sunnites avait resserré les rangs. Certains ont parlé d'une « coalition nationale » pour sauver le pays, mais l'union sacrée n'est pas au rendez-vous.

À Bagdad, les panneaux à la gloire des milices et de leurs martyrs tombés au combat se mêlent aux portraits de l'ayatollah Ali Al Sistani, chef spirituel des chiïtes irakiens, ou du guide suprême iranien, Ali Khamenei.

Loin du Mansour Mall, les couches les plus modestes des faubourgs chiïtes ont fourni l'essentiel des 80 000 volontaires venus grossir les rangs des différentes milices. « Combattre Daech, pour ces jeunes déshérités, illettrés et au chômage, c'est sortir de la misère en recherchant le martyr et un salaire, commente Ahmed, un chiïte de 35 ans, gérant d'un cabinet de traduction. Les gens riches ou éduqués n'ont pas la même motivation. »

Dans le quartier d'Adhamiya, on vit entre sunnites. La mosquée Abou Hanifa a accueilli des milliers de familles de déplacés venues des provinces de Mossoul, Anbar, Salaheddine

et Diyala. « Notre principale préoccupation, c'est le retour de ces familles dans leur région, assure le cheikh Mustafa Saad Al Bayati. Le gouvernement doit leur fournir une aide. »

Au moins 110 000 déplacés de l'Anbar ont fui vers Bagdad au cours des trois dernières semaines. Ceux qui n'ont pas de sponsor dans la capitale se retrouvent bloqués par les forces de sécurité à la périphérie, souvent harcelés dans des camps de fortune ou des mosquées. Le ministère de l'intérieur a rapidement fait le lien entre le pic des attentats et ce flot de sunnites, soupçonnés d'abriter parmi eux des djihadistes. Le ventre couvert de balafes, Ali Rafi, 30 ans, un déplacé de Ramadi, raconte comment il s'est fait tabasser par des inconnus après un attentat à Souaib, le quartier de la périphérie, à majorité chiïte, où il loue une maison.

Sur les chaînes de télévision, partagées entre factions communautaires, le discours sectaire exploite les préjugés, la bonne conscience et le sentiment d'insécurité des plus vulnérables. Les chaînes chiïtes bercent leurs téléspectateurs de chants à la gloire des martyrs tombés dans le combat contre les suppôts wahhabites ou baasistes de l'État islamique. Les chaînes sunnites dénoncent les « safavides » à la solde de l'étranger. « Tous ces gens qui tuent et qui volent au nom d'Allah ne sont que des mercenaires, lâche Ahmed. Leur moteur essentiel, c'est le pouvoir et l'argent. Une fois qu'ils auront liquidé Daech, que feront-ils de leurs armes et de leur renommée ? Ils se feront la guerre entre eux. »

FRANÇOIS D'ALANÇON

la Croix vendredi 15 mai 2015

Face à Daech, la tribu sunnite des Joubours résiste avec les chiïtes

► Faute de véritable armée nationale, combattants sunnites et milices chiïtes coopèrent pour contrer l'avancée de Daech.

► À Dhoulouïya, les Joubours ont reçu l'appui de l'organisation chiïte Badr et de l'aviation irakienne.

DHOULOUIYA

De notre envoyé spécial

Dans un méandre du Tigre, à 90 kilomètres au nord de Bagdad, les 12 000 membres de la tribu des Joubours ont résisté. Encadrés par des forces de la police locale et d'anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein, 2 000 volontaires ont pris les armes pour défendre leur quartier du sud de Dhoulouïya, une ville de 72 000 habitants envahie par Daech.

Le 12 juin 2014, les djihadistes avaient conquis sans résistance les quartiers des autres tribus, les Rasrajs et les Jawaris. « Daech pensait aller jusqu'à Bagdad mais nos familles les en ont empêchés », affirme cheikh Munir, entouré d'un aréopage de notables locaux, dans sa demeure restée intacte au milieu des palmiers et des citronniers.

Le prix a été lourd : 134 martyrs et plus de 80 blessés jusqu'à la libération de la cité, le 30 décembre, avec l'aide de l'organisation chiïte Badr, épaulée par l'aviation irakienne. « Nous avons très bien coopéré », assure cheikh Munir à propos de l'alliance insolite qui a vu les Joubours solliciter l'appui de cette force paramilitaire de miliciens et de volontaires chiïtes, financée et armée par Téhéran.

La tribu des Joubours revendique trois millions de membres dans le pays, du nord au sud, sunnites comme chiïtes. Nombre de ses membres ont combattu contre l'Iran dans les années 1980 quand ils servaient dans l'armée irakienne. Après la chute de Saddam Hussein en 2003, les Joubours avaient intégré les forces de la Sahwa (« réveil »), formées et équipées par les Américains pour lutter contre Al-Qaïda.

« Le sang sunnite et le sang chiïte se sont mélangés pour lutter contre ceux qui ont déformé l'image de l'islam », déclare le colonel de police Qandil, responsable de la coordination de l'ensemble des forces de sécurité dans le secteur.

Désormais, l'armée et la police assurent la sécurité à Dhoulouïya, avec l'aide de la brigade Al-Hamza, une force tribale d'environ 1 000 hommes, dont 550 sont intégrés aux uni-

tés de mobilisation populaire (MP), ce qui signifie des armes et des salaires. Les Joubours espèrent voir leur brigade se fondre dans une garde nationale, promise par le premier ministre chiïte Haïdar Al Abadi, mais toujours pas approuvée par le Parlement.

Dans la province voisine de l'Anbar, les combattants tribaux sunnites se plaignent de la timidité du soutien gouvernemental. Plus d'un millier d'entre eux a été intronisé la semaine dernière au sein des unités de mobilisation populaire sur la base militaire d'Amriyat Al-Falloudja.

À terme, cette composante devrait compter 6000 hommes dans cette région majoritairement sunnite, comprise entre les frontières syrienne, jordanienne et saoudienne jusqu'aux portes de

Bagdad. Mais le chef du gouvernement doit faire face à des réticences dans son propre camp où l'on craint que les armes données aux tribus, finissent vendues au marché noir ou entre les mains des djihadistes.

Pour contrer Daech, certains chefs de tribus de l'Anbar, lassés d'attendre l'aide du gouvernement central et des Américains, envisageraient, eux aussi, de faire appel aux combattants chiïtes. « Il n'y a pas de ligne rouge pour l'Anbar et les Anbari », commente Souhaib Al Rawi, le gouverneur de la province, réinstallé dans un bureau temporaire à Bagdad, après avoir échappé à un attentat à Ramadi au mois d'avril. « Les seules lignes rouges sont pour les groupes agissant en dehors de la loi. »

À Dhoulouïya comme à Alam, un village au nord de Tikrit, l'alliance avec les milices chiïtes soutenues par Téhéran n'est plus taboue. « Il faudra beaucoup de temps pour libérer le reste du territoire, mais nous sommes avec l'État qui doit nous aider à reconstruire le pays, insiste cheikh Munir. La mobilisation populaire est utile mais elle doit être temporaire sinon nous aurons une société armée et divisée. Nous avons besoin d'une véritable armée nationale et d'un service militaire obligatoire pour réduire les divisions ethniques et confessionnelles. »

FRANÇOIS D'ALANÇON

Le Monde

MARDI 19 MAI 2015

La rébellion syrienne veut faire d'Idlib un modèle de gestion de l'après-Assad

La ville, située dans le nord-ouest de la Syrie, est dirigée par une coalition de groupes islamistes

BEYROUTH - correspondance

Soumise à la peur des bombardements et des largages de barils d'explosifs par les forces du régime, privée d'électricité, peinant à soigner ses blessés, Idlib vit dans l'urgence. La prise de la ville, fin mars, a marqué la première grande victoire des rebelles de l'Armée de la conquête dans le nord-ouest de la Syrie, région frontalière de la Turquie. Ce qui restait de l'État à Idlib s'est effondré, et la coalition de combattants tente d'amorcer la transition. L'alliance des sept brigades anti-Assad, pour l'essentiel islamistes, mais aussi djihadiste comme le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, affirme partager la gestion de la ville.

Pour l'opposition, militaire ou civile, l'administration de cette capitale provinciale est un enjeu majeur. C'est un test sur sa capacité à s'organiser et sur le type de gouvernance – modéré ou pas – adopté. Les brigades de l'Armée de la conquête en ont pris la mesure.

« C'est la première fois qu'il y a eu un accord pour préparer le jour d'après »

IBRAHIM HAMIDI
journaliste originaire d'Idlib

« C'est la première fois qu'il y a eu un accord pour préparer le jour d'après, en planifiant un conseil local représentant de façon proportionnelle les différentes factions et formé de trois comités : services publics, sécurité et affaires juridiques », souligne Ibrahim Hamidi, journaliste originaire d'Idlib.

Victoire du Front Al-Nosra

Selon ce collaborateur du quotidien panarabe *Al-Hayat*, les salafistes d'Ahrar Al-Cham sont en position dominante, car ce sont eux qui ont apporté le plus grand nombre de combattants dans la bataille locale : presque deux fois plus que les 1 200 hommes du Front Al-Nosra. Ils souhaitent que la ville soit gérée par les civils, au sein du conseil local, les rebelles devant se limiter à la sécurité – ils contrôlent les barrages aux entrées de la ville. Comme le Front Al-Nosra, Ahrar Al-Cham veut s'appuyer sur la charia pour rendre la justice. Le ciblage à dessein des infrastructures par l'aviation du régime complique la tâche des nouveaux maîtres d'Idlib.

Si elle n'a pas participé à la victoire, l'opposition en exil représentée par la Coalition syrienne n'a pas ménagé ses mots de soutien. Elle a aussi dépêché une délégation chargée de la santé et cherche à nouer le contact avec les employés du secteur public, qui ont fui, afin de relancer l'administration.

Selon M. Hamidi, la transition est possible : « Il n'y a pas eu d'exactions massives après l'entrée

Les personnes les plus compromises avec le régime se sont repliées vers Lattaquié, fief des Assad

des combattants. Les soutiens régionaux [Turquie, Qatar, Arabie saoudite] des rebelles veulent faire d'Idlib un modèle. » Des actes de violence ont toutefois été commis, affirme une source de l'opposition, sans être en mesure de donner des détails. Le meurtre de deux membres de la toute petite communauté chrétienne – autour de 2 000 personnes – par des rebelles a également été rapporté.

Proche de l'axe reliant Alep à Damas, Idlib, à majorité sunnite, comptait près de 500 000 habitants avant la conquête rebelle, natifs de la ville ou déplacés. Parmi les prorégime, les personnes les plus compromises avec le pouvoir se sont repliées vers Lattaquié, fief des Assad. Idlib n'abrite plus qu'entre 30 000 et 60 000 personnes, selon diverses estimations. « Mais des retours sont en cours », indique Omar Al-Idlibi, militant joint sur place.

Les habitants ont fui les bombardements du régime. Mais certains craignent aussi les groupes islamistes. Même parmi les Syriens opposés à Bachar Al-Assad,

ils avaient exprimé leur malaise face à la victoire du Front Al-Nosra, inquiets de sa radicalité. « Ce groupe n'est qu'une composante de l'Armée de la conquête, il n'est pas en mesure d'avoir la mainmise sur Idlib », tempère Oussama Abou Zayd, conseiller de l'Armée syrienne libre, dont plusieurs factions ont participé à la prise de la ville. Peu après l'offensive, Abou Mohamed Al-Jolani, le chef du Front Al-Nosra, a affirmé que les djihadistes ne souhaitaient pas « monopoliser » le pouvoir.

Ultramédiatisé, le Front Al-Nosra est classé comme terroriste par Washington. En 2014, l'organisation avait proclamé son intention de créer un émirat islamique. Le groupe, qui recourt aux opérations kamikazes, est incontournable dans l'alliance rebelle dans le nord-ouest : il est l'un des fers de lance des combats en cours. Mais les appels à se défaire de son affiliation à Al-Qaïda se multiplient. Ce lien « donne une excuse à la communauté internationale pour bombarder la Syrie », a lancé Hachem Al-Cheikh, le chef d'Ahrar Al-Cham. Vice-présidente de la Coalition syrienne, Naghah Ghadri assure que « la plupart des Syriens n'ont pas rejoint le Front Al-Nosra par idéologie, mais parce qu'ils y trouvent les moyens de combattre Bachar Al-Assad. Le jour où le régime tombera, ils quitteront ses rangs. » Samedi, 48 personnes ont été tuées dans des raids de l'armée contre Idlib et ses environs. ■

LAURE STEPHAN

Massoud Barzani, président du Kurdistan. «Nous préparons un plan pour libérer Mossoul»

Mona Alami, Washington DC
N° 3001 du vendredi 15 mai 2015
<http://magazine.com.lb>

Lors d'une visite la semaine dernière dans la capitale américaine, Washington DC, le président de la région du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a répondu aux questions des chercheurs et journalistes de diverses publications dont Magazine, dans le cadre d'une conférence fermée au public, organisée par le centre de réflexion Atlantic Council et l'Institut pour la paix. Il a abordé à cette occasion le sujet brûlant de l'Etat islamique, ainsi que l'impact de ces développements sur les ambitions indépendantistes kurdes et cela à la suite de sa rencontre avec le président américain, Barack Obama, et le vice-président, Joe Biden.

En juin dernier, les Kurdes irakiens se sont retrouvés face à un tournant lorsque les combattants de l'Etat islamique (EI) ont conquis Mossoul, la seconde plus grande ville d'Irak. Quel est le but de votre visite aux Etats-Unis?
Le but de notre visite à Washington est de remercier les dirigeants américains pour l'assistance fournie par les Etats-Unis aux Kurdes lorsque nous étions confrontés à la brutalité de l'EI. Comme vous le savez, le Kurdistan a fait face en août dernier à une attaque de grande envergure de la part de terroristes disposant de moyens importants, grâce à l'équipement pris aux armées syrienne et irakienne. Le Kurdistan a adopté une double stratégie: la première visant à stopper l'avancée de l'EI et la seconde à lancer une offensive contre cette organisation. Je voudrais réitérer mes remerciements aux Etats-Unis et aux membres de la coalition pour la couverture aérienne qu'ils nous ont fournie et qui a permis de changer l'équation au sol en faisant subir à l'EI des défaites majeures. Cette organisation est une extension d'al-Qaïda, mais la différence entre elles réside dans le fait qu'al-Qaïda est salafiste-jihadiste, alors que l'EI est un groupe salafiste-jihadiste, mais aussi chauviniste. Ce groupe est contre l'humanité, l'histoire, la liberté et les valeurs démocratiques. Dans toutes les régions soumises à son contrôle, il n'y a aucune place pour les libertés religieuses ou démocratiques. Nous sommes fiers de nous trouver en première ligne dans le combat mené contre l'EI, d'autant plus que nos peshmergas ont détruit le mythe d'invincibilité de cette organisation. Cela a été un grand sacrifice pour nous, car près de



1200 peshmergas ont été tués et 7000 blessés, en plus de pertes morales et matérielles. La coalition et nous-mêmes avons défendu les valeurs humaines. Nous sommes fiers de ce que les peshmergas ont accompli, mais ces derniers ont besoin d'armes et de munitions pour finir cette guerre. Nous avons reconquis 20 000 km carrés qui étaient sous le contrôle de l'EI. Ce conflit a eu un impact sur le Kurdistan, qui a recueilli 1,5 million de déplacés et de réfugiés, dont 250 000 venant de Syrie. Ainsi dans la province de Duhuk, le nombre de réfugiés et de déplacés est plus important que celui de la population locale.

L'unité de l'Irak est un facteur important dans la lutte contre l'EI. Cette unité a-t-elle fait l'objet de vos discussions (avec l'Administration américaine)?

La lutte contre l'EI nécessite l'unité de l'ensemble de l'Irak, mais le Kurdistan a joué un rôle primordial dans cette confrontation. Cette unité dépend du peuple (irakien) s'il est convaincu de l'importance d'une coexistence pacifique. Tout le monde en Irak doit comprendre que l'union du pays doit être volontaire et non pas se faire par la force.

De quelle manière les Kurdes perçoivent-ils l'offensive de la coalition saoudienne et arabe contre des factions appuyées par l'Iran, notamment au Yémen?

Quel est leur sentiment dans la perspective d'un éventuel accord nucléaire entre l'Iran et

les grandes puissances? Quel en serait l'impact sur le Kurdistan?

Nous avons une cause qui diffère de toutes ces questions, mais nous ne pouvons nier le fait que ces changements nous affecteront. Notre priorité demeure cependant axée sur ce qui est important pour notre peuple et nous espérons que la situation au Yémen et les négociations nucléaires se termineront par un accord satisfaisant. Nous tenterons d'éviter de prendre part aux disputes de la région. Nous avons notre propre agenda dont la priorité est la défense des intérêts de notre peuple.

Serons-nous témoins de la création d'un Kurdistan indépendant l'année prochaine? Avez-vous prévu la tenue d'un référendum afin de déterminer l'avenir de cette région?

Je ne sais pas si cela aura lieu l'année prochaine ou dans un futur plus éloigné, mais l'indépendance va certainement venir. Je tiens à réaffirmer que l'indépendance du Kurdistan est un processus continu, et nous ne retournerons pas en arrière. Néanmoins, nous voulons y parvenir d'une manière pacifique à travers le dialogue et non pas par la violence. Maintenant, notre pays est en guerre et cette guerre n'est pas finie, voilà pourquoi la question du référendum est retardée. La création d'un comité électoral est une première étape vers la tenue d'un référendum sur l'indépendance et elle a été accomplie. Dès la fin de la guerre, un référendum aura lieu et le peuple du Kurdistan doit avoir la possibilité de décider de son propre avenir.

Quel sera l'avenir des régions faisant l'objet de disputes (entre Arabes et Kurdes) dans le cas d'un référendum, surtout depuis que l'offensive de l'EI et la reprise du terrain par les Kurdes ont provoqué un changement démographique en faveur de ces derniers?

Pour ce qui est des régions faisant l'objet de disputes, cette question a été abordée dans la Constitution irakienne, notamment dans l'article 140, et elle devait être résolue en 2007, ce qui n'a pas été le cas. Mais nous ne sommes présents aujourd'hui que dans les régions qui font partie historiquement et géographiquement du Kurdistan. Concernant l'avenir de ces régions, il dépend de leur population, qui devra en décider ultérieurement. J'ai rencontré les tribus sunnites dans (les régions de Ninive), Zoummar et Shingar et elles sont satisfaites des relations que nous entretenons. Ceux qui ont coopéré avec l'EI auront le même sort que cette organisation, mais ceux qui sont restés neutres demeureront dans ces régions. →

⇒

Lors de votre réunion avec le président Barack Obama, avez-vous eu des promesses concernant une livraison possible d'armes?

La réunion a eu un grand succès mais, aujourd'hui, notre priorité est de lutter contre l'EI et repousser cette organisation loin de nos régions. Bien sûr que le président et le vice-président (américains) sont concernés par cette question et veulent que les peshmergas reçoivent des armes et des munitions. Le point important est l'obtention des armes par les peshmergas. La manière dont elles seront acheminées est secondaire.

Quels risques posent au Kurdistan les fac-

tions chiïtes accusées d'atrocités?

Les chiïtes sont nos alliés, mais nous avons de bonnes relations avec les deux communautés sunnite et chiïte. En ce qui concerne les unités de mobilisation populaires Hachd el-Chaabi, elles ne sont pas au Kurdistan et nous n'avons pas besoin d'elles. Bien sûr, n'importe quelle force en dehors des structures de sécurité gouvernementales nous causera des problèmes. C'est pourquoi toutes les forces paramilitaires doivent être sous le contrôle du gouvernement et donc du Premier ministre. Si ces factions sont placées sous le contrôle du Premier ministre et coordonnent avec les forces irakiennes, elles ne constitueront pas un problème. Mais dans le cas contraire, elles poseront un

problème pour nous tous les Irakiens.

Qu'attendez-vous des Américains dans le cadre d'une offensive irakienne contre Mossoul?

Tant que les terroristes sont à Mossoul, ils présentent un risque pour les Kurdes, l'Irak et les pays de la région. Ces combattants considèrent Mossoul comme leur capitale. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour libérer cette ville. Nous sommes en discussion avec nos amis américains et avec Bagdad afin d'élaborer un plan pour libérer Mossoul. ■



19 mai 2015

Fin de l'enquête sur l'assassinat des militantes kurdes

Les juges d'instruction ont signifié mardi la fin de leur enquête sur l'assassinat début

Paris, 19 mai 2015 (AFP)

www.liberation.fr

Deux ans plus tard, l'enquête s'arrête. Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez avaient été froidement abattues le 9 janvier 2013, dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan (CIK), dans le Xe arrondissement de la capitale.

Un Turc, Omer Güney, 30 ans, avait été rapidement arrêté. Mis en examen pour «assassinats en relation avec une entreprise terroriste», il est aujourd'hui le seul suspect aux yeux de la justice et nie les faits.

Après la notification de la fin de l'enquête, les parties ont un mois pour demander des actes supplémentaires, avant les réquisitions du parquet puis la décision finale des juges d'instruction avant un éventuel procès. Contacté, l'avocat de familles de victimes, Antoine Comte, n'a pas fait de commentaire.

Omer Güney a été mis en cause par sa présence sur les lieux du crime, où il avait accompagné Sakine Cansiz, une figure du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considérée comme proche de son chef historique Abdullah Öcalan. Fidan Dogan, tuée d'une balle dans la bouche, était une militante très connue au sein de la classe politique européenne.



Des personnes posent des bougies et des fleurs devant le "Centre d'information du Kurdistan", le 11 janvier 2013 à Paris au lendemain de l'assassinat de trois militantes kurdes (Photo Kenzo Tribouillard. AFP)

Des résidus de poudre avaient aussi été découverts dans une sacoche trouvée dans un véhicule d'Omer Güney et semblable à celle qu'il portait sur des images de vidéosurveillance près du local du CIK.

Le suspect s'était rapproché fin 2011 du milieu associatif kurde. Le PKK avait toutefois démenti qu'Omer Güney fût l'un de ses militants, expliquant qu'il avait fait de l'entrisme dans la mouvance kurde francilienne, gagnant la confiance de ses militants. Pour le CIK, il était issu d'une famille proche de l'extrême droite nationaliste turque. Il avait vécu en Allemagne avant d'arriver en France.

«ORDRE DE MISSION»

Pour qui aurait-il agi ? Au départ, les crimes avaient été reliés à l'hypothèse d'un règlement de comptes interne à la mouvance kurde, sur fond de négociations entre Ankara et le PKK pour mettre fin à la rébellion kurde qui a fait 40 000 morts depuis 1984, ou à un acte de l'extrême droite turque, les «Loups Gris». Autres pistes possibles, un crime crapuleux ou un différend personnel.

Mais au fur et à mesure de l'enquête, les familles des victimes ont été convaincues d'une implication des services de renseignement turcs, le MIT ou une de ses branches, dans le triple homicide. Le MIT avait officiellement démenti tout rôle en janvier 2014

après que plusieurs médias turcs eurent publié l'enregistrement sonore d'une conversation entre un homme présenté comme Omer Güney et deux agents du MIT, dans lequel sont évoquées des cibles potentielles de la guérilla kurde.

Omer Güney avait réfuté être l'un des hommes parlant sur la bande. Mais des personnes le connaissant, interrogées par l'AFP, se sont dites convaincues qu'il s'agissait bien de lui.

Les proches des victimes avaient également demandé, en vain, à la justice des mandats d'arrêt contre quatre responsables turcs, signataires d'un document confidentiel publié début 2014 dans la presse turque et présenté comme une note du MIT de novembre 2012 rédigée comme un «ordre de mission» pour Omer Güney.

«Les investigations n'ont pas permis de retrouver la trace de commanditaires, probablement à cause des carences de la coopération internationale avec les autorités turques», constate l'un des avocats d'Omer Güney, Xavier Nogueras. «Dans ces conditions, Omer Güney, qui fait figure de bouc émissaire, comparaitra très certainement devant la cour d'assises dans un dossier incomplet et pour le moins bancal», déplore-t-il, contestant, du fait de l'absence de commanditaires, toute dimension terroriste au dossier. ♦

AFP

Turquie: deux explosions dans des permanences du parti prokurde, plusieurs blessés

Ankara, 18 mai 2015 (AFP)

LE PRINCIPAL PARTI d'opposition prokurde de Turquie a été la cible lundi de deux nouvelles attaques non revendiquées qui ont fait plusieurs blessés dans le sud du pays, à trois semaines d'élections législatives où le résultat de ce mouvement s'annonce crucial.

Six personnes ont été blessées lors d'une première explosion qui a touché en début de matinée le quartier général régional du Parti démocratique du peuple (HDP) à Adana (sud), dont trois sérieusement, a rapporté à l'AFP un de ses responsables.

Une autre déflagration, presque simultanée, a secoué le QG de ce même parti dans la ville de Mersin (sud), apparemment causée par un bouquet de fleurs piégé livré dans les locaux, selon ce responsable.

L'origine des deux explosions n'a pas été établie mais le HDP en a rendu responsable le régime islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002.

"Certains pouvoirs soutenus par le gouvernement tentent d'empêcher l'essor et la campagne de notre parti", a dénoncé le HDP dans un communiqué. Lors d'un meeting à Mersin, son principal dirigeant, Selahattin Demirtas, a déploré une "provocation" mais promis que son parti "ne pliera pas".

Comme plusieurs de ses ministres, le chef du gouvernement Ahmet Davutoglu a démenti ces accusations et condamné "fermement" les deux attaques qui ont visé l'opposition. "Nous rejetons la violence depuis le début", a-t-il déclaré lors d'une réunion publique devant plusieurs milliers de ses partisans à Karaman (centre).

- ATTAQUES -

Depuis le coup d'envoi de la campagne électorale législative, le parti d'opposition prokurde a été la cible de 73 attaques depuis le 24 avril selon son propre décompte. Ce jour-là, son siège à Ankara avait été la cible de plusieurs coups de feu sans faire de victime.

Les résultats du HDP au scrutin du 7 juin feront l'objet de toutes les attentions et spéculations.



S'il franchit la barre des 10% des suffrages au niveau national, il devrait empêcher le parti du président Recep Tayyip Erdogan d'accéder à la majorité des deux tiers des 550 sièges de députés nécessaires pour faire passer la réforme constitutionnelle souhaitée pour renforcer ses pouvoirs de chef de l'Etat.

Les derniers sondages créditent le HDP d'un score oscillant autour des 10%.

"La perspective de voir le HDP franchir le seuil (des 10%) en effraie certains. Le gouvernement qui dirige ce pays doit être à l'origine de tout ça", a estimé un des candidats du parti à Mersin, Dengir Mir Mehmet Firat.

Le pouvoir à Ankara concentre ses critiques contre ce parti depuis plusieurs semaines et président Erdogan a mis en cause lundi les liens du HDP avec les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mènent la lutte armée depuis 1984 dans le sud-est de la Turquie.

"J'en appelle à toute la Turquie (...) est-ce que les 78 millions que vous êtes vont donner la bonne réponse à une organisation politique qui est guidée par un groupe terroriste ?", a-t-il lancé lors d'une réunion publique à Samsun (nord-est). ●

RTL.fr

24 MAI 2015

Aux côtés des combattants kurdes en Irak, sur la ligne de front contre l'État islamique

REPORTAGE - Pendant que l'État islamique poursuit son avancée en Syrie et en Irak, avec les prises de Palmyre et de Ramadi, les Peshmergas continuent de faire rempart aux jihadistes à quelques kilomètres de Mossoul.

24 mai 2015 - www.rtl.fr

"TU VOIS MOSSOUL ? REGARDE, ça c'est la ville de Mossoul. Tout ça, c'est aussi contrôlé par Daesh. Et regarde là-bas, sur cette petite colline. Un drapeau noir. C'est celui de Daesh. Daesh est là-bas". En contrebas du poste militaire, c'est Mossoul. La capitale irakienne du groupe État islamique s'étend à perte de vue, à une dizaine de kilomètres à peine.

EN PREMIÈRE LIGNE

Derrière des sacs de sable, le commandant Peshmerga de la zone observe l'ennemi. "Ici, c'est la première ligne Peshmerga. Nous sommes très proches des positions de Daesh. Ils sont à 1,5 km. La plaine de Ninive commence ici et s'étend jusqu'à Bartella et Qaraqosh. Regarde le drapeau noir de Daesh".

Visible ici à la jumelle, ce drapeau noir flotte sur Mossoul depuis bientôt un an. Un an, c'est long. L'offensive pour reprendre la ville qui a été annoncée depuis des mois a été repoussée à une date inconnue suite aux

récentes avancées des jihadistes dans la province d'Anbar.

MOSSOUL, UNE GUERRE D'USURE NÉCESSAIRE

Pourtant, la lutte contre Daesh passe nécessairement par la reconquête de Mossoul. "Mossoul est la deuxième plus grande ville du pays. Sa position géographique donne accès à la frontière syrienne. Les jihadistes peuvent aller et venir par là, c'est leur base arrière. Si Daesh est chassé de Mossoul, ils n'y auront plus accès", souligne Mohammad Ali Yassin Taha, député PDK au Parlement kurde.

En attendant l'offensive, les Peshmergas tiennent les positions. Le front est calme depuis plusieurs jours. "Les combattants de Daesh sont affaiblis. Ils n'ont plus la capacité de mener des attaques. Ici, c'est le dernier point avant Daesh. C'est une zone difficile pour eux. Les seules attaques qu'ils peuvent mener sont des opérations suicides".

TENIR SES POSITIONS

Les Peshmergas disposent d'un atout de taille.



Ils espionnent les conversations radio de l'ennemi. "Ça, c'est la voix de Daesh. C'est Daesh, raconte l'un d'entre eux. On écoute ce qu'ils disent. On les entend mais eux ne peuvent pas nous écouter. Ils s'appellent tout le temps entre eux et se transmettent des ordres et des conseils sur les attaques et les mouvements. En ce moment, ils attendent des ordres pour savoir s'ils nous attaquent ici". Il faut partir, par crainte d'une opération des jihadistes. Les combattants kurdes, eux, vont continuer à tenir. □

This angry Arab moment



Roger Cohen

DUBAI, UNITED ARAB EMIRATES When Amr Moussa, the former secretary general of the Arab League, spoke here of the Arab world's humiliation by three non-Arab states — Iran, Israel and Turkey — and the way they had, through their “hegemony,” turned Arabs into a “laughingstock,” I asked him what exactly he meant.

His response focused on Iran. This in itself was interesting. Statements from Tehran about Iran calling the shots in several Arab capitals — including Damascus, Baghdad and Sana — had “enraged many of us,” he said, leaving Arabs humiliated that any power “would dare say that.”

As this remark suggests, Iran these days is a greater focus of Arab ire and disquiet than Israel, a country with which many Arab states have aligned but unsayable interests.

Cut to Camp David and President Obama's attempt to reassure Persian Gulf leaders that the United States can, in Secretary of State John Kerry's words, “do two things at the same time” — that is, conclude a nuclear deal with Shiite Iran and honor its alliances with the Sunni monarchies, whose oil is now of less strategic importance to an America in the midst of an oil boom.

The walk-and-chew-gum American argument is a tough sell because Arab

honor and Arab humiliation are in play. That's why King Salman of Saudi Arabia stayed away from Camp David. That's why the Saudis started a bombing campaign in Yemen: to stop the Houthis, portrayed in Riyadh as pure Iranian proxies. That's why much of what you hear these days in Dubai (where many Iranians live and trade) is talk of Obama's betrayal of the Arabs through infatuation with Iran.

Arabs are saying: Enough! They are, in Moussa's words at the Arab Media Forum here, in the midst of an “awakening.”

Let's walk this bristling cat back a little, but perhaps not as far as Western colonialism in the Middle East and the century-old, now collapsing Sykes-Picot order. Let's set aside Israel, seen by many Arabs as an extension of that colonialism. But let's go far enough back to encompass the American invasion of Iraq a dozen years ago and the consequent overturn of Saddam Hussein's Sunni domination in favor of the Shiite majority and, behind it, Iran. And certainly as far as the ongoing Syrian debacle, Obama's abandoned “red line” against the Iran-backed Assad regime's use of chemical weapons, and the Arab conclusion that fecklessness was the name of the game in Obama's Washington.

Yes, Arabs have talked themselves into a state of high dudgeon. They are convinced that Iran's imperial designs on the region will be reinforced by an eventual nuclear deal that would bring Tehran and Washington closer and offer the Islamic Republic a cash windfall

from sanctions relief. Think of the Saudi bombs on Aden as a warning shot to Obama (whatever his support for “Operation Decisive Storm”) and Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

To all of which the right response is for Obama to hold the line on Iran and decline to hold the Saudis' hands.

First, Iran built up its current Middle Eastern reach in the absence of a nuclear deal, not with one. It was uncon-

strained by any accord with major powers drawing it closer to a world of rules. It vastly expanded its nuclear program. What is more threatening to the Arab world — a nuclear-armed Iran or one whose nuclear program is ring-fenced, reduced and intensely monitored?

Second, the Arab sense of humiliation is at least as much internally generated, as externally. Like any other power, Arabs control their own destiny. Millions of young Arabs rose up a few years ago to demand empowerment and opportunity. These hopes are on hold, at least outside Tunisia and booming Dubai. No bombing of Yemen, damming of Iran or ritual tirade against Israel will offset the disappointment.

Third, there is the hard-line, expansive Iran of Maj. Gen. Qassem Soleimani's Islamic Revolutionary Guards Corps, and the reformist Iran bent on renewed ties with the West of President Hassan Rouhani. For now they are roughly in balance. Each needs the other to survive. The Gulf Cooperation Council should focus more on which faction is likely to be reinforced over time by a nuclear deal.

Fourth, Iran is a major Middle Eastern power. The short-term strategic interest of Arab states may appear to be the maintenance of an unsatisfactory status quo that preserves Iran's rogue status and leaves America's allegiances unaltered. In fact, the real interest of Arab states must be an Iran no longer going freelance, constrained by its accords with major powers, benefiting from regional economic cooperation, and pushed by its youth toward reform.

Einstein's definition of insanity — doing the same thing over and over again and expecting different results — needs an addendum. Madness is doing the same thing over and over in the Middle East and expecting a different outcome.

Obama is a walk-and-chew-gum kind of guy. There are risks to an Iran nuclear deal but the risks without one are far greater.



Boots on the Ground

In Praise of the Kurdish Peshmerga

By Jay Montgomery Garner
 May 14, 2015
www.foreignaffairs.com

Having made dozens of trips to Kurdistan, and having met extensively over the last six months with top Peshmerga leadership on the front lines against Islamic State (also called ISIS), it is good to see Denise Natali acknowledge in her recent Foreign Affairs article, "Counting on the Kurds," that the Kurdistan Regional Government (KRG) is bearing the brunt of the battle against ISIS. But certain basic facts, along with an appreciation of the realities of war, are missing from Natali's piece. The Kurds have achieved extraordinary results, particularly in view of their grossly inadequate supply of arms and equipment.

After accepting the fundamental premise that boots on the ground to oppose ISIS are essential, and that the Kurdish Peshmerga currently serve as those boots, Natali argues against properly (and directly) training and equipping the Peshmerga because, in her view, the Kurds might misuse the weapons once ISIS is vanquished. Instead, she urges the United States to route equipment earmarked for the Kurds through Baghdad, hundreds of miles away from the battlefield.

Nowhere does Natali explain why Baghdad is more trustworthy than the KRG with these arms, and her conclusion is particularly confounding given that it was Iraqi troops—not Kurds—who, just months ago, abandoned their weapons to ISIS. Moreover, carrying Natali's logic to its natural conclusion, if Kurds cannot be trusted with armaments because they might misuse them in the future,



Volunteers from the Yazidi sect who have joined the Kurdish peshmerga forces to fight against militants of the Islamic State, take part in a training on the outskirts of the town of Sinjar, February 3, 2015. Ari Jalal / Reuters

then even circuitously arming them or training them to face the immediate threat of ISIS would be a mistake. Perhaps recognizing the logical flaw, Natali stops short of recommending against providing any arms to the Kurds, urging instead that weapons be provided, but only through Baghdad, as if future misuse of weapons somehow could be averted or at least circumscribed if routed that way. Such an approach fails to appreciate the realities and urgent timetable of war, and would severely undermine the KRG in its efforts to defeat the immediate threat of ISIS.

Kurdistan is embroiled in a full-scale war at its borders with the most vicious force on earth. To date, ISIS has killed over 1,200 Peshmerga, and has wounded, raped, or tortured many more thousands of Kurds, both soldiers and civilians. The KRG currently hosts over 1.6 million refugees and internally displaced—a fact that Natali dismissively

reduces to one sentence, pointing to Kurdish "claims" of hosting nearly two million refugees. With a total population of five million, Kurdistan's more than 1.6 million refugees and internally displaced is an astounding number—the equivalent of 130 million in the United States.

Over 900,000 of those internally displaced in Kurdistan consist of religious and ethnic minorities, including Christians, Yazidis, Turkmen, and many other minorities. Almost a fifth of all of those displaced in Kurdistan are Sunni Arab. They have been welcomed and protected by Kurds. Surely Natali would acknowledge that the execution of war is inherently imperfect, but she may not appreciate, as thousands of Sunni Arabs flood into Kurdistan as their sanctuary of choice, that Kurds treat Sunni Arabs far better, for example, than the United States treated loyal Japanese Americans interned during World War II. Faced with a brutal enemy that shares over 650 miles of their border, and charged with the responsibility of protecting the safety and well-being not only of their local population but also of an incredible 1.6 million-plus refugees and internally displaced, what the Kurds have accomplished in the midst of war is nothing short of remarkable.

The nascent KRG democracy, now at the end of its first decade, along with Israel, is the United States' most reliable ally in the Middle East. ISIS represents a threat not only to Iraq but to the region and to the West. If the United States is to continue relying on the Peshmerga to serve as its boots on the ground in this battle, it is a strategic and moral imperative that Washington provide them with the necessary support they desperately need in order to defeat a common enemy. □

JAY MONTGOMERY GARNER is a retired United States Army lieutenant general who served as Director of the Office for Reconstruction and Humanitarian Assistance for Iraq in 2003.



Iraqi Kurdish commander who helped lead fight against ISIS killed

IRBIL, Iraq -- May 12, 2015 Associated Press

A bomb blast in northern Iraq killed a senior Kurdish commander prominent in the fight against the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) and two of his bodyguards on Tuesday.

Maj. Gen. Salah Delmani, head of the 118th brigade of the Kurdish peshmerga forces, was killed along with his two bodyguards when a bomb detonated near his car near the northern city of Kirkuk.

Peshmerga officials told The Associated Press it was unclear whether explosives were planted on Delmani's car or if his motorcade was struck by a roadside bomb. The officials spoke on condition of anonymity because they were not authorized to talk to the media.

No one immediately claimed responsibility for the attack.

ISIS militants have held parts of Kirkuk province since the group's blitz

across northern Iraq last summer, but have never managed to control the provincial capital. In January, Sherko Fatih, another senior peshmerga commander, was killed along with at least eight peshmerga fighters, when the militants launched a surprise attack on his outpost near the city of Kirkuk.

Kirkuk is home to a mix of Arabs, Kurds and Turkmen, who all have competing claims to the oil-rich area. The Kurds want to incorporate it into their self-ruled region in Iraq's north, a proposition strongly opposed by Arabs and Turkmen.

Following the quick collapse of the Iraqi army in the face of the militant threat last year, Kurdish forces took control of the Kirkuk. Since then, Kirkuk has often come under ISIS attacks, with the militants likely hoping to seize the oil fields near the city.

Delmani was the commander in Daquq, a village south of Kirkuk on the road to Baghdad, which was recently recaptured from ISIS. ●

A big win for Kurds at the White House

The Kurds have made a conscious effort to step back from a damaging feud with the United States over weapons shipments.



Barzani meets with Obama and Biden during his official visit to Washington [Getty]



Michael Knights
15 May 2015
www.aljazeera.com

Michael Knights is the Lafer Fellow at the Washington Institute for Near East Policy. He specialises in the politics and security of Iraq. He has worked in every Iraqi province and most of the country's hundred districts, including periods embedded with Iraq's security forces.

From May 3-8, Washington DC hosted a high-powered delegation from the Kurdistan Regional Government (KRG). KRG President Massoud Barzani was flanked by Deputy Prime Minister Qubad Talabani, National Security Chancellor Masrour Barzani and Minister of Peshmerga Affairs Mustapha Sayyid Qadr, among other KRG ministers and officials.

In the three years since Barzani's last White House visit, a lot has changed. Back then, just six months after the withdrawal of US forces, Iraq was a bad memory that the Obama administration wanted to forget. Today Iraq is the key theatre of the war against the self-styled Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL).

As important, US-Kurdish relations had frayed badly since Barzani's June 2012 visit. Washington had refused to back a cross-sectarian May 2012 effort, led by Barzani, to oust Prime Minister Nouri al-Maliki.

The early May visit to Washington DC might have become just another battle in the deepening struggle between Washington and Erbil but the Kurds chose a different approach.

The Iraqi prime minister then began to send US-equipped federal military forces to the border of Kurdistan and had even told his generals that they might march on Erbil one day but only after the US-built F-16 strike aircraft were delivered to Iraq.

The first such F-16s land in Iraq in mid-July and will be operational over Iraqi skies by the autumn of this year.

KURDISH CONCERNS OVER ARMS TRANSFERS

Against this backdrop the last nine months have witnessed intensified discontent among Kurdish leaders over the level of US military support to the Peshmerga, Kurdistan's fighting force.

In particular, the Kurds have complained that Washington has allocated too small a proportion of its \$1.6bn Iraq Train and Equip Fund (ITEF) assistance to Kurdistan.

Specific complaints range from the amounts of equipment allocated to Kurdistan, most notoriously the transfer to the Kurds of just 25 Mine-Resistant Ambush-Protected (MRAP) vehicles out of 250 allocated to Iraq by the US.

Slow and indirect delivery of US weapons systems is a connected concern. Washington has chosen to funnel most weapons shipments via the federal Iraqi Ministry of Defence, the only entity entitled by US law to sign end-user certificates (EUCs) for the weapons.

The Kurds believe that the federal government deliberately slows the transfer of such life-saving vehicles from Baghdad to Erbil, and Kurdish officials even privately complain that MRAPs sent to the KRG had been sabotaged while in transit.

In reaction to these views, the House Armed Services Committee of the US Congress introduced clauses into the annual National Defense Authorization Act (NDAA), the Pentagon's budget, in an attempt to protect the Kurds' fair share of US weapons.

The now notorious draft NDAA for Fiscal Year 2016, an early and unratified version of the final legislation, was amended by congress to include a clause (Section 1223) that named the Peshmerga as one of a number of security forces collectively entitled to "not less than 25 percent" of the annual \$715m of US support.

Most controversially the amendment would allow the KRG "as a country" to "directly receive assistance from the United States" if Baghdad failed to meet the aforementioned condition, a clause that sparked security threats from Shia militia leaders against US trainers in Iraq.

KURDS STEP BACK FROM THE BRINK

The early May visit to Washington DC might have become just another battle in the deepening struggle between Washington and Erbil but the Kurds chose a different approach. Correctly reading the tea leaves of the US capital, Erbil smartly stepped back from the brink of a damaging foray into US domestic politics.

The pro-Kurdish amendment of the draft NDAA may have gotten Washington's attention, but if pushed to extremes, the bill could ultimately have hurt the Kurdish cause.

Baghdad protested the language, and US Vice President Joe Biden signalled one day before the Kurdish delegation landed that "all US military assistance in the fight against [ISIL] comes at the request of the Government of Iraq and must be coordinated through the Government of Iraq".

Faced with a US administration that would have fiercely defended its prerogatives over operational military matters, Section 1223 of the NDAA was probably destined to be fought over and ultimately deleted before the draft bill faced ratification in the US Senate.

Instead of trying to force the White House to do Kurdistan's bidding through pressure politics, Barzani seems to have adopted a longer-term view in his dealings with the US on defence.

This is unarguably smart because Section 1223 did not give the Kurds a great deal - sharing a quarter of US material collectively with Sunni Arab paramilitary recipients - but it would have soured relations with the Obama administration at a critical time.

YOU CATCH MORE FLIES WITH HONEY

The Iraqi Kurds arrived in Washington DC with an evident intent to strengthen their relations with the US executive branch, not to re-litigate past grievances or open up new fights. This winning approach has been a long ➤

➤ time coming.

The tone of the Kurdish visit was positive throughout: Barzani took every opportunity to thank the US government, military, and public for the decisive impact of air strikes and other military support against the ISIL invasion of the KRG in August 2014.

On weapons, Barzani deftly sidestepped the divisive issue of the NDAA by accepting US assurances that "the necessary weapons" would be provided by the US and its partners without seeking to push a prescriptive formula on the White House.

It may have been this flexibility that turned President Barack Obama's scheduled five-minute "drop-by" at the White House Roosevelt Room into an involved hour-long discussion with Barzani on the US-Kurdish relationship.

The Kurds also listened carefully to in-depth US briefings on weapons shipments intended to demonstrate that Washington was - by its admittedly slow standards - moving as rapidly as possible to get military aid to the Kurds.

Likewise, the Pentagon conclusively showed the Kurds that certain allegations - such as federal Iraqi removal of armour from KRG-bound MRAPs - were entirely inaccurate.

Barzani was also consistently positive about his chief executive counterpart in federal Iraq, Prime Minister Haider al-Abbadi.

"We will continue to help him," Barzani told an audience at a Washington think-tank, glossing

over the deep misgivings that the Kurds have over Abbadi's intent and capability to deliver on financial and power-sharing promises.

Indeed this suspicion was driven home by a lower-than-expected \$445m monthly payment to the Kurds that was revealed while they were in Washington - which the Kurds wisely chose not to publicly criticise until the visit was over.

On the future liberation of Mosul - described by Barzani as the only way to bring about the "strategic defeat" of ISIL - the Kurds promised to "do everything that is asked of us" short of garrisoning Arab areas.

This again was a smart way to tighten relations with the US at a time when Washington still sees the Mosul battle as vital, but when federal Iraqi leaders are gradually backing away from the northern city in favour of operations in Anbar and Salah al-Din that bring more direct protective benefit to Shia central Iraq.

PLAYING THE LONG GAME

The Kurdish performance in Washington was that of the team player. Barzani's patient approach was possible in part because he is the most senior Iraqi Kurdish decision-maker, not a subordinate responsible to a higher authority elsewhere.

Barzani laid out the real objective of the visit when he stated "right now the priority is fighting [ISIL], but the process of self-determination will continue".

In the Kurdish view, the visit provided what Iraqi ambassador to Washington, Lukman Faily, calls an "independence health check", a

chance to check-in with the Americans regarding their mid-term view of the Kurds' right to self-determination.

The Kurds seem to have received a neutral response from the Americans regarding the "process of self-determination", which they will view as a green light to continue to move incrementally and peacefully towards economic independence and later de jure statehood.

The KRG has strong US Congressional support and they are unlikely to lose it as long as they do not overstrain their influence and wear out their supporters' enthusiasm at too early a stage.

The Kurds also have firm and growing support from the Pentagon, their partner in the fight against ISIL and the operator of a new US mid-term base at Bashir airfield in Harir, Kurdistan.

The remaining hurdles are the White House and National Security Council, both of which will be refreshed in early 2017, and the Baghdad-leaning state department.

By making the US administration's burden in Iraq easier in the near-term, the Kurds seem to be starting to make a play for these remaining allies in the push for autonomy and international recognition.

□ □ □



May 15, 2015

US House approves defense bill including direct arming of Kurds

By Yerevan Saeed / May 15, 2015
rudaw.net

WASHINGTON-- US House of Representative passed controversial 2016 defense budget on Friday that includes direct military assistance to Kurds and Iraqi Sunni forces despite opposition from the Obama administration.

According to the defense bill, of US\$715 million allocated to the Iraqi government \$179 million has to go directly to the Kurdish Peshmerga and Sunni tribal forces battling the Islamic State (ISIS).

The Obama administration has opposed the measure, saying that bypassing Baghdad will



undermine Iraq's territorial integrity.

The House approved a \$612 billion defense policy bill for next year. Most Democrats voted

against the bill while eight Republican lawmakers dropped their support for the bill.

US president Barack Obama has threatened to veto the bill.

The Senate Armed Services Committee also passed its 2016 defense bill yesterday.

According to the Hill news website, Republican Senator John McCain and the chairman of the Senate Armed Services Committee had said that he "expected a Senate floor amendment on providing arms directly to Kurdish Peshmerga fighters in Iraq, which many members of Congress support," without elaborating.

Many Iraqi politicians, among them Shiite cleric Muqtada al Sadr have expressed opposition to the bill, describing it as violation of Iraq's sovereignty and a deliberate attempt to divide the country.

Kurdish leaders have been lobbying the US Congress and the Obama administration for direct supply of arms, claiming that Baghdad is holding back their share of American-supplied arms. ■

Irak : l'armée en déroute abandonne Ramadi à Daech

Les djihadistes ont saisi une grande quantité d'armes. De nombreux civils ont été jetés sur les routes, fuyant la barbarie.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

MOYEN-ORIENT Député de Ramadi, le docteur Jaber al-Jaberi n'est pas encore revenu de la déconfiture infligée par Daech aux forces irakiennes dans sa ville. « Samedi soir, des chefs de la sécurité, qui assistaient avec moi à une réunion dans le bureau du président du Parlement à Bagdad, nous juraient que la situation à Ramadi était bonne grâce aux renforts qui avaient été envoyés de Bagdad. Mais, à trois heures du matin dimanche, la police et les forces spéciales ont commencé de quitter leur quartier général et, quelques heures après, c'est l'armée qui s'est retirée dans le désert sur la base aérienne d'Habbaniyah », relate incrédule ce médecin sunnite, joint au téléphone à Bagdad.

Les renforts, en fait, ne sont jamais arrivés dans la principale ville de la province d'al-Anbar. « Ils ont été bloqués

par des djihadistes entre la capitale et Ramadi », observe un militaire occidental. Depuis, les insurgés sont maîtres de cette ville, à 110 km à l'ouest de Bagdad, la deuxième « capitale » d'une province, après Mossoul, à tomber entre les mains de Daech. La cible qu'ils visaient depuis le début de leur offensive, jeudi, était le commandement des opérations d'al-Anbar. Et, sitôt conquis le bâtiment, l'État islamique s'est emparé d'armements abandonnés par la troupe : 80 tanks - dont 35 Abrams - 50 canons lourds, des transports de troupes (APC) et 200 véhicules Humvee, selon les chiffres du ministère de la Défense.

La défaite est cuisante pour le premier ministre Haïdar al-Abadi qui, dans la foulée de sa récente victoire à Tikrit, avait fait de la reconquête d'al-Anbar une priorité. Mais ces dernières semaines, Daech aussi s'était préparé, envoyant de Syrie du matériel lourd et de nombreux djihadistes sur le front de

cette province désertique aujourd'hui quasi intégralement entre leurs mains. Ce contrôle permet à Daech non seulement de relier l'Irak à la Syrie, mais il lui laisse espérer déborder sur la Jordanie et l'Arabie saoudite voisines.

John Kerry pas inquiet

En trois jours, les affrontements ont été très violents. Daech a utilisé une bonne demi-douzaine de kamikazes au volant de voitures piégées pour ouvrir la voie à leurs combattants. Au total, plus de 500 personnes - civils et militaires - sont mortes, tandis que près de 24 000 habitants ont fui Ramadi. « La situation humanitaire est très difficile », s'alarme Jaber al-Jaberi. « Certains sont encore bloqués à l'intérieur de Ramadi. D'autres sont réfugiés à Khaldiyyé entre Ramadi et Faloudja, mais ils ne peuvent pas franchir le pont pour aller s'abriter à Bagdad, car les autorités s'y opposent. Elles ont peur que des terroristes soient cachés parmi les civils. Deux enfants sont morts en attendant de franchir le pont ».

500

personnes

au moins sont mortes en trois jours tandis que près de 24 000 habitants ont fui Ramadi

Face à cette nouvelle débandade des forces de sécurité, le premier ministre al-Abadi n'a eu d'autre choix que d'ordonner le déploiement des Unités de mobilisation populaire, en majorité des miliciens chiïtes encadrés par l'Iran, même si ces derniers ont perpétré ces derniers mois des exactions contre des villages sunnites libérés de Daech. « Les Américains auraient accepté leur présence à condition que les miliciens restent



Des réfugiés irakiens fuient la ville de Ramadi, vendredi, pour tenter d'atteindre Bagdad. AP

sous l'autorité du premier ministre », ont fait savoir des sources tribales d'al-Anbar, elles-mêmes favorables au déploiement des supplétifs chiïtes, qui arrivaient lundi soir sur la base aérienne d'Habbaniyah à 20 km à l'est de Ramadi, près de laquelle des djihadistes convergeaient eux aussi. Comme à Tikrit, la coordination entre les forces irakiennes, les milices et les alliés occidentaux risque d'être problématique. Ce n'est pas un hasard si le ministre iranien de la Défense, le général Hossein Dehghan, est arrivé à Bagdad pour des entretiens avec son homologue irakien.

Entre jeudi et dimanche, les avions de combat américains ont bombardé à 17 reprises des objectifs djihadistes à Ramadi. « Mais frapper une ville encore peuplée n'est pas tenable sur une longue période », reconnaît l'expert militaire occidental à Bagdad. L'effondrement de Ramadi démontre une fois de plus l'incapacité de l'armée irakienne de gagner des positions sans un appui aérien de la coalition. « Ramadi représentait un nœud de communications et de ravitaillement important pour les forces irakiennes encore déployées dans la province d'al-Anbar », poursuit l'expert militaire.

Seuls les porte-parole américains ne semblent pas trop inquiets. « J'ai une



confiance absolue que, dans les jours à venir, les choses seront inversées », déclarait dimanche le secrétaire d'État John Kerry, tandis qu'un représentant du Pentagone ajoutait que depuis des mois, Ramadi était contrôlée aux trois

quarts par Daech. Malgré l'intensification des bombardements de la coalition ces derniers mois, les djihadistes ont encore prouvé qu'ils étaient capables de conquérir d'importantes positions. ■

Le Monde

MERCREDI 20 MAI 2015

Le combat des Kurdes contre les islamistes

LIVRE DU JOUR

ALAIN FRACHON

Depuis 1999, Gérard Chaliand et Sophie Mousset, voyageurs érudits, patrouillent le Kurdistan d'Irak. Chaque année. Pour le premier, c'est un retour en pays connu : dans les années 1970, Gérard Chaliand a suivi les péripéties des Kurdes d'Irak pour accéder à l'émancipation. Il a bien connu aussi le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, Abdul Rahman Ghassemlou, homme remarquable, assassiné à Vienne, en 1989, par les sbires de la République islamique. Il n'ignore rien de la guerre intérieure sans pitié qui, dix ans durant, opposa l'armée d'Ankara aux Kurdes de Turquie. Enfin, il s'est rendu dans les zones libérées du Kurdistan de Syrie.

Polémologue, spécialiste de la guerre de guérilla, entre autres, Gérard Chaliand a la cause kurde chevillée au cœur. Même quand il arpentait son 13^e arrondissement parisien, une partie de son cortex flâne quelque part dans les montagnes qui abritent ce peuple en lutte

pour une autonomie – une indépendance ? – que lui contestent les États de la région : Irak, Iran, Syrie et Turquie. Gérard Chaliand ne parle pas seulement en savant, qu'il est, il parle en familier du terrain et en ami d'un peuple.

Ce livre se lit comme une brève histoire du Kurdistan revue à la lumière des événements de ces toutes dernières années. Il retrace l'histoire de la seule expérience d'autonomie réelle menée par les Kurdes, avec la création au début des années 1990 de ce gouvernement de la région autonome du Kurdistan (KRG) d'Irak installé à Erbil. Elle est l'aboutissement d'une longue et sanglante saga guerrière entre les Kurdes irakiens et Bagdad – particulièrement atroce du temps de Saddam Hussein. Mais elle est également le produit inattendu de la première intervention armée américaine dans les affaires irakiennes.

L'expérience du KRG n'en est pas moins symptomatique : depuis un siècle, le nationalisme kurde s'est construit dans la lutte contre des États centraux. Il a maintenant un autre adversaire : le djihadisme. Les Kurdes de Turquie, et notamment les femmes combattantes, appuyés par l'aviation américaine, ont

tenu en échec la soldatesque fanatisée de l'État islamique (EI) dans la ville syrienne de Kobané – comme le raconte très bien Patrice Franceschi dans son *Mourir pour Kobané* (Equateurs, 144 p., 13 euros). Mais ceux d'Irak, les peshmergas du KRG, ont été à la peine. D'abord enfoncés par l'assaut de l'EI contre les lignes de défense du Kurdistan d'Irak, à l'été 2014, ils ont, depuis, rétabli leurs positions.

Gérard Chaliand et Sophie Mousset décryptent ce qu'a révélé le face-à-face islamistes contre peshmergas. Le KRG a fait l'expérience de sa précarité, de son impréparation militaire, des failles dans un appareil d'État qui, en dépit de ses nombreux succès, est encore trop marqué par ses structures patriarcales. Aujourd'hui, sur un front de plus de 1 000 kilomètres, les Kurdes doivent tenir l'EI en respect. Cette nouvelle épreuve, dans la longue bataille des Kurdes pour l'émancipation, ne fait que commencer, disent les auteurs. ■

La Question kurde à l'heure de Daech
de Gérard Chaliand et Sophie Mousset
Seuil, 160 pages, 18 euros

LE FIGARO mercredi 20 mai 2015

Irak-Syrie : l'État islamique gagne toujours du terrain

Malgré les frappes de la coalition internationale, Daech poursuit sa progression sur plusieurs fronts, profitant de la faiblesse des armées irakienne et syrienne.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

EN IRAK ET EN SYRIE, l'État islamique (EI) a adopté une stratégie visant à « tenir et s'étendre » territorialement; qui a résisté à plus de 5 200 bombardements aériens de la coalition internationale.

► En Irak, Daech veut garder la vallée de l'Euphrate

Si l'intensification des frappes a placé Daech sur la défensive, il n'en garde pas moins des capacités de conquête territoriales. L'EI a dû abandonner une ville importante comme Tikrit fin mars, mais conserve une ceinture de cités sur l'Euphrate en direction de sa base arrière syrienne - Faloudja, Ramadi, Haditha, Qaïm - ainsi que Mossoul, qui lui donne un autre accès au fief syrien. À la guerre conventionnelle qui a permis aux djihadistes de conquérir de nombreuses villes

entre juin et octobre derniers a succédé une guerre asymétrique dans laquelle les insurgés excellent. Grâce à leur « intelligence tactique » liée à la connaissance du terrain, les djihadistes sont encore capables de revenir dans des zones un temps abandonnées, comme la raffinerie de Baiji. Ou de tenir pendant des semaines la dragée haute à l'armée irakienne à Kharma, non loin de Bagdad. En ville, l'EI recourt à des dizaines de kamikazes étrangers pour lancer des assauts, tandis que ses engins explosifs improvisés et ses snipers freinent l'avancée des loyalistes. Enfin, le contrôle de larges portions de désert dans la province d'al-Anbar lui offre la possibilité de manœuvrer et de se déplacer aisément pour s'approcher des villes à conquérir.

► En Syrie, l'EI vise le régime Assad

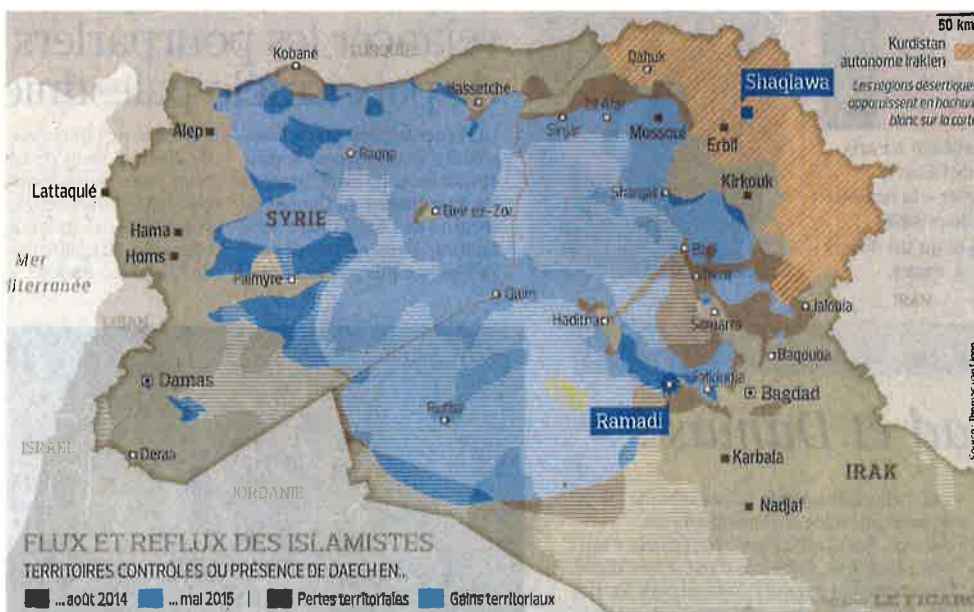
Après une série de défaites au nord contre les combattants kurdes épaulés

par la coalition, la priorité de Daech est de profiter de la faiblesse du régime de Bachar el-Assad pour s'attaquer à ses positions dans l'est et le centre du pays avec, comme objectif final, Damas, la capitale. D'où les récentes offensives djihadistes à Deir ez-Zor et dans la province de Homs contre la cité antique de

Palmyre, où Daech vient de prendre le contrôle de deux champs gaziers. L'EI aurait pris la décision stratégique de déplacer ses réserves en hommes et en armes des zones kurdes à l'est d'Alep et de la province de Hassetché vers le centre de la Syrie, voire vers Damas, comme l'a montré la fulgurante percée djihadiste dans le camp de réfugiés de Yarmouk. Face à ses rivaux - comme al-Nosra, la branche locale d'al-Qaida - qui ont enregistré des victoires à l'Ouest dans la province d'Idlib où mardi l'armée a encore perdu une importante base, Daech se doit d'afficher des succès pour s'affirmer comme la principale force anti-Assad et ainsi mieux recruter. En Syrie aussi, la résilience djihadiste s'explique par sa faculté d'adaptation au terrain et à l'ennemi. Aux raids rapides et mobiles pour causer des pertes aux loyalistes et s'emparer de leurs armes a succédé à Palmyre une large offensive pour tenir des positions et sécuriser le milieu urbain. Même si l'attaque a, pour l'instant, échoué.

► Que manque-t-il à la guerre anti-Daech pour réussir ?

En Irak, trois éléments essentiels : la réintégration des sunnites dans le processus politique, un retour rapide des déplacés, et une armée digne de ce nom. Pour vaincre Daech, les tribus sunnites doivent y être incitées avec la fourniture d'armes et des garanties qu'une fois Daech vaincu, la minorité sunnite, marginalisée depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, retrouvera des postes dans l'armée et l'administration. Et verra ses nombreux prisonniers - souvent accusés à tort de soutien aux terroristes - libérés tandis que les anciens baasistes ne seront plus pourchassés. Faute de tels gages, certaines tribus sunnites continueront de considérer Daech comme « un mal utile » contre le pouvoir chiite de Bagdad. Problème : trop de politiciens chiites refusent de concéder du pouvoir aux « sunnites qui les ont dominés pendant sept siècles ». Le sentiment de vengeance prédomine. Et l'allégeance confessionnelle prime sur l'appartenance nationale. D'autant que chaque reconquête par les forces irakiennes de zones sous le contrôle de Daech est entachée d'exactions commises par les milices chiites qui épaulent les forces de sécurité. Or seule une véritable armée nationale empêcherait de tels massacres. Mais il faudra des années pour que le programme américain « Train and Equip » porte ses fruits. La déconfiture de l'armée à Ramadi, le week-end dernier, l'a encore montré. En Syrie, il faudrait davantage de frap-



LE FIGARO mercredi 20 mai 2015

L'impuissance diplomatique des Occidentaux



DÉCRYPTAGE
Isabelle Lasserre
ilasserre@lefigaro.fr

pes aériennes contre les positions djihadistes pour réellement les affaiblir. De nombreux pays - monarchies du Golfe en tête - réclament également « une action de force » contre le régime d'el-Assad. Mais les États-Unis préfèrent axer leurs efforts sur la formation de rebelles modérés. Problème : quelques centaines à peine sont déjà entraînés. Il faudra donc, là encore, des années pour espérer avoir quinze mille hommes formés, soit autant que les combattants étrangers de Daech. En attendant, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie ont livré des armes à d'autres rebelles, islamistes, voire djihadistes. Un danger pour l'après-Assad.

► L'Iran et les milices chiïtes sont-ils des partenaires contre Daech ?

Les miliciens chiïtes irakiens, qui ont lutté pendant des années contre la dictature baasiste puis contre les forces américaines, sont les seuls capables de s'opposer à Daech. Même certains cercles aux États-Unis le reconnaissent. Toute la question est leur commandement. Washington exige que ces supplétifs soient placés sous les ordres du premier ministre, Haïdar al-Abadi. Mais certains de leurs chefs ont des liens notoires avec le général Qassem Souleymani, le patron iranien de la Force al-Qods, le bras armé de l'Iran hors de ses frontières. Peut-on s'en passer dans la très difficile bataille qui s'annonce pour reprendre Ramadi ou Faloudja ? Outre des conseillers, l'Iran a envoyé du matériel en Irak, notamment des drones de reconnaissance et des caméras thermiques. À Tikrit, Washington a exigé le retrait des miliciens pour passer à l'action. Téhéran ne veut pas se mêler de la reprise de Mossoul, ville notoirement anti-chiïte. Mais à al-Anbar, l'Iran et les miliciens devraient être présents. Ce qui est très dangereux, comme le relève un diplomate : « La guerre anti-Daech ne doit pas servir de couverture pour des avancées territoriales, ni au profit des chiïtes ni au profit des Kurdes. » ■

C'EST L'UNE DES RÈGLES intangibles de la guerre : la longévité favorise toujours les radicaux et les extrémistes. Celle de Syrie n'y déroge pas. Après quatre ans de conflit, plus de 250 000 morts et trois millions de réfugiés, les stratégies des pays occidentaux n'ont enregistré que des échecs. En menant des attaques conjointes contre Palmyre en Syrie et Ramadi en Irak, l'État islamique vient de prouver que ses capacités militaires n'ont pas été « dégradées » par les bombardements américains. Même si le régime de Bachar el-Assad subit des revers militaires au Nord et au Sud, il ne s'est toujours pas écroulé. Et si l'opposition dite modérée a repris du poil de la bête grâce au rapprochement de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie, à présent unis dans leur volonté d'affaiblir l'Iran, elle est désormais dominée par le Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda, qui n'a rien de la pondération espérée par les Occidentaux.

Après l'échec des conférences de Genève, la dernière initiative du médiateur de l'ONU Staffan de Mistura, qui a lancé de nouvelles négociations avec les acteurs syriens, est en train de couler dans les eaux du lac Léman : protestant contre le fait que l'Iran soit également convié, la coalition de l'opposition en exil refuse d'y participer.

Les unes après les autres, les initiatives de la communauté internationale se heurtent contre les murs. La stratégie de lutte contre Daech n'a pour l'instant porté ses fruits ni en Irak ni en Syrie. Contre les combattants de l'État islamique, l'utilisation de la force aérienne ne suffit pas. Les seuls succès remportés par la coalition l'ont été grâce à un appui au sol, comme à Kobané, où les alliés ont agi en

coordination avec les combattants kurdes. Réticent à entrer de plain-pied dans le chaos moyen-oriental, préférant une demi-guerre à un engagement franc, Barack Obama a lui-même posé les limites de l'efficacité militaire en Syrie et en Irak. Ses attermolements ont parfois eu de lourdes conséquences. En tout cas si l'on en croit les diplomates français, qui considèrent Daech et Bachar el-Assad comme les deux faces d'une même pièce et estiment qu'en renonçant au dernier moment à frapper le régime syrien en août 2013, malgré le franchissement par celui-ci de la ligne rouge sur les armes chimiques, le président américain a fait perdre une rare opportunité de changer le cours de la guerre.

Parrains iranien et russe.

Mais si le dossier, pris dans la tourmente d'une déflagration entre sunnites et chiïtes, échappe aux puissances occidentales, ce n'est pas seulement en raison de leurs divisions mais aussi à cause de l'implication de l'Iran et de la Russie auprès du régime de Damas, tenu à bout de bras par l'aide militaire et financière de Téhéran. La donne ne changera en Syrie qu'à plusieurs conditions, préviennent les experts. Le retrait des parrains iranien et russe ; l'engagement plus franc des puissances régionales comme l'Arabie saoudite auprès des opposants « modérés » avant qu'ils ne disparaissent totalement du paysage ; enfin, l'élaboration par les alliés d'une véritable stratégie, pas seulement militaire et qui pourrait éventuellement impliquer un compromis avec des éléments du régime syrien.

On en est encore loin. Et le chemin vers la paix reste aussi fragile qu'étroit. Comme le dit Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique : « S'il s'agit d'une guerre de trente ans, la question est de savoir si elle a commencé en 2003 en Irak ou en 2011 avec le soulèvement syrien. Auquel cas, elle ne ferait que débiter... » ■



Un combattant hisse le drapeau de l'organisation État islamique dans une rue de Ramadi. L'image provient d'une vidéo mise en ligne lundi sur une chaîne proche des djihadistes. AFP

D'al-Anbar au Kurdistan, le tragique exode des habitants de Ramadi

ÉMILIE Malfatto
SHAQLAWA

Il y a eu cet obus de mortier de trop, tombé à vingt mètres de la maison. Ce soir-là, Saadoun et Aïcha (les prénoms ont été changés) ont ramassé quelques affaires et ont quitté Ramadi - la capitale de la province d'al-Anbar, tombée dimanche aux mains de l'État islamique (EI). Leur exode remonte à trois semaines, mais Saadoun s'en souvient comme si c'était hier. Le regard sombre, il grille cigarette sur cigarette, accroupi dans la petite chambre d'hôtel où il s'entasse avec sa femme, leurs trois enfants et une vieille tante dans le centre de Shaqlawa.

Shaqlawa, une petite bourgade touristique perchée dans les montagnes au nord-est d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien. Fin mai,

c'est déjà le début de la haute saison. Les hôtels sont complets. Seulement, cette année, les occupants ne sont pas des touristes venus dépenser leurs dinars, mais des déplacés qui ont fui les combats entre l'armée irakienne et l'EI en al-Anbar, province stratégique à l'ouest de Bagdad. Depuis janvier 2014, les violences y ont provoqué le déplacement de 2,8 millions de personnes, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM). La population de Shaqlawa a plus que doublé : environ 30 000 déplacés arabes ont trouvé refuge dans une ville qui compte d'ordinaire à peine plus de 25 000 habitants kurdes. L'endroit y a gagné un surnom : « Shaqloujah », en référence à Faloudja, ville d'al-Anbar.

Ce n'est pas le premier exil de Saadoun et Aïcha. À l'automne dernier, ils avaient déjà quitté Ramadi pour s'installer au Kurdistan. Puis en décembre, à la faveur d'une relative accalmie, ils étaient repartis vivre dans leur maison du centre de Ramadi. Mais les combats ont repris de plus belle en avril quand Daech a lancé une offensive. « Si la ville reste aux mains de l'EI, c'est fini, lâche Saadoun. On ne pourra pas y retourner. »

Vendredi, avant l'aube, un coup de fil l'a réveillé : un parent resté en al-Anbar. « Ramadi est tombé ». Saadoun n'a pas pu se rendormir. Ce sont des habitués de l'insomnie. Aïcha - la petite trentaine, jolie et potelée - se rappelle les nuits passées à redouter les snipers, les mortiers, les bombes. « Entre l'EI



Des Irakiens fuyant la ville de Ramadi, samedi. La capitale de la province d'al-Anbar est tombée la veille aux mains des djihadistes de Daech. HADI MIZBAN/AP

et l'armée irakienne, on était pris entre le marteau et l'enclume, soupire-t-elle en réajustant son hidjab grège. Aucun d'eux n'est bon pour nous. » « Notre maison était située entre les positions de l'EI et celles de l'armée, près du siège du gouvernorat d'al-Anbar », lieu hautement disputé, explique Saadoun. « Quand l'armée passait sur la route, elle commençait par tirer sur les maisons, ajoute Aïcha, l'air sombre. Et si l'armée officielle fait ça, vous pouvez imaginer ce que font les milices (chiïtes) ».

Pour ces sunnites, la grande peur, peut-être plus encore que l'armée ou l'EI, ce sont ces milices chiïtes, fer de lance du gouvernement de Bagdad dans sa lutte contre les djihadistes, et accusées d'exactions contre les civils sunnites. C'est la présence de ces milices dans de nombreuses régions d'Irak qui a poussé Saadoun et Aïcha à prendre l'avion, plutôt que la voiture, pour gagner Erbil, et les

dissuade d'aller dans d'autres régions arabes d'Irak ou à Bagdad.

Alors ils restent à Shaqlawa. Même s'ils sont entassés à six dans 15 m² payés 400 000 dinars (300 euros) par mois. Même si la famille attend les tickets alimentaires distribués par des associations. « On savait depuis longtemps que ça allait mal tourner à Ramadi. Alors on a économisé », explique Saadoun, qui possédait un garage dans sa vie d'avant. « Ici, au moins, on ne sent aucune animosité de la part de la population », ajoute-t-il.

Pourtant, ce n'est pas toujours facile d'être arabe sunnite au Kurdistan. Une défiance héritée de l'ère Saddam et accentuée par la montée en puissance de Daech. « Les Arabes, on les aide, parce qu'on sait ce que c'est d'être obligé de fuir son foyer, lâche un vendeur de chaussures. Mais on ne leur fera jamais confiance. C'est comme ça et c'est tout. » ■

2,8
millions

d'Irakiens ont été
déplacés par
les combats dans la
province d'al-Anbar
depuis janvier 2014



Ekurd Daily www.ekurd.net
 Kurdiyarê Xorê - Êrêkê Fêrêşperêşê ya Kurdan

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

ISLAMIC STATE EXECUTES MORE THAN 50 YAZIDI KURDS, SHIA: SOCIAL MEDIA

May 2, 2015

Erbil: More than 50 Yazidi Kurds and Shiites were killed in northern Iraq by the Islamic State, according to Hawkar Yaf from the Patriotic Union of Kurdistan. According to some reports on social media, more than hundred members of the Yazidi minority may have been killed following the Friday prayers. The radical Sunnis consider Yazidis and the Shia infidels. The killing took place in the town of Tal Afar, located approximately 31 miles to the north of Mosul, Iraq's second largest city captured by the Islamic State in June 2014. The prisoners were killed because they have become a burden for the militants after the United States launched an international campaign to destroy the group, Hawkar Yaf told EFE, a Spanish EFE news agency. Earlier, in April, the Islamic State is believed to have released hundreds of elderly Yazidi prisoners for the same reason. sputniknews.com | Ekurd.net

YAWAR: US CONGRESS DECISION DOES NOT MEAN ARMING THE KURDISH PESHMERGA ALONE

May 3, 2015

Erbil: Ministry of Peshmerga in Kurdistan Region confirmed that the US congress resolution on the arming Iraq does not mean arming the Kurdish Peshmerga forces alone. The website of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) quoted the Secretary-General of the Ministry of Peshmerga Lt. Gen. Jabbar Yawar as saying that "there is an urgent by parliamentary and political circles in Iraq in reading the US congress bill on arming Iraq." pointing out that "the resolution pointed to arming Iraq in general, not the Peshmerga forces alone, adding "the law states providing military aids worth 720\$ million for Iraq, and there will be a share for the Peshmerga forces." He added that the Peshmerga before the issuance of this law receives a rate of 20 to 25% of the weapons and military aid received by the federal government, stressing that the House members who issued a statement condemning arming the Peshmerga, did not read the text of the law very well. Yawar welcomed "any assistance provided by any country for the Peshmerga forces in the fight against terrorism, stressing that it is not important that the arms reached the Peshmerga by the federal government or directly, but the most important is getting these weapons by Peshmerga forces, which in a bloody war against the Islamic State group (IS) militants...ninanews.com | Ekurd.net

GORRAN LEADER NAWSHIRWAN MUSTAFA DISTRIBUTES MANAGEMENT POSTS PERSONALLY

May 3, 2015

Slemani: According to the last election, Gorran (Change) Movement gets large share from the coalition government, but senior Gorran members express their concern as their leader appoint his relatives and close friends in to those posts. Shar Newspaper reported the senior Gorran member's anger from their leader Nawshirwan Mustafa from the way he fills the managing posts of the Kurdistan coalition government. According to paper, Gorran is a major partner at the coalition government and the party's share from the Ministry council was 4 ministers, head of organization, %24 of Government posts and %40 of Sulaimani and Garmyan provincial posts. Shar Newspaper reported senior Gorran members worries from the bad distribution of the posts by their leader. A senior Gorran member told the paper that all the candidates appointed for the Gorran share posts were selected by few people including Mustafa, and they ignored all the CV of the qualified candidates. milletpress.com | Ekurd.net

US WILL PROVIDE WEAPON FOR KURDS IF

BAGHDAD REFRAINS: ZALMAY KHALILZAD

May 7, 2015

Former U.S. Ambassador to Baghdad Zalmay Khalilzad stated Washington would arm Iraqi Kurds if the central government in Baghdad refrains from sending the weapons Kurds need in fighting against the militants of the Islamic State (IS). Speaking with Rudaw, Khalilzad called Kurdistan Region President Massoud Barzani's visit to the U.S. decisive and stated Barzani has discussed Mosul liberation operation, Kurdistan Region's economic crisis and the troubles of the refugees in the region during his meeting with U.S. President Barack Obama. He also stressed on the influential and important role of the Kurdish forces of Peshmerga in fighting against the IS and said Washington would provide needed weapons for the forces if Baghdad refrains to arm them. He further called the region's independent oil export natural as long as the central government in Baghdad does not send the region's share of the national budget. Barzani met Obama on Tuesday in White House and called the meeting as very successful. kurdpress.ir

KURDISH PESHMERGA THREATEN TO ATTACK SHIITE MILITIA NEAR IRAN BORDER

May 7, 2015

Slemani: A frontline Kurdish Peshmerga commander has threatened to attack a Shiite militia unless it withdraws Thursday from a newly liberated town in Kurdish area of northern Diyala province Mahmoud Sangawi, leader of Peshmerga forces and leader in PUK party on the Garmaser front, told Rudaw on Thursday the Shiite militia, known as Hashd al-Shaabi, or Popular Mobilization Units, must retreat south to Saadia town. "Upon the order of the Garmaser front commander, today is the deadline for the 80 Hashd al-Shaabi fighters to withdraw from the town of Jalawla. If they do not, the Peshmerga will attack them," said Sangawi. He added: "Now, the Hashd al-Shaabi militates have started preparations to leave." Kurdish forces entered the town of Jalawla in November after they launched a major assault on the Islamic State fighters, said Rudaw correspondent in the area. rudaw.net

5 STEPS NEEDED BE TAKEN BEFORE DECLARING KURDISTAN INDEPENDENCE: PUK OFFICIAL

May 13, 2015

Slemani: A member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said 5 steps are to be taken before Kurdistan Region declares its independence from Baghdad, adding that the PUK backs Kurdistan Region President Massoud Barzani in declaring independence. Hakem Ghader told Rudaw TV that the PUK has expressed its support to Barzani before his visit to the U.S. He, however, added that 5 steps are to be taken before the region quits Iraq and the most important one is organizing Peshmerga forces, something that needs unity among political parties in the region. He went on to say that clarification in the region's oil sale and making strong ties with neighboring states and regional Arab countries are some other steps needed to declare independence...kurdpress.ir

RUSSIAN GAZPROM OIL BEGIN EXPLORA- TION IN HALABJA

May 14, 2015

Halabja: Russian Gazprom Oil Company specialized in the oil field has began its first exploration in different areas of Halabja in Kurdistan. Patriotic Union of Kurdistan site quoted the Mayor of Halabja city, Arkan Hassan that "We have formed three committees in Khurmali, Beyara and Sirwan areas to inspect the work of Gazprom". He explained that the company has pledged to compensate land owners affected by oil exploration, pointing out that the research will be carried out by local workers. He added that the interviewing people will be the first as well as a medical examination on applying for a job, in addition to other conditions to provide equal employment opportunities for all. shafaaq.com | Ekurd.net

BAGHDAD ACKNOWLEDGES RECEIVING MORE THAN 15 MILLION BARRELS OF OIL FROM KURDISTAN

May 15, 2015

Baghdad: Parliamentary Oil and Energy Commission affiliated to →

⇒ Iraq's Federal Ministry of Oil acknowledged officially receiving more than 15 million barrels of oil from Kurdistan Regional Government KRG last April at a rate of export a daily amount of 505 thousand barrels of oil, while showed that the figure announced by the Federal Ministry is of 13.5 million barrels Oil is related to the sold quantity. The committee's member , Kawa Mohammad told Shafaq, that " there is a difference between the figures announced by the Ministry of Natural Resources in Kurdistan region and between what was announced by Iraqi Ministry of Oil regarding the received quantities for April by more than 2.5 million barrels of oil," adding, "I conducted a telephone call with the Federal Ministry of Oil to know the truth about the numbers and the reasons for the big declared difference between the two sides." Muhammad added that "the Federal Oil Ministry acknowledged that it received from KRG last April , 15.15 million barrels of oil means asymptotic to the number announced by Kurdistan region," adding, "I asked some questions to the Ministry of Oil for the cause of their announcement in the official statement that they received 13.5 million barrels and the answer was that the announced figure represents the sold quantity and the remaining amounts have not sold up to now. ...shafaq.com | Ekurd.net

GERMANY SENDS PESHMERGA 60 MLN EUROS IN MILITARY AID

May 16, 2015

Erbil: The German government has sent weapons and military equipment to Kurdish forces costing 60 million euros, the country's defense minister said on Saturday. In a statement, Minister Ursula von der Leyen, added that Germany sent two deliveries of weapons and equipment on Tuesday and Wednesday. "The loads were 138 tons of weapons and military equipment, which included bullets for G36 guns," she said. Germany has been an active partner of the Kurdistan Regional Government (KRG) in the fight against Islamic State (IS) militants who overran large swathes of Iraq and Syria starting in 2014. At least 70 German military advisers are also in the Kurdistan region training Peshmerga forces...nrtv.com

MOSUL'S EXILED GOVERNOR: AUTONOMY IS OUR RIGHT

May 18, 2015

Erbil: The people of Mosul have a right to autonomy, said Atheel Nujaifi, the governor who has been in exile since IS took over the Iraqi city nearly a year ago. "The people of Mosul have all the right to call for an autonomous region as clearly stated in the constitution," Nujaifi told reporters in Erbil on Saturday. "We are not doing something that negatively affects Iraq." Nujaifi said that as soon as the city is liberated from IS it has the right to call for autonomy. Citing the Iraqi constitution, he added that every Iraqi province and some provinces together can call for independent regions and self-governance. "The people of Mosul have all the right to have such a claim," Nujaifi declared. Iraq is being pulled apart in three directions, by Iranian-backed Shiite forces and politicians, the Kurds in the north who say independence is a question of time and Sunnis chafing at Shiite rule in Baghdad. Nujaifi and other Sunni politicians from Iraq were in the United States earlier this month, lobbying for weapons for Sunni tribal and other fighters and discussing plans for the city's liberation....rudaw.net

QAMISHLO OPERATION CONTINUES FOR 11TH DAY

May 19, 2015

The military operation launched in western areas of the Cizir Canton of Rojava to cleanse villages of Islamic State group (IS) militants, the "Commander Rubar Qamishlo operation", is continuing for an eleventh day. Many villages and hamlets have been liberated. The YPG Press Centre has issued a written statement saying that its forces had liberated several villages to the west and south of Tel Temir. The YPG said 6 IS militants had been killed in clashes in the village of Hûda, while two YPG fighters had made the ultimate sacrifice. The statement added that at least 20 IS militants had been killed in fierce clashes in and around the village of Tel Hirmiz, and two YPG fighters had fallen. The YPG Press Centre said that cleansing operations were also continuing in Kobani, where YPG / YPJ forces had liberated the villages of Şeşê, Girikê Hemêr, Korik and North Bîrnasir in the east of the canton. During this latest operation 13 IS militants were killed and large amounts of military equipment were seized, including 5 machine guns, 8 AK47s, 4 B7 rocket propelled grenades, 14 hand grenades, 17 home-made mines, 2 night sight binoculars, 1 military vehicle and a motorcycle...anfenglish.com | Ekurd.net

7 BILLION DOLLARS NEEDED TO REBUILD KOBANI: REPORT

May 19, 2015

Local assessment teams have calculated that at least 75 percent of the Kurdish city of Kobani in Syrian Kurdistan has been seriously damaged. Local officials say the price tag for rebuilding could be \$7 billion, the Christian Science Monitor CSM said in a report. A survey of 900 Kobani residents and returnees carried out by SREO Research, a Western analytical group based in Turkey, found that 56 percent did not believe anyone would help rebuild Kobani, and that 60 percent did not believe the US or the West would help rebuild. Local assessment teams have calculated that at least 75 percent of the city has been seriously damaged. Local officials say the price tag for rebuilding could be \$7 billion. A conference for Kurdish donors was held earlier this month in eastern Turkey, called "Reach your hand to Kobani." In Kobani today there are a handful of pharmacies and shops selling groceries, seeds, and fertilizers. And in the last week, running water has been restored to the two least-damaged districts out of 13, where most returnees now live...kurdpress.ir | Ekurd.net

IT'S TIME TO COMPENSATE MISTAKE OF CREATING IRAQ: KEMAL KIRKUKI

May 19, 2015

Erbil: A leading member of the Kurdistan Democratic Party (KDP) political office and former Kurdistan parliament speaker Kemal Kirkuki stated it is time to compensate for establishing the state of Iraq and stressed on the establishment of an independent Kurdish state in the north of Iraq. Speaking to the Kurdish website of Sbeji, Kirkuki said a mistake led to the establishment of Iraq after the World War II and now it is time to compensate for the mistake, adding that all Iraqi sects and lines should decide their fate and it is time for Kurds to decide their future. He further added none of Sunni and Shiite Arabs would accept Kurds govern Iraq and the question is why the Kurds should accept the Arabs rule them. Kirkuki reiterated the problems of the Iraqi Kurds would remain intact as long as Kurdistan Region remains a part of Iraq and therefore it is necessary for Kurdistan Region's parliament to prepare the ground for holding a referendum on the separation of the region from Iraq and the Kurds decide their fate. kurdpress.ir

THE KURDS REFUSE TO GRANT THE TURKMEN THE PRESIDENCY OF THE COUNCIL OF KIRKUK

May 20, 2015

Kirkuk: The representatives of the List of Kirkuk al-Muta'akhiya, representing the Kurds refused on Monday to award the Turkmen the presidency of the provincial council in Kirkuk. Member of the Provincial Council in Kirkuk, a leader of the Kurdistan Democratic Party KDP Kamran Karkuki said that this position is the right of the Kurds, we gave it to the Turkmen for a specified period, in order to avoid problems. He added that the Turkmen rate is 16% of the population of Kirkuk, but they create problems asif their percentage was 80%, for this we granted them the post of the Head of the Council at that time, and we are not ready to give them the post again." Vice Chairman of the Turkmen Front Hasan Turan took over the post as Head of the Kirkuk Provincial Council for four years, and won the election and became a member of the Iraqi parliament, and currently Rebwar Talabani chairs the Council. ninanews.com | Ekurd.net

IRAQI GOVERNMENT EXPELS SHIITE KURDISH FAMILIES TO KURDISTAN

May 21, 2015

Erbil: Local government officials in the central Iraqi province of Karbala have ordered Kurdish Shiite families, who fled to the city, to leave as soon as possible. The families came from various areas of Nineveh Province in northern Iraq. The families were temporarily placed in hotels in the city, funded by the Iraqi Ministry of Immigration. However, the ministry has informed the families that they will stop paying accommodation fees from 10th May. 6,200 people from 1,200 families are currently staying in hotels of Karbala. Local authorities have been creating difficulties for them, refusing them permission to work in the city. Activists claim that since the capture of Mosul by IS in June last year, more than 450,000 Kurdish Shabak people have fled IS atrocities, and a large number have been killed and kidnapped. Mohsin Osman, Iraqi Member of Parliament and head of the ⇒

⇒ Immigration Committee told Basnews, "We have assigned a Shabak MP, Salim Shabak to lead a fact-finding team about Shabak refugees' situation in Karbala." Adil Nuri, Iraqi MP stated, "We are investigating the claims that the Karbala local government plans to expel Shabak refugee families from the city." "This will have a negative influence on the Iraqi Shi'ite dominant government, especially as those Kurdish families are Shi'ite and have an allegiance to the Iraqi Shi'ite government rather than to the Kurdistan Regional Government (KRG)." ...basnews.com

APACHE HELICOPTERS HAMMER ISLAMIC STATE ON MAKHMOUR FRONT

May 21, 2015

Erbil: A strike team of Apache helicopters from the US-led coalition launched a successful assault on Islamic State group (IS) positions early on Thursday which inflicted heavy damage on the extremists, a Peshmerga official has told Rudaw. Mehdi Younis, Peshmerga spokesman for the Makhmour frontline, said the air attack struck the ISIS-held vilages of Nasir, Xalidiya and Azwya with several bases completely destroyed. "We always gather information about ISIS positions in the district and inform the coalition in enough time for them to attack," Younis said. Also, on Wednesday night coalition warplanes destroyed an IS vehicle and killed six jihadists on the Kaske front in western Mosul province. rudaw.net

MINISTER: IRAQI PM ABADI DID NOT KEEP PROMISE OVER ARTICLE 140

May 21, 2015

Baghdad: The Minister of State in the Iraqi government, Saman Abdulla, stated that Iraqi PM Abadi promised to complete Article 140 procedure within one year of his duty but the year has passed and he even didn't make the first step toward this major issue. Abdulla said during an interview with Millet "the Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi promised to implement Article 140 of the Iraqi constitution during the first year of his service but the time had passed and even the committee for implementing Article 140 is not created yet". Article 140 of the Iraqi constitution is related to the normalization of the situation in Kirkuk city and other disputed areas through having back its Kurdish inhabitants and repatriating the Arabs relocated in the city during the former regime's time to their original provinces in central and southern Iraq....milletpress.com | Ekurd.net

EUROPEAN UNION TO OPEN OFFICE IN KURDISTAN CAPITAL: EU OFFICIAL

May 21, 2015

Erbil: Ambassador Jana Hybaskova, the head of the European Union delegation to Iraq, stated Wednesday that the EU would open a representative office in Erbil, the capital city of Iraq's semi-autonomous Kurdistan Region. Iraqi Kurdish Regional Government President Masoud Barzani received Hybaskova. The two discussed developments in the Middle East, the political and military situation in Iraq, as well as the struggle against Daesh, according to a statement released on the Iraqi Kurdish Regional Government's website. Hybaskova, quoted in the statement, said the new representative office is part of the EU's goal of improving relations with the Kurdish region. He said the Iraqi government, neighboring countries and the international community needed to seriously focus on the western Iraqi city of Ramadi, after around 25,000 people were forced to leave their homes following Daesh's conquest of the area....aa.com.tr |

KURDISTAN REGION DOES NOT HAVE IRAQI ORIGINALITY: SHIITE RELIGIOUS LEADER

May 21, 2015

The leader of a religious Shiite group in Iraq stated that the Kurds does not have Iraqi originality and all people in the country should accept the reality. Aseab Ahle Hagh Leader Ghais Khazali told a press conference that the Kurdish region does not have any Iraqi originality both in language and race. He went on to say that the Kurdistan region is militarily and economically independent, adding that " I am ready to bet with Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi that he cannot even move a Kurdish soldier in the country." kurdpress.ir | Ekurd.net

ERBIL RECEIVES 14,000 DISPLACED PEOPLE FROM ANBAR WITHIN ONE WEEK

May 25, 2015

Hewler: Erbil Governor, Nawzad Hadi announced Monday, that the region received more than 14,000 displaced people coming from Anbar province over the past week only. Hadi said in a statement that Erbil received last week through its international airport more than 14,000 displaced residents from Anbar province. Hadi called on the federal government to allocate funds from the general budget for these displaced people, noting that the funds and aid allocated by the International Organization for Refugees (UNHCR) and Saudi Arabia of \$ 500 million is running out. The fighting in the province between Islamic State group (IS) militants and the security forces after the terrorists controlled Ramadi city and its environs has caused a large wave of displacement towards Baghdad and other areas as well as to Kurdistan Region. shafaq.com | Ekurd.net

PUK MEDIA REMAIN SILENT ON PKK-KDPI CLASHES AS BARZANI'S KDP MEDIA BACKS KDPI

May 26, 2015

Erbil: Media outlets linked to the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) have failed to cover the clashes between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) near Iraq's Kurdistan Region border with Iran earlier this week. PUK media that have reported on the events have accused the KDPI of attacking PKK guerrillas and use the clashes in an effort to discredit the People's Democratic Party (HDP) -which is politically close to PKK- ahead of the upcoming parliamentary elections in Turkey. Jamal Abdullah, a former PUK journalist told Basnews, "The PUK did not stand with the KDPI during the recent events because it could damage its relationship with the Iranian government." Abdullah explained that PUK media remained silent because they could not clearly blame the PKK or the KDPI. "Iran is more important to the PUK as they have significant influence in Iraq and region." On the other hand the pro-KDP media backs the KDPI which is affiliated with Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party of Iraq. The Barzani's KDP and PKK have exchanged harsh words in recent months over who has control over the strategically important Kurdish city of Sinjar (Shingal) in northwest Iraq. Barzani has decided against recognition of the autonomous Syrian Kurdistan cantons which has been formed by Democratic Union Party (PYD) affiliated with PKK. basnews.com | Agencies | Ekurd.net

TURKISH INTELLIGENCE MIT AGENT WITHIN ISLAMIC STATE CAPTURED BY PESHMERGA IN MOSUL

May 26, 2015

Sleman: It has been reported that an agent of Turkish intelligence within Islamic State group (IS) was captured by the Kurdish peshmerga during a clash with IS militants in Mosul on 24 April. A source asking to be anonymous stated that the Turkish agent was taken captive during the fighting in the village of Sehelil in İyaziye district of Mosul two days ago which left 17 peshmergas and 35 members of IS militants dead. According to the source, the MIT agent from Erzurum province had formerly been arrested in Turkey on charges of murder, sentenced to 30 years in prison but was released by way of joining the IS as an agent of Turkish national intelligence service. The source speaking to ANF about the case told that Peshmerga Commander Tarik Koyi has turned the agent over to Omed Bahjat at Zerevani Intelligence Command. It is not known where the agent is being held at the moment. anfenglish.com | Ekurd.net

BURKAN AL-FIRAT: OUR OPERATION WILL CONTINUE UP TO GIRÊ SPÎ

May 29, 2015

Kobani: Burkan al-Firat (Euphrates Volcano Operations Room) announced that they have started an operation which will continue up to Girê Spî (Tel Ebyad). Burkan al-Firat is a joint military action centre formed by Kurdish YPG and local FSA brigades and battalions. The foundation of the 'Action Centre' was proclaimed at a military ceremony in Kobani on September 10, 2014. Releasing a statement entitled 'Fraternity of Peoples', Burkan al-Firat called on the local inhabitants to evacuate the region for some time to avoid being used as human shield by IS. According to a report by Dicle Musa of Hawar News Agency (ANHA), Burkan al-Firat which also involves ⇒

⇒ some groups from the FSA held a military ceremony and released a joint statement with Kurdish YPG/YPJ fighters in the village of Êdîqê to the south of Kobani. Speaking on behalf of Burkan al-Firat Forces, Spokesman Şerwan Derwîş recalled that since their establishment, Burkan al-Firat forces have fought against the enemies of humanity and expelled them from the region. Derwîş stated that the operations the started to liberated the IS-occupied regions will continue until Girê Spi (Tel Ebyad) is liberated...anfenglish.com | Ekurd.net

PESHMERGA MINISTRY TO CREATE SPECIAL ARAB BATTALION

May 31, 2015

Erbil: A special Arab battalion, that will fight under the authority of the Peshmerga Ministry, is to be created in Arab majority areas currently under the control of Peshmerga forces. During meetings between the Kurdistan Region President Massoud Barzani and tribal leaders in Sinjar, Zumar, Kaskie and other areas in Nineveh Province in northern Iraq, the tribal leaders suggested that a special Arab force be created that reports to the KRG's Peshmerga Ministry. Lieutenant General Jamal Muhammad from the Peshmerga Ministry told Basnews on Sunday that some of the Arab tribes in the Nineveh Province that are under Peshmerga control, especially the Shammari tribe, have requested the creation of the Arab force in the area. "A number of tribes are asking for the creation of this force under the Peshmerga, but the plan needs careful consideration and shouldn't be done quickly," warned General Muhammad. He said the residents currently need basic services, which they have lacked since the liberation of the area, and then this issue should be discussed....basnews.com

ESTABLISHING INDEPENDENT STATE RIGHT OF KURDS: ISLAMIC LEADER ALI BAPIR

May 31, 2015

Slemanî: The leader of Kurdistan Islamic Community Leader Ali Bapir told the opening of the party's third congress that it is the right of the Kurds in the region to have their state as the other nations in the world. Bapir told the three-day congress in Erbil that "as the other nations in the world, Kurds in the region have the right to have their own state." He further recited versus from holy Quran on the equality of human beings and having equal rights and reiterated that "as Quran stressed on the equality of human beings, Kurds, as the other nations of the world who have their own state, have the right to have a state their own." Bapir went on to say that establishing a Kurds state needs unity among Kurds and empowering economic infrastructures and forming a national military force as well as ratifying a constitution and organizing centers in Kurdistan Region." Bapir went on to say that world powers are against Muslim having a real Islamic life and called the Islamic State (IS) a group that is behaving against Islamic teachings and has no reason behind its actions and attempts. He reiterated on reaching a deal between Erbil and Baghdad over their disputes "otherwise needed infrastructures are to be prepared for establishing a Kurdish state." Bapir ultimately called for reform in Kurdistan Region and moving parties away from power and main organizations of the region. kurdpress.ir | Ekurd.net



May 28, 2015

How to defeat ISIS



David L. Phillips
Thursday, 28 May 2015
<http://www.cnbc.com>

Defeating ISIS requires fighters who will fight and more effective use of air power. Instead of focusing on the Iraqi Armed Forces, who are notoriously ineffective, the United States should give more support to the Kurds who have proven themselves on the battlefield.

Iraqi Kurdistan is a proven partner of the United States. Kurds and Americans share values. According to Masoud Barzani, President of Iraqi Kurdistan, "It is the collective responsibility of the whole world to defeat ISIS."

Kurdish peshmerga, "those who stand before death," have stopped the Islamic State's advance along a frontier that is more than 600 miles long. Peshmerga have retaken territory in Sinjar and Nineveh. They have intervened to save Yazidis and Christians. With the tools to do the job, peshmerga can turn the tide against ISIS.

Barzani requested military equipment from President Barack Obama when they met in Washington on May 6. He asked for more training and the same heavy offensive weapons the U.S. pro-

vides the Iraqi government: F-16 jet fighters, Apache attack helicopters, M1 Abrams tanks, and armored vehicles. Kurds also want drones for intelligence, surveillance, and reconnaissance. Barzani also wants weapons delivered directly to the peshmerga rather than via the Iraqi government.

U.S. policy still requires that security cooperation with the Kurds go "by, with, and through Baghdad."

Obama's response to Barzani: "I'll get back to you after checking with the Iraqi government."

Baghdad opposes heavy offensive weapons for the Kurds because it fears that peshmerga might someday fight for independence. Kurds definitely want their own state, but Barzani has promised to proceed deliberately and through negotiations.

There are already many U.S. military advisers in Kurdistan, primarily involved in training. However, the Obama administration refuses to deploy special forces, who would act as target spotters and coordinate close air support.

Washington appears to be fundamentally ambivalent about the Kurds. It is not clear whether its goal is to train and

equip peshmerga tactical units that can achieve limited objectives over a short period of time, or to build up a coherent professional army.

The fall of Ramadi was a wake-up call. There is no unity of Iraq. There is no viable Iraqi Army. Sunni officers and the Arab tribes celebrate with jihadis.

Moreover, the Iraqi government appears to be simply a proxy for Iran. Qassim Soleimani, the head of the Iranian Revolutionary Guard, was on the front line of the fight against the Islamic State in Tikrit. Baghdad's only effective fighters are Shiite militias, who are notorious for atrocities that further erode the goal of reconciliation.

Obama must be steely-eyed. If the United States is serious about degrading and defeating the Islamic State, it must provide sophisticated weapons to the Kurds and send in Special Forces mandated to identify and help target ISIS positions. ■

Commentary by David L. Phillips, director of the Program on Peace-building and Human Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He served as a senior adviser and foreign-affairs experts to the State Department. His new book is "The Kurdish Spring: A New Map for the Middle East."

The Iranian Kurdish 'Revolution' The World Doesn't Know Is Happening

By Alessandria Masi
May 15 2015
www.ibtimes.com

Buildings are burning, protesters are bloodied, law enforcement vehicles are destroyed, hundreds of young men and women have been arrested and there is no end in sight. Iranian Kurdistan has been under what Iranian opposition called an "undeclared martial law" for the last week, and the Iranian regime has done all it can to keep it out of the media.

Thousands of Iranian Kurds have been demonstrating in the streets of roughly a dozen Iranian cities almost consistently for the past week. On Friday, protests turned violent as Iranian Kurdish political leaders called for an independent Kurdistan and democracy in Iran. It is one of the biggest Kurdish uprisings against the Iranian regime in years.

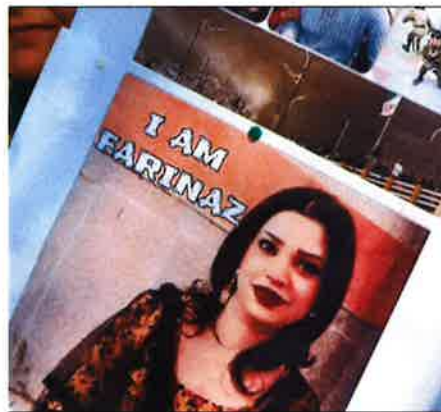
Iranian Kurds are "planning to carry out a comprehensive revolution and there are armed Iranian Kurdish political parties positioning themselves for the revolution," said Sarkawt Kamal Ali, an Iraqi human rights lawyer familiar with the Kurdish situation.

On Friday, a recently formed coalition of Kurdish political parties, Kodar, threatened to deploy protesters and militia fighters to the Iranian capital of Tehran if the regime did not allow them to independently govern Iran's Kurdish areas, according to Rudaw.

The initial protests against the regime's oppression of Kurds began after a May 4 incident in which 27-year-old Farinaz Khosravani jumped to her death from a window when an Iranian intelligence officer allegedly tried to rape her at the hotel where she worked in the Kurdish city of Mahabad. Later, regime-affiliated social media accounts and news outlets circulated a video allegedly showing Khosravani "voluntarily" engaging in sexual acts with the officer, sources close to the issue



Tensions are on edge in the ethnically Kurdish city of Mahabad, Iranian Kurdistan, where protesters earlier torched a hotel over the unexplained death one of its female employees. May 7, 2015. Photo: SM



Farinaz Khosravani committed suicide on May 7, 2015 to avoid rape by Iranian intelligence officers.

told International Business Times.

"Whatever happened, it ignited a very significant outburst ... by the Kurds in the city," said Dave Pollock, a Kaufman Fellow at the Washington Institute whose research focuses on public opinion and media content in the region. He added that Mahabad "is not a gigantic city but it's enough to provide the critical mass for a very large demonstration. But it was forcibly suppressed."

The Iranian regime is known for its intolerance of anti-regime sentiment of any kind, and its anti-riot tactics include shutting off the Internet, wireless services and other means of communication in addition to banning reporters from the area. This means the Iranian Kurdish "revolution" has not yet been televised, but much like the uprisings in Syria and Egypt, it is being broadcasted on social media.

When demonstrations began on May 7 in Mahabad, S.Kurdax, a Syrian Kurd whose name has been changed for security reasons who was also forced to flee his own country when President Bashar Assad's regime began arresting protesters in 2011, wanted to help. Along with several other Kurdish friends from the region, he created various social media accounts to provide accurate information from the ground in Iran, where many of his friends are demonstrating.

"We as young people, as Kurds, we have to put the news on Twitter, Facebook and Skype," Kurdax told IBTimes via Skype. "We tell the truth for our people."

His main news outlet is Facebook, where his page "Kurdish Revolution in Iran" 638



Demonstrators hold Kurdish flags outside the Iranian embassy in Vienna in solidarity with the Kurds protesting the regime in Iran, May 14, 2015.

has garnered more than 14,000 followers in less than two weeks. Kurdax said his group is organizing a "big revolution" in Iran for next Friday, but they are urging demonstrators not to resort to violence.

"We are trying to make it just revolution. Shooting and streaming videos and making a general strike against the regime in Iran," Kurdax said. "If we try to fight this regime, they are so dangerous. They have chemical weapons and bombs."

Since Khosravani's death, Iran's Law Enforcement Force has arrested hundreds of Kurdish youth in cities spanning the Iranian Kurdistan region on the border with Iraq. Iran's Ministry of Intelligence and Security has reportedly dispatched a "group of henchmen to torture and interrogate" the detainees, according to the National Council of Resistance of Iran, a coalition of opposition groups that des-



Two Iranian Kurds show their injuries after protests in Mahabad, Iran against the Iranian regime on May 7, 2015. National Council Of Resistance Of Iran

cribes itself as a "parliament-in-exile."

Protests seemed to calm down in the days following Khosravani's death, but they picked up speed this week, as Kurds around the world showed their solidarity with the Iranian cause. On Thursday, demonstrations were held in front of the Iranian embassies in several European cities, including Vienna, Paris and London. Meanwhile, at least 14 cities in Iranian Kurdistan held a general strike to protest the arrests earlier in the week.

Demonstrations turned violent again on Friday when protesters reportedly placed explosive devices in Iranian law enforcement vehicles, in an attempt to block the convoy from entering the protest area. The armored trucks exploded, killing and injuring more than a dozen people, several sources familiar with the situation told IBTimes.

Hundreds of demonstrators and Iranian law enforcement have reportedly been injured since the clashes began. Recent reports from the ground claimed that the officer accused of attempted rape was killed in the clashes, but IBTimes was unable to confirm that.

There are an estimated 7 million Kurds concentrated in what used to be part of Kurdistan and is now Iranian territory on

the border with Iraq. They have long been denied basic human rights in Iran and it has only become worse since the Iranian Revolution of 1979. The Kurdish language is, however, not banned in Iran as has been in other countries in the region.

"The pace of the Iranian government's oppression of Kurdish expression, including executions of community organizers, political figures and dissidents, has really picked up in the last year or two," Pollock said.

Earlier this year, Amnesty International released a report that said Kurds make up the most executions per year compared to every other minority. And it seems Iranian Kurds have finally had enough of the regime's oppression.

"The Kurdish street is angry. It was like a volcano in our Kurdish hearts," Kurdax said, referencing "Arab street," the term used to describe public opinion across Arab countries. "We just want our rights. We are also human."◆



Iranian Kurds hold a general strike across 14 cities in Iran in protest of the Iranian regime's human rights abuses, May 14, 2015.



May 15, 2015

Iraq's oil minister leaves Erbil with no progress in oil & budget talks

By RUDAW / 15 may 2015

ERBIL, Kurdistan Region— Iraq's Oil Minister Adil Abdul Mahdi returned to Baghdad Friday evening after two days of talks with Kurdish officials over oil and budget disputes with the Kurdish government.

A government official from Baghdad told Rudaw on condition of anonymity that Abdul Mahdi and the Kurdistan Regional Government (KRG) had a series of positive meetings, but that Abdul Mahdi returned without reaching a deal.

Abdul Mahdi arrived in Erbil on Wednesday to meet with Kurdish government officials, among them President Massoud Barzani in an effort to save an oil and budget deal that was signed between Baghdad and Erbil last December.

KRG Prime Minister Nechirvan Barzani said this week that Erbil has honored the December deal and exported 550,000 barrels of oil per day to the Turkish port of Ceyhan as stipulated in the deal.

However, said PM Barzani, Baghdad is not committed to the deal that would require the central



Iraqi Oil Minister Adil Abdul Mahdi.

government to send Erbil its full 17 percent share of the national budget.

In return for exporting 550,000 barrels of oil from Kurdistan and Kirkuk oilfields KRG is to receive

1.2 trillion Iraqi Dinars. But Kurdish officials say that Baghdad has given them only 488 billion IQD.

The KRG also said that it handed over to Iraq's State Organization for Marketing of Oil (SOMO) 16.7 million barrels of oil at the port of Ceyhan in April.

In response to Iraq's violation of the agreement, PM Barzani met with the Kurdish members of the Iraqi parliament in Erbil on Wednesday and following the meeting they agreed to give Baghdad another chance.

For his part, Iraqi premier Haider al-Abadi said that his government was committed to the December agreement and he sent his Oil Minister Abdul Mahdi to Erbil for talks. ■

What do attacks on Turkey's pro-Kurdish party mean?

Simultaneous bombing attacks against the pro-Kurdish People's Democracy Party show that Turkey may be heading toward a wild finish in key June 7 parliamentary elections.



Author Cengiz Çandar
 May 19, 2015
www.al-monitor.com

As Turkey's fateful June 7 election approaches, harassment of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HDP) — the "wild card" in the elections — has escalated. At the end of last week, social media reported that 122 attacks had targeted HDP election offices and bureaus in 60 of Turkey's 81 provinces, or three-fourths of the country. The digital news platform Diken published what it called "The Map of Shame" showing where the HDP has been targeted.

The harassment reached its most dangerous level at the beginning of this week. On May 18, simultaneous bomb attacks hit the party's bureaus in the Mediterranean cities of Adana and Mersin. Adana is the fourth-largest city in Turkey and Mersin is among the top 10; both have large Kurdish populations.

The bombs devastated HDP offices and wounded three people, one seriously. The Mersin incident miraculously spared the life of the highly popular chairman of the party, Selahattin Demirtas, and other officials as the explosion went off a few minutes before Demirtas' expected arrival. It could therefore be interpreted as an attempt on Demirtas' life.

Demirtas ran against President Recep Tayyip Erdogan during the presidential elections in August and won an unexpected 9.8% of the vote, which emboldened his party to run in the upcoming elections in hopes of surpassing the national election threshold of 10% to get into parliament; the threshold is the highest in any parliamentary democracy in the world.

Since the beginning of the election campaign, Demirtas has been continuously assailed by Erdogan and Prime Minister Ahmet Davutoglu. Erdogan, whenever he appeared in rallies held in Kurdish-populated areas, waved the Kurdish translation of the Quran and alleged that Demirtas is an infidel; Erdogan has been desperately trying to get back the votes of pro-AKP Kurdish religious people who are thought to have shifted their support to Demirtas' HDP in the aftermath of the Kobani resistance in Syria. The Kurds in Turkey, irrespective of their political tendencies, are said to be offended by Erdogan's harsh remarks against the defenders of Kobani. His statements were interpreted as his wish to see Kobani fall to the Islamic State rather than remaining as an epic stronghold of the Kurds.

Davutoglu, too, referring to the leftist credentials of Demirtas, declared that he would not use the first name of the HDP leader anymore because he is the namesake of Saladin Ayyub, who regained Jerusalem from the Crusaders and is thus very dear to Muslims.

The desperate campaign of AKP leaders against the HDP and Demirtas has a rationale. If the HDP passes the 10% threshold in the upcoming elections, it could end the dreams of the current power holders. If the new Turkish parliament has 60 HDP members, it could be impossible for Erdogan to put together the votes he needs to amend the constitution to create a presidential system to his taste. Under such a scenario, it also may not be possible for the AKP to form a single-party government, as has been the case since 2002.

The AKP is firing all its big guns at the HDP and Demirtas in an attempt to push it below the 10% threshold. If the HDP remains below 10%, the AKP will get more than 50 parliament members more than it deserves as a result of the intricacies of the Turkish electoral system. This can give Erdogan the necessary parliamentary votes to achieve his plans for the presidential system.

Prior to the election campaign, there was wide speculation in Turkish intellectual circles that the ruling party and imprisoned Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan had reached a deal. Accordingly, the Kurds would back Erdogan's move to a supposedly one-man presidential system in return for setting a timetable for freeing Ocalan.

However, at the outset of the election campaign, Demirtas made a drama-



Supporters of the pro-Kurdish People's Democracy Party shout slogans during a protest against attacks on their party offices, in central Istanbul, May 18, 2015. (photo by REUTERS/Murad Sezer)

tic single-sentence statement and declared that the HDP will never give way to Erdogan to realize his ambitions for a presidential system.

Since, not only Kurds but many urban Turks who do not want to see Erdogan with enhanced and legalized new presidential powers have expressed their desire for the HDP to get over the 10% election threshold, seeing it as the only way to block Erdogan's ambitions.

The HDP, believed to be indirectly affiliated with the notorious PKK, has paradoxically become a hope for the future of democracy in Turkey. Hence, it has become the "wild card" of the upcoming elections. Whoever visits Turkey nowadays will be confronted with the major question everybody asks each other: "What do you think? Will the HDP get 10% or not?"

Demirtas has galvanized the wrath of the AKP leaders, who are doing their utmost to discredit and undermine him. The smear campaign against him has been such as to jeopardize the "peace process" with the Kurds that has contributed to Turkey's stability over a two-year period.

Deputy Prime Minister Yalcin Akdogan, an Erdogan confidant who is considered to be in charge of the peace process, recently said, "If the HDP remains below the threshold, it would be super good for the country." He claimed that the peace process would not be affected if the party is sidelined and accused the HDP of being "the subcontractor and the assassin of the Front of Evil." For him, the "Front of Evil" is all those domestic and international groups opposed to the AKP and Erdogan's ambitions.

The escalation of harassment against HDP members has occurred against such a background. It seems that those who conducted the anti-Demirtas and anti-HDP campaigns — including Davutoglu and Akdogan — did not anticipate the dangerous levels it could reach, condemning Adana and Mersin to being attacked.

Many worry that election security is not guaranteed and will not be guaranteed on the day of the election. This could mean that the HDP's passing the 10% threshold might not just depend on the electorate, but on officialdom as well. There are worries that there might be a lot of election rigging by AKP leaders to push the HDP below the election threshold.

The widespread belief in the Turkish public is that the government circles — Erdogan, above anybody else — who are closely following the polls are getting increasingly nervous about the HDP's chances. Although some polls claim the HDP is still around 9.8%, most, including the credible ones, agree that the HDP is past the limit. According to those surveys, the HDP is expected to win between 10.5% to 12%.

These figures explain the increasing nervousness on the part of AKP authorities and the increasing harassment against the HDP. As the message is sent to the public that an HDP with a higher profile in the system will be more problematic for the future of the country, it is expected to deter →

⇒ some against voting for it; this could push the HDP down below the national threshold.

The target of all such machinations, Demirtas, has been displaying an unusual serenity. After the Mersin explosion that could have taken his life, he did not cancel his party's rally in the city, and said, "Peace in the country is much more precious than getting elected to the parliament or even than ... life." He said that for Turkey, June 8 is as important as June 7: "Peace cannot be jeo-

pardized for the sake of gaining votes." He left his last words for Erdogan, who did not condemn the bombings against the party, saying, "We've received the message. And here is our response: We will not let you be the president of the presidential system you wish to be."

Demirtas is further challenging Erdogan by saying, "We, as the HDP, will transform the lion in your heart to a kitten."

On the eve of such fateful elections, with such a "wild card" and wild intentions of those in office in Turkey, the country may be heading toward the lawless wilderness. ♦

Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller Mesopotamia Express: A Journey in History. On Twitter: @cengiz-candar

REUTERS

Kurds advance against Islamic State in northeastern Syria

May 20, 2015 - BEIRUT (Reuters) by Tom Perry

KURDISH FORCES backed by U.S.-led air strikes are pressing an attack on Islamic State in northeastern Syria that has killed at least 170 members of the jihadist group this week, a Kurdish official and a monitoring group said on Wednesday.

The official said Kurdish YPG fighters and allied militia have encircled Islamic State militants in a dozen villages near the town of Tel Tamr in Hasaka province. The region is important in the battle against Islamic State because it borders land controlled by the jihadists in Iraq.

The Kurdish YPG appear to be trying to drive Islamic State from a stronghold in the mountainous Jabal Abdul Aziz area to the southwest of Tel Tamr, said Rami Abdulrahman, who runs the Syrian Observatory for Human Rights monitoring group.

The U.S.-led alliance bombing Islamic State in Syria has been coordinating its air strikes in Hasaka with the YPG, after successfully joining forces with the Kurds to drive the jihadists from Kobani, or Ayn al-Arab, in January.

The Kurdish official, Nasir Haj Mansour, said around 80 Islamic State fighters were killed in an ambush when they tried to flee the Tel Tamr area for Jabal Abdul Aziz earlier this week. Dozens more were killed in air strikes.

"The confirmed number of (Islamic State) dead is between 170 and 200," said Mansour, speaking by telephone from Syria.

Around 100 Islamic State fighters were still encircled in the villages near Tel Tamr, he added.



A member of the Kurdish Security Forces (Asayish) carries his weapon as he mans a checkpoint at the entrance of Tel Tamr town

Abdulrahman confirmed the YPG had effectively encircled Islamic State fighters in the villages near Tel Tamr. "The YPG are getting ready to launch attack on Jabal Abdul Aziz," he said.

Islamic State is still believed to be holding some 200 Assyrian Christians abducted in February from villages near Tel Tamr.

The U.S.-led Combined Joint Task Force said on Tuesday it had carried out seven air strikes since early Monday in Hasaka that had destroyed vehicles, fighting positions and a shipping container. ●

RUDAW

May 20, 2015

American Peshmerga volunteers praise Kurdish fighters

By RUDAW - May 20, 2015

ERBIL, Kurdistan Region — American volunteers who have signed up with Kurdish Peshmerga to battle ISIS near Doqq say they are in the fight to stay.

Kurt, who asked his full name not be used, said he originally planned on coming to Kurdistan for only half a year, but now he may stay longer. "I actually bought a round-trip ticket for a period of six months to go back to the States, but once I got here and saw how



organized ISIS is and how dangerous they actually can be... I don't know. I might stay until they are pushed out of Kurdistan," he said.

Erwin, another American volunteer battling ISIS alongside the Peshmerga, said he chose to join the Peshmerga because he

believed in their will to fight.

"I chose Kurdistan because... I mean primarily that is where I heard volunteers were being accepted into military forces," he said. "I know Peshmerga have a lot of heart and they are very successful in their fight against Daesh."

Daesh is the Arabic acronym for ISIS.

For his part, Lieutenant Aras, a Kurdish officer in the Peshmerga's Brigade 9, said the Americans and other foreign volunteers were having an impact. He also said all his volunteers were military veterans.

"These US soldiers are all professional and were former US soldiers in the US army in Afghanistan, and they were really eager to join the Peshmerga," he said. ■



La conquête de l'antique ville syrienne par les jihadistes est un revers majeur pour Damas et met en danger un patrimoine inestimable.

L'Etat islamique et les trois clés de Palmyre

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**

Les archéologues la célèbrent comme l'un des plus extraordinaires héritages de l'humanité jamais confiés à un désert ; les prisonniers politiques comme le plus terrible camp de concentration et de tortures établi par le régime syrien ; les militaires comme un lieu hautement stratégique, puisqu'il peut servir de base à partir de laquelle les rebelles islamistes iront couper l'autoroute stratégique qui relie Damas à Homs, et, au-delà, la côte méditerranéenne et le pays alaouite. La prise de la ville de Palmyre, mercredi, par l'Etat islamique (EI), est donc la source de trois graves sujets d'inquiétude.

Les jihadistes vont-ils détruire les ruines de la cité vieille de plus de 2000 ans, célèbre pour ses colonnes romaines torsadées et ses tours funéraires, comme ils l'avaient fait à Mossoul et dans la province irakienne de Ninive ? Vont-ils exécuter une partie des détenus, en particulier ceux qui ne sont pas sunnites ou jihadistes, comme cela s'était passé à Mossoul, après la conquête de la ville (entre 500 et 550 prisonniers chiïtes avaient été

ANALYSE

l'ONG irakienne Al-Wissam) ? Vont-ils, enfin, pousser leur avantage et devenir, grâce à leur extraordinaire combativité et aux réserves financières considérables dont ils disposent, l'armée rebelle la plus importante ?

«**STRATÉGIE DU COUCOU.**» Indéniablement, c'est une lourde défaite pour Bachar al-Assad, dont les forces ont tenu une semaine avant de se replier. Les combats semblent avoir été acharnés puisque, selon Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Organisation syrienne des droits de l'homme (OSDH, proche de l'opposition), ils ont fait près de 500 morts et poussé une partie des habitants à fuir la ville – sans doute aussi dans la crainte d'exécutions. A l'inverse, c'est la première grande victoire pour l'Etat islamique sur les forces loyalistes. Les jihadistes contrôlent désormais l'aéroport de la ville, l'important centre des Renseignements militaires, la tristement célèbre prison où un certain nombre de détenus ont été emmenés par les troupes loyalistes lors de leur retraite, et toute la Badiya, le désert syrien.

Jusqu'alors, les jihadistes étaient accusés par l'opposition de pratiquer la «stratégie du coucou», soit de progresser en Syrie en

s'emparant des territoires déjà conquis par les autres forces rebelles, ce qu'ils avaient fait notamment à Raqqa. Avec la prise de Palmyre, ils s'emparent d'un immense territoire qui confine à l'Irak et leur permet d'ouvrir une nouvelle route vers la province d'Al-Anbar, où ils viennent de prendre la grande ville de Ramadi, d'avoir une grande profondeur géographique et d'unifier encore davantage

les deux pays sous l'égide du califat proclamé en juin 2014 à Mossoul par le calife Ibrahim, alias Abou Bakr al-Baghdadi.

«L'EI contrôle désormais plus de 95 000 km² en Syrie, soit 50% du territoire du pays», a calculé l'OSDH. Il s'est emparé en effet de la majeure partie des provinces de Deir el-Zor et de Raqqa. Il a aussi une forte présence à Hassaké, Alep, Homs et Hama. Il est, **Suite page 4**

Suite de la page 3 enfin, maître de la quasi-totalité des champs pétroliers et gaziers de Syrie après la prise de deux champs gaziers près de Palmyre.

«C'est vraiment un revers majeur pour Bachar al-Assad. Son armée apparaît épuisée, de plus en plus asphyxiée, ne pouvant plus combattre sur tous les fronts. Elle risque de perdre à présent l'aéroport de Deir el-Zor, de se retrouver bientôt encerclée à Alep. En fait, les zones où elle se maintient, c'est là où opèrent les officiers iraniens, appuyés par des drones, et les combattants du Hezbollah libanais, comme dans le Qalamoun [près de la frontière libanaise, ndr]», souligne le politologue Ziad Majed. En plus, ajoute-t-il, en s'emparant de Palmyre, les jihadistes de l'Etat islamique coupent la voie d'accès des milices irakiennes qui viennent aider les forces loyalistes.

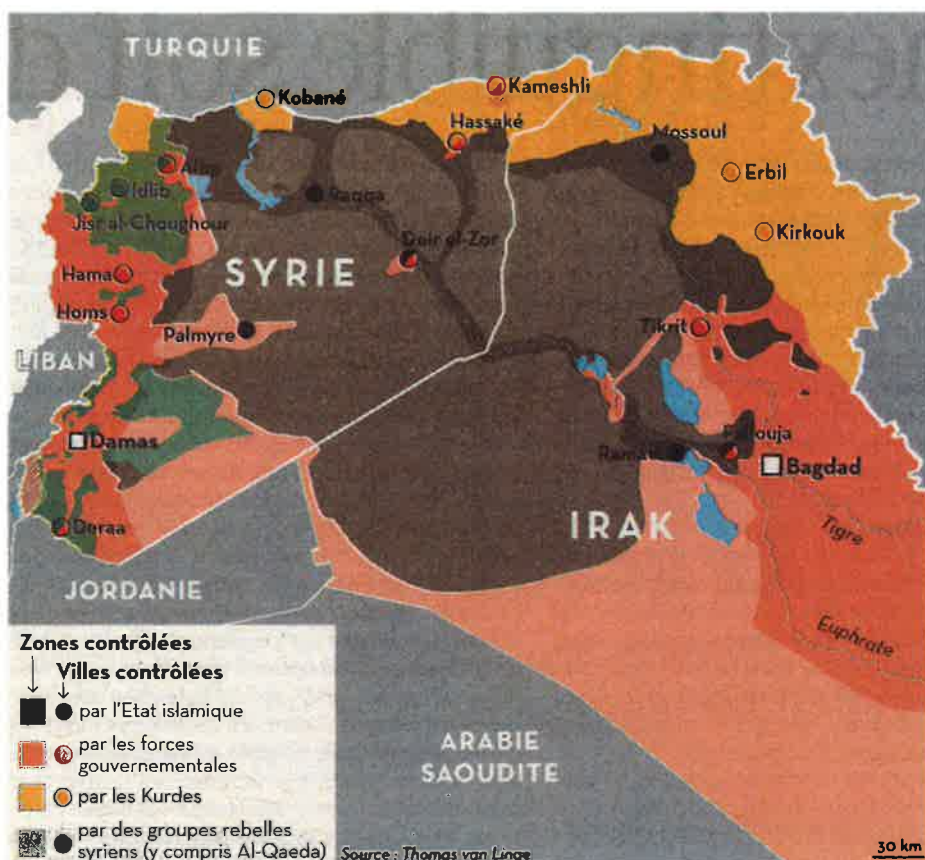
Les autres composantes de la rébellion, notamment l'Armée de la conquête – une coalition de forces islamistes hostiles à l'EI –, doivent aussi s'inquiéter. L'organisation d'Al-Baghdadi peut désormais avancer dans leur dos, notamment dans la Ghouta, aux portes de Damas.

PARFUMS. Mais avec Palmyre, les jihadistes ne remportent pas seulement une victoire éclatante sur le régime et un succès vis-à-vis

Détruire Palmyre revient à provoquer l'Occident. C'est aussi effacer la présence d'une culture précédant l'islam, assimilée de surcroît à celle des colonisateurs.

des autres groupes rebelles. Dans leur rhétorique, ils ont aussi triomphé de l'ensemble du monde occidental symbolisé par le passé romain et grec de l'ancienne cité. C'est pourquoi on peut s'attendre au pire de leur part. Détruire Palmyre revient en effet à provoquer l'Occident – l'un des moteurs de la stratégie de l'EI. C'est aussi effacer la présence d'une culture précédant l'islam, assimilée de surcroît à celle des colonisateurs. Comme cela s'est passé en Irak, il est donc à craindre que chaque déclaration d'un responsable occidental s'inquiétant pour les ruines soit perçue par les dirigeants de l'organisation jihadiste comme un stimulant pour éradiquer le passé de la vieille ville.

Il est donc possible, voire probable, que les motivations de l'EI ne soient pas seulement stratégiques, mais que son caractère historique exceptionnel, sa qualité d'« oasis entre le monde levantin et le monde mésopotamien », selon les mots de Marielle Pic, qui dirige le département des Antiquités orientales au musée du Louvre, expliquent la volonté de l'Etat islamique de la conquérir à tout prix. Dans les faits, la vieille cité, surnommée « la perle du désert », inscrite par l'Unesco au patrimoine de l'humanité, fut un point de passage des caravanes entre le Golfe et la Méditerranée et une étape dans la Route de la soie. Mais c'est avec la conquête romaine à partir du 1^{er} siècle avant Jésus-Christ et durant quatre siècles, que Palmyre, dont le nom officiel en Syrie est Tadmor (« cité des dattes »), connaît un essor remarquable. Elle devient une place luxueuse et luxuriante en plein désert grâce au commerce d'épices et de parfums, de la soie et de l'ivoire, des statues et du travail du verre de Phénicie. En 129 après J.-C., l'empereur romain Hadrien en fait une cité libre et elle prend le nom d'Adriana Palmyra. Elle fut également la ville de la mythique reine Zénobie. Autant de raisons qui rendent son passé insupportable aux yeux des jihadistes. ◆



Une sculpture funéraire représentant une riche famille de Palmyre.



La ville antique de Palmyre, riche cité caravanière vieille de plus de 2 000 ans, située dans une oasis. PHOTO AFP

L'ESSENTIEL

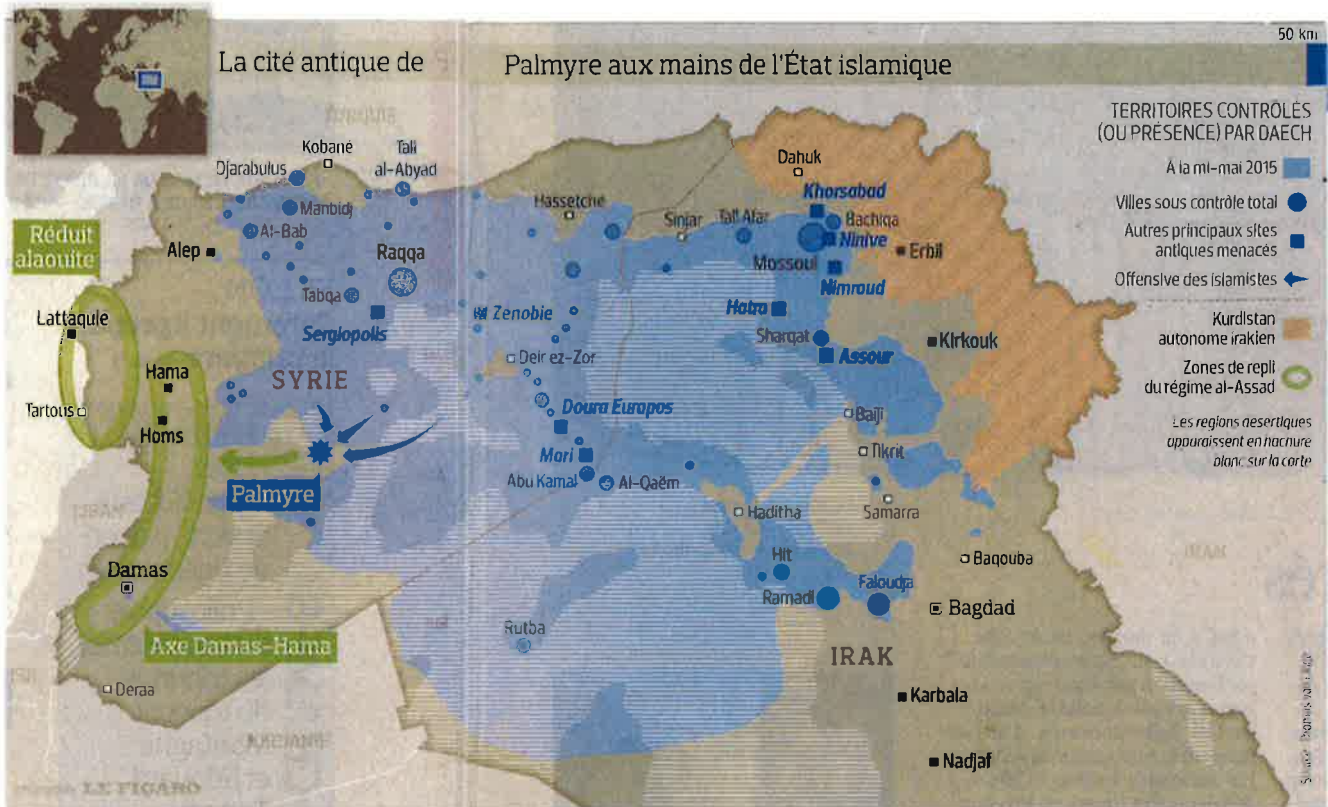
LE CONTEXTE

Les jihadistes de l'Etat islamique ont fini par faire tomber Palmyre, ils contrôlent désormais la moitié du territoire syrien.

L'ENJEU

Pour l'EI, s'implanter sur un axe stratégique. Pour Al-Assad, montrer qu'il a besoin d'aide.

Affaibli, le régime Assad est obligé de se replier sur une mini « Syrie utile »



« LA SITUATION devient assez critique ». Ce cadre syrien, qui s'inquiète exceptionnellement pour l'avenir du régime, a ses entrées chez Bachar el-Assad. Devant un visiteur européen, un cousin du président s'alarme, lui, de l'avancée des rebelles qui menacent désormais Lattaquié, la capitale de la région côtière, fief des alaouites, la minorité à laquelle appartiennent les Assad qui trustent le pouvoir à Damas depuis quarante ans.

Les revers successifs subis par l'armée - jusqu'à la chute mercredi de Palmyre - ont sapé le moral des pro-Assad. L'heure n'est pas encore à la panique. Mais la certitude que les forces loyalistes reprendraient tôt ou tard l'avantage face aux rebelles s'est évaporée. L'illusion longtemps entretenue d'une reprise d'Alep, la grande ville du nord, semble également avoir vécu, après la chute d'Idlib au printemps, avant une nouvelle débâcle dans la ville voisine de Jisr al-Choughour, et ce lundi, la retraite de la base militaire d'al-Mastana, toujours dans cette province d'Idlib, voisine de la Turquie, quasi entièrement aux mains des insurgés. Tandis qu'à l'est d'Alep s'étend, sauf sur les zones kurdes, le dangereux califat de Daech.

Un élément diplomatique a changé la donne. « L'Arabie saoudite du nouveau roi Salman veut son pôle sunnite en Sy-

rie », admet le cadre syrien. Celui-ci s'étendra sur la région à l'ouest d'Alep. Il bénéficie d'un appui turc important, notamment pour des livraisons d'armes aux insurgés regroupés dans une nouvelle coalition, « l'Armée de la conquête ». Il s'agit d'un rassemblement d'opposants dominés par les djihadistes du Front al-Nosra, la branche locale d'al-Qaïda, les salafistes d'Ahrar al-Cham et d'anciens de l'Armée syrienne libre. « Des missiles leur ont été promis par l'Arabie pour le mois de juin », nous déclare l'opposant Haytham Manna, qui, comme toutes les personnalités du front anti-Assad, a été conviée à une réunion de l'opposition à Riyad, dont la date n'a pas encore été fixée.

Forts du parapluie turco-saoudien, les coalisés entendent s'opposer à Daech pour le contrôle de la rébellion en vue de l'après-Assad. « Ce ne sont

pas nos amis », objecte toutefois un diplomate américain familier du dossier syrien, « mais pour nous, insiste-t-il, le problème, c'est la personne d'Assad ».

À Damas, le régime est convaincu que les parrains de la rébellion tiennent à utiliser la pression du terrain pour pousser Assad à négocier une transition politique qui conduirait in fine à son départ. Celui-ci n'est plus écarté par le raïs, comme l'attestent

« L'Arabie saoudite du nouveau roi Salman veut son pôle sunnite en Syrie »

UN CADRE SYRIEN

ses récentes déclarations - passées inaperçues - à France 2. « Sans hésitation, je quitterais le pouvoir », répondait-il à David Pujadas quand ce dernier lui demandait si son départ pouvait être la condition d'un retour à la paix en Syrie. « Je me battrais jusqu'à la mort », affirmait-il, au contraire, au Figaro, il y a deux ans. Abandonner le pouvoir n'est pas la volonté d'Assad. Mais peut-il ignorer la réalité du monde autour de lui ? Son armée manque cruellement d'hommes pour aller affronter ses nombreux ennemis. La masse sunnite - la majorité de la population - ne veut pas aller s'enrôler derrière un régime dont l'avenir politique est plus que jamais menacé. Certes à Moscou, Vladimir Poutine et les services du FSB n'entendent pas lâcher Assad, mais le ministère des Affaires étrangères, lui, n'y serait pas hostile, selon plusieurs opposants invités en Russie aux dernières discussions entre le régime et ses adversaires. En Iran également, si les sécuritaires qui gèrent le dossier syrien n'entendent pas abandonner As-

sad, qu'en sera-t-il après un probable accord sur le nucléaire entre Téhéran et les États-Unis ? « 2015 et 2016 vont être cruciales », confie le proche d'Assad.

En attendant, Téhéran vient de dépêcher plusieurs dignitaires auprès d'Assad, dont Ali Akbar Velayati, le conseiller diplomatique du guide Ali Khamenei. « Il fallait rassurer », avoue ce proche de Bachar el-Assad. Preuve de son engagement renouvelé, l'Iran a ouvert une nouvelle ligne de crédit de

plus d'un milliard de dollars à son allié syrien. Et sur le terrain, les Iraniens et l'armée syrienne verrouillent actuellement les territoires que le régime compte garder par-dessus tout : Damas, le Qalamoun, cette région frontalière du Liban que le Hezbollah est en train de sécuriser, le « pays alaouite », et enfin les villes de Homs et de Hama. Une mini « Syrie utile » dans laquelle vit encore un bon tiers de la population. Ainsi se dessinent peu à peu trois ou quatre enclaves dans une Syrie

éclatée : une islamiste prosaoudienne à l'ouest d'Alep, une région kurde à l'est à la frontière turque, une Syrie loyaliste au centre et sur la côte méditerranéenne, sans oublier le califat djihadiste dans le désert, relié à la province irakienne d'al-Anbar. « Attention toutefois aux prévisions hâtives, avertit un diplomate onusien, déjà à l'été 2012, le régime est passé par une période très difficile. On jurait sa perte, mais il s'est rétabli grâce à l'aide russo-iranienne. » ■ **G.M.**

LE FIGARO vendredi 22 mai 2015

Général Barbero : « C'est l'échec de la stratégie de l'Amérique face à Daech »

PROPOS RECUEILLIS PAR
LAURE MANDEVILLE @lauremandeville
CORRESPONDANTE A WASHINGTON

LE GÉNÉRAL BARBERO, l'un des principaux commandants en charge des troupes américaines en Irak pendant le « Surge » de 2007-2008, aujourd'hui à la retraite, appelle à soutenir massivement les tribus sunnites et les Kurdes.

LE FIGARO. - Les revers de la coalition américaine à Ramadi et à Palmyre reflètent-ils l'effondrement de la stratégie d'Obama face à Daech ?
Michael BARBERO. - Absolument. C'est un échec à tous les niveaux. Au niveau tactique, clairement, puisque l'État islamique a toujours les moyens de conduire des opérations offensives majeures, alors que les forces de sécurité irakiennes sont de leur côté incapables de défendre ou de saisir des terres. C'est aussi un échec pour la stratégie américaine, qui a consisté à utiliser les forces irakiennes pour regagner du terrain.

L'Administration va-t-elle changer de politique ?
Je ne vois aucune indication montrant que l'Administration va changer de politique. Tout continue à passer par Bagdad. Nous n'avons pas équipé et armé correctement les forces kurdes ni sunnites. Dans les trois dernières semaines, le président du Kurdistan Barzani est venu à Washington, ainsi que deux commandants sunnites de haut rang pour demander de l'aide. Ils ont expliqué que les équipements envoyés via Bagdad sont retardés, ou n'arrivent jamais... Leurs requêtes ont été ignorées. Nous nous concentrons sur des efforts inadéquats en Irak, tout en laissant des sanctuaires à l'État islamique en Syrie. Cela ne peut marcher ! Nos frappes aériennes sont trop peu nombreuses pour être vraiment décisives. Cela fait un an que nous sommes revenus pour entraîner les troupes irakiennes et elles ont échoué dans toutes les batailles. Je ne vois donc pas d'autre solution qu'un



Michael Barbero. MONICA KING

changement drastique de stratégie pour sortir de cette impasse.

Comment vaincre l'État islamique sans engager une force terrestre sérieuse, éventuellement américaine ?
Soyons réalistes. Les seules forces qui peuvent être engagées sont les forces de sécurité irakiennes, les pechmergas kurdes ou les forces des tribus sunnites. L'élément clé dans cette affaire, c'est la population sunnite. Comment allons-nous les inciter à rejeter l'État islamique ? La première chose à faire est de leur donner les moyens de se battre, en leur fournissant armes et équipement. Renvoyer une force terrestre américaine de grande ampleur en Irak et en Syrie serait une énorme erreur. Mais s'impliquer dans l'entraînement des sunnites et des Kurdes d'une manière sérieuse est la seule voie. Les Kurdes ont le cœur à combattre mais pas les armes. Les sunnites ont, eux aussi, la volonté, mais pas les armes. Et l'armée irakienne a les armes mais pas le cœur. Il faut donc inverser tout ça. Il faut aussi arrêter d'encou-

rager la présence des milices chiïtes, dont l'engagement au cœur de la province sunnite d'al-Anbar est totalement contre-productif. Elles renforcent l'impression que le gouvernement de Bagdad est un gouvernement chiïte sectaire contrôlé par l'Iran.

Doit-il y avoir au moins un engagement de troupes spéciales américaines ?
Les États-Unis doivent augmenter leurs opérations de renseignement. Il serait également très profitable d'insérer des conseillers américains en petit nombre, au côté des unités irakiennes, dans les zones de combat. Cela stimulerait la confiance et aiderait à mieux cibler les frappes.

Jessica Lewis, de l'Institut de guerre, appelle à la mise en place d'une stratégie globale américaine au Moyen-Orient pour restaurer la souveraineté de la Syrie. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Forcer Assad à partir ? Convaincre les Russes ?

Je suis à 100 % d'accord avec Jessica Lewis. Il faut un leadership américain et une stratégie régionale. Mais malheureusement, je n'ai nullement le sentiment que c'est une priorité de notre président. Créer une coalition, convaincre les Russes, convaincre les sunnites de s'engager, tout cela est crucial. Mais dans mes voyages à travers le Moyen-Orient, j'entends partout la même question : où sont les États-Unis ?

Le refus d'Obama de s'engager plus en avant est-il le résultat de l'échec de la guerre d'Irak ?

Je ne suis pas d'accord. Pour moi, l'échec de la guerre est surtout lié à la manière dont nous nous sommes précipitamment retirés d'Irak en 2011 selon un calendrier arbitraire, au lieu de sécuriser nos gains et de garder un levier d'influence. Si nous avions maintenu une force substantielle capable d'influencer le gouvernement irakien, nous aurions pu empêcher les dérives sectaires qui ont mené à l'émergence de l'État islamique. ■

Iraqi Sunnis are pushed further to the margins

AMIRIYAT FALLUJAH, IRAQ

Baghdad's plan to train troops falters as Shiite militias join ISIS fight

BY TIM ARANGO

More than a thousand Iraqi Sunni fighters stood at attention, dressed in camouflage but holding no weapons, as the tribal leader began exhorting them to fiercely battle the militants of the Islamic State, taking up rhetoric tinged with Arab notions of vengeance.

"It is now time for revenge for our martyrs," said the sheikh, Faliḥ al-Essawi, who was dressed in a military uniform. He checked off the destruction wrought in their lands by the Islamic State, or, as he called them, "the rats of ISIS": 25,000 homes leveled, he said, bridges burned, the economy devastated.

The next speaker, a sheikh wearing a traditional Arab gown, made similar exhortations, appealing to the men to defend their homeland.

"It was Al Qaeda yesterday," said the man, Sheikh Rafe Mukhaibir al-Alwani. "Today it is ISIS. I don't know what it will be called in the future." Invoking the sacrifices they had already made, he said, "We have given rivers of blood for the sake of our country."

Both men made a plea to the Shiite prime minister in Baghdad, Haider al-Abadi: Arm and support our men, and we will take the fight ourselves to the Islamic State.

That event was 11 days ago at a military base here in Amiriyat Fallujah, one of the last cities of Anbar Province in government hands. It was billed as the beginning of a government-sponsored program of arming and training local Sunni tribesmen, an effort that has been pushed, for nearly a year and a half, by the United States as a centerpiece of its strategy to defeat the Islamic State.

Now, the recent fall of Anbar's capital city, Ramadi, to the Islamic State has illustrated the failure of that strategy.

The government's effort to arm and support Sunnis, always a seemingly halfhearted program, now feels almost incidental as thousands of Shiite militiamen are flooding into Anbar to fight.

A ceremony for a group of Sunni tribal fighters stationed at a base in Habbaniya, a lakeside town in Anbar, to receive

new American-supplied weapons had been scheduled for Monday, but was canceled because of the Ramadi crisis. Instead, nearly 3,000 Shiite militiamen arrived at the outpost.

The collapse of Anbar has also set in sharp relief the ongoing tragedy of Iraq's Sunni community, beginning with the American invasion in 2003 that, almost instantly, upended the old social order of Sunni prominence. With the majority Shiites thrust into power, the Sunnis were sidelined, many banished from public life for good because of their ties to Saddam Hussein's Baath Party.

Some of those Sunnis joined the insurgency, and many fight today for the Islamic State. Other Sunnis boycotted elections. A great number even deny the demographic fact that they are a minority in Iraq.

Most, though, wanted to get on with their lives and find a place within the new order.

Now, with the rise of the Islamic State, that has become nearly impossible. The Sunni militants of the Islamic State have declared war on those it considers apostates — Shiites, Christians, Yazidis — but it is Iraq's Sunni Arabs who have arguably suffered the most.

As Islamic State militants seized control of Ramadi in recent days, their rampage was as grim as it was familiar. Speaking from mosque loudspeakers, they assured the remaining civilians they would provide them with food and security, and open roads and bridges that had been closed. Those promises belied what actually came with their arrival: vast destruction, summary executions of those believed sympathetic to the government — militants went door to door with lists of names — and the displacement of thousands of people.

The militants immediately opened two Shariah, or Islamic law, courts in Ramadi, according to an official, and freed prisoners who had been held in the city by Iraq's counterterrorism forces.

The failure of Mr. Abadi to marshal a Sunni-led force to save the city has deepened the grievances of some Sunnis toward the central government that began with the leadership of the former prime minister, Nuri Kamal al-Maliki.

"Abadi is a liar just like Maliki," said Subhi al-Khaliani, a retiree in Diyala Province. "He won't arm the Sunnis, but will weaken them instead."

Bilal al-Dulaimi, 45, who works as a nurse in Diyala, said, "Sunnis are the prisoners of ISIS, who beheads tens of them daily." He added that "the Sunni future is unknown and painful."

Even Sunni officials in Anbar have called upon Mr. Abadi to send in the Shiite militias, some of them linked with Iran, to help fight the Islamic State. But many citizens of Anbar are fearful, given the Shiite armed groups' role in sectarian atrocities of the past decade.

"The Shiite militias going to Anbar are a nongovernmental force, they are undisciplined and uncontrolled, and even the prime minister doesn't control

these militias," said Amir Abdul, a 38-year-old resident of Anbar Province. "These militias are directly connected to Iran."

Nearly three million Iraqis are now displaced from their homes, according to the United Nations, reaching a level not seen since the height of Iraq's sectarian civil war in 2006 and 2007. Then, many Iraqis fled to Syria. But with that country convulsed in its own civil war, Iraqis on the run from the Islamic State have few safe places to go. Nearly 85 percent of the displaced are Sunnis, according to a United Nations official.

The United Nations, in a statement released Monday, warned that the humanitarian crisis that is unfolding in Sunni areas, had almost overwhelmed them. "The U.N. is rushing assistance to help people fleeing Ramadi but funds are running out and stocks are almost done," the statement said.

Lise Grande, the United Nations humanitarian coordinator in Iraq, said in the statement: "Nothing is more important right now than helping people fleeing Ramadi. They are in trouble and we need to do everything possible to help them. Thousands of people had to sleep in the open because they don't have places to stay. We would be able to do much more if we had the funding."

The displacement crisis has been made worse by Iraq's sectarian divisions. Civilians fleeing from Anbar have often been treated as foreign citizens when they arrive at the gates of Baghdad. Many are denied entry, especially young men, because the government considers them a security threat. After an influx of Ramadi residents several weeks ago, several car bombs struck Baghdad — a common occurrence at any time — and government officials blamed the displaced people.

Some of the displaced Sunnis have been let in to the capital, but many have had their identification cards confiscated and been housed in Sunni mosques, and prevented from moving freely around the city.

Many Iraqi Sunni leaders have either been killed — especially tribal leaders who once fought alongside the Americans against Al Qaeda in Iraq — or pushed into exile under the previous government of Mr. Maliki. As a result, many Sunnis today feel they have no legitimate leaders, partly because so many were unable to vote in last year's elections because of poor security.

The Sunni leaders that have remained in Baghdad are openly mocked as "Green Zone politicians," with only a tenuous connection to any constituency and little influence that extends beyond their offices and homes in the fortified government center of the capital.

Rafe al-Essawi, a Sunni from Anbar who was Iraq's finance minister under Mr. Maliki, left the country in 2013 under threat of arrest on terrorism charges that Western diplomats said were false.

Speaking recently at the Brookings Institution in Washington, Mr. Essawi

spoke about the pressures the Sunnis faced under Mr. Maliki's government, including mass detentions and



AHMAD AL-RUBAYE/AGENCE FRANCE-PRESSE

An Iraqi soldier firing on Islamic State targets in Anbar Province on Tuesday.

“The Shiite militias going to Anbar are a nongovernmental force, they are undisciplined and uncontrolled.”

trumped-up terrorism charges, and the ongoing struggles to incorporate Sunnis in to the security forces.

This environment, he said, “makes the society of Sunnis ask the question: Is it justifiable to be part of the political process? Are we part of Iraq? If the answer is yes, the government should be an Iraqi-inclusive government for all Iraqis, this is one. And you have to be accepted in security forces.”

Employees of the New York Times contributed reporting from Anbar and Diyala Provinces.



OFFICE OF AYATOLLAH ALI KHAMENEI WEBSITE, VIA EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

Ayatollah Ali Khamenei, speaking at Imam Hussein Military University in Tehran on Wednesday, denounced what he called escalating demands at the nuclear talks in Vienna.

Iranian leader rules out broad nuclear inspections

TEHRAN

BY THOMAS ERDBRINK

Iran's supreme leader on Wednesday ruled out inspections of Iranian military sites and interviews of Iranian nuclear scientists in any potential deal on its nuclear program.

In a speech at a graduation ceremony at Imam Hussein Military University in Tehran, the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, denounced what he said were escalating demands in the nuclear talks between Iran and world powers that resumed on Wednesday in Vienna.

“They say new things in the negotiations. Regarding inspections, we have said that we will not let foreigners inspect any military center,” Ayatollah Khamenei said, according to a text of the speech released on his personal website, Khamenei.ir.

After the last round of talks ended on Friday, a barrage of complaints erupted in the Iranian state news media over reported demands by the United States for broad mandates for nuclear inspectors working for the United Nations nuclear watchdog.

The comments by Ayatollah Khamenei seemingly cement the Iranian position that a requirement for inspections of sites not designated by the country as part of its nuclear energy program is a nonstarter. While not new, the statement could further tie the hands of Iran's negotiating team, led by Foreign Minister Mohammad Javad Zarif, who on Friday said that a comprehensive deal before the self-imposed June 30 deadline was still possible.

Interviews with nuclear scientists are a thorny issue in Iran, where five were

assassinated in separate attacks from 2010 to 2012. Iran has accused the International Atomic Energy Agency of leaking information about the scientists to Israel, which then carried out the assassinations. As a matter of policy, Israel does not comment on such accusations.

“They say the right to interview nuclear scientists must be given,” Ayatollah Khamenei said, according to his website. “This means interrogation. I will not let foreigners come and talk to scientists and dear children of the nation who have developed this science up to this level.”

The supreme leader also sent a warning to a regional rival, Saudi Arabia, and its Sunni Arab allies not to stir up trouble in Iran's border provinces, populated mostly by Iran's Sunni minorities.

“I have some news that enemies in cooperation with some stupid officials in the region intend to bring proxy wars close to the borders of Iran,” Ayatollah Khamenei said. “They should know that if they cause mischief, Iran's reaction will be very harsh.”

Iran, a predominantly Shiite state, and Sunni-led Saudi Arabia are backing opposing sectarian forces in a proxy war in Yemen and many other smaller conflicts in the Middle East.

On Wednesday, a brewing crisis over an Iranian cargo ship headed to Yemen that Tehran says is carrying aid but that Saudi Arabia suspects has weapons seemed to have been defused. The Saudi Navy had threatened to board the ship, which in addition to its cargo carried a group of reporters from the Iranian state media. The state news agency IRNA reported that a decision was made for the ship to sail to the port of Djibouti, where it was to be inspected by the International Committee of the Red Cross.

ISIS extends hold in Syria with capture of famed city

BEIRUT, LEBANON

Rout of loyalist forces adds to uncertainties for Assad and antiquities

BY ANNE BARNARD AND HWAIDA SAAD

Having routed Syrian government forces, Islamic State militants on Thursday tightened their hold on the desert city of Palmyra, giving the militants a prized strategic crossroads and heightening concerns around the world that the city's spectacular ancient ruins were now in jeopardy.

The Islamic State, also known as ISIS or ISIL, declared on Thursday that it was in control of the town after soldiers loyal to President Bashar al-Assad "ran away" and "left behind hundreds of dead and injured," according to a statement released by the group over social media channels. The militants then moved to the town's outskirts to seize its airport and the notorious Tadmur Prison, according to residents and the group's statements.

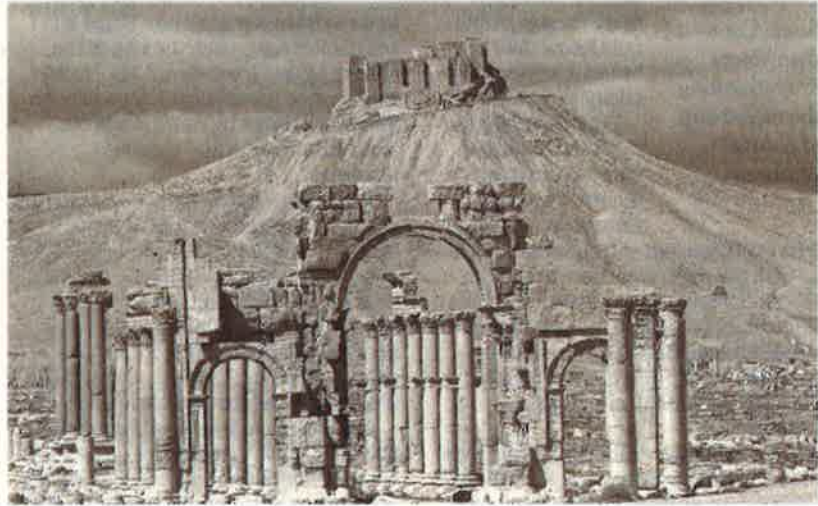
Activists who oppose both the government and the militants circulated grisly images of decapitated bodies of young men lying on what looked like a street in the center of Palmyra, saying they were members of the Shueitat tribe, hundreds of whom were massacred last year for resisting the militants.

The Islamic State victory, coming just five days after the group seized the much larger city of Ramadi in Iraq, now gives the militants control of about half of Syria's territory. Nearly all of that is desert, though the militants have seized critical roads, oil and gas fields, and many sites, especially Palmyra, where valuable antiquities can be excavated.

The city's ruins are a symbol of Syria's heritage and were once part of one of the most important cultural centers of the ancient world, a desert hub along the caravan route that in the first and second centuries served as a crossroads for Greek, Roman and Persian cultures.

Government officials and preservationists around the world fear that Palmyra's ruins are threatened by the arrival of Islamic State militants, who have destroyed antiquities they consider idolatrous elsewhere, and looted others.

"I am deeply concerned by the situation at the site of Palmyra," Irina



JOSEPH EID/AGENCE FRANCE-PRESSE

Ruins at the ancient oasis city of Palmyra, about 135 miles northeast of Damascus. Syrian forces have suffered several setbacks recently and are struggling to fill their ranks.

Bokova, director general of Unesco, the United Nations agency that works to protect historic places, said in a statement on Wednesday. "The fighting is putting at risk one of the most significant sites in the Middle East"

Palmyra's treasures, eroded by years of war, include the Temple of Ba'al, an ancient theater and a famous 2,000-year-old colonnade that is now scarred by mortar fire.

Though local residents might be able to document damage, or try to safeguard ruins with sandbags or cart away artifacts as they flee, these are limited protections, experts say.

It was the first time that the ISIS militants seized an entire city from Syrian government forces; it won control of its first major city, Raqqa, from Syrian insurgents and the Qaeda-affiliated Nusra Front after the two became rivals.

The defeat is likely to increase pressure on Mr. Assad, whose forces have suffered setbacks in the northern province of Idlib in recent months and have increasingly struggled to fill their ranks after four years of war against an insurgency that began with political protest and morphed into a war with several fronts.

Though Mr. Assad still has many supporters who find him preferable to extremist groups like the Islamic State, there is increasing resentment that his government is failing to provide security.

Reports from the area were hard to confirm Thursday because the Internet and phone lines were disrupted. But residents activists and Islamic State supporters suggested that the group was moving to seize more of the oil and gas fields around Palmyra, a hub in a network of roads near the geographical center of the country.

There were conflicting reports about Tadmur Prison, Syria's equivalent of Abu Ghraib in Iraq, where dissidents were long held and tortured. The spectacle of opening its doors could be a pro-

paganda coup for the Islamic State militants, but residents said the most high-profile political prisoners — Islamists and senior army defectors — had been moved in recent days to another prison closer to Damascus, a possible sign the government knew defeat was coming.

The Lebanese news channel MTV reported that 27 Lebanese citizens had been freed, prompting speculation that they were among the Lebanese who have been missing for decades in Syria. Some inmates in Tadmur Prison have been there since a Muslim Brotherhood uprising in 1982 was crushed, and dissidents, including secular leftists, were rounded up en masse.

The report about the prison could not be confirmed independently.

As Syrians woke up to the news that the Islamic State militants were in control of Palmyra, state news media focused on reports of victories in the Qalamoun Mountains, near the Lebanese border. Government forces there are receiving significant help on the battlefield from the Lebanese Shiite group Hezbollah.

There were no updates from the government on the situation in Palmyra. State television had broadcast patriotic music and nature scenes the night before, with state news media later reporting that "popular defense groups" had

withdrawn "after securing the evacuation of most of the families."

Residents offered a different account, reporting that soldiers and pro-government militiamen were fleeing the town, leaving many civilians unable to evacuate.

There have been fears locally and internationally that the Islamic State militants would harm the priceless antiquities of Palmyra. The militants have damaged other Unesco World Heritage sites in their rampage across Iraq and Syria, condemning them as idolatrous even as they sell movable items to finance their activities.

While local activists said the militants

were in control of the ancient site on Thursday, there was no sign they had caused damage. Experts said the militants might first turn their attention to the profit they could reap from Palmyra's large stores of unexcavated antiquities.

The group often reserves its spectacular propaganda displays, such as smashing antiquities, for when it wants to divert attention from battlefield setbacks, which was certainly not the case on Thursday.

The fall of Palmyra has also brought to a head, in a new way, the dilemma of Syrians who oppose both the Islamic State and Mr. Assad. The city was partly

held for a time by local rebel fighters, before the Islamic State took shape as a major player in the conflict. But they no longer have a presence there, putting some of Mr. Assad's opponents in the odd position of hoping that his forces can protect the city, and the ruins.

"It's the elephant in the room," said Amr Al-Azm, a former Syrian antiquities official who teaches at Shawnee State University in Ohio. He has joined calls in recent days for international protection for the ruins. That, he said, would effectively mean a military intervention aiding the government he fervently opposes.

"I'm really frustrated that I've been

reduced to this situation," he said, complaining about Mr. Assad's success in "pushing this binary on us Syrians and the international community: There is no alternative; it's either us or a far worse threat."

No intervention appears likely. People in Palmyra, a relatively remote city, its population swollen with tens of thousands of displaced Syrians, were left on their own, squeezed between government forces and the Islamic State.

An employee of The New York Times contributed reporting from Damascus, Syria.

Syrie : les rebelles s'emparent d'une des plus grandes bases militaire d'Assad

19 Mai 2015
www.leparisien.fr

Après le régime irakien défait à Ramadi, voilà le pouvoir syrien qui perd le plus grand de ses camps militaires... Bagdad et Damas essuient de sérieux revers ces derniers jours dans le conflit qui ravage leurs pays.

Ce mardi après-midi, une coalition de rebelles et du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, se sont emparés de la base militaire d'al-Mastoula, dans le nord-est du pays, entre Homs et Alep.

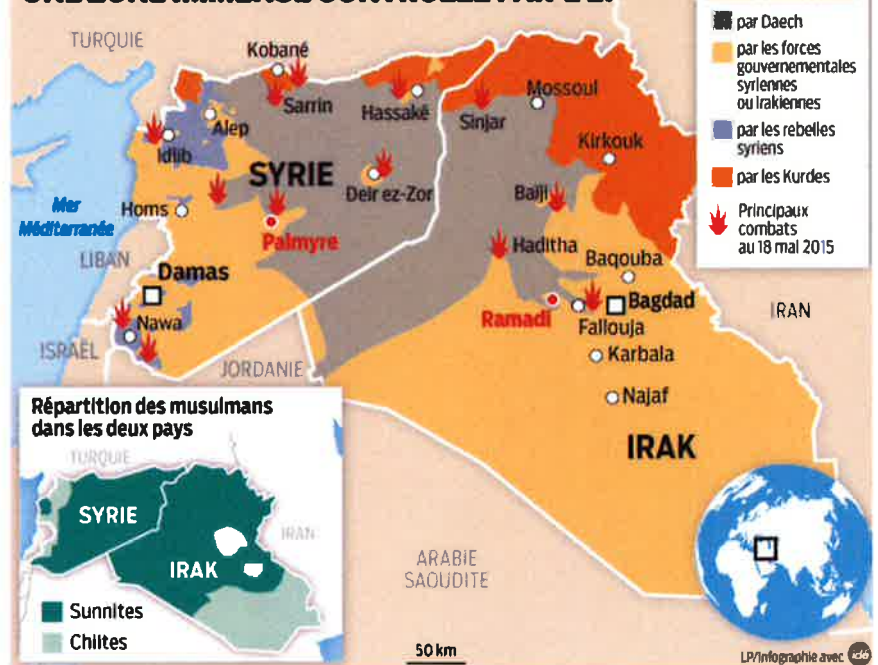
C'est la plus grande de la province d'Idleb avec plusieurs milliers de soldats et d'importants armements. Sur Internet, des vidéos montrent les rebelles dans le camp tout juste conquis, au milieu de véhicules calcinés et d'épaisses fumées noires.

«Toutes les troupes du régime se sont retirées de la base militaire. Elle est totalement aux mains des rebelles», a affirmé Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme et des militants(OSDH).

Selon plusieurs témoignages sur les réseaux sociaux, les soldats de Bachar al-Assad tentent de se regrouper dans la petite ville d'Ariha, à 7 km au sud d'al-Mastouma, l'une des derniers bastions du pouvoir de Damas dans la province, majoritairement contrôlées par les rebelles. Le régime a reconnu implicitement le retrait de ses troupes du camp. «Nos forces à al-Mastouma se redéplient et assurent des lignes défensives autour de la région d'Ariha», ont rapporté les médias officiels.

Dans le centre et le sud du pays, le

UNE ZONE IMMENSE CONTRÔLÉE PAR L'EI



régime fait face à une offensive des jihadistes de l'État islamique (EI). «L'EI a tué cinq miliciens pro-gouvernementaux des Forces de défense nationale (FDN) et une femme dans leur attaque contre le village druze d'al-Haqef, dans la province de Soueïda, a indiqué Rami Abdel Rahmane. Il a précisé que les jihadistes n'ont contrôlé le village que quelques heures avant d'en être chassés par les FDN.

A l'est du pays, la situation n'est pas meilleure pour Damas. Les jihadistes de l'État islamique sont toujours positionnés autour de la cité antique de Palmyre et

contrôlent désormais plusieurs champs gaziers de la région, parmi les plus importants du pays. Des combats ont lieu ce mardi «à l'entrée ouest (de la ville), sur la route menant à Homs», a indiqué à l'AFP le gouverneur de la province Talal Barazi. Sur Twitter, des photos le montrant à l'intérieur de la ville circulent, mais il n'est pas possible de certifier la date. Il affirme s'y être rendu lundi.

Syrie: des corps piégés par l'EI à Kobané

Christophe Lamfalussy
26 mai 2015 www.lalibre.be

Des cadavres ont été piégés par les militaires de l'Etat islamique (EI) avant leur départ de la ville de Kobané, libérée le 25 janvier dernier par les forces kurdes, indique Handicap international dans un rapport rendu public ce mercredi.

Cette tactique aurait été utilisée lors des combats dans la ville, qui ont duré quatre mois. "Armés de charges explosives de 20 kilos associées à plus de 500 billes d'acier tels des bombes à fragmentation improvisées, (ces cadavres) sont équipés de systèmes destinés à exploser au moindre contact", souligne Handicap, qui a envoyé plusieurs de ses experts en avril à Kobané. Les corps étaient toujours présents en avril, se décomposaient, aucune organisation n'étant capable de désamorcer les charges.



Des dispositifs de piégeage ont également été retrouvés dans les maisons, fixés dans les meubles, portes et fenêtres, dans les voitures ou tracteurs, dissimulés dans les oliveraies, les systèmes d'approvisionnement en eau et les terres cultivables.

Du jamais vu, pour Handicap

Près de 70 000 habitants (sur 400 000) sont revenus dans la ville et ses environs, mais ils évoluent dans un environnement extrêmement dangereux, sans connaissance généralement des risques de mines.



Du coup, de nombreux accidents ont lieu, de "5 à 7 accidents par semaine" lorsque Handicap a visité la ville en avril dernier. Les pièges et mines antipersonnels ont coûté la vie à plus de quarante personnes et fait de nombreux blessés.

De façon générale, la concentration d'explosifs est exceptionnellement élevée à Kobané. "Nos experts n'avaient jamais vu une chose pareille", s'exclame Marion Libertucci, responsable de l'unité



"Plaidoyer" à Handicap International. Le centre de la ville est rempli de douilles et d'éclats d'obus, au point qu'il y en a dix en moyenne sur un mètre carré. Du jamais vu.

Une quarantaine de voitures piégées

En quatre mois de combats, les dommages sont très importants. Plus de 1200 bâtiments ont été "complètement détruits", spécialement dans le nord, le sud et le centre-ville. L'aviation de la coalition internationale a effectué 700 frappes sur la ville, où se cachait Daech, utilisant selon Handicap des bombes de 250 kilos à une tonne d'explosifs. Les combattants au sol ont aussi utilisé des bombes artisanales dont les mises à feu ont souvent échoué.

"Environ 40 voitures piégées ont explosé dans le centre de la ville, certaines contenaient plusieurs tonnes d'explosifs", ajoute le rapport, apocalyptique.

Une équipe d'Handicap international a entamé la semaine dernière à Kobané un travail de déminage avec d'autres organisations. Le rapport - dont une version plus longue et plus technique a été livrée aux gouvernements - vise à récolter des dons. Kobané est le seul endroit de la Syrie en guerre où Handicap peut agir. ■

Qui pourra arrêter le groupe Etat islamique ?

Francetv info - mar. 26 mai 2015

Patrice Franceschi a suivi pendant deux ans les Kurdes dans leur guerre contre les partisans de l'Etat islamique. "Tous les jours, les Kurdes de Syrie libèrent un petit morceau de leur territoire contre les jihadistes", analyse l'écrivain. "Du côté kurde comme du côté jihadiste, les armées sont prêtes à mourir pour défendre leurs

valeurs", poursuit-il. "Pour nous occidentaux, ce n'est pas assez net", ce qui expliquerait selon patrice Franceschi que la coalition internationale menée par les Américains n'arrive pas à faire reculer les radicaux.

"LES KURDES ONT LA CLEF"

"Si on considère que seul un système de valeurs fortes peut combattre l'Etat islamique, alors ce sont les Kurdes qui ont la



clef", assure Patrice Franceschi. "Si Palmyre était en territoire kurde, Palmyre ne serait pas tombée", ajoute-t-il. "La victoire militaire sur Daech est insuffisante pour faire disparaître le problème, car l'idéologie se répand dans toute la région", conclut l'écrivain. ♦



Par tous les moyens possibles, les Irakiens fuient Ramadi, tombé aux mains des jihadistes. - PHOTO AHMAD AL-RUBAYE AFP

Face à l'Etat islamique, trois stratégies en échec

Les conquêtes de Ramadi, Palmyre et Baiji obligent les Etats-Unis, l'Iran et le Hezbollah à revoir leurs plans pour combattre l'organisation jihadiste.

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**

C'est l'alarme. Face à l'Etat islamique (EI), elle est sonnée à la fois par Washington, Téhéran, le Hezbollah libanais et, dans une moindre mesure, les monarchies arabes du golfe Persique. L'heure est effectivement grave : Ramadi, capitale de la province irakienne d'Al-Anbar et verrou stratégique, est tombé ces derniers jours aux mains des jihadistes. Palmyre, en Syrie, aussi. Dimanche, le groupe jihadiste a pris le contrôle d'un poste frontière entre la Syrie et l'Irak, ce qui lui permet d'avoir une plus grande profondeur géographique et stratégique. Il a repris aussi la grande raffinerie irakienne de Baiji. Des informations non confir-

DÉCRYPTAGE

mées font à présent état de sa progression en direction de la Jordanie. C'est donc un échec cuisant pour les adversaires de l'EI. C'est d'ailleurs le Hezbollah qui s'est montré le plus inquiet. Fait sans précédent, son chef suprême, Sayyed Hassan Nasrallah, a appelé dimanche à l'union sacrée contre l'organisation jihadiste, estimant qu'elle représentait «un danger existentiel» pour toute la région.

LES ETATS-UNIS VONT-ILS CHANGER DE STRATÉGIE ?

Face à l'EI, c'est l'Irak qui mobilise l'essentiel de l'attention et des efforts sur le terrain des Américains. Ils n'oublient pas que l'actuel chaos est une des conséquences de leur invasion du pays en 2003. Et qu'ils ont entièrement créé, formé et armé

à coups de milliards de dollars l'indigène armée irakienne. Cependant, la prise de Ramadi après celle de Mossoul l'an dernier a été une défaite cuisante de trop pour le Pentagone. D'où la réaction si peu diplomatique du secrétaire à la Défense, Ashton Carter, qui a reproché dimanche à cette armée «de n'avoir montré aucune volonté de se battre» pour défendre la capitale de la province d'Al-Anbar. Les soldats irakiens, a-t-il regretté, «dépassaient largement en nombre les forces adverses», mais «ils ne sont pas parvenus à se battre» et «se sont retirés de la zone». «Mais si nous leur fournissons un entraînement, des équipements et de l'aide, j'espère qu'ils se mettront à vouloir se battre, parce que c'est seulement s'ils combattent que l'EI peut être vaincu», a ajouté le chef du Pentagone. Barack Obama a dit la même chose dans une interview, parue jeudi, à la revue *The Atlantic* : «Si les Irakiens n'ont pas la volonté de se défendre, nous ne pouvons pas le faire à leur place.» Mais pas de changement de stratégie en vue, même si le vice-président, Joe Biden, a réaffirmé son soutien à l'Irak lors

d'un entretien téléphonique avec le Premier ministre Abadi, lundi.

QUELLE EST L'ANALYSE DE L'IRAN ?

A l'évidence, Téhéran a choisi de s'engager encore plus. Le général Qassem Soleimani, le chef de la Force Al-Qods des Gardiens de la révolution, en charge des opérations et des renseignements extérieurs, a laissé entendre que cet engagement était nécessaire du fait du refus des Etats-Unis et de ses alliés de combattre vraiment l'EI. «Aujourd'hui, dans le combat contre ce dangereux phénomène, personne n'est présent à part l'Iran. Obama n'a pas fait la moindre chose pour affronter Daech [l'anagramme arabe par lequel ses adversaires désignent l'EI, ndlr]. Est-ce que cela ne montre pas qu'il n'y a aucune volonté en Amérique de se confronter à lui?» a ajouté Qassem Soleimani, que l'on a souvent vu ces derniers mois sur les fronts syriens, irakiens et au Liban diriger les opérations militaires et commander des officiers locaux subalternes.

«M. Obama, quelle est la distance entre Ramadi et la base Al-Assad où les avions américains sont basés ? Comment pouvez-vous vous installer là-bas sous prétexte de protéger les Irakiens et ne rien faire ? Ceci n'est pas autre chose que d'être complice d'un complot», a-t-il poursuivi. L'auditoire choisi pour ces propos, tenus lors d'un discours, n'est pas anodin : des membres des pasdaran, les Gardiens de la révolution.

POURQUOI LE CRI D'ALARME DU HEZBOLLAH ?

Visiblement, le «parti de Dieu» est en difficulté en Syrie et craint des répercussions au Liban. Hassan Nasrallah a profité du rassemblement pour le 15^e anniversaire du retrait israélien du Sud-Liban – événement considérable qui avait consacré sa victoire sur l'armée israélienne – pour le faire savoir : «La bataille contre le projet takfiri [radical sunnite] est une bataille existentielle à laquelle sont confrontés notre pays et notre région ; et lorsqu'il s'agit d'une bataille existentielle, toutes les autres passent au second plan.» La guerre contre Israël serait donc reléguée au second plan. Ce que semble confirmer la déclaration suivante : «Aujourd'hui, nous faisons face à un danger inédit dans l'histoire, qui menace l'humanité. [...] Cette menace ne vise pas [spécifiquement] la résistance au Liban [le Hezbollah et ses alliés], une confession particulière, le régime en Syrie, le gouvernement en Irak ou un groupe



3000

C'est le nombre de raids aériens lancés par les Etats-Unis et la coalition sur les positions de l'Etat islamique depuis août.

au Yémen. Le danger vise tout le monde. Personne ne doit faire la politique de l'autruche.»

Ce qui est aussi nouveau, c'est que Nasrallah, qui prétendait que ses forces agissaient uniquement pour défendre la frontière libanaise et les lieux saints chiïtes syriens, a clairement fait savoir qu'elles se battraient désormais «partout en Sy-

rie», signe de la déliquescence des forces armées syriennes. «Ne soyez pas effrayés d'une victoire du Hezbollah, ayez peur d'une défaite de notre part», a-t-il même lancé à ses adversaires politiques libanais. Plus qu'une guerre de religion, c'est donc bien un conflit de pouvoirs en vue d'établir une hégémonie régionale qui se dessine. ◆

L'Etat islamique a exécuté au moins 217 personnes, dont des civils, depuis la prise d'une partie de la province de Homs, dont Palmyre. L'Observatoire syrien des droits de l'homme dit avoir des preuves de l'exécution de 67 civils, dont 14 enfants et 12 femmes, et de 150 membres des forces syriennes.

«Pour lutter contre le phénomène dangereux [de l'Etat islamique], il n'y a que la république islamique [d'Iran].»

Le général iranien Qassem Soleimani dimanche, à Kerman

International New York Times MAY 28, 2015

Turkey's Jews see hate, and look to Spain

ISTANBUL

Thousands hope to gain Spanish citizenship if nationality law passes

BY CEYLAN YEGINSU

For Rafi, a local newspaper's anti-Semitic crossword puzzle was the final affront. He knew he had to leave Turkey.

"There are many reasons to leave: a lack of work opportunities, growing polarization within society and oppressive leadership, but the hatred toward our community has been the tipping point for me," said Rafi, 25, a graphic designer based in Istanbul, who provided only his first name out of fear of harassment by Turkish nationalists. "There is no future here."

Rafi is one of thousands of Sephardic Jews in Turkey who trace their ancestry to Spain and are now applying for Spanish citizenship in anticipation of a parliamentary bill expected to pass this month in Madrid that would grant nationality to the Jews who were expelled in 1492, during the Inquisition.

Most are seeking visa-free travel within Europe and an opportunity to escape what they see as rising anti-Semitism in Turkey. But many are taken with the idea of reversing the trek their ancestors took centuries ago as they escaped persecution in Spain and settled in the more tolerant environs of the Ottoman Empire.

Anti-Jewish sentiment is not uncommon in the Turkish news media, but the implications of the crossword puzzle sent shock waves across Turkey. It featured an image of Adolf Hitler with the slogan, "We are longing for you."

"Jews are attacked all over the world, but last year the level of hate speech in Turkey reached an unnerving level," Rafi said.

During the 15th century, about half a million Sephardic Jews sought the safety of the Ottoman Empire, and they prospered there under the rule of Sultan Bayezid II.

"The Jews were not just permitted to settle in the Ottoman lands, but were encouraged, assisted and sometimes even compelled," the British-American historian Bernard Lewis wrote in his book "The Jews of Islam."

But since the beginning of the 20th century and the founding of the Republic of Turkey in 1923, Turkey's Jewish population has been in sharp decline. A discriminatory wealth tax in the 1940s introduced by a secularist government, along with the establishment of the state of Israel, reduced the number of Jewish residents by tens of thousands.

Those who stayed faced pressure to assimilate, and Turkish quickly replaced Ladino, the Judeo-Spanish language of Sephardic Jews. Today, only a small portion of older Sephardic Jews speak the language of their forebears.

"My grandmother would sing me Ladino lullabies, but I can only remember a few words," Rafi said. "Our generation is focusing on learning modern Spanish for Spanish citizenship."

Over the past decade, under the government of the Islamist-rooted Justice and Development Party, and pressured by a string of deadly terrorist attacks on synagogues and a surge in anti-Semitism, the Jewish population — most of whom are Sephardic — has fallen to 17,000 from 19,500 in 2005, according to figures obtained from the chief rabbi-ate in Istanbul.

Although Jews have felt increasingly uneasy over the past two years, Selin Nasi, a columnist for Salom, a Jewish weekly, acknowledged that Turkey had taken some positive symbolic steps to improve relations with Jews.

The Turkish government spent \$2.5 million on a project to restore the Great Synagogue of Edirne and participated in the United Nations' Holocaust Day for the first time this year.

"These steps are good, but we never see a continuation," Ms. Nasi said. "It's always one step forward, one step back, confusing rhetoric and inconsistent implementation that causes the community to be apprehensive."

At a rally last year, President Recep Tayyip Erdogan asserted that he was the first Muslim leader to denounce anti-Semitism. He has, however, engaged in heated exchanges with the Israeli leadership, primarily over Gaza. Some analysts say those disputes, combined with his dissemination of conspiracy theories that often implicate Jews, have encouraged anti-Semitism.

Apprehension among Jews in Istanbul rose in 2013 after Mr. Erdogan accused an "interest rate lobby" of backing widespread antigovernment

protests that were supposedly meant to bring down the economy and topple his government.

"In Turkey, you could say anti-Semitism is marginalized, until you turn on the TV and see the president and other politicians cursing Jews in public," said Louis Fishman, an assistant professor at Brooklyn College who specializes in Turkish-Israeli affairs. "When you have public displays of hate speech from politicians, it changes the landscape considerably."

According to a poll conducted in July 2013 for the Anti-Defamation League, 69 percent of Turks harbor anti-Semitic attitudes. During the war last summer between Israel and Palestinian militants in Gaza, pro-government news outlets in Turkey began a series of anti-Semitic social media campaigns that stoked anti-Jewish sentiment.

After a Turkish singer posted "May God bless Hitler" on Twitter, Melih Gökçek, the mayor of Turkey's capital, Ankara, who has over 2.5 million followers,

"Jews are attacked all over the world, but last year the level of hate speech in Turkey reached an unnerving level."

responded, "I applaud you," and he encouraged others to chime in.

Many Turks put the blame for the rise in anti-Jewish feelings on the actions of the Israeli government, particularly the killing of civilians during the Gaza war.

"If the Turkish Jewish community does not put an end to Israel's actions, very bad things happen," Bulent Yildirim, president of the IHH Humanitarian Relief Foundation, wrote on Twitter.

But in the eyes of most of the Jews who were interviewed, that amounts to collective punishment.

"When lashing out at Israel, the government condemns Jews without making a differentiation, which incites hatred toward the community," said Mert Levi, 26, a Sephardic Jew who left Turkey for a few months last summer because of the tensions he felt in Istanbul.

"It was so thick, you could have cut it with a knife," he said. "It got so bad that in some circles, we had to think twice before giving our names."



April Report: Kurdistan Region oil production at record level, export commitments met

23 MAY 2015 15:18 | KRG Cabinet

Erbil, Kurdistan Region, Iraq (cabinet.gov.krd) - According to the April 2015 report published by the Kurdistan Regional Government, KRG, Ministry of Natural Resources, KRG commitments under the 2015 Federal Budget Law have been met, and oil production has reached record levels.

According to an agreement on oil export and budget, reached last December between the KRG and the Federal Government of Iraq, Kurdistan Region is committed to export 550,000 bpd (barrels per day) in return for a budget entitlement close to one billion US dollars per month to be paid by the federal government. The agreement was approved within the framework of the Iraqi Federal Budget Law for 2015.

In April, the Kurdistan Regional Government delivered to the Iraqi State Oil Marketing Company, SOMO, a total 16,878,985 barrels for an average of 562,633 bpd.

Kurdistan Region oilfields supplied 12,457,371 barrels averaging 415,246 bpd, while North Oil Company (NOC) oilfields, Kirkuk, supplied 4,421,614 barrels averaging 147,387 bpd. Oil from both sources is exported through a KRG pipeline to the Turkish oil export facility at Ceyhan.

In March the KRG published cumulative export data, noting that



while it met its oil export commitments, the KRG has yet to receive its full entitlement per agreement under the Federal Budget Law of 2015.

Last week, in two separate meetings, the Kurdistan Region Prime Minister and a number of members of the Council of Ministers, met Kurdistan Region Baghdad representatives, and the Speaker of the Kurdistan Parliament along with Parliamentary groups.

The Prime Minister reaffirmed KRG's commitment to the December agreement and the Iraqi 2015 Federal Budget Law. He pointed out, however, that if talks with Baghdad do not produce positive results and Baghdad continues its breach of the Federal Budget Law, then the KRG will have to consider other options to stabilise the Region's financial security. ♦

Les combattants kurdes reprennent 14 villages chrétiens assyriens des mains de l'EI

Par Francetv info avec AFP
27 mai 2015

Les forces kurdes ont chassé les jihadistes du groupe État islamique (EI) des 14 villages chrétiens assyriens du nord-est de la Syrie qu'ils contrôlaient depuis février, a indiqué mercredi une ONG.

"A l'issue d'une offensive de dix jours les combattants kurdes ont pris le contrôle, en début de semaine, des 14 villages assyriens que l'EI contrôlait depuis février", a affirmé à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Le 23 février, l'EI s'était lancé à l'assaut de la région de Khaddour, qui compte 35 villages assyriens, et les jihadistes avaient pris le contrôle de quatorze d'entre eux, poussant à la fuite plus de 5.000 personnes. L'EI garde toujours en otage 210 Assyriens.

Les Assyriens, une communauté parmi les plus anciennes converties au christianisme, sont environ 30.000 en Syrie, soit 2,5% des 1,2 million de chrétiens du pays.

Ils vivent en majorité dans 35 villages de la province de Hassaké, dans le nord-est de la



Des combattants kurdes en position dans le village assyrien de Tel Jumaa, le 25 février 2015, dans la province d'Hassaké (Syrie). (RODI SAID / REUTERS)

Syrie. Ces villages sont aujourd'hui tenus par les forces kurdes et quelques uns par le régime.

Selon Oussama Edward, directeur du réseau assyrien des droits de l'homme (RADH) basé à Stockholm, "le contrôle des villages par les Kurdes a été rendu possible à la suite de violents raids de la coalition internationale" anti-jihadiste conduite par les États-unis.

Il a précisé à l'AFP que les photos qu'il a pu avoir entre les mains "montrent un grand nombre de destructions de maisons et

d'églises".

"La majorité des habitants ont peur de revenir car ils craignent que l'EI ait piégé leur maison avant de s'enfuir", a-t-il ajouté.

L'EI a profité de la guerre qui fait rage en Syrie depuis 2011 pour s'implanter dans le pays, qu'il contrôle désormais à 50%, selon l'OSDH.

Par ailleurs, toujours selon l'OSDH, les forces kurdes ont pris le contrôle mercredi de la cité de Mabrouké, au sud-ouest de la ville frontalière de Ras al-Ain, dans la province de Hassaké et qui comptait environ 50.000 habitants avant la guerre.

La localité dispose d'un point de passage menant à Ceylanpinar en Turquie, et les villages alentours sont contrôlés par les Unités de protection du peuple kurde (YPG), la principale force kurde en Syrie.

Mabrouké est un fief important de l'EI dans la zone, selon l'OSDH.

"Ce contrôle ouvre la route vers Tal Abyad", localité à la frontière turque utilisée par l'EI pour le passage de combattants en provenance de la Turquie, a dit Rami Abdel Rahmane, ajoutant que les forces kurdes s'étaient emparées de 4.000 km² en vingt jours dans le nord de la Syrie. ♦

Kurds abandon AKP

Thousands of pious Kurds, including entire tribes, have parted ways with the AKP, convinced that it has no real intention of reconciling with the Kurds.



Author Fehim Taştekin
May 20, 2015
www.al-monitor.com

With only weeks to go before Turkey's June 7 general elections, the ruling Justice and Development Party (AKP) is using every means to stop the pro-Kurdish People's Democracy Party (HDP) from passing the 10% threshold to enter parliament. The HDP, for its part, is bent on overcoming the barrier and spoiling President Recep Tayyip Erdogan's dream of becoming an omnipotent, executive president. While campaigning on a brand-new platform of nationwide appeal, the HDP is resorting also to the oldest of vote-pulling methods.

To bolster the HDP, the Democratic Society Congress (DTK), created in 2007 as an umbrella organization for Kurdish political and civic groups, has been busy luring Kurdish tribes — and their block votes — to the HDP. As a result, many formally pro-AKP tribes have changed allegiances in recent weeks.

Traditional arbitration mechanisms have survived to date in Turkey's eastern and southeastern regions, settling blood feuds and other disputes out of court. The DTK has transformed this tradition to a major tool of modern politics. Its social reconciliation and dialogue commissions — known also as "persuasion commissions" — are now working to attract rightist and conservative tribes to the leftist HDP camp.

Musa Farisoglu, the DTK member in charge of the commissions, told Al-Monitor that the commissions are made up of 15 to 21 members, including local notables from various walks of life, clerics and civil society activists.

Earlier this month, the Raman tribe in Batman, estimated to boast some 20,000 voters, made the headlines with a crowded ceremony that marked its shift to the HDP. The move was significant also because the tribe includes many village guards, a government-armed Kurdish militia that has backed the army against Kurdish rebels. Its leader, Faris Ozdemir, has served two parliamentary terms on the ticket of a center-right party.

The AKP took another blow in Batman as 300 people from the Alpahanlar clan, relatives of Agriculture Minister Mehdi Eker, the AKP's Kurdish heavyweight, collectively joined the HDP. The Baravi tribe, which has about 2,000 voters, soon followed suit. The Alika tribe, the largest in Batman's Besiri district, also joined the HDP, in what it said was a protest against the AKP's policies on the Kurdish question.

In Baskale in Van province, the AKP's entire district management resigned and joined the HDP. The move came as a reaction to an AKP candidate who paid a condolence visit to a local family in the company of police, despite advice that such a move goes against local tradition, visited shopkeepers in the escort of riot police and attacked the HDP, saying the town would be "saved from those extortionists."

In Suruc in Sanliurfa province, the Erdogan, Kilicaslan, Kalkan, Sahin and Boydan tribes staged crowded marches before joining the HDP. The entire local AKP leadership that ran the party's district office for 12 years is said to belong to those five clans.

In Kahta in Adiyaman province, 12,000 members of the Turanli tribe, which includes the daughter of a prominent tribal chief who was one of Mustafa Kemal Ataturk's right-hand men in the Liberation War, also collectively joined the HDP. The Turanli tribe and many other conservative Kurds switching allegiances have been heavily influenced by Dengir Mir Mehmet Firat, a Kurdish co-founder of the AKP who is now running on the HDP ticket. Firat himself belongs to one of Turkey's largest Kurdish tribes.

The HDP received a further boost in Siirt, where the Kiroyi tribe announced its support, even though one of its own, Ali Ilbas, runs on the AKP ticket. The commissions managed to enlist the support also of the ethnic Arab Karajna tribe in the Sanliurfa district of Ceylanpinar and a Turkmen village in Bozova.

According to Farisoglu, some clans have decided to back the HDP without publicly declaring their decision, including the Reskotan, Hamidi, Seyhan and Metina tribes. In addition, at least 40 headmen have agreed to join the party individually.

The tribes that have changed sides had served as strongholds for rightist



and conservative parties for decades. The commissions' persuasion methods and the targeted tribes themselves derive their clout from the power of traditions. The HDP's success in using traditional methods to reach out to the tribes, involving the support of local mullahs, may come as a surprise, if not a contradiction, given the party's innovative and bold vision on women's rights, male-female co-chairmanship in all leadership posts, minority rights, education in the mother tongue and the settlement of the Kurdish question.

By persuading only the tribal chief, community leaders secure the backing of thousands of people. No doubt, this raises questions over democratic norms resting on the individual's own will. Yet, there is a crucial difference here. Throughout Turkey's recent political history, ruling parties or opposition parties vying for power enlisted tribal support with pledges of material and political benefits. The HDP, however, stands no chance of coming to power, and peace is the only pledge it can make.

Then, another question pops up: How people who have stood on opposite sides — one fighting the state, the other fighting for the state in the ranks of the village guard — are able to come together? Several factors stand out:

The 2011 air raid that killed 34 young Kurds from the village of Roboski on the Iraqi border, Ankara's hostile rhetoric against the Kurdish resistance to the Islamic State's siege of Kobani, its description of Kurdish fighters as "terrorists," Erdogan's electoral shows with Kurdish-language Qurans and Ankara's backpedalling on the peace process have all caused indignation among pious and conservative Kurds as well.

Farisoglu stressed that their efforts were not limited to the elections. "We are working in a broader framework to secure our internal peace in Kurdistan. The Raman tribe, for instance, had had a peculiar attitude since 1977. We have now secured a basic common understanding. We are seeking to resolve differences, achieve internal reconciliation and build a unified stand. Social peace is our objective," he told Al-Monitor. "We do not reveal everything publicly, but very important developments are taking place. We are not working according to some hierarchy. We are organized on the basis of radical democracy and local [priorities]."

Asked about how far the tribal shifts could sway the elections, Farisoglu said, "I wouldn't give a percentage, but our efforts have expanded significantly. Major popular segments are gravitating to the HDP. This has led to panic in the AKP, and they are trying to make some countermoves. But the AKP's attempts at [luring] the tribes remain unanswered. That's why they are trying to drag us into provocations. The bomb blasts [at HDP offices] in Adana and Mersin are the latest example."

In remarks to Al-Monitor, Altan Tan — an HDP lawmaker who seeks reelection and stands out as one of the party's pious figures — offered the following assessment: "Communities in Kurdistan are tightly knit with bonds dating back several centuries. Some clans are pro-HDP, but others are not. To persuade the latter, commissions were set up of mullahs, well-known sheikhs and prominent figures. The commissions are able to persuade five out of every 10 clans they contact. No doubt, tribal leaders joining the HDP will not change the outcome much, but this creates a certain synergy. Collective shifts [to the HDP] have the impact of a stun →

⇒ grenade. Young people in the tribes no longer obey what their fathers say. They were already voting for the HDP. Now their fathers have become HDP supporters too."

Tan singled out government policies as the real factor behind the changing attitude of conservative Kurds, outlining five major factors repelling tribes from the AKP:

- Erdogan has failed to meet the expectations of pious Muslim Kurds. In the past three years, Ankara has pursued delay tactics vis-a-vis the Kurds, especially in the settlement process, failing to take any serious steps.
- A number of controversial developments, mainly the Roboski massacre and Ankara's stance on Kobani, have alienated many Kurds.
- When selecting its Kurdish candidates for June 7, the AKP opted for people who had previously backed center-right parties or members of feudal clans belonging to the village guard. Such misguided selections in Hakkari, Bitlis, Sirnak and Diyarbakir deepened the rift. Respected Kurdish figures such as Yilmaz Ensaroglu and Abdurrahman Kurt were placed in unfavorable spots on the AKP ticket, while candidates of leftist background such as Orhan Miroglu and Muhsin Kizilkaya enjoyed better spots.
- The Kurdish movement's drive to open up to pious Kurds (represented by Tan himself) was expanded further by the HDP. The party fielded candidates such as former Diyarbakir mufti Nimettullah Erdogan and Huda Kaya, an activist who has campaigned against the ban on the hijab, making a positive impact on the pious electorate. That's why the government is now trying to discredit the HDP as an irreligious movement, charging that it follows a Marxist ideology or the pre-Islamic Zoroastrian faith.

- To keep the Kurds on the AKP side, Erdogan began brandishing Kurdish-language Qurans at rallies. This tactic has backfired. Many Kurds felt offended, saying, "We became Muslims before you [Turks]. We are not supposed to learn Islam from you."

To contain the tide, the AKP leadership has launched attacks on HDP co-chair Selahattin Demirtas on three controversial issues. First, it is trying to misrepresent the HDP pledge to replace the Religious Affairs Directorate with a Directorate of Faith Affairs as an HDP plan to do away with Islam.

Second, AKP leaders are manipulating the remarks Demirtas made when the government banned May Day demonstrations at Istanbul's Taksim Square, which has acquired symbolic importance since dozens of workers perished there in May Day bloodshed in 1977. "Don't take my words as a literal comparison, but Muslims go to the Kaaba for the hajj and Jews go to Jerusalem. Religions have their centers and shrines. You can't do [certain rituals] elsewhere," Demirtas said. "I don't mean it's a religious belief, but, yes, Taksim is an indispensable venue for workers. Without a celebration at Taksim, one cannot claim that May Day has been celebrated in Turkey." Picking on those remarks, both Erdogan and Prime Minister Ahmet Davutoglu continue to claim that Demirtas had said that Taksim was "the workers' Kaaba."

The third controversy surrounding the AKP campaign is the claim that Demirtas had eaten bacon during a trip to Cologne.

Religious sensitivities have come to the fore as never before in this election. Some argue the government's countermoves have stalled the pious electorate's shift to the HDP, but no healthy data exists to confirm this claim. ♦

Fehim Taştekin is a columnist and chief editor of foreign news at the Turkish newspaper Radikal, based in Istanbul. He is the host of a fortnightly program called "Dogu Divani" on IMC TV. He is an analyst specializing in Turkish foreign policy and Caucasus, Middle East and EU affairs. He was founding editor of Agency Caucasus.



May 26, 2015

Kirkuk governor: US, regional powers support Kirkuk as independent region

By Aso Sarawiy - 26/5/2015
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region — The governor of the ethnically mixed province of Kirkuk says the US and regional powers have repeatedly shown support for the province to become an independent region within Iraq as a solution to a centuries-long conflict over the fate and status of the oil-rich province.

"The US and the neighboring countries say the solution to the problems of Kirkuk is to declare it as an independent region," Governor Najmadin Karim said in a Rudaw interview, which will be aired Tuesday evening.

The governor said "a number of important countries" have shown support for the idea and would push for a recognition within Iraq.

"But I still think Kirkuk will be in better hands if it returned to the Kurdistan region and that is what we're working for," Karim added.

Over 10 percent of Iraq's estimated 140 billion barrels of oil are

believed to be in Kirkuk province, making it a major source of revenue for the country. Kirkuk currently produces 30 percent of Iraq's crude oil.

Kirkuk's northern refineries currently export 350,000 barrels per day through the Kurdistan region's pipelines to the Turkish port of Ceyhan, as the ISIS militants seized or destroyed much of the original Kirkuk pipelines. Kirkuk has a production capacity of over 1 million barrels per day.

Kurds have accused successive governments in Baghdad of forceful resettlement of Arab families in Kirkuk to deliberately change the balance of power in the province.

Around 21 percent of the population in Kirkuk consists of ethnic Turkmens, 28 percent is Arab and the remainder is Kurdish, according to UN data.

Kurdish security forces have patrolled Kirkuk and its oil fields since 2003.

Kirkuk's Arab factions and the main Turkmen faction, the Turkmen Front, have shown support for an independent region, but



Najmadin Karim. Rudaw photo.

do not wish to remain under the Kurdistan region's control. They have in the past accused Kurds of discrimination in the province.

Meanwhile, a committee representing all Kurdish political parties in Kirkuk was formed this week, which will hold talks with non-Kurdish groups in the province over a possible return to the jurisdiction of Kurdistan region administration.

The committee said Monday it was hopeful Arab and Turkmen factions would support the return, as the ongoing amendment to the

Kurdistan region constitution will guarantee "their full national rights."

"The amended constitution must make sure that all national rights of other groups are guaranteed so that they feel protected inside the Kurdistan region," Sayd Majid, a spokesperson for the committee, told Rudaw.

A referendum on whether Kirkuk should become part of the Kurdistan region was planned in 2007 but was postponed indefinitely. ■

Turkish electoral outcome hinges on pro-Kurdish party

23 MAY 2015

Jacob Resneck, Diyarbakir, Turkey

<http://www.dw.de>

Turkey's ruling AK Party will face its toughest electoral challenge next month. The key factor in the AKP's success will be whether a pro-Kurdish party will make it into parliament.

To get around an election law calling for political parties to earn 10 percent of the vote to enter parliament, smaller Turkish parties have typically run individual candidates as independents.

But this year, the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) has entered the race as a national party in a wager that will either herald an unprecedented power bloc for Kurdish nationalist parliamentarians or hand its votes to electoral rivals after the poll on June 7.

"The most important factor in this election is going to be the HDP – whether it will get over the 10-percent threshold or not," said Behlül Özkan, an assistant professor of politics at Marmara University in Istanbul. "This could change the arithmetic in the parliament."

But more than a political election is at stake.

PEACE PROCESS WITH PKK

A precarious 2012 ceasefire between the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish state teeters on a knife's edge. The conflict has claimed the lives of at least 40,000 people, and while no one wants a return to hostilities, rival camps have warned that much hinges on next month's polls.

Turkish Deputy Prime Minister Yalçın Akdoğan said Thursday that if the HDP enters parliament it would scuttle the already shaky peace.

"If the AK Party government loses power because the HDP passes the threshold, there will be no settlement process," Akdoğan said in a televised address to voters Thursday.

The HDP operates unofficially as the legal political arm of the PKK, which is listed as a terror group by Turkey, the US and the EU, but it still enjoys strong electoral support in Turkey's southeast where ethnic Kurds are concentrated.

The PKK's leadership has renounced violence but has said it will not lay down its arms as long as the government stalls on promised reforms over rights for minority languages, cultures and broad autonomy for the regions.

HDP COURTS PKK SYMPATHIZERS

Former law professor and HDP candidate Mithat Sincar said his party's ability to overcome the 10-percent barrier will be key in convincing rank-and-file Kurdish nationalists that the solution to normal relations with Ankara is political, not military, and that a solution can be reached with non-violent means.

"We have to enter parliament to prevent a return to violence," Sincar told DW in Mardin, a mixed city of Kurds, Arabs and Assyrians. "The base of this party has sympathizers of the PKK. That's a sociological fact – not a political choice."

In the southeastern region, the Islamist-rooted AK Party has fielded candidates with strong ties to the Kurdish nationalist movement.

After the pro-Kurdish party of which he was a member was shut down by the courts in 2009, Kurdish politician Orhan Miroglu had



Jailed PKK leader Öcalan still has plenty of support

been banned from politics. This year, he was allowed to join the AKP as a candidate in the Mardin province – but he said tensions are high and there are real dangers of a return to violence.

"The PKK uses democratic language, but in Siirt they killed a village leader, and there are people who are worried about their safety," Miroglu told DW, referring to April's unsolved shooting death of a 42-year-old elected official.

PARTY OFFICES BOMBED

The majority of attacks so far have been directed at the HDP, which has reported more than 100 attacks against its party offices. The most severe was twin bomb attacks May 18 against its offices in Mersin and Adana which wounded three people, one seriously.

Turkey's government has blamed a banned left-wing group for the bombings, while HDP leadership has pointed to possible connections with militant Islamists – and, by extension, the ruling AKP.

"It was not the first attack and we're calling for it to be the last attack," Osman Baydemir, a former mayor of Diyarbakir and HDP candidate in the city of Sanliurfa told DW. "We're never going to answer to these provocations, never going to resort to violence."

ERDOGAN'S FUTURE AS TURKEY'S LEADER

Adding another wrinkle is the political ambition of Turkey's President Recep Tayyip Erdogan who ruled Turkey as prime minister for more than a decade.

Party rules prevented Erdogan from remaining prime minister, so following last year's election as president, he has been crisscrossing the country arguing that Turkey needs to change the constitution and institute a strong presidency to allow him to continue as leader.

But the AKP would need at least 400 deputies out of the 550 members of parliament in order to amend the constitution. That looks unlikely as separate polls this week give AKP between 42 percent and 40.5 percent, far short of the super majority envisioned by the Turkish president.

Should the HDP enter parliament, the AKP's position would be severely weakened and Erdogan's political career would be jeopardized as his allies would be unable to prevent a parliamentary inquiry over corruption allegations implicating Erdogan's inner circle.

"If they get below 276 MPs, that means coalition and that also ➡

means that the large-scale corruption allegations of AKP will go to the Constitutional Court," political scientist Ozkan told DW. "And with the support of the three oppositional parties to prosecute, that would trigger a huge set of problems for Erdogan and the AK Party's leadership."

COMPETING STRATEGIES FOR PEACE

Former mayor of the border town of Cizre, Seyyid Hasim Hasimi is an AKP candidate in the Diyarbakir province. He sits in his suburban campaign office flanked by about 100 supporters who hang on his every word.

A veteran of Islamist-rooted parties, Hasimi said Erdogan has the

unique strength as a leader to break old taboos and overcome resistance to finding a long-term answer for Turkey's Kurdish question.

"There's blood at stake, we have a lot of that behind us," Hasimi said. "There's a need for a strong hand to put things on the right path and Erdogan is the one to make this happen."

But HDP candidate Idris Baluken in Diyarbakir said the peace process can't be imposed from above.

"When the AKP moves toward authoritarianism, there's no chance for the peace process to work," Baluken told DW. "You have to talk to people and get their views." ■



May 25, 2015

Will Kurdistan sell oil if Baghdad doesn't pay?

Katy Barnato | Hadley Gamble
<http://www.cnbc.com>
 May 25, 2015

Iraq's semi-autonomous region of Kurdistan will sell its oil independently of Baghdad if the national government does not pay the money it owes, the president of the Kurdistan Regional Government told CNBC over the weekend.

Oil-rich Kurdistan, which has historically had a very tense relationship with the rest of Iraq, has been in dispute with the federal government in Baghdad since 2014 over oil exports and budget distribution. For the last year, national government funding for the region has been erratic, amid accusations that the region is selling oil without Baghdad's consent and failing to meet production quotas.

"Either Iraq will commit to the agreement that they have and will pay the Kurdistan region or, in another case, if they don't and fail to pay Kurdistan, then we will be selling our own oil and collecting our own revenue," Masoud Barzani, the president of the Kurdistan Regional Government, told CNBC from the World Economic Forum in Jordan.

Kurdistan has previously threatened to start independently selling its oil—despite doubts over whether it has the international clout to do so. However, Barzani said Saturday that the region would give Baghdad only "one or two more months" before taking action.

Iraq's semi-autonomous region of Kurdistan will sell its oil independently of Baghdad if the national government does not pay the money it owes, the president of the Kurdistan Regional Government told CNBC over the weekend.

Oil-rich Kurdistan, which has historically had



*Kurdistan President Massoud Barzani.
 Photo: Screenshot/CNBC*

a very tense relationship with the rest of Iraq, has been in dispute with the federal government in Baghdad since 2014 over oil exports and budget distribution. For the last year, national government funding for the region has been erratic, amid accusations that the region is selling oil without Baghdad's consent and failing to meet production quotas.

"Either Iraq will commit to the agreement that they have and will pay the Kurdistan region or, in another case, if they don't and fail to pay Kurdistan, then we will be selling our own oil and collecting our own revenue," Masoud Barzani, the president of the Kurdistan Regional Government, told CNBC from the World Economic Forum in Jordan.

Kurdistan has previously threatened to start independently selling its oil—despite doubts over whether it has the international clout to do so. However, Barzani said Saturday that the region would give Baghdad only "one or two more months" before taking action.

MORE WEAPONS NEEDED TO FIGHT ISIS

As well as the dispute with the Baghdad, Kurdistan has been hit hard by the collapse in global oil prices and the insurgent Islamic State (ISIS), which has seen the region's population swell with refugees from fighting in Syria and other parts of Iraq.

ISIS continues to gain ground in Iraq, taking the city of Ramadi, which is about 30 miles west of Fallujah and 70 miles west of Baghdad, last week, from a far larger Iraqi force.

On Sunday, U.S. Defense Secretary Ashton Carter said that the rout suggested that Iraqi government troops—which were trained by the U.S.—lacked the will to fight.

Barzani added to the criticism of Iraq's armed forces, telling CNBC that sectarianism meant soldiers lacked the impetus to defend their country.

"The problem is actually with the previous regime in Iraq that provided an environment for the sort of problems that we see in the Iraqi military," he said.

"The way that they managed the Iraqi military... unfortunately changed the national army to a more sectarian army and those people that were supposed to fight for the country didn't really have the cause and that was the main reason why the Iraqi military wasn't able to succeed."

Read MoreHas poor governance in the Middle East aided Isis?

Barzani said that further commitment from the international community was needed to defeat Isis.

He praised the U.S.'s support overall, but said that Kurdistan had not received the weaponry it needed.

"We are very grateful and thank the United States for the support that they provided to Kurdistan. Unfortunately in terms of the weapons, we have not really received the kind of equipment that we demand and is required to fight and defeat Isis," he told CNBC.

"I have raised this issue with the administration and other government officials and we are hopeful that they will respond positively and there will be some changes in this regard," Barzani later added. ●

Le Monde
JEUDI 28 MAI 2015

Le captif d'Al-Malikiya

ALLAN KAVAL
DÉRIK (AL-MALIKIYA, SYRIE) - *envoyé spécial*

C'est une cave obscure, à peine éclairée par le rayonnement blafard de quelques néons qui jettent leur lueur sur le ciment brut, pétrifié par la crasse. Nous ne sommes qu'à quelques mètres sous terre, mais infiniment loin du monde des vivants, dans le sous-sol de l'ancien tribunal d'une petite ville syrienne. Ses habitants l'appellent Dérîk, la « petite église » en kurde. Celui qui commande ici est un petit homme maigre vêtu d'un treillis militaire et chaussé de mocassins pointus. Il fume continuellement de fines cigarettes mentholées tenues entre les deux dernières phalanges du majeur et de l'index, tandis que nous attendons des heures durant que soient amenés les prisonniers, des combattants de l'Etat islamique, que nous avons demandé à rencontrer.

En juillet 2012, Dérîk, ou Al-Malikiya selon la toponymie officielle, localité perdue dans les zones frontalières entre Syrie, Irak et Turquie, est passée sous le contrôle des Unités de protection du peuple (YPG), un groupe armé kurde syrien, encadré par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Depuis, le tribunal a cessé de fonctionner, transformé en « cour populaire » par les nouveaux maîtres de la ville, qui ont chassé les juges du régime. Avant la révolution, les sous-sols du bâtiment appartenaient aux moukhabarat, les services du renseignement intérieur, redoutable corset de surveillance de la société syrienne, connu pour la sauvagerie de ses interrogatoires. Les hommes ont changé, pas les lieux ni leur destination. La cave du tribunal appartient maintenant aux Asayiches, les services de renseignement des nouvelles autorités kurdes, représentées par le fumeur de menthols.

Soudain, deux hommes émergent d'une ouverture pratiquée dans l'un des murs de la cave, la tête recouverte d'un sac de tissu noir. Le premier marche péniblement, soutenu par deux de ses geôliers kurdes. Il semble souffrir, un pied bandé dans un pansement

Le premier combat d'Abou Moussab, 17 ans, a aussi été le dernier. Enrôlé par l'Etat islamique, cet adolescent sans réelle conscience politique a aussitôt été fait prisonnier



Abou Moussab, avec un autre combattant de l'Etat islamique. EMILIEN URBANO/MYOP POUR « LE MONDE »

sale. L'autre, de plus petite taille, lui emboîte le pas, revêtu d'une longue tunique et de pantalons en fin tissu de camouflage militaire. Ils ne se connaissent pas, mais tous deux sont d'anciens combattants de l'Etat islamique capturés par les forces de sécurité kurdes syriennes. Trois gardiens observent la scène.

Tandis qu'ils s'effacent, l'officier en mocassins s'approche de ses prisonniers et guide leurs mouvements vers les sièges en plastique qu'on a apportés pour eux. Au fond de cette cave, rien n'empêcherait ses gestes de se prolonger en coups, ses mots en hurlements. Les corps ennemis, captifs, lui appartiennent. Le blessé est un ressortissant turc. Il ne parle pas un mot d'arabe ni de kurde. A vol d'oiseau, la frontière de son pays natal se trouve à moins de 10 kilomètres au nord. Mais ici, il est à la merci d'une organisation qui combat Ankara depuis plus de trente ans et dont le discours officiel désigne souvent les groupes djihadistes comme des agents de la Turquie.

L'autre est syrien. L'officier retire d'un geste brusque le sac qui lui couvre la tête, laissant apparaître une tignasse frisée, un visage juvénile et deux grands yeux noirs où se lit la crainte. Nous pourrions nous entretenir avec lui après avoir éloigné les hommes des Asayiches et leur chef. Le jeune homme se fait appeler Abou Moussab, comme Abou Moussab Al-Zarkaoui, fondateur d'Al-Qaida en Irak

en 2003 et précurseur de l'Etat islamique, un nom de guerre qu'il a voulu garder dans sa geôle. Né en 1997, il n'a encore que 17 ans, le même âge quasiment que certains de ses geôliers. Sa gorge serrée ne laisse d'abord passer qu'un filet de voix enrouée pour raconter comment il a échoué ici, de façon quasi banale : « J'étais sur le front, dans la région de Tel Hamis. Mon groupe s'est fait surprendre par les YPG. Mes camarades sont morts, moi je me suis caché. Ils m'ont retrouvé, m'ont désarmé et m'ont fait prisonnier. »

Abou Moussab a échappé de peu à une mort expéditive sous les bombes des avions de la coalition qui soutiennent les combattants kurdes et leurs alliés dans cette partie de la Syrie depuis octobre 2014. « La veille de la bataille, le point de contrôle qui se trouvait juste devant ma position a été détruit par un bombardement aérien », précise le jeune homme. Les environs de Tel Hamis constituent l'un des principaux fronts de la Djezireh syrienne. Cette région du nord-est du pays est devenue un champ de force où évoluent l'Etat islamique, le régime syrien et les Kurdes, trois grandes masses entraînant dans leurs orbites respectives une myriade de clans, de tribus, de milices, de gangs, de partis politiques, souvent imbriqués. L'histoire est tissée de leurs collisions incessantes, ondulations irrégulières à la surface d'un chaos constant.



DÉSŒUVRÉ

L'enfant au nom inconnu que fut Abou Moussab a grandi dans ces confins, à une époque où le pouvoir de tuer impunément était moins partagé. Avant la guerre civile, il était dévolu au seul Etat syrien. Elevé par sa famille arabe dans une ferme isolée, quelque part dans les gouvernorats de Deir Ezzor, il raconte une existence assez déshéritée. « Mes parents étaient pauvres. Ces dernières années, mon père transportait du mazout entre la Syrie et l'Irak. » Abou Moussab a arrêté l'école à 15 ans, frustré par la guerre de son envie d'apprendre la mécanique. Il dit que l'institut où il devait étudier à Deir Ezzor a fermé en raison du conflit. Il s'est retrouvé dans sa campagne, un peu désœuvré.

L'EI y a alors assis sa domination depuis plusieurs mois, mais le traitement que ses hommes réservent à la population ne le dérange pas particulièrement. Dans la rue commerçante d'une localité proche de sa ferme natale, il fait la connaissance, voilà moins d'un an, d'Abou Oussama, un émir de l'organisation qui lui parle de ses frères et de leurs objectifs. « Il disait que l'Etat islamique était venu pour appliquer les principes de l'islam et faire respecter les lois de Dieu, contrairement à l'Armée libre et aux rebelles, qui ne sont que des voleurs », récite Abou Moussab. « Je n'avais jamais été tenté de rejoindre un groupe armé auparavant, mais ils ont fini par me convaincre. Abou Oussama m'a parrainé et j'ai été recruté comme combattant. »

S'ensuit un entraînement militaire sommaire dans un camp de la région où séjournent de nombreux étrangers. « Il y avait des Européens, des Marocains, des Tunisiens, des Turcs, des Sénégalais, le cuisinier était chinois et le commandant était du Kazakhstan », se rappelle le jeune homme. Les djihadistes étrangers, raconte-t-il, souvent meilleurs combattants, jouissaient d'un traitement particulier, tandis que les Syriens comme lui étaient envoyés aux points de contrôle routiers. Abou Moussab y passera l'essentiel de sa courte carrière : un poste au quotidien monotone qui consiste à contrôler les identités des conducteurs, à vérifier qu'ils ne sont pas recherchés par les djihadistes.

Le tabac ayant été interdit par l'Etat islamique, il s'agit aussi d'arrêter les contreban-

**À L'ÉVOCATION
DES SIENS,
LE JEUNE HOMME
S'EST FIGÉ. SA VOIX
S'EST ÉTRANGLÉE.
DES LARMES
SONT MONTÉES QU'IL
S'EST EMPRESSÉ
D'ESSUYER**

diers. Abou Moussab, qui fume fébrilement les nombreuses cigarettes que nous lui offrons, en a conservé un souvenir étrange : l'arrestation d'un de ces trafiquants que ses compagnons d'armes ont contraint à se tenir en sous-vêtements une heure durant sous la pluie, entouré de sa marchandise. Avant, assure-t-il, d'être libéré.

S'ÉVANOUIR DANS LE NÉANT

Il entend un jour des membres de l'EI plus âgés se vanter des atrocités qu'ils ont commises contre des yézidis. En août 2014, les djihadistes se sont emparés de plusieurs villages appartenant à cette communauté non musulmane dans les environs du mont Sinjar, à l'ouest de la Djézireh, du côté irakien de la frontière. Une offensive qui s'est traduite par de multiples actes barbares à l'encontre des populations civiles. « Ils parlaient de la manière dont ils avaient tué des hommes yézidis, ils disaient que les yézidis étaient infidèles, et que les femmes, les filles et les enfants qu'ils leur avaient pris devaient être considérés comme du butin. Ils étaient fiers d'eux et racontaient qu'un Saoudien avait acheté une fille pour 7 millions de livres syriennes », soit plus de 34 000 euros. Abou Moussab déclare être resté d'abord indifférent au sort des yézidis. « Ce n'est qu'après que j'ai compris que les yézidis faisaient leurs prières et étaient des musulmans comme les Kurdes », assure-t-il. Ce n'est bien sûr pas le cas, mais Abou Moussab ne le sait pas.

Le monde dans lequel il vit paraît parfois brumeux. A mesure de l'avancée des Kurdes

vers Tel Hamis, Abou Moussab a dû être enrôlé au front, une première expérience du feu d'une grande confusion. Partis de nuit aux dévants des combattants des YPG, ses camarades et lui reçoivent rapidement l'ordre de reculer. Les véhicules chargés de venir les chercher ne sont jamais arrivés et leur retraite a été brusquement coupée par un détachement kurde. Le premier combat d'Abou Moussab s'est ainsi terminé à plat ventre, les mains liées dans le dos à regarder les positions de ses anciens compagnons d'armes se faire bombarder par l'aviation de la coalition conduite par les Etats-Unis.

Il a ensuite été transféré à l'arrière, avant d'échouer dans cette prison de Dérik. Lorsqu'on lui demande s'il a été torturé, Abou Moussab répond : « Oui, un peu », comme s'il était surpris de n'avoir rien subi de très grave : « Pendant les interrogatoires, j'ai reçu quelques claques et un coup de pied dans le dos. J'avais les poignets attachés. J'ai aussi reçu quelques décharges électriques. » Du fond de sa prison, il se demande où sont ses parents. « Comme les Kurdes ont avancé, ma famille a dû s'enfuir vers le sud et les régions contrôlées par l'Etat islamique. Peut-être qu'ils sont en Irak ou qu'ils ont réussi à partir en Turquie... »

C'est dans ce pays tout proche que la famille d'Abou Moussab et la jeune fille qui lui était promise avaient eu l'idée de fuir la guerre, avant que cette dernière ne finisse par les rattraper tous. « Ils ne voulaient pas que je m'engage avec l'Etat islamique, et ils avaient raison, regrette-t-il. Quand je sortirai de prison, j'irai les chercher. » A l'évocation des siens, le jeune homme s'est figé. Sa voix s'est étranglée. Des larmes sont montées qu'il s'est empressé d'essuyer avec la manche de sa tenue de combat, avant de demander : « Vous savez quand je vais sortir d'ici ? »

Seul un échange de prisonniers avec l'Etat islamique négocié grâce aux bons offices de dignitaires tribaux arabes pourrait donner à Abou Moussab une chance d'être libéré. Ses geôliers évoquent l'existence d'un tribunal militaire, sans savoir sur quelles lois ses jugements seraient censés s'appuyer, ni où il siège, ou quelles sentences il a déjà prononcées. Abou Moussab pourrait tout aussi bien s'évanouir dans le néant comme tant d'autres en Syrie, en Irak et partout où des vies comme la sienne n'ont plus de valeur. ■

AFP

Turquie: 2 morts lors d'affrontements armés entre partis kurdes rivaux

Istanbul, 29 mai 2015 (AFP)

DEUX PERSONNES ont été tuées par balles et six autres blessées vendredi dans le sud-est de la Turquie lors d'affrontements armés entre des militants du principal parti kurde et d'un parti islamiste, à huit jours des élections législatives du 7 juin.

Selon l'agence de presse Dogan, des incidents ont éclaté lorsque des membres de la formation islamiste kurde Huda-Par ont refusé que des militants du Parti démocratique du peuple (HDP, prokurde) tiennent une réunion électorale dans le village de Kozluca, dans la province à majorité kurde de Sirnak.

Dans des circonstances encore indéterminées, un homme aurait alors ouvert le feu, blessant huit personnes. Grièvement atteintes, deux d'entre elles, présen-

tées par l'agence de presse progouvernementale Anatolie comme des membres d'Huda-Par, sont décédées plus tard à l'hôpital.

Les violences sont régulières entre les membres du HDP, réputés proches des rebelles du Parti des travailleurs des Kurdistan (PKK) qui mènent la rébellion depuis 1984 contre les autorités turques, et ceux d'Huda-par, proche des mouvements islamistes.

En octobre et en décembre, des affrontements entre des militants de ces deux groupes rivaux dans le sud-est de la Turquie se sont soldés par plusieurs morts.

La campagne pour les législatives du 7 juin a été émaillée de violences visant notamment le HDP. La semaine dernière, deux explosions qui ont fait plusieurs blessés ont visé le quartier général de ce parti dans les provinces d'Adana (sud) et Mersin (sud).

Les résultats du HDP le 7 juin font l'objet de toutes les attentions et spéculations. Si ce parti franchit la barre des 10% des suffrages au niveau national, il devrait empêcher le parti du président Recep Tayyip Erdogan d'enlever la majorité des deux tiers des 550 sièges de députés nécessaires pour faire passer la réforme constitutionnelle qu'il souhaite pour renforcer ses pouvoirs de chef de l'Etat.

Devant Mossoul, une milice sunnite contre Daech



Des instructeurs turcs entraînent les combattants de la milice Hashd al-Watani dans un camp près de Mossoul. IRAQI NEWS

ÉMILIE NNE MALFATTO @emalfatto
ERBIL (KURDISTAN IRAKIEN)

ILS SE TIENNENT droits sous le soleil de midi. Beaucoup ont le visage masqué de noir, un peu effrayants. Dans un camp militaire planté au milieu de nulle part, béret rouge sur le crâne, aigle irakien au biceps, des dizaines d'hommes s'entraînent au combat, avec un seul objectif : reprendre Mossoul, leur ville natale, tombée aux mains du groupe État islamique il y a un an. Bienvenue chez les Hashd al-Watani.

« Le Rassemblement de la nation » se veut une milice pluriethnique et multiconfessionnelle - avec majorité d'Arabes sunnites - composée uniquement d'hommes originaires de la province de Ninive, dont Mossoul est la capitale. Une unité locale, qui pourrait limiter le bain de sang lors de la bataille pour la capitale irakienne de l'EI.

C'est un des dangers de la reconquête de la deuxième ville d'Irak, berceau du nationalisme arabe sunnite dans le pays : si les pechmergas kurdes ou l'armée irakienne - à dominance chiite - entrent dans la ville, ils seront perçus comme des occupants étrangers, ce qui risque de provoquer des affrontements confessionnels et ethniques.

Sous-équipés et sous-payés

Alors les Hashd al-Watani s'entraînent. Leur camp ne ressemble pas à grand-chose, monté de toutes pièces sur d'anciennes terres agricoles à une douzaine de kilomètres de Mossoul, près du front. Baraquements préfabriqués, tentes kaki. Nous sommes en territoire kurde mais le soldat en faction à l'entrée porte un uniforme irakien.

C'est la cinquième session de formation. Au total, plus de 2200 volontaires sont déjà passés dans ce centre, par groupes de 500, depuis son ouverture en janvier. « Plus de 7 000 hommes se sont présentés », indique le colonel Zyad Qader, adjoint au commandant du camp,

« Près de la moitié sont arabes sunnites, mais il y a aussi 20 % de Kurdes et 20 % de yazidis, ainsi que des chrétiens et des Shabaks, une minorité de confession chiite, précise-t-il. On s'appelle Hashd al-Watani, pas Hashd al-Sunni ("le rassemblement des sunnites"). »

Seront-ils inclus dans des unités pechmergas ? Serviront-ils de « guides » dans Mossoul ? Les questions précises amènent des réponses floues. « Nous attendons les ordres », répète Zyad Qader, lâchant qu'après 21 jours d'entraînement les hommes « rentrent chez eux et attendent d'être appelés ». De quoi s'interroger sur le potentiel militaire de cette force.

Le problème, assure-t-il, ce n'est pas l'entraînement. Ce sont les armes. Les Hashd al-Watani sont sous-équipés. Aucune arme lourde, quelques kalachnikovs et mitrailleuses fournies par le gouverneur de Ninive, Atheel al-Nujaifi.

Al-Nujaifi est l'homme de ce projet. L'idée lui trottait dans la tête depuis longtemps, explique-t-il dans le grand bureau très vide de la maison d'Erbil où il vit en exil dans un quartier ultra-sécurisé. L'endroit - portique de sécurité, gardes - fait très « gouverneur déchu ».

C'est justement ce qu'il est - ou presque, puisqu'il est toujours officiellement aux commandes, de loin. L'homme lui-même a la tête de l'emploi, grosse moustache et regard sombre. « L'idée était de créer une sorte de garde nationale dans les zones sunnites, mais il n'y a pas de cadre légal. Les Hashd al-Watani sont une solution intermédiaire », explique-t-il.

Rapidement, après la chute de Mossoul, des volontaires se regroupent. Quelques mois plus tard, le commandant pechmerga d'un des fronts de Mossoul autorise la création du camp dans sa zone. Un autre est créé plus au sud, pour l'entraînement de 5 000 anciens policiers de la ville. Les Hashd al-Watani, eux, sont issus de la société civile. Mais « ils sont formés comme une armée, pas comme une milice tribale », précise Nujaifi. Les instructeurs sont d'anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein, épaulés par des formateurs turcs.

2200

volontaires

sont passés depuis janvier par le centre de formation militaire des Hashd al-Watani

Il y a pourtant un côté milice au rabais. Mal armés. Sous-payés - quand ils ont la chance de l'être. Au déjeuner, riz, et pois chiches. Pas de viande.

« Bagdad n'a envoyé ni argent ni armes, déplore al-Nujaifi. On ne peut compter que sur nous-mêmes. Alors on achète des armes au marché noir. »

Pourtant les Hashd al-Watani sont officiellement sous contrôle du ministère irakien de l'Intérieur, qui a également la main sur les milices chiites Hashd al-Shaabi. Seulement voilà : le ministre de l'Intérieur appartient au bloc chiite Badr, plus disposé à financer des miliciens chiites que des unités majoritairement sunnites.

Les relations tendues entre Bagdad et Erbil compliquent encore la fourniture d'armes à des unités basées au Kurdistan. Quant à al-Nujaifi, il est décrié dans de nombreux cercles, sa gestion de la ville considérée comme ayant facilité la chute de Mossoul - gangrenée par la violence et la corruption -, un fruit pourri que l'EI n'a eu qu'à cueillir.

La guerre de clocher qui entoure ce centre alors que l'EI est tout proche semble un modèle réduit de l'Irak, où personne ne fait vraiment confiance à personne, et où chacun défend sa loyauté propre. Une illustration de l'ampleur du chemin à parcourir avant de reprendre Mossoul.

Qu'importe, les Hashd al-Watani s'entraînent. Ivan a des yeux clairs dans un visage couleur tabac brûlé. Cet ancien boxeur est là comme entraîneur au combat corps à corps. « C'est mon devoir », lâche-t-il. Lui-même est kurde, originaire de Ninive. Pourquoi a-t-il rejoint les Hashd al-Watani plutôt que les pechmergas ? Il hausse les épaules. « Ça ne fait pas de différence : l'ennemi c'est Daech. »

À sa gauche, Omar acquiesce. Arabe sunnite, il vient de Mossoul. Sa mère y est toujours. Mais il espère la revoir bientôt, après en « avoir fini » avec l'EI. Sourire sous le béret rouge. « Inch'Allah ». ■

Syrie : al-Qaida cherche à apparaître comme une organisation présentable

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

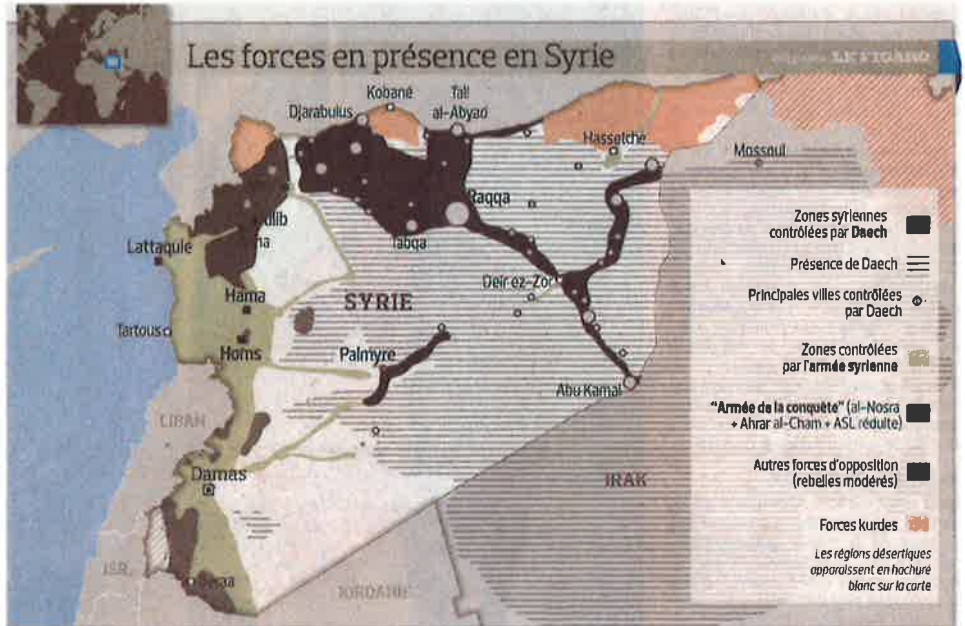
MOYEN-ORIENT Après avoir refusé de changer de nom comme le lui demandait le Qatar, le Front al-Nosra, branche syrienne d'al-Qaida, cherche maintenant à rassurer : tout à la fois les minorités chrétienne et alaouite qu'elles n'ont rien à craindre ; les Occidentaux qu'ils ne seront pas, eux non plus, attaqués à partir du sanctuaire syrien ; et enfin les Syriens eux-mêmes que ces « djihadistes modérés », devenus la force montante de la rébellion, sont sur le point d'arriver à leurs fins, c'est-à-dire la chute de Bachar el-Assad.

Durant 47 minutes, mercredi sur al-Jazeera, la chaîne de télévision du Qatar, un des principaux soutiens de l'insurrection, Abou Mohammed al-Joulani, le chef d'al-Nosra, s'est livré à une tentative de réhabilitation, alors que sur le terrain, son groupe coallié avec d'autres factions islamistes avançait encore dans le nord-ouest de la Syrie, en s'emparant d'Ariha. Cette ville de 40 000 habitants était la dernière de la province d'Idlib à être encore tenue par les forces loyalistes. Celles-ci ont dû l'abandonner au terme d'une offensive éclair menée par l'« Armée de la conquête », dominée par al-Nosra, qui compte dans ses rangs des salafistes, d'autres factions islamistes et quelques rebelles de l'Armée syrienne libre.

« Les alaouites ne seront pas tués s'ils arrêtent de soutenir Assad, renient leur foi et reviennent à la charia »

LE CHEF D'AL-NOSRA

Après la chute de Palmyre, la semaine dernière, aux mains de Daech, le régime ne contrôle plus qu'un quart du territoire. Al-Nosra veut être un partenaire inévitable de l'après-Assad. Ses dernières avancées le rapprochent tout à la fois du « pays alaouite » - bastion des Assad - et du centre du pouvoir à Damas. « Je vous assure que la chute de Bachar est pour bientôt », a ainsi affirmé al-Joulani. Il l'avait déjà proclamée en décembre 2013 lors de son premier entretien à al-Jazeera. Mais cette fois, le pouvoir apparaît en plus mauvaise posture. Et surtout, les parrains qatarien, saoudien et turc de ces rebelles prétendent



modérés sont enfin parvenus à faire taire leurs divisions pour les aider en armes et en argent. En contrepartie, al-Joulani se doit d'apaiser les craintes des Occidentaux, en montrant qu'al-Nosra n'est pas Daech, ce monstre d'intolérance dont il est pourtant issu. D'où ses déclarations sur les alaouites, qui ne seront pas tués « s'ils arrêtent de soutenir Assad, renient leur foi et reviennent à la charia ». Les chrétiens, eux, n'auront qu'à payer l'impôt pour être protégés.

« C'est une grossière erreur de penser qu'al-Nosra peut être considéré comme une force modérée comparée à Daech », avertit le think-tank américain Soufan Group. D'autant que rien dans les propos d'al-Joulani n'augure d'une distanciation d'avec la maison mère, al-Qaida,

dont le drapeau noir était bien visible à l'écran derrière le chef djihadiste au visage encagoulé. Comme si, après avoir complaisamment cédé à certaines exigences de ses parrains, al-Joulani avait pris soin de ne heurter ni sa base radicale ni Ayman al-Zawahiri, le commandant central d'al-Qaida, auquel il continue d'obéir. Même si ce dernier lui a demandé de ne pas attaquer l'Occident. Pour le moment. Car al-Nosra pourrait reconsidérer sa retenue, si jamais les avions de combat américains continuaient de bombardier ses positions.

Bref, al-Joulani s'inscrit dans la plus pure tradition islamiste, qui vante les

vertus de « la patience » pour mieux atteindre son objectif ultime. Une persévérance qui avait déjà amené les émirs

d'al-Nosra à dire non à la proposition du Qatar de changer de nom.

Pour la majorité des experts, cette nouvelle tentative de recentrage ne devrait pas modifier l'approche occidentale à l'égard d'un mouvement considéré comme terroriste. Or c'est le but de ses parrains qatariens et autres d'essayer de retirer cette lourde étiquette à porter, qui complique notamment le financement du groupe par ses bailleurs de fonds privés du Golfe. « Al-Nosra ne peut pas être notre ami », répète un diplomate américain. Forte de nombreux étrangers, la branche locale d'al-Qaida aura du mal à arracher le label de groupe nationaliste, au grand dam de ses sponsors qui parlent sur une soudaine modération, une fois Assad renversé. ■

ISIS confounds West with shrewd tactics

BAGHDAD

Fighting on many fronts in Syria and Iraq spreads militants' opponents thin

BY TIM ARANGO
AND ANNE BARNARD

Just last month, when Western and Iraqi officials talked about the Islamic State, it was mostly to list a series of setbacks to the group: defeated in the Syrian town of Kobani, battered by a heavy airstrike campaign, forced out of a growing list of towns and cities in Iraq.

But in just the past week, the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, has turned that story around. Last weekend it solidified its hold on Iraq's Anbar Province with a carefully choreographed assault on the regional capital, Ramadi. On Wednesday it stretched its territory in Syria into the historically and strategically important city of Palmyra.

Confounding declarations of the group's decline, the twin offensives have become a sudden showcase for the group's disciplined adherence to its core philosophies: always fighting on multiple fronts, wielding atrocity to scare off resistance, and, especially, maintaining an unwavering focus on conquering the Sunni heartland that straddles the Iraqi-Syrian border. In doing so, the Islamic State has not only survived setbacks but also engineered new victories.

"Nobody here, from the president on down, is saying that this is something that we'll just overcome immediately," a senior State Department official said in a briefing with reporters on Wednesday, in which the ground rules demanded anonymity. "It's an extremely serious situation."

Within Iraq, the group's offensive was taking shape almost immediately after the government's victory last month in the central city of Tikrit.

Islamic State fighters took up simulta-

neous pressure campaigns on Iraq's largest oil refinery, north of Baghdad in Baiji, and on Ramadi. The group also orchestrated a prison break in Diyala, a signature operation that the group has carried out frequently over the years and that could help the Islamic State restore its capability in the eastern province.

The vast spread of operations now seems clearly designed to wear out the Iraqi security forces and make sure they were dispersed when the Islamic State began its heaviest push against Ramadi this month, said Jessica Lewis McFate, an analyst at the Institute for the Study of War, a research organization in Washington that has advocated for a more muscular response by the United States to the threat of the Islamic State.

In particular, Ms. McFate said, the offensives depleted and exhausted Iraq's elite counterterrorism force, known as the Golden Division, which is highly mobile and had long fought on both fronts, in Ramadi and Baiji. The unit, which worked closely for nearly a decade with the American Special Forces, is seen as the most effective government force, although its numbers, compared with the regular Iraqi Army and police forces, are small.

"ISIS tried to stretch the I.S.F. as much as it could to find their breaking point," said Ms. McFate, referring to the Iraqi Security Forces.

When the main Islamic State assault on Ramadi began late on the night of May 14, it employed resources that had been prepared long before and were unleashed in an intense burst of violence that broke the remaining defenders.

As usual, the group opened the attack with suicide bombers, but in this case on an even bigger scale: The militants sent in 10 bomb-laden vehicles, each with explosive power similar to the truck that struck Oklahoma City two decades ago. Entire city blocks were destroyed.

Sleeper cells of Islamic State loyalists then rose up, according to witness accounts, helping the group quickly take control as its fighters advanced into new portions of Ramadi.

Out of fear and exhaustion, local Sunni fighters who had defended the city for nearly a year and a half left in droves last Sunday, taunted by soldiers for abandoning their land.

Staying true to its doctrine of always pushing on multiple fronts, the Islamic State has not stopped with Ramadi: It has also swept into new territory in Syria. In taking Palmyra, the militants have for the first time driven government forces from a significant city, Palmyra, in the more populated east of the country.

The offensives have allowed the group to become even more deeply entrenched in territory whose desert ge-

ography and disenchanting local population work in its favor. Particularly when it comes to Anbar Province, the Sunni extremist fighters of the Islamic State have always been more of a native force than an invading one.

After Al Qaeda in Iraq, the Islamic State's predecessor, was driven underground by a long and bloody American military offensive late last decade, its fighters began regrouping among sympathetic Sunni tribes next door in eastern Syria.

The group survived years of battles against Syrian government forces and infighting with jihadist rivals. As the Islamic State evolved, it engineered a wider hold on swaths of Syria and began plotting its return to power in western Iraq — a move that the group's founding documents held out as a priority.

That campaign began late in 2013 and led to the takeover of the town of Falluja and other corners of Anbar.

Then, in June 2014, the Islamic State made its biggest leaps into Iraq, suddenly seizing Mosul, the northern and predominantly Sunni city that is Iraq's second largest, and driving all the way south to Tikrit.

In recent months, the group has been pushed back from some territories it seized last summer. These include cities

"They conceptualize the caliphate as the people living on territory the caliphate controls, rather than a fixed geography."

and towns in the north near the autonomous Kurdish region and in eastern Diyala Province.

In Syria, the Islamic State has pulled back in recent days from the northern parts of Homs Province, where it has had to compete with other groups and did not win many locals to its side.

"ISIS overextended itself and is getting pushed back to areas where they can control more effectively," said Brian Fishman, a counterterrorism analyst at the New America Foundation, who has spent years studying Al Qaeda in Iraq and the Islamic State. "The historical homeland for this organization is Falluja, Ramadi, Anbar and Mosul."

With the victory in Ramadi, the group claimed the last major center of a Sunni Arab heartland that spans the border, and, with the advance into Palmyra, it has expanded it.

Hassan Hassan, a co-author of "ISIS: Inside the Army of Terror," saw the shift as a particular challenge to the group's enemies. "It's really hard to conquer these areas or retake them," he said, "because in the local population there's almost no resistance to the group here."

As it has consolidated, the Islamic



WEBSITE OF ISLAMIC STATE MILITANTS, VIA ASSOCIATED PRESS

Fighting between ISIS and Syrian forces on the road between Homs and Palmyra.

State has been ruthless about beating down the Sunni tribes who have opposed it, publicizing its mass slaughters of dissidents.

Among the residents who have not actively opposed the group, the Islamic State has also been skillful in building up its legitimacy as a local ruling force by tapping into Sunni grievances against the Shiite government in Baghdad and the Alawite government in Damascus.

"The only solution for the situation now is national reconciliation governments in both countries, Iraq and Syria, which is impossible now," said Jalal Zein al-Din, a Syrian journalist who is part of an antigovernment news agency that operates partly in territory held by the Islamic State. "So I.S. is going to remain in the region, a state from Raqqa to Mosul."

In many ways, the group is staying true to a vision, laid out in documents years ago, of how it would carve out and govern a caliphate, or Islamic State. Even as it differed from Al Qaeda in its desire to hold territory, it envisioned itself as being at perpetual war with its surrounding enemies and saw its turf more as an ever-shifting zone of control rather than a place with hard boundaries.

In his studies of the Islamic State, Mr. Fishman has coined a term for what the group has become: a "governmental amoeba."

"They conceptualize the caliphate as the people living on territory the caliphate controls, rather than a fixed geography," he said, adding, "What matters to them is commitment to the caliph."

Indeed, Ramadi was coveted in part because it had taken on great symbolic value as a place where some Sunni tribes were holding out in resistance against the Islamic State.

Now, the group again has the momentum, and seems more deeply entrenched than it did even before the setbacks in Kobani and Tikrit.

As with some American officials, Ms. McFate, the analyst for the Institute for the Study of War, saw Tikrit, in particular, as a devastating loss to the Islamic State that had put the group on its heels. "I thought they had lost the capability to do what they just did," she said. "The tide of the war really looked like it had shifted away from ISIS's terms."

Things are different now, she conceded.

"Ramadi was a bigger loss for us," she said, referring to the United States coalition and its Iraqi partners, "than Tikrit was a loss to ISIS."

Tim Arango reported from Baghdad, and Anne Barnard from Beirut. Reporting was contributed by Omar Al-Jawshy from Baghdad, and Hwaida Saad and Maher Samaan from Beirut.

U.S. blames Iraqis for loss in Ramadi

WASHINGTON

Defense secretary says troops' failure to fight let Islamic State capture city

BY EMMARIE HUETTEMAN

Defense Secretary Ashton B. Carter said Sunday that Iraqi forces had demonstrated "no will to fight" against the Islamic State, blaming them for a retreat that led to the terrorist group's victory in capturing the Iraqi city of Ramadi.

While that critical assessment of Iraqi security forces has been voiced in Congress and by policy research institutes, Mr. Carter's remarks, on the CNN program "State of the Union," were some of the administration's strongest language to date about Iraq's repeated inability to hold and take back territory from the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

"They were not outnumbered. In fact, they vastly outnumbered the opposing force and yet they failed to fight and withdrew from the site," he said. "That says to me and, I think, to most of us, that we have an issue with the will of the Iraqis to fight ISIL and defend themselves."

Mr. Carter said American and allied airstrikes had been "effective," and reiterated the Obama administration's opposition to sending American ground troops to work alongside Iraqis on the front lines to offer more accurate guidance for bombing.

Some members of Congress, including Senator John McCain, Republican of Arizona, have called on President Obama to authorize American troops to accompany Iraqi forces on the battlefield to call in specific locations for bombing.

The administration is focused on continuing to bolster the Iraqi forces, who will ultimately win or lose the fight, Mr. Carter said. "If there comes a time when we have to change the kinds of support

we give, we will make that recommendation," he said. "But what happened in Ramadi was a failure of the Iraqi forces to fight, and so our efforts now are devoted to providing their ground forces with the equipment, the training and encouraging their will to fight so that our campaign enabling them can be successful — both in defeating ISIL and keeping ISIL defeated in a sustained way."

The comments come as the Islamic State appears to be surging, tightening its grip on Anbar Province, whose capital is Ramadi, and parts of Syria after American and Iraqi officials last month highlighted the group's setbacks.

Mr. McCain, who is chairman of the Senate Armed Services Committee, on Sunday repeated his call to send American ground troops into Iraq. "We need to have a strategy," he said on the CBS

"They were not outnumbered. In fact, they vastly outnumbered the opposing force."

program "Face the Nation." "There is no strategy. And anybody that says that there is I'd like to hear what it is. Because it certainly isn't apparent now."

Representative Mac Thornberry, the Texas Republican who heads the House Armed Services Committee, spoke on the ABC program "This Week" and emphasized the need for more and better intelligence.

"The other thing we've got to do is improve our intelligence capability," he said. "We, I think, know less today than we knew five or six years ago about what terrorists around the world are doing for a variety of reasons, but the key way to know what they're doing, to prevent them from getting a nuclear, chemical, biological weapon is to augment our intelligence capability and then you've got to act."



Iraqi residents from the city of Ramadi, who fled their homes as Islamic State (IS) group militants tightened their siege on the last government positions in the capital of Anbar province.

Iraqi Sunnis, fleeing ISIS, meet suspicion



Iraqis crossing a bridge last week to reach Baghdad as they fled fighting in Ramadi. But to enter Baghdad, civilians must have a sponsor in the capital who can escort them into the city.

AMIRIYAT FALLUJA, IRAQ

Shiite authorities cite fear of infiltrations as they limit access to Baghdad

BY TIM ARANGO

On one side of a rickety bridge that spans a narrow stretch of the Euphrates River were panicked families on the run from Islamic State forces, hoping to escape Anbar Province and reach safety in Baghdad.

On the other side were Iraqi Army officers and Shiite militiamen, under orders to keep the bridge closed because of fears that undercover militants could slip in among the displaced civilians.

"It's like the other side is Europe and this is Asia," said Ehab Talib, 27, who was waiting to meet relatives fleeing the fighting in Anbar, the Sunni-dominated region whose capital, Ramadi, recently fell to the Islamic State.

With new waves of civilians fleeing violence in Anbar, there are now more internally displaced Iraqis, nearly three million, than there were at the height of the sectarian fighting that followed the American invasion, when millions of Iraqis were able to flee to Syria. That door is closed because of that country's own civil war. And now doors in Iraq are closing, too.

"We are all Iraqis," said Marwan Abdul, a doctor's assistant standing in

frustration outside his mobile clinic here. "This wouldn't happen in any other country."

The violence unleashed by the Sunni militants of the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, has hit Sunnis disproportionately. Nearly 85 percent of the Iraqis on the run are Sunnis, and they often find themselves seeking safety in Shiite-dominated areas, including Baghdad, where, as at the bridge here, they are frequently treated as security threats

rather than suffering fellow citizens.

In seeking funding from donors, United Nations officials have stressed that containing the refugee crisis is not only a moral imperative but is also crucial in fostering reconciliation and setting the conditions for long-term stability, should ISIS be defeated militarily.

Rather than seizing on the crisis as an opportunity to win Sunnis, a minority in Iraq, to the government side, the Shiite authorities in Baghdad have acted in a manner, critics say, that has worsened the country's sectarian divide, risking the alienation of young Sunni men in particular by restricting their movements within the country.

On days that the bridge is open, for instance, not everyone can reach safe areas. To get to Baghdad, Anbar civilians need to have a sponsor in the capital who can reach them and escort them into the city, as Mr. Talib was trying to do. Some Baghdad residents have exploited this system, selling sponsorship to the displaced for as much as \$700, according to the International Rescue Committee,

an aid organization. The group warned this week that the strict security checks and chokeholds at checkpoints near Baghdad were forcing people to return to areas where fighting was raging.

Aid agencies, already overwhelmed by the refugee crisis in Syria, say they are running out of money to cope with the growing problems in Iraq. A \$500 million donation to the United Nations by Saudi Arabia last year ran out at the end of March, and other funds are quickly dwindling. The United Nations says it needs another \$500 million for Iraq to get through to the end of this year, and plans to release a new response plan and an appeal for donations at an event in Brussels on June 4.

"We are tapped out of money," said Lise Grände, the senior United Nations official in charge of humanitarian efforts in Iraq.

At the same time, the situation has further complicated the challenge of reconciling Shiites and Sunnis in Iraq amid efforts to defeat the Islamic State.

Government officials in Iraq have said that concerns over a security threat from internal refugees are legitimate, because the Islamic State is deeply entrenched in Anbar and counts on some support from local residents. Some officials have even blamed displaced Anbar residents for a recent round of car bomb attacks.

Valerie Amos, the under secretary general for humanitarian affairs at the United Nations, in a recent statement to the Security Council, detailed a grim list of circumstances faced by civilians in Islamic State areas, including sexual slavery and the forcible recruitment of children to become militants.

"The humanitarian outlook in Iraq remains deeply worrying," she said. "The number of people in need of assistance has grown sevenfold in just under a year. This number is likely to increase further before the end of the year, as conflict areas and as fear of sectarian-motivated retaliation spreads through newly accessible areas."

Ms. Amos also criticized the government's response to the crisis, saying, "Restrictions on the freedom of movement of civilians by security forces and armed groups are growing worse, limiting the ability of civilians to flee the conflict and enter safer territory or to return home after areas have been retaken."

In Baghdad, thousands of Sunni civilians who fled violence in Anbar are living in 32 mosques scattered around the city, where they are essentially quarantined.

"The government, if they see any identification from Anbar, they will ask them, what are you doing?" said Imad Jassim, the director of the Umm al-Qura mosque, the capital's largest Sunni mosque, where about 900 displaced people from Anbar are living.

Mr. Jassim advises them not to leave the mosque premises.

"To be honest, we are afraid," he said. "Maybe some militias are hanging around and could kill them. No one knows what could happen."

The Iraqi authorities, he said, "have done nothing to help the people of An-

The Shiite authorities in Baghdad, critics say, risk alienating Sunnis by restricting their movements within Iraq.

bar." If the authorities took a different approach, he said, "they would gain the support of all the Sunni people."

"They missed this great opportunity to be close to the Sunni people," he said.

One man living in the mosque, Khamis Jassim, 45, said he had fought for months against the Islamic State in Ramadi before leaving just before the city fell to the militants. Many of his neighbors stayed, he said, rather than seek safety in Shiite-dominated areas.

"Most of them would prefer to stay with Daesh," he said, using the Arabic acronym for the Islamic State. "They

told me that if I went to Baghdad maybe I would be killed."

At the bridge on a recent afternoon, under a scorching sun, dozens of residents of Baghdad, clutching identification papers, waited for passage to open so they could bring relatives and friends to the capital.

Frustrated with the government's approach, Omar Mansour, who had come to the bridge as an escort, said: "This is a very good opportunity for the Iraqi government. If there is ISIS over there, they could catch them."

But, looking across the river, he said, "there are families over there and they are scared from both sides — ISIS and the Iraqi Army."

Standing nearby, though, was a Shiite militiaman named Eissa al-Jabiry who voiced the anger that is deeply felt among many in Iraq's Shiite majority.

"Let them suffer more," he said.

"They deserve this. This is their fault."

Waving toward the river, he said: "They were supporting Daesh. The men were supporting Daesh, and see — their families are now suffering."

Officials are preparing for the crisis to get only worse as the Iraqi government, allied militias and the international coalition led by the United States prepare for offensives against the Islamic State in Anbar and then Mosul, in the north.

United Nations officials believe that more than one million more civilians could be displaced from operations in Anbar and elsewhere before a campaign for Mosul even begins.

"During the upcoming military campaigns there are going to be enormous humanitarian consequences, and maybe even a disaster," Ms. Grande said. "How do we prepare for it?"

Le Monde
29 MAI 2015

Téhéran refuse d'ouvrir ses bases militaires

L'Iran réclame un délai de 24 jours avant d'autoriser des inspections sur ses sites nucléaires

C'est un signe des tensions à venir. Alors qu'un nouveau cycle de négociations sur le nucléaire iranien a repris, mercredi 27 mai, à Vienne, l'un des chefs de file de la délégation iranienne, Abbas Araghchi, a averti que les pourparlers, qui ont déjà été prolongés à deux reprises, pourraient « continuer au-delà » de la date butoir du 30 juin. Une hypothèse aussitôt rejetée par les États-Unis.

Quoi qu'il en soit, cet avertissement iranien illustre à quel point les tractations se tendent à l'approche de l'échéance finale. Au cours des derniers jours, les divergences sont devenues de plus en plus perceptibles sur l'un des points-clés d'un éventuel accord : les mesures d'inspections pour vérifier que Téhéran tient ses promesses. Le sujet a été au cœur des discussions, à Vienne, entre les experts iraniens et ceux du groupe dit « P5+1 », qui comprend les États-Unis, la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Le dispositif concernant les mécanismes de surveillance fait partie d'un vaste paquet de clauses adoptées entre l'Iran et les pays du « P5+1 », le 2 avril à Lausanne (Suisse), dont les contours précis doivent être finalisés dans les prochaines semaines. Or, sans consensus sur ce volet, c'est l'ensemble de la négociation qui est fragilisé. Avant de lever les sanctions internationales contre l'Iran, les Occidentaux veulent s'assurer que l'accord final grave dans le marbre des garanties sur

les inspections pour empêcher toute course clandestine vers la bombe atomique par Téhéran.

Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française, est monté au créneau, mercredi, sur cette question. « Il n'y aura pas d'acceptation [de l'accord] par la France s'il n'est pas clair qu'une vérification pourra être faite auprès de toutes les installations iraniennes, y compris les sites militaires », a-t-il déclaré à l'Assemblée nationale.

« Ligne rouge »

Lors de la conclusion de l'accord-cadre de Lausanne, dont le contenu n'a pas été rendu public, John Kerry, le secrétaire d'État américain, a assuré que des inspections seraient possibles « partout et à tout moment », faisant ainsi référence aux sites militaires dont Téhéran refuse l'accès aux observateurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'instance de l'ONU chargée de veiller à la non-prolifération nucléaire. M. Kerry avait également affirmé que certaines mesures de surveillance resteraient en vigueur « indéfiniment », soit au-delà de la période de dix ans pendant laquelle l'Iran s'engagerait à limiter son programme nucléaire.

Dans le cadre d'un accord, il reviendra à l'AIEA de vérifier que l'Iran tient ses engagements, une procédure qui pourrait prendre plusieurs mois. Si l'agence donne ensuite son feu vert, les pays du « P5+1 » devraient alors accepter de lever progressivement les sanctions internationales qui

frappent durement l'économie iranienne.

Pour mener correctement ses inspections, l'AIEA, qui dispose d'une dizaine d'observateurs en permanence en Iran, « a le droit de réclamer l'accès à tous les sites, y compris militaires », a souligné son directeur général, Yukiya Amano, dans un entretien au Monde et à l'AFP à l'occasion de son déplacement en France, les 26 et 27 mai. Cette disposition, a-t-il rappelé, est prévue par le protocole additionnel de l'AIEA, que l'Iran s'est engagé à appliquer en cas d'accord, et qui permet des inspections renforcées.

En guise de bonne foi, l'Iran avait signé ce protocole en 2003 lors des premières négociations avec les Occidentaux qui ont échoué en 2005. Mais le texte n'a jamais été ratifié par le Parlement iranien. Or, comme son contenu n'a pas été divulgué, on ignore s'il contient des clauses restrictives concernant certains sites. « Le protocole additionnel est un document standard, il n'y a pas de mesures spécifiques pour l'Iran », affirme M. Amano.

Le Guide suprême a précisé qu'il n'autoriserait pas de contacts avec les chercheurs du programme atomique

Mais cette interprétation est contestée par Téhéran. Le Guide suprême, Ali Khamenei, a édicté, le 20 mai, ce qui ressemble à une « ligne rouge » pour les négociateurs iraniens. « Nous avons déjà dit que nous ne permettrons aucune inspection des sites militaires de la part des étrangers », a-t-il insisté. Il a également précisé qu'il n'autoriserait pas de contacts avec les chercheurs du programme atomique, alors que les Occidentaux réclament depuis des années la possibilité d'interroger l'ingénieur Mohsen Fakhrizadeh Mahabadi, considéré comme le principal architecte du programme nucléaire iranien. Ils demandent aussi de pouvoir se rendre sur la base militaire de Parchin, près de Téhéran, sur laquelle l'Iran est soupçonné d'avoir conduit des recherches sur des détonateurs pouvant servir à une bombe atomique. Les inspecteurs de l'AIEA n'ont plus accès à Parchin depuis 2005.

Laurent Fabius a dévoilé une autre zone d'ombre en révélant, le 20 mai, que l'Iran réclame un délai de 24 jours avant d'autoriser des inspections de l'AIEA en cas de présomption d'infraction par les pays du « P5+1 ». Or, a-t-il souligné, « en 24 jours, il y a beaucoup de choses qui peuvent disparaître ». M. Fabius a aussi clairement laissé entendre qu'il y avait encore de nombreux obstacles à surmonter avant de parvenir à un accord définitif : « Il faut entrer, de façon très précise, dans les annexes, ce n'est pas le cas encore », a-t-il déclaré. ■

YVES-MICHEL RIOIS

PATRICK FORESTIER ANALYSE LA STRATÉGIE MILITAIRE DE DAECH ET LES FAIBLESSES DE CEUX QUI VEULENT L'ARRÊTER

LE PIRE, C'EST QU'AVEC LES RESSOURCES TIRÉES DE LEURS CONQUÊTES ILS POURRAIENT BIENTÔT S'OFFRIR UNE BOMBE NUCLÉAIRE MADE IN PAKISTAN

PAR PATRICK FORESTIER

Une contre-attaque des forces irakiennes pour reprendre la ville de Ramadi ne changera rien à l'expansionnisme des djihadistes, en passe, à moyen terme, de conquérir la péninsule arabique, son gaz et son pétrole. Après la chute de la cité antique de Palmyre, seule résiste la ville de Deir Ezzor, enclavée à 160 kilomètres à l'est, qui retarde la réunification des deux pays en un unique califat. Pour montrer qu'il peut frapper partout, l'Etat islamique vient de signer son premier attentat en Arabie saoudite. L'objectif: une mosquée chiite à l'heure de la grande prière du vendredi. Bilan: 21 morts et 80 blessés. Des chiites considérés comme des hérétiques par les ultra du sunnisme.

Même si les combattants de Daech sont chassés de Ramadi, ils reviendront. Les bombardements occidentaux n'arrivent pas à empêcher la guerre éclair des divisions hétéroclites islamistes qui récupèrent toujours plus de véhicules, d'armes et de munitions. Malgré drones et satellites, les djihadistes, éparpillés dans une région grande comme plusieurs fois la France, fondent sur les cités. Candidats au martyre, les hommes de Daech se moquent de mourir désintégré par une bombe de 250 kilos. Conséquence: parmi les autorités et la majorité chiite, on se méfie des Américains, quand ils ne sont pas soupçonnés de soutenir l'EI en sous-main pour ne pas froisser les monarchies

du Golfe! «En 2003, contre Saddam Hussein, ils avaient tiré 1800 bombes et missiles la première nuit de l'offensive. Depuis août 2014, ils ont effectué seulement 4000 missions en neuf mois. "Ce n'est rien"», m'a dit, amer, un diplomate irakien.

Malgré sa douzaine de Rafale et de Mirage 2000, la France est plutôt épargnée par les critiques, ne serait-ce que parce qu'elle ne bombarde pas la Syrie, dont le régime est l'allié de celui de Bagdad. Si 3000 conseillers des Etats-Unis sont dans la capitale irakienne, une centaine de militaires français insérés dans l'Iraqi Counter Terrorism Service (ICTS) gère la logistique, veille à la chaîne de renseignement, planifie et conseille la conduite des opérations de la 6^e division irakienne qui compte à peine 6000 hommes équipés de véhicules au blindage léger. Seule la 56^e, qui protège la zone verte, le cœur du pouvoir et l'ambassade américaine est bien équipée. Depuis le départ des bérets verts de l'US Army, deux détachements d'instruction opérationnelle (DIO) conseillent les unités de l'ICTS, et des spécialistes du 31^e RG forment celles du génie pour la lutte contre les engins explosifs improvisés. La plus ancienne de ces unités de choc, la Golden Brigade, surnommée sous l'ancien Premier ministre Maliki «la sale brigade» ou même «l'escadron de la mort», était déployée à Ramadi, à une centaine de kilomètres de Bagdad. Les djihadistes y effectuaient un travail de sape, contre elle, tirant des obus de mortier, tendant

des embuscades dans les faubourgs de cette ville de 500000 habitants, chef-lieu de la province d'Anbar, qui ouvre sur la Jordanie, la Syrie, l'Arabie saoudite et ses 950 kilomètres de frontière désertique avec l'Irak.

Parmi les tribus sunnites qui peuplent l'Anbar, beaucoup refusent l'aide des milices chiites, qui commettent des exactions contre elles. Idem pour le Hezbollah libanais et les pasdarans iraniens venus prêter main-forte à une armée irakienne en déliquescence, essentiellement chiite depuis le retrait américain en 2011. En première ligne pour défendre le «pays» chiite et ses villes saintes, Nadjaf et Karbala, a été déployée la force spéciale des Gardiens de la révolution, la brigade Al-Qods. Son chef, le général Soleimani, a été grièvement blessé à Samarra par un commando suicide. Chez beaucoup d'habitants de Ramadi, Daech est bien considéré. Ils estiment que ce mouvement défend les sunnites. Leur calife, Baghdadi, apparaît pour certains comme un pieux révolutionnaire qui commande une armée de gueux. Ces fanatiques rêvent de voir les têtes de la noblesse de l'Arabie rouler sur les escaliers de marbre de leurs palais. Le calife a averti: le monarque saoudien ne sera pas épargné. C'est lui, Baghdadi, qui sera le nouveau gardien des deux lieux saints, La Mecque et Médine.

Avant chaque bataille, les djihadistes diffusent sur Internet les décapitations, l'effroi dans le regard des soldats prisonniers qui creusent leur tombe avant d'être

JOURS TRANQUILLES À PALMYRE, L'ANNÉE DERNIÈRE.

1. Dans la ville moderne, quand les rues s'animent à la tombée de la nuit.
2. Le vendeur de galettes.
3. L'échoppe d'un barbier.





Une patrouille de Bachar El-Assad devant le temple de Bêl, le 23 mars 2014.

exécutés. Personne n'est épargné sur ces vidéos destinées à semer la terreur. Près de Deir Ezzor, en Syrie, un membre de la tribu des Shaitat est accusé d'avoir tué deux combattants de l'EI. Il est désintégré par le tir d'un bazooka. Le «code pénal» du mouvement dans le territoire du califat est appliqué à la lettre. Les films d'Al-Hayat Media Center, la maison de production de l'EI, le prouvent. Des femmes accusées d'adultère sont lapidées devant la caméra. Des hommes, probablement des chrétiens, sont crucifiés, et des homosexuels sont jetés du haut d'un immeuble. Un individu surpris en train de fumer est abattu parce qu'il est le diable, et son corps est exhibé dans les rues. Avec Daech, le blasphème contre Dieu ou contre l'islam, la sodomie, le meurtre, l'apostasie, l'espionnage sont punis de mort. Pour le vol, c'est une main coupée. Avec délit de fuite, c'est la main plus une jambe. Quant à celui qui boit de l'alcool, il est condamné à 80 coups de fouet.

A Ramadi, la psychose a gagné les soldats bien avant que l'attaque ne commence. Sur leur téléphone portable, des militaires reçoivent les photos de soldats décapités pendant une offensive précédente. L'ennemi est là, invisible, à quelques kilomètres, tapi dans les villages, le couteau à la main. Il surgit le jour où se lève une tempête de sable. Du ciel, les avions américains ne peuvent pas le voir ; à terre, les soldats non plus. Une trentaine de voitures piégées s'infiltrèrent dans la ville. Les militaires ne peuvent pas deviner qu'elles transportent des explosifs couplés avec des obus. Quatre kamikazes se font sauter dans le commissariat de police du district de Malaab. Quinze policiers sont blessés, dix sont morts dont leur chef, le colonel Muthana Al-Jabri. C'est le signal. En ville, trois voitures piégées se désintègrent à l'entrée du quartier général de la province. Cinq militaires sont tués et douze, blessés.

Dans les rangs de la Golden Brigade et des forces antiterroristes, c'est la panique. Un Britannique est parmi les kamikazes. Deux Français, dont le chrétien converti de Toulouse Kévin Chassin, se font sauter plus loin, dans le camp militaire d'Haditah, avec deux camions remplis de tonnes d'explosifs. Les 5000 militaires cantonnés dans Ramadi commencent à se replier, la peur au ventre. Un groupe, encerclé par les djihadistes, est exfiltré par hélicoptère. Personne ne connaît le volume des forces ennemies mais, dans chaque unité, c'est la débandade. De quoi faire réfléchir les «mentors» américains et français, qui peuvent se demander s'il n'est pas trop tard pour former une nouvelle armée alors que les rebelles sont aux portes de Bagdad. Depuis plus d'un an, ils occupent Falloujah, à 60 kilomètres de la capitale.

Les bombardiers américains ont eu beau mener 19 raids sur Ramadi, l'EI tenait encore la ville dix jours après, malgré la contre-offensive des milices. Cinq cents cadavres jonchent les rues. Comme à Tadmor, près de Palmyre, en Syrie, les combattants de Daech sont arrivés avec des listes de «collaborateurs», qui travaillaient avec le gouvernement ou avaient été dénoncés par leurs espions comme chiites ou mauvais musulmans. Neuf enfants auraient été tués à Tadmor. Forts de leur succès en Irak et en Syrie, les islamistes vont agrandir leur territoire. Assiégé à Damas, Bachar El-Assad ne contrôle plus que 50 % de son pays. En Irak, la politique de soutien conseillée par Washington aux tribus sunnites a échoué. Seuls 8000 sunnites ont accepté de combattre Daech, et Bagdad hésite à armer les autres, de peur que les fusils se retrouvent entre les mains de l'Etat islamique. A Ramadi, l'EI aurait récupéré des canons russes et des chars lourds américains M1 Abrams de

60 tonnes, armés d'un canon de 105 millimètres et protégés par un blindage d'uranium appauvri.

Ce n'est pas tout. Le magazine en ligne de l'EI, «Dabiq», annonce que Daech pourrait acheter d'ici un an du matériel au Pakistan pour fabriquer l'arme nucléaire. L'article est signé par le photographe John Cantlie, otage depuis novembre 2012 de l'Etat islamique, qui apparaît dans une série de vidéos de propagande. Une hypothèse qui préoccupe les services de renseignement. L'otage, peut-être sous la contrainte, précise que l'organisation terroriste pourrait se procurer l'arme nucléaire au Pakistan via la Libye, le Nigeria, l'Amérique du Sud et le Mexique. Sinon, il fait remarquer que Daech est capable de fabriquer une bombe à partir des milliers de tonnes de nitrate d'ammonium qu'il possède déjà. «Ils vont faire quelque chose de grand qui fera ressembler toute attaque du passé à un tir d'écureuil», écrit-il. Selon lui, le financement d'une telle entreprise n'est pas un problème avec les milliards de dollars dont l'EI dispose. Selon les calculs du think thank américain Rand

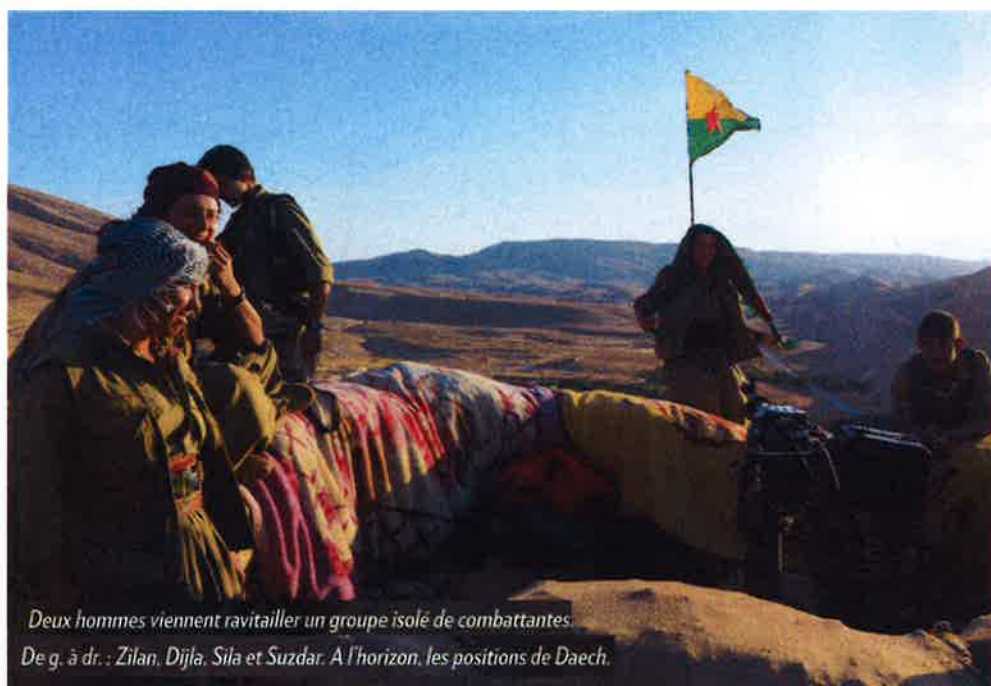
L'EI disposerait d'un budget de 1 million d'euros par jour

Corporation, grâce aux taxes de 20 % imposées aux entreprises, à celles de 50 % prélevées sur le salaire des fonctionnaires et des employés, aux extorsions de fonds, l'organisation terroriste disposerait d'un budget de fonctionnement de 1 million d'euros par jour. Quant à l'essence, même si elle ne représente plus qu'une manne de 100 millions, Daech parvient toujours à en produire malgré la destruction des puits de pétrole par les avions alliés. Des succès qui inquiètent l'administration Obama, accusée par les républicains d'avoir échoué à cause d'une mauvaise stratégie face à un Etat islamique de plus en plus puissant. Un sénateur républicain de la commission des forces armées demande l'envoi de 10000 soldats américains aux côtés des forces irakiennes. En attendant, Barack Obama a autorisé la livraison, en juin, de 1000 lance-roquettes antichars à l'armée irakienne pour tirer sur les véhicules piégés. Une décision qui ne changera pas le cours de la guerre. ■

N'ONT PLUS PEUR LES YÉZIDIENNES

**FACE
À LA BARBARIE
DE DAECH,
LES FEMMES DE
CE PEUPLE
LONGTEMPS
PERSÉCUTÉ ONT
PRIS LES ARMES**

Plutôt mourir que devenir les esclaves sexuelles des barbares islamistes. Elles tiennent une position sur des hauteurs désertiques. Les hommes de l'Etat islamique ne sont qu'à 2 kilomètres. Mais cette fois ils ne passeront pas. Qualifiés d'« adorateurs du diable », les Yézidiennes ont vécu le pire en août 2014, quand Daech a pris le nord-ouest de l'Irak : massacres, viols... Quant aux réfugiés, cachés sur les hauteurs des monts Sinjar, beaucoup sont morts de faim et de soif. Cette minorité kurde au culte multimillénaire a compris qu'elle risquait de disparaître. Alors elle a décidé de se battre, notamment sous la houlette des YPG, des indépendantistes kurdes de la Syrie toute proche. Les femmes aussi. Une révolution dans ces familles ultratraditionnelles.



Deux hommes viennent ravitailler un groupe isolé de combattantes.
De g. à dr. : Zilan, Dijla, Sila et Suzdar. A l'horizon, les positions de Daech.

EMRALI, 16 ANS « Avant je ne pensais pas à l'avenir. A la maison, je ne savais qu'obéir. Ici, je me sens libre »

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE AU SINJAR (IRAK) FLORE OLIVE

Nofe tire sur sa longue robe blanche brodée d'un imprimé fleuri : « Je me suis battue comme ça, dit-elle. Je n'ai pas changé de vêtements depuis le mois d'août, et jamais porté d'uniforme. » Nofe a choisi de rester sur sa terre natale,

au sommet des monts Sinjar, à plus de trois heures de Dohuk où se trouvent la majorité des réfugiés ainsi que le premier hôpital. Au-dessus de nos têtes, les avions de la coalition volent bas dans un ciel presque noir. Les tirs antiaériens de Daech ne la font pas frémir. Nofe ne

connaît pas sa date de naissance et pense avoir 55 ans. Elle a vieilli d'un coup après avoir perdu, en août 2014, 24 membres de sa famille, arrêtés par Daech alors qu'ils tentaient de se réfugier dans cette montagne. Il y a à peine quinze jours, un bref appel téléphonique de sa nièce lui a appris que la jeune fille de 20 ans avait été réduite en esclavage avec quatre autres Yézidiennes et que ses enfants lui avaient été enlevés. « J'ai pensé aux morts et je me suis dit que je me fichais de me faire tuer, donc j'ai décidé de résister. » Nofe, la paysanne, mère de trois enfants, deux fils et une fille, a pris les armes.

Plutôt que de rejoindre un groupe armé, elle se bat en famille, avec une dizaine de ses proches. Dès que Mossoul est tombé aux mains des islamistes, en juin 2014, ses fils se sont organisés : ils avaient mis en commun leurs économies pour s'équiper de kalachnikovs et de PKC, ces vieilles mitraillettes russes. Après l'offensive kurde et le recul de Daech, en décembre, ils ont récupéré deux Douchka de 12,7 et 23 millimètres, des mitrailleuses lourdes abandonnées par les assaillants. Touché au dos et à l'épaule, un des fils de Nofe a failli y rester. Son mari aussi a été blessé, mais elle est heureuse d'avoir « empêché ces barbares de monter ». Selon des responsables militaires kurdes, « rien ne sert de reprendre la ville de Sinjar si l'on n'est pas capable, dans la foulée, de concentrer nos forces pour marcher sur Mossoul ». Usée, Nofe encourage maintenant les plus jeunes à monter au front. « Je leur

dis qu'être tué est moins important que de perdre son honneur.»

A 35 ans, Amshe, mère de dix enfants, a poussé ses aînés, trois fils et une de ses filles, à s'engager. Emrali, 16 ans, le mutisme et la moue typiques des adolescentes, fait partie de la première brigade de femmes yézidiées, les YBS, formées par les YPG, «unités de protection du peuple». Bras armé du PKK d'Abdullah Ocalan, d'obédience marxiste-léniniste. Avec les peshmergas, les YPG constituent

la principale force présente au Kurdistan irakien. Ici, les combattantes sont appelées les «Yapajachas». Un certain culte du secret interdit de connaître leur nombre. Lorsque les hommes de Daech ont lancé leur offensive contre Sinjar, Emrali et sa famille ont fait confiance aux peshmergas, alors estimés à 7000 sur le terrain. «Mais la plupart ont fui, dit-elle. Et nous nous sommes retrouvés livrés à nous-mêmes.» Chez les peshmergas, ces guérilleros kurdes dont l'héroïsme imprègne la culture populaire, beaucoup de brebis galeuses ne sont là que pour toucher un salaire. Rokan, 16 ans, et sa sœur Beritan, 17 ans, entrées dans les forces des YBS il y a sept mois, évoquent avec amertume le check-point où elles ont été bloquées. «Des voisins, des Arabes, nous disaient qu'on n'avait rien à craindre, que c'était leur honneur de nous protéger, puis ils ont aidé Daech à entrer en ville et c'est devenu le chaos.» Dans la région, les extrémistes sunnites, ceux que Rokan appelle «les Arabes», implantés dans les années 1970 par Saddam Hussein pour contrer le nationalisme kurde, dénoncent à tour de bras : les maisons des Yézidis sont détruites. Les combattants des YPG sont alors les premiers à ouvrir un couloir humanitaire pour les assiégés. Aujourd'hui, ils en recueillent les fruits. Amshe leur envoie ses enfants, mais aussi des provisions. Elle regrette de n'avoir jamais envoyé Emrali à l'école, de ne pouvoir «lui apprendre qu'à tenir une maison». Son époux, fonctionnaire d'état civil, a été exécuté lors de la prise



De haut en bas. Vue sur les positions de Daech, à 50 mètres. À l'entraînement, derrière Gülân, 16 ans. A Sinjar, hommes et femmes ont préparé ce plat.



Fini l'entraînement : Berivan (de dos) et Rajbin (assise sur le pick-up) partent pour le front.



de Mossoul. Son beau-frère de 19 ans, fait prisonnier durant la fuite. Avant de rejoindre la brigade de femmes yézidiées créée il y a moins d'un mois, Emrali a partagé le quotidien des filles volontaires venues de tout le Kurdistan. Elles sont de nationalité iranienne, syrienne ou turque mais se battent contre Daech «et pour la nation kurde». Dans le nouveau groupe de Yézidiées, des bergères, des fermières, toutes originaires du Sinjar et qui ne savent ni lire ni écrire, sont formées par des vétérantes comme Dersim, 20 ans, ou Raparin, 38 ans, qui se battent respectivement depuis sept et vingt-trois ans. A quoi rêvait Emrali avant que tout ne bascule ? «A rien, répond-elle. Je ne pensais pas à l'avenir. A la maison, je ne savais qu'obéir à ma famille. Ici, je me sens libre.»

Cette liberté commence par un changement d'identité. Chacune choisit le nom d'une martyre ou d'un symbole de la cause kurde. Leur vie, c'est courir, sauter d'un mur de presque 2 mètres, ramper sous des barbelés, mais aussi regarder la télé toute la soirée, pouffer devant les feuilletons populaires, commenter les débats politiques en allumant une cigarette et s'endormir tout habillées sur des matelas à même le sol, la kalachnikov posée près de l'oreiller. L'ONG Human Rights Watch a dénoncé leur jeune âge. Mais dans leur monde, elles ont celui d'être mariées, d'avoir un bébé, de s'occuper de leurs frères et sœurs, de passer la journée à porter des litres d'eau et des kilos de rations. Sur les murs de béton brut, le portrait d'Apo, le leader Abdullah Ocalan, cohabite avec des fleurs artificielles, un ours en peluche et les images du temple de Lalesh, premier lieu saint yézidi. Mais si son culte est omniprésent, ces néophytes ne sont pas prêtes à assimi-

ler la doctrine marxiste-léniniste. Seules Beritan et Rokan, les deux sœurs, qui sont allées jusqu'au lycée, peuvent se plonger dans les manifestes politiques ou prendre des notes lors des « entraînements idéologiques ». Rokan explique que, avant, « être libre » signifiait avoir un nouveau portable ou penser aux vêtements qu'elle allait porter. « Maintenant, je sais que le sens de la liberté, c'est d'avoir un but. » Dersim leur parle de « confiance en elles », d'émancipation. Les Yézidies obéissent à un système de « castes » qui ne peuvent s'unir les unes aux autres. Elle leur dit de ne plus être soumises « ni à un mari, ni à un père, ni à un frère ». « Nous devons les entraîner à affronter leur avenir, explique Dersim, pour que ce qu'elles viennent de subir ne se reproduise jamais. »

Toutes savent le calvaire enduré par celles qui n'ont pas pu fuir Daech : réduites en esclavage, vendues, frappées, violées... Vian, terrorisée, nous a demandé de changer son prénom. Mais elle réussit à imposer à ses oncles, assis autour d'elle, de s'isoler pour parler. A 15 ans, elle avait un rêve, devenir professeure d'anglais. Il a été broyé. « Je ne crois plus en rien », dit-elle. Le 3 août 2014, Vian a vu exécuter les 95 hommes avec lesquels elle tentait de s'échapper, dont son père. Avec quinze autres, elle a été vendue pendant une loterie. Seize jeunes filles, presque encore des gosses, face à seize hommes riant et tirant leurs noms dans un chapeau. Vian est gagnée par Ibrahim, qui a deux fois son âge. Elle est rouée de coups, violée toutes les nuits pendant presque sept mois. Elle se souvient encore de « son

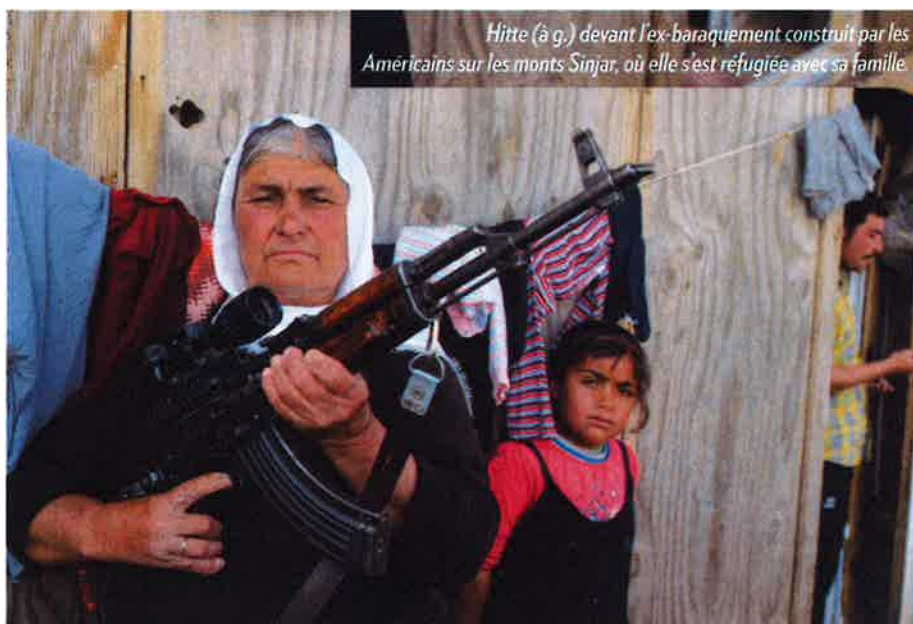
odeur ». « Me battre est la chose la plus douce qu'il m'ait faite », dit-elle. Mais elle s'en est sortie. Et se bat contre elle-même, contre les cauchemars et les évanouissements qui la surprennent plusieurs fois par jour. Le seul médecin consulté lui a répondu : « N'y pensez plus et ça

ira mieux. » « Je ne peux pas prendre les armes, je me sens toute cassée, mais je peux raconter », dit-elle, admirative de ces filles qui se battent sur le terrain. Quatre autres rescapées de la barbarie de Daech sont passées par les unités YPG. Mais elles ne sont pas restées. « Dès qu'elles voyaient un homme, elles se mettaient à trembler, à crier », décrit Rosa, 20 ans.

Sur la ligne de front, à Sinjar, hommes et femmes se battent ensemble avec les mêmes droits, les mêmes devoirs. Mêlées



Dans la partie yézidie, détruite par Daech, du village de Dahola. Au fond, la partie arabe, intacte.



Hitte (à g.) devant l'ex-baraquement construit par les Américains sur les monts Sinjar, où elle s'est réfugiée avec sa famille.

aux combattants plus expérimentés, ce 14 mai, trois jeunes Yézidies font face à Daech dont les premiers hommes sont à moins de 50 mètres. Faire la fierté de leurs proches, surtout de leurs pères, est fonda-

« On se bat contre des monstres, alors on croit en notre cause », dit Rokan

mental pour elles. Suzdar, 19 ans, n'était qu'une ombre parmi d'autres dans un foyer de dix enfants. Ce n'est qu'après s'être assuré que sa communauté ne le jugerait pas mal que son père lui a donné sa bénédiction, il y a un mois et demi. Elle fait maintenant partie des cinq combattantes qui tiennent une position stratégique au-dessus du village de Bare. A la jumelle, sur la colline en face, à moins de 2 kilomètres, on peut voir les positions de

Daech. Ces guerrières se relaient après avoir passé dix jours terrées dans des abris de pierre où l'on ne tient qu'à genoux. Dans les fissures entre la roche, sur l'à-pic, un gilet pare-balles et un casque abandonnés par un combattant de Daech. Aucune n'a voulu y toucher.

Pareille lutte à la vie à la mort est une révolution dans cette société conservatrice où une femme violée pouvait être tuée par son propre père. Un cataclysme qui a « changé nos mentalités et élargi notre vision du monde », explique Amshe, la mère d'Emrali. Rokan, visage grave, reprend la tête du groupe pour un dernier tour de piste au pas de course, arme à bout de bras. Dans quelques jours, elle rejoindra le front. Pour la deuxième fois. « On se bat contre des monstres, dit-elle, contre le pire ennemi, alors on a confiance en notre cause... Quand je presse la détente de mon arme, j'ai l'impression de nettoyer le monde du mal. » ■ [@OliveFlore](#)

Can the Kurds Stop Erdogan's Bid for Total Power?

The ruling AKP and Turkey's increasingly authoritarian president are pulling out all the stops for victory in high-stakes elections.



By Henri J. Barkey
May 28, 2015
foreignpolicy.com

The upcoming June 7 parliamentary elections may prove to be far more dramatic than any in Turkey's recent past. No matter what the outcome, the country is likely to be heading into an unprecedented crisis.

President Recep Tayyip Erdogan has staked Turkey's future constitutional order on the outcome of the vote. Erdogan, after 11 years as prime minister with the ruling Justice and Development Party (AKP), has assumed the largely ceremonial position of president. While the president is supposed to be impartial, he has been campaigning ferociously in support of his old party because he wants it to win a comfortable majority in parliament — more than 330 seats in the 550-seat parliament, to be precise. Such an outcome will enable him to lay the groundwork for a new political system, which would shift power from the prime minister to a French-style executive president.

Erdogan is a towering figure of Turkish politics. He dominates his party, which in principle is being run by his handpicked prime minister, Ahmet Davutoglu. He has also succeeded in neutralizing the once dominant force of Turkish politics, the armed forces. He is used to getting what he wants, and brooks no opposition — just ask his erstwhile ally, the religious leader Fethullah Gülen, whose powerful network of schools, media outlets, and business associations in Turkey are being dismantled piece by piece after a falling out with Erdogan.

Polling results have varied quite a bit in this election. The AKP is averaging support in the low 40s, while the main opposition Republican People's Party (CHP) is polling in the mid- to high 20s and the nativist Nationalist Action Party seems likely to receive roughly 13 percent of the vote. It is unlikely, but possible, that the AKP will win fewer than 276 seats, which would force the formation of a coalition government. AKP supporters appear worried and have put together a very aggressive campaign — using state resources for the task, and crowding out the other parties from the airwaves.

What stands in the way of Erdogan and his 330 seats in parliament is the People's Democratic Party (HDP), which represents a



significant majority of Turkey's Kurdish population. Turkey's electoral system is brutal when it comes to small parties: If a party fails to win 10 percent of the votes nationwide, the seats it would have won are reallocated among those that crossed the threshold. In this case, the beneficiary of an HDP failure would be AKP, which runs second in HDP strongholds. Erdogan's rise is largely due to this quirk in voting: His party's first electoral success came about in 2002, when it won 34 percent of votes cast — and almost two-thirds of the parliamentary seats.

Kurdish parties have circumvented the 10 percent threshold in the past by running independent candidates in local constituencies, though this tactic underrepresented their strength. This year, however, the HDP decided to bet the farm by running as a party under a dynamic and charismatic leader, Selahattin Demirtas. Polls show that it is tantalizingly close to crossing the threshold for entering parliament, with polls throughout the campaign registering support between 8.5 and 11.5 percent of voters. If the gambit succeeds, it may win as many as 60 seats, which would mostly come at the AKP's expense — thereby denying Erdogan the coveted 330 seats he needs to call for a referendum on the constitution.

Herein lie the roots of a potential crisis. If the HDP falls short by a sliver — say, 9.8 instead of 10 percent — Erdogan would get his required majority. The Kurds, meanwhile, would find themselves shut out of parliament, engendering a crisis of representation and legitimacy with unpredictable consequences for the future of Turkish-Kurdish relations. Although Erdogan deserves a great deal of credit for initiating a peace process with

Turkey's rebellious Kurdish minority, the process has been frozen by the election cycle, as Erdogan and his party target the HDP in an effort to drive down its support. Moreover, the ferocious nature of the AKP campaign so far, and the lingering suspicions of massive vote rigging in favor of AKP's Ankara mayoral candidate in the previous municipal elections, is likely to call this contest's fairness into question.

Kurdish civil disobedience in the areas where they make up a majority — and in cities such as Istanbul, Mersin, and Adana, where there are large concentrations of Kurds — is one of the most likely outcomes of this scenario. It is not just how the Kurds will react to such an outcome that is important: Many Turks who want to stop Erdogan from achieving his executive presidency — for fear that his authoritarian impulses will then become unstoppable — are likely to vote for HDP as their last hope.

This does not mean that the country will escape a crisis if HDP were to cross the threshold. Erdogan is unlikely to take the results lying down and accept his fate; chances are that he has a plan B. He has long argued that, because he is the first Turkish president to have been elected in a popular vote, he de facto possesses many of the powers ascribed to the prime minister.

Erdogan knows well how to control and manipulate the public sentiment. Is he already contemplating even more drastic steps to convince the public of the need for a strong presidential system? The options are many: At home, there is always the currently dormant peace process with the Kurds and the struggle against the Kurdistan Workers' Party (PKK), the main Kurdish military force, to which most HDP supporters are sympathetic. Internationally, Turkey's neighborhood does not lack for potential sources of conflict — from Syria to the Eastern Mediterranean oil and gas fields, to Cyprus, or even Egypt and Gaza.

Unlikely and as difficult this may be at this stage, a violent crisis would provide Erdogan the opportunity to highlight and make use of his official powers as commander in chief of the armed forces. Such conditions could then become conducive to renewing the elections.

Whatever the electoral outcome, tough times await Turkey. □

Turkey's elections expose rift in Kurdish society

The success or failure of a pro-Kurdish party will be a key factor in Turkey's upcoming elections. But divisions mean real challenges for a peaceful Kurdish society, writes Jacob Resneck in Diyarbakir.

May 30, 2015

Jacob Resneck, Diyarbakir

www.dw.de

AS TURKEY heads into elections a pro-Kurdish party's performance could swing the election. But while the forward momentum of the Peoples' Democratic Party (HDP) could be historic in bringing Turkey's Kurdish minority closer to achieving linguistic and cultural rights, the left-leaning party is not the sole voice representing the country's Kurds, analysts warn.

"Kurdish society is not homogenous," Gareth Jenkins, an Istanbul-based researcher with the Silk Road Studies Program at John Hopkins University told DW. "Both inside Turkey and internationally there's a tendency to take a simplistic approach toward the Kurds and say the HDP is synonymous with the Kurds and they are not."

The HDP's socially liberal platform is distrusted among religiously conservative Kurds. And HDP's links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) further alienates Kurdish tribes who allied themselves with Turkish security forces in the war against the PKK.

The PKK - listed as a terrorist organization by Turkey, the European Union and United States - declared a ceasefire and its imprisoned leader Abdullah Ocalan renounced violence in February, but deep divisions remain under the surface.

ANGER OVER KOBANI OPENS OLD WOUNDS

Last October when widespread anger over the Islamic State's assault on the Syrian city of Kobani boiled over into deadly violence. PKK sympathizers and Islamist Kurdish militiamen fought gunbattles in the streets of Diyarbakir and other towns and left at least 30 people dead.

Zekeriya Yapicioglu, chairman of the Huda Par (Free Cause Party), the legal arm of the outlawed Hezbollah militia in Diyarbakir, says he blames both the government and PKK sympathizers for the violence.

"It was a trauma and there are people who want us to forget what happened. But this election is about more than that," Yapicioglu, an independent parliamentary candidate, told DW. "There are fears of instability, especially as the government didn't do anything for 48 hours during the Kobani riots."

If the HDP enters parliament and tries to impose its ideas on Kurds as a whole, Jenkins argues, it could inflame tensions with Islamists loyal to Hezbollah that have a history of antagonism with the PKK. Or if the HDP fails to enter parliament and returns to street-level activism they could clash with religious hardliners.

"Both of those scenarios have the potential to lead to tensions with



Hezbollah in terms of street clashes," Jenkins said.

Meanwhile, the HDP accuses Turkish President Recep Tayyip Erdogan of using fiery rhetoric to court nationalist and religious voters, a tactic which is dangerous in terms of polarization.

"The central crisis is Erdogan's polarization, and how that could be demonstrated on the streets," said Osman Baydemir, a former mayor of Diyarbakir who is running as an HDP candidate in Sanliurfa.

CLAN VS. CLAN

Like much of Anatolia, Kurdish society has been traditionally organized into tribes which could vote in blocks encompassing entire villages and districts.

But as Turkey's rural population migrated from the villages to towns and cities looking for better opportunities for work and education, tribal affiliations have weakened.

Parliamentary candidate Ali Murat Bucak is a member of a powerful clan centered in the southeastern town of Siverek. He says that while tribalism is still a factor in elections, it's now decreasing.

"It's not the old days when a tribe would give all its votes to one leader," Bucak, who is running as a candidate for the main opposition Republican People's Party (CHP), told DW.

THE HIGH COST OF INSTABILITY

The long-running conflict in Turkey's southeast has seen no winners and many losers. Diyarbakir, a city of nearly a million people and historically the administrative and economic capital of southeast Anatolia, has lagged in investment compared to its neighbors to the east and west. "Without solving the Kurdish problem, we cannot have economic development in this region," Muhsin Kocuyigit, a former senior civil servant running as a parliamentary candidate with the CHP in Diyarbakir province, told DW.

The HDP is seeking a strong political voice in the capital Ankara for Kurdish rights as a minority nation. But fault lines within Kurdish society mean the party will have to tread carefully to avoid destabilizing communities in the southeast.

"One of the fears about the post-election situation, particularly if the HDP does very well, is that it will then try to impose its ideas on all of society," Jenkins said. ■

Recognize Kurdistan and Arm It, against ISIS in Northern Iraq

By Andrew Doran
May 28, 2015

www.nationalreview.com

In April, several members of Congress met with Kurdish, Christian, and Yazidi leaders at the Kurdish Mission in Washington to discuss the political, military, and humanitarian crisis and what could be done. The question of Kurdish independence lingered unspoken for much of the evening, but was at last broached. A Kurdish representative reiterated the admonition of Masoud Barzani, president of the Kurdistan Regional Government, that the Kurds would give Iraq's government "one more chance." The U.S. government, on the other hand, apparently has infinite patience. If the Kurds wait for America to give them its permission to seek independence, they are certain to wait a long time — a point conveyed at the April meeting.

The recent fall of Ramadi to ISIS saw more weapons sent by the U.S. captured by ISIS. According to a report by correspondent Jamie Dettmer, Iraqi Special Forces were the first to flee in the face of ISIS. In what is increasingly taking the form of a pattern, the U.S. government has supplied weapons to the Iraqi central government, only to see the Iraqi military's staggering incompetence result in the strengthening of ISIS. Where American blood was shed, the flags of ISIS are now firmly planted in the ground. Family members of soldiers killed fighting in Anbar Province cry out for justice. It is a cry shared by many in the region, very much rooted in the history of Western involvement in the Middle East.

The principal source of the problem is both simple and demonstrable and it is this: America's government clings to the notion that Iraq is a nation-state. It is not. It is essentially an arbitrary construct that unnaturally binds together peoples who are divided along lines of religion, ethnicity, history, language, culture, and even the most fundamental precepts of pluralistic democracy: a notion of the com-

mon good and common interest. This is the legacy of the 1916 Asia Minor Agreement, now referred to simply as Sykes-Picot, for the British and French diplomats who drafted it. When its secret terms were published by the Bolsheviks, the Arab leaders who had fought with the Allies to overthrow the Ottoman Turks regarded it as a bitter betrayal. A century later, it is still regarded in the Middle East as a symbol of Western perfidy. In Washington, policymakers cling to this fiction of Iraq. They do so at the expense of lives in the Middle East and the dishonor of American blood shed there.

Though they were cynical, the British and French did not, to their credit, venture into the Middle East blinded by quixotic dreams of democratizing tribal societies. The impossibility of imposing pluralistic democracy on a tribal society cannot be overemphasized. This is at the very heart of America's failure in Iraq. Americans, whether policy wonks or laymen, seem incapable of comprehending what tribalism means in practice and why only post-tribal societies can sustain pluralism. (Until one understands this fact of tribalism, one cannot understand America's failures in the Middle East.) Put simply, America took the lessons of rebuilding Germany and Japan — both post-tribal societies — and applied them, improperly, in the Middle East.

The most immediate consequence of the Iraq fiction is that America cannot arm those who are actually willing to fight ISIS: the Kurds. This is because U.S. law forbids direct arm shipments to groups other than recognized governments. Shipments to the Kurds must go through the Iraqi government in Baghdad, which means that the arms in question either do not arrive or are pilfered along the way.

Since the end of World War I, there has been talk of an independent Kurdistan. The Kurds are the world's largest ethnic group without a nation. (Though spread across Iraq, Turkey, Syria, and Iran, the Kurdistan Regional Government operates with significant autonomy.) Unlike the Iraqi military, which is larger and better



A Kurdish peshmerga soldier near Kirkuk, July 2014 (Getty Images)

equipped, the Kurds have fought and continue to fight ISIS. The Kurdish peshmerga, who are bearing the brunt of the fight against ISIS in northern Iraq, have proven to be more effective than the Iraqi military.

ISIS is not going to die with a whimper. Any illusions that a second Sunni Awakening — this time spontaneous, rather than purchased — will be the undoing of ISIS should by now be dispelled.

U.S. recognition of Kurdistan would allow the United States to arm the Kurds directly — and see ISIS driven out of northern Iraq, liberating villages to which Christians and Yazidis might return.

(To be sure, al-Maliki's government alienated the Sunni tribal leaders who had spearheaded the counterinsurgency in 2006–7, and so they are unlikely to trust the government in Baghdad again.) Leaders in Washington are increasingly recognizing that the Kurds are the best hope for defeating ISIS.

Two recent amendments to the National Defense Authorization Act (NDAA) propose better equipping of the Kurds. The first, by Representative Trent Franks (R., Ariz.), would put pressure on Baghdad to better arm

the Kurds and other local security entities to fight ISIS; this amendment has passed the House and awaits approval by the Senate. A second NDAA amendment, proposed by Representative Jeff Fortenberry (R., Neb.), would include Christian militias in the enumerated security forces, along with Sunni tribal and security groups. Fortenberry's amendment, despite bipartisan support and no opposition from the House Armed Services Committee, was rejected by the Rules Committee. It may yet be reintroduced in the Senate bill.

Many members of Congress have privately moved on from the view of the Obama administration and the State Department that a unified Iraq will somehow quell worsening sectarian violence. Indeed, it is precisely the fiction of Iraq that is exacerbating the violence. Moreover, the Kurds have demonstrated a will to fight ISIS, even though American military aid is going principally to Baghdad. This has obvious appeal to members who are tired of being embarrassed — repeatedly — by the Iraqi government. While many Christians and Yazidis have fled Iraq, others remain behind, mostly displaced in Kurdistan; many of these are prepared to fight alongside the Kurds in northern Iraq and have formed militias since being driven from their towns and villages in Nineveh in 2014.

If the Kurdish people vote for independence, America is certain to recognize Kurdistan, ➤

➤ though it is likely they will be beaten to it by Israel. Such recognition would allow the United States to arm the Kurds directly — and see ISIS driven out of northern Iraq, liberating villages to which Christians and Yazidis might return. Moreover, the Kurds have given assurances to the Christians of self-administration, self-defense, and survival in Nineveh — an issue increasingly on the radar of the American people. This would also free Iraq (and U.S. policymakers) from the shackles of Sykes-Picot, which in turn could open the door to a federated Iraq, with emerging local governance, greater stability, and a zone of separation between Shia and Sunni sectors. But it appears that here America will not be leading, not even from behind. Rather, the Kurds must take their fate into their own hands.

The anger of veterans and their families ought to be directed not at a single administration but at an entire generation of politicians, policymakers, military commanders, and analysts. It might also be directed at French and British diplomats who, a century ago, created a fiction in Mesopotamia. It is not merely the Arabs who were the victims of Sykes-Picot. America has paid a terrible price for that fiction as well. ♦

— Andrew Doran writes variously about U.S. foreign policy and human rights in the Middle East.



MAY 28, 2015

Kurdish troops retake cities in Syria from ISIS

Motivated by revolutionary fervour, Kurds succeed where Iraqi army fails



A young Kurdish fighter battles last fall in the retaking of Kobani, Syria. The Kurds, motivated by a desire for their own homeland and backed by U.S.-led airstrikes, have now retaken more than 200 cities from ISIS fighters. (AP file photo)

By BASSEM MROUE
The Associated Press - May 28, 2015
www.cbc.ca

In contrast to the Iraqi army's failures, Kurdish fighters in Syria are on the march against ISIS, capturing towns and villages in an oil-rich swath of the country's northeast under the cover of U.S.-led airstrikes.

As the Kurds close in on Tel Abyad, a major commercial centre on the Turkish border, their advance highlights the decisive importance of combining air power with the presence of a cohesive and motivated ally on the ground — so clearly absent in Iraq.

In Syria, a country now split mostly between al-Qaeda-style militants and forces loyal to embattled President Bashar al-Assad, the United States has found a reliable partner in the country's main Kurdish fighting force, known as the YPG. They are moderate, mostly secular fighters driven by revolutionary fervour and deep conviction in their cause.

Since the beginning of May, they have wrested back more than 200 Kurdish and Christian towns in northeastern Syria, as well as strategic mountains seized earlier by ISIS militants. Along the way, they have picked up ammunition, weapons and vehicles left behind by jihadists.

The push has got them closer to Tel Abyad, a major avenue for commerce for the extremist group through which it smuggles foreign fighters and sells black-market oil to help fund its conquests. The city is also a key link between Turkey and the northern Syrian city of Raqqa, the Islamic State group's de-facto capital in its self-declared caliphate.

"The YPG doesn't lack a will to fight, like soldiers in the Syrian army or soldiers in the Iraqi army who mostly fight for a salary," said Wladimir van Wilgenburg, a Middle East analyst at the

Jamestown Foundation in Washington. "The YPG is much more motivated than other forces in the region, and doesn't lack cohesion and doesn't have co-ordination problems.

The Iraqi military has struggled to make gains after its humiliating defeats last year, when it virtually crumbled in the face of the militant onslaught in northern Iraq. Poor training, corruption and sectarian politics have all been cited as reasons for the military's shortcomings.

The U.S. spent billions of dollars training Iraqi forces from 2003 to 2011, but much of that training did not reach the foot soldiers battling the Islamic State group today.

Last week, U.S. Defence Secretary Ash Carter criticized the Iraqi army following the fall of Ramadi, the strategic capital of the country's

'The YPG doesn't lack a will to fight, like soldiers in the Syrian army or soldiers in the Iraqi army who mostly fight for a salary.'

— Wladimir van Wilgenburg, Middle East analyst

largest Sunni province of Anbar, saying the Iraqi military lacked the "will to fight."

Within days, ISIS fighters had also dealt a major blow to Assad's forces in Syria, seizing the historic city of Palmyra, a major crossroads linking the capital, Damascus, with territory to the east and west. In images reminiscent of the Iraqi defeat in Ramadi, Syrian soldiers fled the city, leaving behind tanks and ammunition.

By contrast, Syria's Kurds have shown remark-

able cohesiveness. Spurred by ideology and nationalistic fervour, they fought ferociously to claw back territory after ISIS fighters captured the Kurdish town of Kobani and dozens of surrounding villages last fall. The ISIS descent on Kobani led the U.S. to widen its air campaign from Iraq into Syria to assist the Kurds.

Despite the fact that ISIS had heavy weapons and far more fighters, the Kurds resisted the offensive on Kobani, conducting fierce street battles until the U.S. air-dropped weapons and intensified the airstrikes.

In January, the YPG liberated Kobani from the Islamic State militants and began a wide offensive in which they regained much of the territory they had lost.

On May 6, the Kurdish fighters and their allies launched an offensive from the northeastern province of Hassakeh and in less than three weeks captured the strategic Mount Abdul-Aziz along with 221 Kurdish and Christian villages that were held by ISIS.

The Kurds are now closing in on Tel Abyad with fighters moving east from Kobani and west from Hassakeh — an offensive that, if successful, would open a direct line between Kurdish-controlled territory along the border with Turkey. Such a move is likely to anger Turkey, which sees the YPG as part of the Kurdish PKK movement that has waged an anti-government insurgency in southeastern Turkey for years. ■



DOSSIER KURDISTAN(S)

Jean Marcou

Professeur à Sciences Po Grenoble, chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) d'Istanbul (Turquie)

La politique kurde de l'AKP : chimère ou réalité ?

Sujet controversé du traité de Sèvres, qui démembre l'Empire ottoman en août 1920, la question kurde est souvent présentée comme le jumeau du problème arménien dans le registre des identités maltraitées lors du règlement final du premier conflit mondial. L'affaire est pourtant différente. En premier lieu, si le traité de Sèvres prévoit la création d'un État arménien en partie sur des territoires qui sont par la suite attribués à la Turquie, il se contente de reconnaître une autonomie aux Kurdes, au statut plus incertain. En second lieu, pendant la guerre que Mustafa Kemal (1881-1938) mène contre les Grecs et les Arméniens (1919-1922) pour obtenir la création d'une République de Turquie, les Kurdes se rangent aux côtés des Turcs. Pour des raisons entre autres religieuses, ils sont ainsi partie au Pacte national (*Misak-i Milli*), feuille de route kémaliste de la « guerre d'indépendance », qui revendique les territoires d'Anatolie et de Roumélie majoritairement peuplés par des musulmans pour créer un État-nation turc. Les travaux de la Grande Assemblée nationale, notamment, attestent la présence kurde dans cette instance représentative majeure du camp kémaliste pendant ce conflit fondateur et le fait qu'ils contribuèrent à la création de la République.

Il est vrai qu'ils furent par la suite les grands oubliés de ce nouvel État. Tandis que les communautés non musulmanes (arménienne, grecque orthodoxe et juive) obtiennent des statuts de minorité protégée par le traité de Lausanne du 24 juillet 1923, les Kurdes ne disposent que de la citoyenneté turque indifférenciée. Pis, leurs traditions et leurs langues sont perçues comme une menace par une république unitaire, volontariste et réformatrice. Cette situation se solde par la répression féroce de la révolte du cheikh Saïd Piran en 1925 (environ 120 000 victimes), puis par la mise au pas, en 1937, de la province kurde alévie de Dersim, rebaptisée Tunceli (plus de 40 000 morts).

Le retour de la question kurde

La chape de plomb du parti unique fait provisoirement oublier la question kurde en Turquie. Avec la démocratisation du système politique à partir des années 1950, les partis nouent des

En septembre 2014, lors de l'investiture de son gouvernement, le Premier ministre de Turquie, Ahmet Davutoglu, s'est fixé deux priorités : relancer la candidature de son pays à l'Union européenne (UE) et résoudre la question kurde. Ces deux dossiers, récurrents dans le calendrier politique turc, ne sont pas sans rapport, mais pour en venir au second, avant d'évoquer les tentatives de règlement engagées par le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir depuis 2002), il convient de rappeler qu'il handicape l'État-nation turc contemporain depuis sa fondation en 1923.



Emprisonné à vie sur l'île d'Imralı depuis 1999, Abdullah Öcalan reste un acteur majeur de la question kurde en Turquie.

alliances avec des notables kurdes pour assurer leur présence électorale dans le sud-est du pays. Mais alors même que la cause kurde s'est réveillée en 1946 en Iran, avec l'éphémère République de Mahabad (janvier-décembre 1946) sous la houlette de Qazi Muhammad (1893-1947) et de Mustafa Barzani (1903-1979), et qu'elle génère en Irak l'importante guérilla des *peshmerga* à partir des années 1960, la Turquie dissimule l'existence de ses Kurdes, pudiquement appelés « Turcs des montagnes ». C'est dans le contexte de la décennie 1970, avec le développement de la contestation étudiante, que la question kurde revient sur le devant de la scène. Des organisations prétendant incarner les revendications kurdes apparaissent, en particulier le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cette formation fondée en 1978 par un étudiant en droit de la faculté d'Istanbul, Abdullah Öcalan (né en 1949), s'inspire des mouvements de libération nationale à l'œuvre dans le Tiers-Monde, contestant un « État oppresseur à la solde de l'impérialisme » et prônant une révolution d'inspiration marxiste-léniniste. C'est pourtant le coup d'État de 1980 et la féroce répression qui s'est ensuivie, entre autres contre les formations d'extrême gauche, et notamment celles défendant les revendications kurdes, qui voient le sud-est du pays basculer à partir de 1984 dans un état de guérilla permanent dont le PKK est l'acteur central.

DOSSIER KURDISTAN(S)

La politique kurde de l'AKP : chimère ou réalité ?

En trente ans, cette guerre civile larvée a causé la mort de plus de 40 000 personnes et provoqué le déplacement d'au moins 2 millions d'habitants. Mais, surtout, cette situation a gêné la démocratisation de la Turquie, favorisant des atteintes à l'État de droit, confortant la position de l'armée comme acteur politique central et accentuant, à cette époque, le développement de ce que l'on appelle l'« État profond » (1).

Ainsi, en 1990, les ouvertures du président Turgut Özal (1989-1993), avec l'apparition d'une formation parlementaire kurde, le Parti du travail du peuple (HEP), dissous en 1993, sont sévèrement encadrées par des gouvernements qui restent largement sous la dépendance de l'armée, même si la reconnaissance officielle de la candidature turque à l'UE en 1999 et la perspective de l'ouverture de négociations avec Bruxelles contribuent à des réformes constitutionnelles et législatives qui favorisent la décrue des tensions. Le leader du PKK, jugé et condamné à mort après son arrestation en 1999, est gracié, et Leyla Zana, la figure emblématique de la cause parlementaire kurde, est libérée en 2004. Mais surtout, depuis l'avènement de l'AKP, le gouvernement turc envisage la question kurde sous un autre angle. Pour cette formation issue de la mouvance islamiste, les Kurdes sont avant tout des musulmans et la répression qu'ils subissent amène Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre de 2003 à 2014 et président élu en août 2014, à critiquer la stratégie suivie jusqu'à présent par des gouvernements nationalistes laïques, voire à contester l'immixtion de l'armée dans les décisions politiques.

La nouvelle approche de l'AKP

Avec la question kurde comme avec la candidature à l'UE, le gouvernement turc issu de la mouvance islamiste est en mesure de réussir là où ses prédécesseurs laïques ont échoué. Les dossiers paraissent d'ailleurs étroitement liés. L'ouverture de négociations d'adhésion avec Bruxelles accroît encore les perspectives de règlement d'un conflit qui semblait fossilisé. Lors des élections législatives anticipées de juillet 2007, les Kurdes parviennent à se faire élire en se présentant comme candidats indépendants et à constituer le quatrième groupe politique au Parlement par ordre d'importance numérique (20 sièges sur 550).

Cet événement contribue à la décrispation politique ambiante. S'ils s'abstiennent lors de l'élection présidentielle d'Abdullah Gül en août 2007, les députés kurdes ne boycottent pas le vote comme les kémalistes. À l'ouverture de la session parlementaire qui suit, en gage d'apaisement, leur leader, Ahmet Türk, serre la main de Devlet Bahçeli, le chef de l'extrême droite nationaliste (Parti du mouvement nationaliste, MHP). Enfin, en février 2008, ils soutiennent la réforme constitutionnelle visant à permettre une levée de l'interdiction du port du voile dans les universités, qui provoque un affrontement entre l'AKP et l'establishment laïque.

À la même époque, en outre, le gouvernement établit des liens diplomatiques constants avec la région irakienne kurde

Principaux partis et mouvements kurdes

Les organisations prétendant défendre les droits des Kurdes, voire revendiquer l'autonomie ou l'indépendance, sont multiples. Leur statut est variable : parti légal reconnu, mouvement rebelle menant une guérilla ou parti de gouvernement. Quant à leurs relations, elles vont de la symbiose à des conflits aigus, en passant par des alliances tactiques plus ou moins durables.

Parti démocratique du Kurdistan (PDK) – Irak



Avant l'apparition du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le PDK a été la principale, sinon la seule, formation luttant pour défendre la cause kurde pendant trente ans. Fondé en 1946 par Mustafa Barzani (1903-1979), leader du soulèvement contre Bagdad dans les années 1960, le PDK domine la scène politique dans le nord du Kurdistan irakien. Il est dirigé

par le fils de Mustafa, Massoud (né en 1946), président du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) d'Irak depuis 2005, et par Nechirvan Barzani (né en 1966), neveu de Massoud, Premier ministre. Il ne doit pas être confondu avec son homonyme iranien, le PDKI, apparu en 1945.



Union patriotique du Kurdistan (UPK) – Irak



En désaccord avec la direction du PDK, certains de ses membres font défection pour fonder l'UPK le 1^{er} juin 1975 en Syrie, avant de s'installer en Irak deux ans plus tard. Deux de ses importantes figures sont Jalal Talabani (né en 1933) et Fouad Massoum (né en 1938), respectivement président de la République d'Irak entre avril 2005 et juillet 2014, et depuis juillet 2014. L'UPK réunissait différents groupes d'extrême gauche (marxisme-léninisme) lors de sa création et reste aujourd'hui membre de l'Internationale socialiste. Son fief se trouve dans le sud du Kurdistan irakien.

Gorran (Mouvement pour le changement) – Irak



Créé en 2009, ce jeune parti est monté en puissance jusqu'à contester à l'UPK sa place de deuxième force politique kurde irakienne, remportant 17 sièges lors des élections provinciales d'avril 2014 (34 pour le PDK, 19 pour l'UPK), et 24 aux législatives du Kurdistan d'Irak de septembre 2013 (38 pour le PDK, 18 pour l'UPK). Formé par d'anciens membres du PDK et de l'UPK, Gorran affiche un objectif de lutte contre la corruption et le clientélisme, tout en défendant une vision fédérale pour l'Irak. Il est dirigé par Nawshirwan Mustafa (né en 1944).

Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – Turquie



Fondé en novembre 1978, le PKK est né sous la forme d'un mouvement pankurdiste, nationaliste et marxiste-léniniste, avec comme objectif la défense des droits culturels et politiques des Kurdes, notamment celui à l'autodétermination. L'opposition avec l'État turc adopte une forme armée en 1984. Les dirigeants du PKK trouvent alors refuge en Syrie, puis dans les montagnes de Qandil (Irak). Son leader historique, Abdullah Öcalan (né en 1949), est arrêté en 1999 et condamné à mort, mais sa peine est commuée en prison à vie. En 2001, après l'annonce temporaire de la fin de la lutte armée, le PKK crée le **Congrès pour la démocratie et la liberté au**

Kurdistan (KADEK), puis, en abandonnant le marxisme-léninisme au profit du « communalisme » (démocratie populaire sans État) en 2003, le **Congrès du peuple du Kurdistan (KADEK-GEL)**. C'est à cette époque que le PKK lance des organisations sœurs dans les pays voisins, dont le **Parti pour une solution démocratique au Kurdistan (PCDK)** en Irak (2002), le **Parti de l'union démocratique (PYD)** en Syrie (2003) et le **Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK)** en Iran (2004). Sa vision politique s'oriente vers un modèle confédéral avec une forte autonomie pour un Kurdistan turc. Le mouvement est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les États-Unis.

Parti démocratique des neuples (HDP) - Turquie

Fondé en 2012, le HDP est l'héritier des nombreux partis politiques légaux défendant la cause kurde en Turquie. Le premier à apparaître est le **Parti du travail du peuple (HEP)**, né en 1990 et dissous trois ans plus tard par la Cour constitutionnelle. Le dernier changement en date est l'autodissolution, en juin 2014, du **Parti pour la paix et la démocratie (BDP)** et son intégration au HDP. Les deux mouvements ont mené campagne commune lors des élections municipales du printemps 2014 et du scrutin présidentiel d'août, sous la houlette de Selahattin Demirtas (né en 1973). Le HDP se définit comme une formation de centre gauche, favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et à la défense des minorités. Il détient 28 sièges sur 550 à l'Assemblée nationale (législature 2011-2015).



Parti de l'union démocratique (PYD) - Syrie

Le PYD est apparu en septembre 2003 dans le nord de la Syrie avec une idéologie socialiste et nationaliste kurde, ses dirigeants – son leader depuis 2010 est Mohammed Saleh Mouslim (né en 1951) – œuvrant plus en faveur d'une autonomie kurde au sein d'une nouvelle Syrie démocratique que pour l'indépendance. Non reconnu comme parti politique par Damas, le PYD est considéré comme terroriste par la Turquie, étant la « branche » syrienne du PKK. Depuis 2011, le mouvement possède un bras armé peu engagé dans les combats contre le régime de Bachar al-Assad, mais affrontant l'organisation de l'État islamique, les **Unités de défense du peuple (YPG)**. Leurs forces sont estimées entre 35 000 et 65 000 soldats, dont près de la moitié de femmes.



Le PYD gouverne *de facto* trois « cantons » à majorité kurde, le long de la frontière avec la Turquie : Afrin à l'ouest, Kobané au centre et Djézireh à l'est.



Islam politique

La répression contre les Kurdes a favorisé l'émergence de mouvements nationalistes, laissant peu de place à l'islam politique. Pourtant, les partis s'en réclamant existent, notamment en Irak. Ainsi, le **Mouvement islamique du Kurdistan (MIK)** apparaît dès 1979, mais de façon plus officielle en 1987 avec des membres des Frères musulmans. Ces derniers ont une vitrine politique au Kurdistan irakien depuis 1994, l'**Union islamique du Kurdistan (UIK)**, qui est en relation avec l'AKP turc. Proche de Téhéran, le MIK ne possède qu'un seul député à l'Assemblée nationale du GRK, tandis que l'UIK en a 13 grâce à des alliances avec d'autres formations, dont le salafiste **Groupe islamique du Kurdistan (GIK)**. En Turquie, le **Hüda Par** est le principal parti islamiste (sunnite) kurde.

G. FOURMONT

autonome de Massoud Barzani. Tout cela incite certains observateurs à évoquer l'amorce d'une convergence objective du parti au pouvoir et des Kurdes en Turquie. Et ce, d'autant plus que le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan continue de se démarquer des postures nationalistes hostiles que les représentants du camp laïque affichent à l'égard d'un éventuel règlement de la question kurde. Ainsi, il ne manque pas une occasion de critiquer la stratégie (et le cas échéant ses échecs) suivie par l'armée pour combattre la guérilla kurde dans le sud-est ou les décisions rendues par la justice s'en prenant à des responsables politiques kurdes et à leurs organisations. Une relation confiante ne parvient pas à s'établir pour autant. Lors des élections locales de mars 2009, l'AKP décide de conforter ses bons résultats aux législatives de 2007 dans les zones kurdes, en partant à l'assaut des bastions municipaux du Parti de la société démocratique (DTP), formation prokurde dissoute deux ans plus tard. Il échoue, mais les confrontations de la campagne électorale laisseront des traces.

De l'« ouverture démocratique » au « processus d'Oslo »

Cette évolution contrastée n'empêche pas le gouvernement, soucieux de prévenir les célébrations du vingt-cinquième anniversaire des débuts de la guérilla qui doivent avoir lieu le 15 août 2009, de lancer une première tentative de règlement politique de la question kurde. C'est l'amorce de l'« ouverture démocratique ».

Recep Tayyip Erdogan, qui avait toujours refusé de le recevoir depuis la création d'un groupe de députés kurdes au Parlement deux ans plus tôt, invite Ahmet Türk au siège du gouvernement, et le ministre de l'Intérieur, Besir Atalay (2007-2011), se déplace au siège du DTP. À l'automne 2009, pour la première fois depuis la fondation de la République, l'Assemblée nationale turque débat officiellement de la question kurde. Mais ces gestes contrastent avec la faiblesse des mesures concrètes proposées (2), et ce sont une succession d'événements malheureux qui vont avoir raison du processus engagé. En premier lieu, en novembre 2009, le retour en Turquie d'un « groupe de la paix » (3) provoque un choc dans l'opinion publique turque. En second lieu, en décembre 2009, le gouvernement ne parvient pas à empêcher la dissolution du DTP par la Cour constitutionnelle et, dans le cadre de l'enquête sur le Groupe des communautés du Kurdistan (KCK), organisation liée au PKK, l'arrestation de dirigeants kurdes (maires, responsables d'associations) et la publication de leurs photographies les montrant menottés sous la garde de policiers turcs achèvent de décrédibiliser l'« ouverture démocratique ».

En dépit des coups portés à cette première initiative, des rencontres secrètes entre les services de renseignement turcs, le MIT, et le PKK ont commencé parallèlement à Oslo (Norvège). Ledit « processus d'Oslo » marque un tournant car, pour la première fois, le gouvernement engage un dialogue direct avec l'organisation rebelle et s'informe de ses

DOSSIER KURDISTAN(S) La politique kurde de l'AKP : chimère ou réalité ?

revendications. C'est notamment l'une d'elles (la demande d'un statut d'autonomie) qui aurait enrayé cette nouvelle initiative. Mais l'échec de celle-ci tient aussi à la reprise de la guérilla à partir de juillet 2011 et à une série de contraintes politiques intérieures.

En septembre 2011, des fuites aboutissent à la diffusion d'un enregistrement des rencontres d'Oslo et alimentent la rumeur selon laquelle le gouvernement négocierait dans l'ombre une résolution de la question kurde. En février 2012, il croise même les premières dissensions entre l'AKP et le mouvement Gülen, lorsque des procureurs proches de celui-ci convoquent le chef du MIT, Hakan Fidan, pour l'entendre sur le « processus d'Oslo ». La relance des affrontements dans le sud-est débouche pourtant rapidement sur une impasse. Si l'armée ne parvient pas à en finir avec le PKK, ce dernier échoue dans sa tentative de donner corps à « une guerre populaire révolutionnaire » s'accompagnant de la création de « zones libérées ». À l'automne 2012, l'aptitude d'Abdullah Öcalan à mettre un terme à plusieurs semaines de grèves de la faim de prisonniers kurdes conforte le gouvernement turc dans l'idée que le leader du PKK est l'interlocuteur incontournable.

~ Négociations avec le leader emprisonné

À la fin de l'année 2012, une nouvelle initiative est lancée. Basée pour l'essentiel sur des rencontres entre le chef kurde emprisonné dans l'île d'Imrali (mer de Marmara) et le MIT, voire des députés kurdes du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), autodissous en juin 2014 pour se fondre dans le Parti démocratique des peuples (HDP). En dépit de l'assassinat à Paris de trois militantes kurdes du PKK le 9 janvier 2013, le « processus d'Imrali » connaît des débuts prometteurs (4). Lors de la célébration de la fête kurde de Newroz (Nouvel An) le 21 mars, un discours d'Abdullah Öcalan, lu à Diyarbakir en turc et en kurde, annonce un cessez-le-feu et, à partir du 8 mai, le PKK commence à retirer ses troupes du territoire turc. Mais, en mai-juin, les événements de Gezi qui ébranlent le pays remettent en question ce bon départ.

Dès lors, dans les mois qui suivent, le gouvernement de l'AKP va être absorbé par d'autres priorités. Après être parvenu à calmer l'effervescence politique qui a affecté plus de 80 villes turques, mais significativement pas les municipalités kurdes, il voit éclater au grand jour, à l'occasion du « scandale de corruption du 17 décembre » (5), un conflit avec le mouvement religieux de Fethullah Gülen, qui provoque une épuration de grande ampleur dans la police. L'année 2014 n'est guère plus propice



Selahattin Demirtaş est arrivé troisième à l'élection présidentielle de 2014.

à une reprise du « processus de paix », car elle est hypothéquée par deux rendez-vous déterminants pour l'avenir politique de l'AKP : les élections municipales de mars et le scrutin présidentiel d'août (le premier à se tenir au suffrage universel). Alors que l'élection de Recep Tayyip Erdoğan (avec 51,8 % des voix) paraissait devoir conduire à une relance du processus engagé fin 2012, l'offensive de l'organisation de l'État islamique (EI) contre les Kurdes irakiens et syriens, et particulièrement le siège de Kobané (septembre 2014-janvier 2015) ont de nouveau retardé l'échéance, au point de laisser penser qu'elle est compromise. Il reste que, le 28 février 2015, le gouvernement et le HDP ont signé une déclaration conjointe, annonçant la reconnaissance de l'existence d'une identité kurde en Turquie.

~ Les enjeux politiques internes contemporains

Les chances de règlement de la question kurde dépendent d'un contexte politique intérieur qui a profondément changé. Les relations avec les Kurdes d'un gouvernement turc de plus en plus autoritaire sont tendues. L'AKP est le premier gestionnaire du problème kurde et il est donc désormais pleinement comptable des opérations militaires qui se poursuivent dans le sud-est. Ce changement de rôle a été bien illustré en décembre 2011, lors de la tragique affaire d'Uludere qui a vu l'aviation turque bombardier (d'après les autorités militaires, par erreur) une colonne de villageois-contrebandiers kurdes sur la frontière avec l'Irak et causer la mort de 34 d'entre eux. Pour la première fois, Recep Tayyip Erdoğan a dû prendre la défense de l'état-major.

Mais cette nouvelle donne alimente également une confrontation permanente et durable avec le HDP, car celui-ci est désormais un acteur qui compte au sein du système politique

turc, étant de surcroît le rival de l'AKP dans des provinces du sud-est. Après une campagne réussie, son leader, Selahattin Demirtas, a pris la troisième place lors de l'élection présidentielle d'août 2014, avec 9,8 %, dépassant la sphère d'influence traditionnelle des formations kurdes. Lors des législatives de juin 2015, le HDP peut tenir un rôle central, car en annonçant son intention de présenter des listes partisans et non des candidats indépendants (comme en 2007 et 2011), il prend le risque, s'il ne franchit pas le score de 10 % (nécessaire pour avoir des députés au Parlement), de voir sa représentation parlementaire captée par l'AKP, qui obtiendrait alors la majorité renforcée lui permettant de changer seul la Constitution...

Les enjeux géopolitiques kurdes contemporains

Le règlement de la question kurde en Turquie est aussi tributaire du délitement des États irakien et syrien, où des entités kurdes autonomes se sont créées. Depuis 2007, Ankara a établi une forte coopération avec la région kurde nord-irakienne. Cela ne l'a pourtant pas conduit à soutenir les velléités d'indépendance des Kurdes d'Irak lorsqu'ils ont pris le contrôle de Kirkouk, abandonné, en juin 2014, par les forces du pays défaites par l'EI. En outre, le scénario irakien d'alliance avec les Kurdes de l'extérieur n'a pu être reproduit dans le nord de la Syrie, lorsque des zones kurdes autonomes y sont apparues pendant l'été 2012. Les Kurdes syriens sont en effet largement dominés par le Parti de l'union démocratique (PYD), organisation sœur du PKK.

La situation inconfortable d'Ankara s'est bien manifestée au moment du siège de Kobané. Sommé par les Occidentaux de se montrer plus coopératif à l'égard des Kurdes assiégés, le gouvernement turc a d'abord renvoyé l'EI et le PYD-PKK dos à dos en rappelant qu'ils figurent sur la liste des organisations terroristes et en refusant de s'impliquer dans la coalition internationale contre les djihadistes. Dans un second temps, la Turquie a accepté que des *peshmerga* irakiens prêtent main-forte à partir

de son territoire à la ville et que plus de 500 combattants kurdes blessés soient soignés dans ses hôpitaux frontaliers. Par ailleurs, le siège de Kobané et les manifestations de soutien dont il a fait l'objet en Turquie ont ravivé des conflits anciens et dangereux entre Kurdes. Début octobre 2014, des troubles opposant dans le sud-est les islamistes sunnites du Hizbullah (6) aux autres Kurdes, qui voulaient montrer leur solidarité avec les combattants de Kobané, ont fait une trentaine de victimes.

Cette situation a encore retardé le « processus de paix », mais n'en a pas eu raison. Il est vrai que tous les protagonistes (gouvernement turc, Abdullah Öcalan, HDP) affirment depuis le début leur motivation pour aller jusqu'au bout. Dans son discours de Newroz en 2013, Abdullah Öcalan avait ainsi rappelé que les Kurdes et les Turcs avaient vécu depuis mille ans sous le drapeau de l'islam, combattu côte à côte à la bataille des Dardanelles (avril 1915-janvier 1916) et fondé ensemble la Grande Assemblée nationale au début de la « guerre d'indépendance », en leur demandant de mettre fin à plus de « 90 années d'erreurs » commises par la suite. Quant à Recep Tayyip Erdogan, il n'a pas hésité à utiliser le mot « Kurdistan », en novembre 2013, en précisant que c'était un terme usuel sous l'Empire ottoman. Il faudra pourtant plus que des mots pour venir à bout d'un problème qui reste un enjeu majeur pour la Turquie contemporaine. ■

JEAN MARCOU



Des Kurdes écoutent un discours de Recep Tayyip Erdogan, en septembre 2013 à Diyarbakir.

(1) Expression désignant un pouvoir occulte instrumentalisé par certains secteurs de l'État et les ultranationalistes, pour s'opposer à la démocratisation proeuropéenne d'un État autoritaire et laïciste.

(2) Entre autres : renforcement des libertés par la création d'institutions indépendantes, suppression des checkpoints dans le sud-est du pays, rétablissement des noms de lieux kurdes turquifiés, usage possible d'autres langues que le turc pour les services sociaux et religieux et pour les campagnes électorales, etc.

(3) Groupe de rebelles kurdes du PKK venant de leurs bases arrière en Irak pour rendre symboliquement les armes.

(4) Jean Marcou, « Négocier avec le PKK, une issue inéluctable », in *Diplomatie* n°61, mars-avril 2013, p. 30-35.

(5) En décembre 2013, une enquête anticorruption mène à l'inculpation de 24 personnes, dont des cadres de l'AKP et quatre ministres. Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, est directement concerné.

Ce dernier dénonce un complot de la confrérie de Fethullah Gülen. En janvier 2015, une commission parlementaire a voté contre le renvoi des ministres devant une juridiction *ad hoc*.

(6) Le Hizbullah de Turquie ne doit pas être confondu avec son homonyme chiite libanais Hezbollah. Mouvement islamiste sunnite kurde instrumentalisé dans les années 1990 par les forces de sécurité turques pour combattre le PKK, il possède une vitrine politique légale depuis 2012, le Hüda Par.